



Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1986/87

Canada

Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1986-1987



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

N° de cat. E1-1/1987

ISBN 0-662-55527-9



External Affairs Affaires extérieures
Canada Canada
Under-Secretary Sous-secrétaire

Le 20 octobre 1987

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures
Ottawa, Ontario

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier
Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du
ministère des Affaires extérieures, le présent rapport
rend compte de l'activité du Ministère au cours de
l'année financière, soit de la période allant du 1er
avril 1986 au 31 mars 1987.

J.H. Taylor
J.H. Taylor

125 promenade Sussex Drive
Ottawa, K1A 0G2

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble: LE CANADA ET LE MONDE	1
Chapitre 1 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	5
Le Canada et le contexte économique international.....	5
Questions internationales en matières de finances et d'investissements.....	5
Relations Nord-Sud et aide au développement.....	6
Chapitre 2 LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL	8
Évolution du commerce mondial.....	8
Évolution du commerce extérieur du Canada.....	9
Évolution des échanges commerciaux du Canada selon les régions.....	9
Évolution des échanges commerciaux du Canada selon les produits.....	10
Évolution de la politique commerciale.....	15
Relations commerciales spéciales, contrôle à l'exportation et à l'importation.....	19
Intensification du commerce international.....	20
Programmes et services d'exportation.....	29
Politique et planification du commerce et de l'investissement.....	31
Chapitre 3 AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	34
Les Nations Unies.....	34
Le Commonwealth.....	35
La Francophonie.....	35
Énergie.....	36
Questions nucléaires.....	36
L'environnement et le droit de l'environnement.....	37
Droit de la mer : exploitation des fonds marins.....	38
Droits de la personne et affaires sociales.....	38
Contrôle des stupéfiants.....	40
Chapitre 4 INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA	41
États-Unis.....	41
Europe de l'Ouest et Communauté économique européenne.....	46
Union soviétique et Europe de l'Est.....	53
Asie et Pacifique.....	54
Afrique et Moyen-Orient.....	60
Amérique latine et Antilles.....	64
Chapitre 5 DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE	70
Contrôle des armements et désarmement.....	70
La défense et l'OTAN.....	71
Relations canado-américaines.....	72
Maintien de la paix.....	72
Chapitre 6 PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS	73
Services consulaires.....	73
Services des passeports.....	74
Immigration et réfugiés.....	74
Droit international privé.....	75
Accès à l'information et protection des renseignements personnels.....	76
Chapitre 7 DROIT INTERNATIONAL	77
Souveraineté canadienne.....	77
Questions halieutiques et frontalières.....	77

	Droit commercial	78
	Mesures antiterroristes	78
	Droit de l'espace	79
	Station spatiale	79
	Commission du droit international	79
	Droit conventionnel	79
	Privilèges et immunités	79
Chapitre 8	COMMUNICATIONS ET CULTURE	81
	Relations avec les médias	81
	Programmes d'information au Canada	82
	Programmes d'information à l'étranger	82
	Communications sur le commerce	83
	Services de bibliothèque	83
	Relations culturelles internationales	84
	Échanges internationaux	84
	Sports internationaux	84
	Promotion des arts	85
	Études canadiennes à l'étranger	85
Chapitre 9	COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION	87
	Développement de la politique	87
	Gestion du Ministère	87
	Bureau de l'inspecteur général	89
	Coordination fédérale-provinciale	89
	Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada	89
	Sécurité et renseignement	94
	Personnel	94
	Finances et services administratifs	94
	Immeubles et autres biens	95
	Gestion des ressources en information	96
	COSICS	96
Annexes	I. Ministère des Affaires extérieures	97
	II. Accords internationaux bilatéraux	98
	III. Accords internationaux multilatéraux	102

Sigles et acronymes

ABM	Traité sur les missiles antimissiles
ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACL	Accords commerciaux à long terme
AEIE	Agence d'examens de l'investissement étranger
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIJ	Année internationale de la jeunesse
AIP	Année internationale de la paix
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APPD-DD	Arrangements de partage du développement et de la production de matériel de défense
APRA	Action populaire révolutionnaire américaine
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CARIBCAN	Programme d'aide au développement économique et commercial des pays des Antilles du Commonwealth
CARICOM	Communauté et marché commun des Caraïbes
CCC	Corporation commerciale canadienne
CCDAA	Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe
CDH	Commission des droits de l'homme
CE	Communauté européenne
CEDEF	Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CEE	Communauté économique européenne
CEE/ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIMME	Comité pour les investissements internationaux et les entreprises multinationales
CIPPAN	Commission internationale des pêches du Pacifique Nord
CITES	Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CMIT	Comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
COCOM	Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques
CONFJES	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation
COSICS	Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CUPEEA	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
DISERO	Offres de réinstallation au débarquement
EACL	Énergie atomique du Canada Limitée
ECOSOC	Conseil économique et social
EIC	Emploi et Immigration Canada
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
FCCT	Fonds du Commonwealth pour la coopération technique
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Force multinationale d'observation
G-7	Groupe des sept ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GPE	Groupe de personnes éminentes

GRC	Gendarmerie royale du Canada
HABITAT	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
IDS	Initiative de défense stratégique
IIACA	Agence internationale de l'énergie atomique
IICA	Institut interaméricain de coopération agricole
IPGH	Institut panaméricain de géographie et d'histoire
LEIE	<i>Loi sur l'examen de l'investissement étranger</i>
LMSI	<i>Loi sur les mesures spéciales d'importation</i>
LOS	Convention sur le droit de la mer
MAE	Ministère des Affaires extérieures
MBFR	Réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe
ME	Mémoire d'entente
MCE	Mois canadien des exportations
MEIR	Ministère de l'Expansion industrielle régionale
MEST	Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie
NAPC	North Aegean Petroleum Corporation
NORAD	Commandement de la défense aérienne nord-américaine
OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États américains
OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMI	Organisation maritime internationale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPANO	Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
OPAS	Organisation panaméricaine de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAGAE	Programme d'amélioration de la gestion du ministère des Affaires extérieures
PALT	Programme d'acquisition à long terme
PAM	Programme alimentaire mondial
PAT	Programme d'apports technologiques
PDME	Programme de développement des marchés d'exportation
PILT	Programme d'immobilisations à long terme
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Programme des projets de promotion
RASRO	Programme commun de réinstallation des sauvetages en mer
RDP	Recherche, développement et production
RFA	République fédérale d'Allemagne
RPC	République populaire de Chine
SAARC	Association de coopération régionale de l'Asie du Sud
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
SALT-II	Entretiens sur la limitation des armes stratégiques — 2 ^e session
SCCI	Sous-comité de la coopération internationale
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SPECAI	Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale
SUCO	Service universitaire canadien outre-mer
UNCTAD	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WIN	Réseau mondial d'information sur les exportations du MAE

Vue d'ensemble

LE CANADA ET LE MONDE

Au cours de l'année visée par ce rapport — l'année financière qui va du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987 — divers grands dossiers internationaux ont évolué de façon marquée. Cette année aura connu des situations privilégiées et des situations de risque, obligeant par là même le Canada et les autres pays à réviser la nature des relations qu'ils entretiennent ainsi que les stratégies qu'ils mettent en œuvre ou faire de notre planète un monde plus sûr, plus humain et plus prospère. Cette année aura également vu le gouvernement donner le feu vert à une approche active et internationaliste de la politique étrangère, politique que bon nombre de Canadiens de tous milieux ont contribué à façonner.

C'est dans le domaine des relations Est-Ouest et dans celui du contrôle des armements que les changements les plus marquants se sont produits. Après des années de pénibles pourparlers et de relations très froides, les deux superpuissances se sont enfin engagées dans une phase plus dynamique et plus prometteuse. Du côté de l'Union soviétique, le « phénomène Gorbatchev » a capté toute l'attention du public occidental et a dirigé le mouvement de réforme interne, en faisant appel à la restructuration de l'économie, à une plus grande ouverture et à la démocratisation. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, les deux blocs ont émis un certain nombre de propositions importantes pour le contrôle des armements, ce qui permet d'entrevoir la possibilité d'une entente sur l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) en Europe et de voir de nouveaux progrès se réaliser dans le cadre des négociations sur la réduction des armements stratégiques. En outre, en convenant d'entamer des discussions sur une nouvelle base, pour pouvoir négocier le contrôle des armements classiques de l'Atlantique à l'Oural, l'Est et l'Ouest ont fait avancer ce dossier de façon significative.

Même si l'Administration américaine a signifié qu'elle ne pouvait que difficilement s'accommoder des contraintes imposées par certains accords conclus antérieurement, comme les Entretiens sur la limitation des armes stratégiques (SALT II) et le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (Traité AMB), le Président Reagan a continué de son côté à militer en faveur du passage de la dissuasion offensive à la dissuasion défensive et à se faire le protagoniste d'un monde dénucléarisé.

Lors du Sommet de Reykjavik en octobre, le monde s'est soudainement rendu compte que la conclusion d'accords très importants pour le contrôle des armements entrerait désormais dans le domaine du possible. Les événements subséquents ont montré qu'en dépit de la présence d'obstacles politiques et techniques majeurs, il y avait, au chapitre du contrôle des armements et tout spécialement des forces nucléaires de portée intermédiaire, un réel

désir de progrès qui pourrait déboucher sur des ententes d'importance avant la fin du mandat de M. Reagan, le président des États-Unis.

Les consultations entre pays occidentaux se sont poursuivies selon les critères habituels, étroite collaboration et efficacité, pour évaluer les possibilités et les difficultés résultant de l'évolution des relations entre les deux grands blocs. En fait, ces consultations se sont déroulées en dépit des effets que l'affaire Iran-Contras pouvait avoir sur l'Administration américaine et en dépit des préoccupations européennes concernant la sécurité collective de l'Alliance, quant à la répercussion des vastes mesures de contrôle discutées par les superpuissances à Reykjavik au sujet de l'armement. Le Canada a grandement contribué au processus en appuyant le maintien de l'adhésion aux régimes existants de contrôle des armements et en s'efforçant d'obtenir, au sein de l'Alliance, des résultats tangibles visant à assurer la sécurité et la stabilité à des niveaux plus bas d'armements nucléaires et classiques.

Les conflits et les problèmes que connaissent certaines régions du globe ont persisté à compromettre leur sécurité ainsi que celle du reste du monde, l'amélioration des conditions socio-économiques dans le Tiers monde, et le respect des droits de la personne. La guerre entre l'Iran et l'Iraq, longue et destructrice, s'est poursuivie, aucun des deux pays ne pouvant remporter une victoire décisive sur l'autre. Cet affrontement s'est traduit par une déstabilisation de la sécurité de la région du Golfe persique et par une désorganisation de la navigation qui s'effectue dans ses eaux. On a multiplié les tentatives en vue d'organiser une conférence internationale pour régler les questions israélo-arabes, mais elles ont toutes échoué. Par ailleurs, les rivalités entre factions libanaises ne se sont absolument pas amoindries et les actes de violence en Amérique centrale ont augmenté de façon très marquée à mesure que les puissances étrangères y renforçaient leur intervention.

Les combats en Afghanistan et au Cambodge se sont poursuivis sans relâche et, même si l'Union soviétique a signifié qu'elle souhaitait un retour à la normale dans ces deux pays, aucune mesure convaincante n'a été prise en ce sens. Le terrorisme, qui profite de situations du genre, a continué de faire des victimes et a provoqué de vives réactions, comme, entre autres, le raid américain sur Tripoli.

La situation en Afrique du Sud s'est détériorée. L'agitation dans les banlieues noires s'est soldée par une répression impitoyable et les États voisins de l'Afrique du Sud en ont souffert de façon accrue. Les efforts du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, groupe mis sur pied lors de la Réunion des chefs de gouvernement du

Commonwealth à Nassau dans l'intention d'amener un changement réel et un dialogue vrai en Afrique du Sud, sont restés lettre morte. Comme Pretoria ne se montrait aucunement disposée à mettre un terme aux principes racistes de l'*apartheid*, le Canada a décidé de jouer le rôle de chef de file à la réunion d'examen à Londres, où fut adoptée une série d'autres mesures destinées à amener le gouvernement sud-africain à changer ses positions. Le Canada a par ailleurs intensifié l'aide qu'elle apporte aux Pays de première ligne, qui cherchaient à diminuer leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

D'autres parties du globe ont par contre connu une évolution plutôt encourageante. C'est ainsi qu'une démocratie fragile a été rebâtie aux Philippines. Dans plusieurs grands États d'Amérique latine, la démocratie a réussi à survivre en dépit de graves problèmes économiques. La Chine a poursuivi ses échanges avec l'Ouest malgré un ralentissement du rythme de la réforme au pays. Enfin, à la demande pressante du Canada et d'autres États membres, la réforme du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies a débuté pour de bon.

Tenu à Paris en 1986, le Sommet de la Francophonie — appelé plus justement le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage de la langue française — a été un événement historique, révélateur de la récente coopération fédérale-provinciale sur la scène internationale. D'ailleurs, le Canada est particulièrement soucieux qu'un tel événement soit couronné de succès : il accueillait en effet le deuxième Sommet de la Francophonie, à Québec, en septembre 1987.

Durant l'année visée par ce rapport, l'essor économique des pays industrialisés s'est poursuivi après la récession de 1981-1982, quoique un peu moins vigoureusement. Le maintien de l'inflation à un taux faible a fait baisser les taux d'intérêt, mais des pressions de plus en plus fortes se sont exercées parallèlement en faveur d'un ajustement structurel plus global. Le taux de change du dollar américain a connu un recul marqué par rapport au yen et au mark allemand, essentiellement en raison des déséquilibres au niveau de la balance des paiements et des écarts persistants entre les économies des États-Unis, du Japon et de la République fédérale d'Allemagne. Le protectionnisme a davantage occupé la scène internationale, tout particulièrement aux États-Unis. Une guerre des subventions agricoles a éclaté entre les États-Unis et la Communauté européenne, ce qui a eu pour effet d'accroître certaines faiblesses déjà très évidentes sur les marchés des produits agricoles. Lorsque les accords de soutien des prix de l'OPEP n'ont pas tenu, les prix du pétrole ont connu une baisse très importante au début de 1986; ils se sont cependant stabilisés par la suite mais à un niveau moins élevé. Enfin, étant donné l'intégration plus poussée des marchés financiers internationaux, les flux financiers répondaient sur une plus grande échelle à l'évolution de la conjoncture et à l'incertitude qui régnait sur les marchés.

Le Canada a été l'un des grands partisans des efforts internationaux visant à promouvoir et à soutenir des institutions et des disciplines économiques multilatérales qui soient efficaces. Leur objectif principal étant d'assurer réciproquement aux États-Unis et au Canada un accès sans

entrave à leurs marchés en ce qui concerne toute une gamme de biens et de services, les négociations en vue de la conclusion d'un accord global de libre-échange avec les États-Unis, engagées officiellement en mai 1986, devaient contribuer à améliorer le système commercial multilatéral (Voir Chapitre 4). Les sérieux différends qui ont opposé le Canada et les États-Unis au sujet des exportations de bois d'œuvre résineux ainsi que de bardeaux et de bardeaux de fente ont montré combien il pouvait être aussi difficile qu'important d'en arriver à une entente entre les deux pays.

Le Premier ministre du Canada a soulevé la question de l'agriculture au Sommet de Tokyo et il a obtenu de ses homologues étrangers qu'ils souscrivent de façon générale à l'élaboration de règles internationales dans ce secteur. Le Canada a par la suite été invité à faire partie du Groupe des Sept, groupe composé des ministres des Finances des pays du Sommet de Tokyo afin de discuter des questions pertinentes à la coordination des politiques et à la stabilité des taux de change. Lors de la réunion de ministres tenue à Punta del Este en septembre 1986 à l'occasion du lancement de l'Uruguay Round de Négociations commerciales multilatérales (NCM), les représentants canadiens ont activement contribué aux délibérations en prenant part aux discussions des groupes informels réunissant les pays intéressés. Le mandat des Négociations commerciales multilatérales permet aux négociateurs de réaliser des progrès notables dans des dossiers tels l'agriculture, les services, les clauses de garantie, le règlement des différends et les aspects commerciaux de l'investissement et de la propriété intellectuelle.

La dette des pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine représente toujours un fardeau aussi lourd pour eux. Cependant, bon nombre de gouvernements se sont dits en faveur de solutions pouvant résulter d'une approche axée sur la croissance. On a en outre mieux saisi les avantages et les inconvénients des liens entre le développement, la solvabilité, la stabilité financière, la croissance des exportations, les politiques commerciales et les politiques monétaires et fiscales.

Le Canada a persisté dans un rôle de défenseur du développement dans le Tiers monde, tant par le biais de ses programmes d'aide que par ses politiques générales connexes. Il a vivement appuyé la mise sur pied et l'exploitation de la Facilité d'Ajustement Structurel du Fonds monétaire international (FMI) et l'aboutissement de la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID). L'annonce par le Canada, lors de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, d'un moratoire pour la dette contractée par quatorze pays d'Afrique subsaharienne au titre de l'Aide publique au développement (APD) a été l'un des faits marquants de cette réunion.

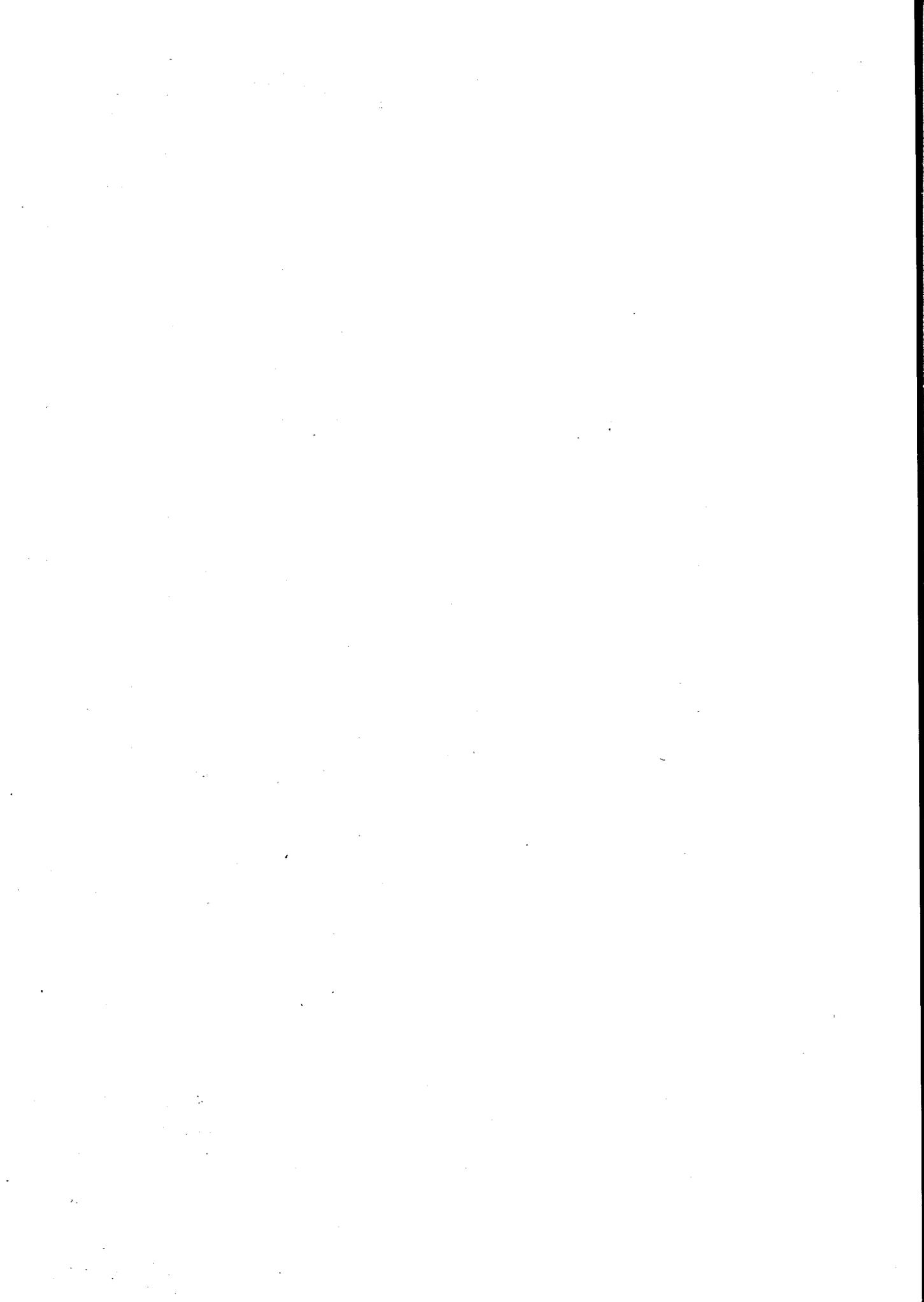
Le processus de revue de la politique extérieure du Canada, entrepris par le gouvernement en 1985, a été mené à bonne fin. En effet, en décembre 1986, étaient déposés en Chambre les résultats officiels découlant du rapport du Comité mixte de la Chambre de communes et du Sénat qui, pendant douze mois, avait tenu des audi-

ences et entendu des témoignages concernant l'orientation des relations internationales du Canada.

Faisant écho aux résultats de ce rapport, le gouvernement s'est dit d'accord avec la grande majorité des recommandations qui y sont mentionnées. Il a confirmé son intention de mener une politique extérieure active et internationaliste visant, d'une part, à promouvoir les intérêts du Canada et, d'autre part, à mettre l'influence du Canada à contribution afin de favoriser l'instauration d'un ordre international stable et humain et la prospérité économique dans le monde. Le gouvernement a particulièrement mis l'accent sur la préservation de la paix et de la sécurité à l'échelle internationale, sur la politique commerciale et économique, sur le développement international, sur les droits de la personne et sur les relations canado-américaines. En reconnaissance de

l'importance sans cesse croissante de l'Arctique, un chapitre a été consacré aux éléments de la politique extérieure du Canada concernant le Nord. En outre, le gouvernement a clairement indiqué qu'il continuerait de consulter les Canadiens en ce qui a trait à la mise en œuvre de sa politique extérieure. Dans les mois qui ont suivi la présentation du rapport, le gouvernement a fait le nécessaire pour concrétiser ses engagements.

Durant l'année visée par ce rapport, le très honorable Joe Clark était secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le 30 juin 1986, l'honorable Pat Carney a été nommée ministre du Commerce extérieur, succédant à l'honorable James Kelleher, et l'honorable Monique Landry a remplacé l'honorable Monique Vézina au poste de ministre des Relations extérieures.



Chapitre 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

Depuis la récession de 1981-1982, les diverses économies des nations membres de l'OCDE ont traversé une phase de relance. En 1986, la chute soudaine des prix du pétrole et la baisse continue du prix des produits non pétroliers ont contribué de façon significative à ramener l'inflation au taux le plus bas qu'elle a connu depuis vingt ans.

Toutefois, malgré un certain raffermissement de la demande sur le marché intérieur, la croissance économique des pays membres de l'OCDE a régressé quelque peu pour la deuxième année consécutive. Cette baisse du taux de croissance, qui atteignait 2,5 % en 1986, est dû à un déclin important des exportations. Le Japon, dont le taux de croissance est passé de 4,7 % en 1985 à 2,5 % en 1986 (2,5 % était la moyenne pour les pays membres de l'OCDE), a battu les records dans ce sens là. Même si l'économie canadienne a ralenti (4 % en 1985 par rapport à 3,1 % en 1986), elle a néanmoins connu le plus fort taux de croissance des sept nations les plus industrialisées.

Si l'inflation a été mieux contrôlée et que la croissance économique s'est faite de façon modérée, le chômage n'a par contre que lentement régressé. Même si le taux d'augmentation de l'emploi est passé à 2,9 % au Canada et à 2,3 % aux États-Unis, entraînant ainsi une diminution du chômage, la création d'emplois en Europe (moins de 1 %) n'a pas suffi à redonner de l'expansion au marché du travail. Le succès du Canada à ce titre — le meilleur parmi les sept grandes nations industrialisées en 1986 — a permis de faire baisser le taux de chômage pour la troisième année consécutive. Celui-ci reste toutefois élevé.

En mai 1986 ont débuté officiellement les négociations en vue de la conclusion d'un accord global de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. En entamant ces négociations, le principal objectif du Canada était de s'assurer et d'élargir ce qui représente pour lui le plus important marché étranger du monde pour écouler ses biens et services. Le gouvernement entend négocier un accord qui soit conforme en tous points aux obligations à respecter dans le cadre du GATT (Voir aussi Chapitre 4).

En septembre 1986, il a été convenu de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, l'Uruguay Round. Les pays participants reconnaissent par là que le moment était venu d'agir pour se dresser contre des pressions protectionnistes de plus en plus fortes, pour se pencher d'urgence sur une situation qui se détériore de plus en plus dans le domaine du commerce international des produits agricoles, ainsi que pour renforcer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et libéraliser le commerce.

Les économies des pays industrialisés ont été affaiblies par des déséquilibres sans précédent sur les plans fiscal, commercial et des comptes courants et ce, tout particulièrement entre le Japon et la République fédérale d'Allemagne d'une part, et les États-Unis d'autre part. Cette conjoncture a ralenti la croissance économique mondiale, perturbé les marchés des changes et poussé encore davantage les législateurs à décréter des mesures protectionnistes, aux États-Unis et ailleurs.

C'est ce qui a amené les dirigeants des grands pays industrialisés à adopter un certain nombre de mesures concertées lors du Sommet économique pour favoriser la croissance économique dans le monde et stimuler le commerce international. Au Sommet de Tokyo en mai 1986, les ministres des Finances des sept plus grandes nations industrialisées (le Groupe des Sept) ont reçu pour mission de chercher ensemble à renforcer la coordination des politiques économiques. La création de ce groupe s'est révélée particulièrement importante pour le Canada et pour l'Italie, qui, de ce fait, participent aujourd'hui beaucoup plus à la formulation des politiques économiques internationales. Le Groupe s'est réuni à un certain nombre d'occasions pour passer en revue les politiques et le taux de rendement des économies, y compris les fluctuations des taux de change. En février 1987, les membres du Groupe se sont entendus sur un ensemble de mesures (l'accord du Louvre) destinées à stimuler la demande intérieure au Japon et en République fédérale d'Allemagne et à réduire le déficit américain.

Questions internationales en matière de finances et d'investissements

Alors que, pour la cinquième année, le problème de la dette internationale était à l'ordre du jour, un certain nombre de changements positifs sont venus faciliter, pour certains grands pays débiteurs, leurs efforts d'ajustement. Le plus important des changements a sans doute été la baisse soutenue des taux d'intérêt. Les pays qui ne produisent pas de pétrole ont bénéficié en outre de la faiblesse des prix du pétrole. Par ailleurs, le taux d'expansion économique des pays industrialisés, même s'il n'était pas idéal, a dépassé les attentes. Le prix des produits non dérivés du pétrole, qui a poursuivi sa baisse durant la première moitié de 1986, a amorcé un certain redressement par la suite. Toutefois, en dépit de changements macroéconomiques généralement favorables, il a fallu se rendre à l'évidence : pour la plupart des pays endettés, la pleine normalisation des relations entre créanciers et débiteurs et le retour à une formule de prêts volontaires ne se matérialiseront pas de sitôt. Le « Plan Baker », ainsi nommé car conçu par le secrétaire américain du Trésor,

M. James Baker, prévoyait un nouveau financement suffisant pour permettre aux pays débiteurs de poursuivre leur développement et en même temps de s'adapter. Si le Plan semble être la meilleure solution pour venir à bout des problèmes que connaissent les grands débiteurs, il reste que les banques commerciales, doutant de la capacité des pays en cause d'assumer le service d'une dette encore plus considérable, sont portées à ne prêter à ces derniers que ce qu'ils sont en mesure de rembourser. À cela vient se greffer le grave problème de l'absence de stratégies d'ajustement à long terme dans certains pays débiteurs où les politiques économiques risquent d'avoir été subordonnées à l'impératif politique qui consiste à permettre que s'accroisse la consommation au détriment de l'investissement et du service de la dette.

Les pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés, qui voient leur marge de manœuvre grandement limitée par leur situation économique, sont aux prises avec un problème tout à fait différent. Dans certains cas, tout particulièrement en Afrique subsaharienne, les possibilités d'alléger le fardeau de la dette en comprimant les importations et en stimulant les exportations sont très réduites. En outre, la dette extérieure risque fort de s'accroître de façon exponentielle si les pays en question n'arrivent pas systématiquement à rembourser les intérêts. Le Canada a déjà pris un certain nombre de mesures pour soulager ces pays et il considère attentivement toute entente bilatérale et multilatérale complémentaire susceptible d'améliorer la condition des pays les plus pauvres et les plus endettés. (Voir Relations Nord-Sud, ci-après.)

Le Groupe des sept ministres des Finances et les directeurs des banques centrales se sont réunis à plusieurs reprises et ont convenu qu'ils tiendront au moins trois rencontres annuelles pour passer en revue les progrès réalisés au chapitre de la coordination des politiques économiques. Le Groupe a examiné les efforts d'ajustement structurel dans les pays industrialisés et a surveillé de près la répercussion que pouvaient avoir les modifications apportées aux taux de change et aux politiques nationales sur les écarts considérables entre les grands pays industrialisés au titre des comptes courants.

En 1986, les investisseurs étrangers ont profité du climat favorable résultant de l'adoption, en 1985, de la *Loi sur l'investissement Canada* pour effectuer des investissements directs au Canada d'un montant record de 6,8 milliards de dollars; les instances internationales, et tout particulièrement l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et le Forum européen de management, ont accueilli avec satisfaction les changements apportés aux politiques canadiennes. À la session ministérielle de Punta del Este qui, en septembre 1986, a donné le coup d'envoi à l'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales, il a été convenu que les mesures concernant les investissements liées au commerce (comme les obligations de balance commerciale) seraient pour la première fois à l'ordre du jour. L'OCDE a encore débattu la question du « droit d'établissement » et du « traitement national » et l'intensité appropriée de l'engagement des États membres vis-à-vis de ces principes.

Quant à la propriété intellectuelle, il a été décidé, lors de la réunion annuelle de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) qui s'est tenue en septembre 1986, qu'une série de rencontres préparatoires se tiendraient en 1987. On établira alors s'il y a un consensus suffisant en faveur d'une conférence formelle de négociations, au cours de laquelle on révisera la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et on adoptera une convention spéciale sur la protection des semi-conducteurs. Les questions de propriété intellectuelle ont pris la vedette ces dernières années vu le nombre de plus en plus élevé d'articles reproduits à un coût bien inférieur à celui de leur mise au point. Il est nécessaire de renforcer les règles internationales actuelles non seulement pour protéger adéquatement les titulaires de brevets, de droits d'auteur et de marques déposées, mais aussi pour faire échec aux mesures unilatérales qui risquent de perturber le système commercial international. Au Canada, on s'est préoccupé d'atteindre un équilibre entre la facilité avec laquelle on a accès à la technologie d'une part et les droits des inventeurs d'autre part. En 1986, le ministre de la Consommation et des Corporations a proposé d'adopter des mesures législatives qui modifieraient un certain nombre des dispositions de la *Loi sur les brevets*, y compris celles qui traitent de l'octroi de permis pour la fabrication de copies de produits pharmaceutiques brevetés génériques.

La nouvelle *Loi canadienne sur la concurrence* est entrée en vigueur en 1986. En permettant au gouvernement d'examiner plus en détail les conséquences négatives que les fusions et les acquisitions pourraient avoir sur la concurrence, cette loi pourrait doter le Canada d'une politique beaucoup plus active en la matière et faire en sorte que les responsables nommés revoient les acquisitions des sociétés canadiennes et des sociétés étrangères.

Relations Nord-Sud et aide au développement

Les relations du Canada avec les pays étrangers en développement se sont poursuivies cette année sur le ton de la coopération et des échanges. Du fait que l'on ait accordé une attention particulière à certaines faiblesses que comporte la façon habituelle, pour la communauté internationale, de traiter les questions économiques Nord-Sud, on s'est rendu compte qu'il fallait avoir recours à des méthodes pratiques et pragmatiques. Par la tenue de discussions et de négociations bilatérales et multilatérales, impliquant pays développés et pays en développement, on a pu dégager des problèmes précis auxquels on a trouvé des solutions réalistes. Ces rencontres sont aussi le signe que les différentes questions inscrites à l'ordre du jour Nord-Sud sont sur le point de se traduire en résultats tangibles et productifs.

Par la reconnaissance des intérêts et des objectifs communs et par la participation de plusieurs pays développés et en développement à de nouveaux groupements coopératifs informels, on a débouché sur le lancement de la nouvelle ronde de Négociations commerciales multilatérales. Dans ses efforts pour explorer les meilleures

façons d'intégrer les pays en développement au système commercial international et d'intensifier leur participation à ce système, le Canada a activement pris part à ces négociations.

À la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil économique et social (ECOSOC) et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Canada s'est efforcé de rendre plus efficaces les délibérations sur les questions économiques internationales. Grâce à ces efforts, les travaux du Secrétariat se sont poursuivis avec plus d'efficacité et d'objectivité, et ont permis de prévoir le déroulement de certaines des activités (p. ex. moment choisi pour la tenue des réunions du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED) et d'en arriver à un consensus sur des points qui touchent directement les pays en développement, comme la dette et les produits de base.

Cette année encore, la communauté internationale s'est dite préoccupée par les problèmes de dette auxquels se heurtent bon nombre de pays en développement. Le « Plan Baker », annoncé en octobre 1985, a reçu un vaste appui international et a connu un certain succès. Toutefois, si la Banque mondiale a contribué de façon importante à l'exécution du plan, les autres parties dont on envisageait la participation à l'origine n'ont pas toutes répondu à l'appel. Lors des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI tenues en septembre 1986, le Canada et d'autres pays ont instamment prié toutes les parties — pays créditeurs, débiteurs, institutions multilatérales et banques commerciales — de renouveler leur engagement à l'endroit de l'ajustement axé sur la croissance.

De plus, on a également pris conscience de façon plus intense des problèmes de dette des pays en développement les plus pauvres, surtout (mais non exclusivement) dans les pays d'Afrique subsaharienne. Même si la dette de ces pays n'est pas d'une importance telle qu'elle menace le système financier international, sa répercussion sur les économies fragiles des pays en cause est énorme. Comme une portion substantielle de la dette revenait aux créanciers officiels (gouvernements et banques multilatérales), on en a déduit que le mouvement devait venir de ces milieux là. En mars 1987, les gouvernements étudiaient à diverses occasions les nouvelles mesures qui pourraient être prises pour alléger le fardeau de la dette des nations les plus pauvres. Grâce à la mise en place de la Facilité d'Ajustement Structurel du FMI et avec l'achèvement des négociations dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources de l'AID (12,4 milliards de dollars US au total), la situation s'est sensiblement améliorée. L'une et

l'autre initiatives ont été appuyées sans réserve par le Canada.

Le Canada a continué de s'intéresser de près aux problèmes de développement à long terme de l'Afrique subsaharienne. En mai 1986, lors de la treizième session extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'Afrique, le ministre des Relations extérieures a annoncé que le Canada offrirait à quatorze pays de ce continent un moratoire sur le remboursement des prêts d'Aide publique au développement qui leur ont été accordés, ce qui représente jusqu'à 250 millions de dollars en paiements différés sur une période de quinze ans. Par ailleurs, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies a été nommé conseiller spécial du secrétaire général pour assurer le suivi de la Session extraordinaire. En se rendant au Sénégal et au Zimbabwe en février 1987, le premier ministre Mulroney est venu donner son soutien politique aux efforts de ces pays. En 1986-1987, le total de l'aide canadienne au développement de l'Afrique par toutes les filières a atteint 920 millions de dollars.

Dans son budget de février 1987, le Canada a confirmé qu'il continuerait d'accroître de façon substantielle ses dépenses d'aide et qu'il s'efforcera de maintenir à 0,5 % la proportion APD/PNB. Ce pourcentage classe le Canada bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. Le total de l'aide canadienne au développement, pour l'année financière 1986-1987, a été d'environ 2,26 milliards de dollars. Conséquemment à l'annonce faite plus tôt dans l'année selon laquelle toute l'aide future serait accordée sous forme de subventions plutôt que sous forme de prêts, le gouvernement a décidé de donner aux pays en développement la possibilité de convertir en subventions la portion des prêts consentis antérieurement par l'ACDI, et non encore déboursés. Cette décision a eu pour effet de libéraliser davantage le programme d'aide du Canada, qui a déjà fait de grandes concessions.

Le rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la politique étrangère du Canada contenait 17 recommandations liées directement à l'aide au développement. Même si, en raison de leur implications, certaines des propositions méritaient un examen plus détaillé, le gouvernement, dans la réponse qu'il a faite à ce rapport, a souscrit à bon nombre des recommandations. Si l'on en juge d'après les audiences tenues et les mémoires reçus, le public s'intéresse beaucoup à la question de l'aide canadienne au pays en développement. Le Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires étrangères et le commerce extérieur a presque achevé ses travaux, qui portent principalement sur le programme d'aide, et il devrait présenter son rapport en juin 1987.

Chapitre 2

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Évolution du commerce mondial

On estime que, en 1986, le volume du commerce mondial des marchandises a progressé au même rythme que l'année précédente, soit de 3,5 %. Ce pourcentage dépasse de 0,5 % (estimations du GATT) le taux de croissance de la production mondiale de marchandises. Le rythme de l'expansion a été modéré si on le compare aux cycles précédents, et le commerce a joué un rôle moins dynamique. Toutefois, même si les échanges de certains produits de base ont été marqués par des perturbations et que de nombreux pays ont adopté une attitude protectionniste, les revenus provenant du commerce international ont encore augmenté en 1986.

En 1986, d'importants changements structurels sont venus modifier la situation économique internationale alors que, parallèlement, l'intégration des marchés financiers, la déréglementation et les échanges d'informations et de technologies jouaient un rôle de plus en plus important. Grâce à ces changements, les flux de capitaux et d'investissements se sont effectués avec plus de facilité, tout en ayant une influence marquée sur les taux de change et d'intérêt, sur la dette internationale et sur les cours des produits de base. Ainsi, par la combinaison plus marquée du commerce aux autres flux économiques, un réseau d'interdépendance s'est créé, impliquant pays développés et pays en développement. Cette interdépendance a suscité de nouveaux efforts en vue de coordonner les politiques macro-économiques touchant aux taux de change et aux flux commerciaux.

Pour la première fois, la valeur du commerce mondial des marchandises a dépassé le chiffre de 2 000 milliards de dollars, une augmentation de 10 % par rapport au chiffre de 1985, ayant permis d'atteindre environ 2 110 milliards. Cette augmentation est probablement due à la conjugaison de deux facteurs : l'accroissement du volume du commerce mondial et la forte dévaluation du dollar US pendant cette période qui a provoqué l'effet d'évaluation. L'inflation n'a eu que très peu de répercussion sur la situation.

La chute prononcée des prix du pétrole survenue après l'échec complet des ententes de soutien des prix de l'OPEP au début de 1986 a été un facteur déterminant pour le commerce des produits minéraux et énergétiques, qui s'est accru de 7 %, entraînant une hausse de la consommation et l'accumulation des actions. Le courant des changes du pétrole brut s'est accru de 9 %, mais leur valeur totale a par contre diminué en raison de la chute des cours.

Le volume des produits agricoles est monté de 3 %, celui des échanges de produits agricoles, de 1 %. Ceci illustre bien l'amélioration mondiale de la productivité

ainsi que le résultat des programmes nationaux de soutien. Les prix mondiaux des produits primaires, combustibles exceptés, ont chuté de 6 à 16 % en 1986 (par rapport aux DTS*), bien que la valeur monétaire du commerce mondial des produits agricoles ait légèrement progressé en raison de la forte évaluation des mouvements alimentaires au sein de la Communauté européenne. On a observé une faiblesse prononcée sur les marchés d'importation traditionnels de nombreux produits agricoles, alors que les exportateurs se livraient concurrence en plus grand nombre pour satisfaire des besoins souvent statiques ou amoindris.

Le commerce des produits manufacturés, qui a toujours été le secteur à croissance la plus rapide, ne s'est accru que de 3 % en 1986, contre 5,5 % en 1985. Nombre de facteurs expliquent cette piètre performance du commerce des produits manufacturés, notamment le ralentissement de la croissance économique dans les pays industrialisés, la chute du revenu réel dans les pays de l'OPEP et dans d'autres pays en développement, les efforts des pays endettés pour réduire leurs importations et l'incapacité des exportations à suivre l'évolution des taux de change effectifs.

Les pays développés et les pays à économie dirigée ont accru leurs échanges commerciaux entre eux, représentant ainsi une part du commerce mondial, ce que n'ont pas réussi les pays en développement. Les exportations et les importations totales des pays développés ont augmenté de 10 à 15 % et celles des pays à économie dirigée de l'Europe de l'Est d'environ 10 %. Plusieurs de ces accroissements ont été attribuables à l'effet exercé par la réévaluation du dollar. Les exportations des pays en développement ont baissé d'environ 41 milliards de dollars et leurs importations se sont accrues de douze milliards de dollars. Le groupe des pays en développement est passé d'une situation excédentaire en 1985 à une situation déficitaire en 1986, en raison surtout de la chute des prix du pétrole et d'autres produits de base. Pour la première fois en 1986, les pays en développement ont gagné davantage de devises en exportant des produits manufacturés qu'en vendant des combustibles et d'autres produits, combustibles exceptés. Des données préliminaires pour les pays les plus lourdement endettés montrent que leur excédent des échanges de marchandises est passé de 29 milliards de dollars en 1985 à quelque treize milliards de dollars en 1986.

* DTS — Les droits de tirage spéciaux du FMI sont une unité de compte dérivée d'une moyenne pondérée des cinq principales monnaies du monde.

Le problème des déséquilibres

Pour ce qui est des marchandises, le déficit commercial des États-Unis a continué d'augmenter en 1986 pour atteindre 169,8 milliards de dollars US, alors que les excédents commerciaux globaux du Japon et de la République fédérale d'Allemagne continuaient également de s'accroître pour atteindre l'équivalent de 83,1 et 52,3 milliards de dollars US respectivement (chiffres du FMI). Le dollar des États-Unis s'est déprécié par rapport au yen et au deutsche mark, revenant à son niveau effectif de 1980, mais le volume des importations américaines a quand même continué d'augmenter pendant les trois premiers trimestres de 1986, alors qu'on observait une faible croissance du côté des exportations. Certains facteurs propres aux États-Unis ont expliqué cette lenteur à suivre le processus d'ajustement, notamment le fort déficit budgétaire, les rigidités structurelles dans l'économie américaine et la forte élasticité-revenu de la demande de produits importés. Ces déséquilibres commerciaux s'inscrivaient dans le contexte plus large d'un déséquilibre des paiements internationaux découlant de divergences entre les principaux pays industrialisés en ce qui a trait aux structures et aux politiques. Ces déséquilibres ont contribué à nourrir les pressions protectionnistes qui, surtout aux États-Unis, ont ralenti la croissance du commerce, tant directement (par le biais des mesures commerciales) qu'indirectement (étant donné les incertitudes entourant l'évolution du marché).

Évolution du commerce extérieur du Canada

Malgré de graves problèmes observés dans certains secteurs clés, la valeur absolue des exportations canadiennes n'a augmenté que de façon minime en 1986, passant de 119,5 milliards de dollars en 1985 à 120,5 milliards de dollars, soit un accroissement de 0,9 %. Cependant, le volume des exportations canadiennes a augmenté de 4,3 %. Les importations sont passées à 112,7 milliards de dollars, soit quelque 8 % de plus par rapport à l'année précédente, pour un accroissement de volume de 6 %. Il y a donc eu une baisse modérée des termes de l'échange commercial du Canada. Ceci a permis au Canada d'avoir un excédent commercial global de 7,8 milliards de dollars en 1986, comparativement à 15,1 milliards en 1985. La part du Canada en matière d'exportations mondiales — évaluée en dollars américains — a représenté 4,1 % en 1986 contre 4,5 % en 1985. Une bonne partie de cette diminution peut s'expliquer par l'évolution de la valeur des dollars américain et canadien. En 1986, quelque 24 % du produit intérieur brut du Canada était généré par les exportations de marchandises comparativement à 25 % en 1985 et 23,5 % en 1981. La demande de biens canadiens en 1986 a été stimulée par les dépenses intérieures plutôt que par les ventes à l'étranger.

Évolution des échanges commerciaux du Canada selon les régions

Les statistiques pour l'année 1986 (Voir Tableau 1) révèlent que les échanges commerciaux des États-Unis

avec le Canada ont accusé une baisse légère, le Canada étant considéré, d'une part, comme la destination principale de ses exportations et, d'autre part, comme sa source principale d'importations. En outre, les importations et les exportations avec les pays de l'Europe de l'Ouest ont connu une hausse modérée, alors que les importations en provenance des pays de l'Asie et du Pacifique affichaient une forte croissance. Les exportations canadiennes aux États-Unis se sont maintenues près de leur niveau de 1985, alors que les importations en provenance des États-Unis ont augmenté modérément. L'excédent bilatéral canadien avec les États-Unis, pour ce qui est des marchandises, a été réduit de 17,7 %. Toutefois, la croissance continue du marché des États-Unis a constitué un facteur central dans les résultats commerciaux du Canada.

Les invisibles ont contribué à équilibrer les relations économiques canado-américaines; le Canada a enregistré un déficit bilatéral de 2,4 milliards de dollars dans ses échanges de services avec les États-Unis en 1986, et un déficit bilatéral de 10,5 milliards dans ses revenus de placement. Le déficit du Canada dans ses échanges de services avec les autres pays du monde était de 1,1 milliard de dollars, par rapport à un déficit de 6,3 milliards en revenus de placement. Ces déficits sur les invisibles compensent l'excédent canadien enregistré dans l'échange des marchandises, d'où il résulte un déficit global de 8,8 milliards de dollars au solde du compte courant du Canada (ce qui permet de déterminer le solde de toutes les opérations, autres que les opérations en capital, avec les autres pays).

On a observé une forte augmentation des importations canadiennes de marchandises en provenance des régions de l'Asie et du Pacifique (23 %) et de l'Europe (18 %), alors que les exportations canadiennes de marchandises vers l'Europe ont augmenté sensiblement plus vite que celles destinées aux régions de l'Asie et du Pacifique (12,7 % contre 0,7 %). Les régions de l'Asie et du Pacifique demeurent un marché plus important (achetant 11,1 milliards de dollars de biens canadiens comparative-ment à 10,8 milliards en Europe), mais elles achètent une part quelque peu plus élevée de matières premières non finies. Le Japon reste depuis 1973 le deuxième pays en importance pour les importations de biens canadiens, achetant pour la somme de 5,9 milliards de dollars de produits canadiens et vendant au Canada pour la somme de 7,6 milliards. Nos exportations vers les pays nouvellement industrialisés des régions de l'Asie et du Pacifique (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour) ont augmenté de 21,9 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars, alors que nos importations en provenance de ces même pays atteignaient 4,7 milliards.

Les échanges du Canada avec les États membres de la Communauté européenne et le Japon ont été marqués par une baisse du taux de change en 1986. Les exportations canadiennes vers la CE ont bénéficié de cette baisse ainsi que de meilleures perspectives de croissance observées en Europe pendant l'année. Si ces facteurs ne se sont que partiellement reflétés dans les résultats commerciaux du Canada pour l'année 1986, l'évolution n'en a pas moins été encourageante.

Tableau 1
PRINCIPAUX MARCHÉS DU CANADA
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX
 (Base douanière)
 (En millions de dollars canadiens)

COMMERCE DES MARCHANDISES	Export.	Var. en %	Import.	Var. en %	Solde	Solde
		sur 12		sur 12		
Avec :	1986	86/85	1986	86/85	1985	1986
MONDE*	120 494,4	0,9 %	112 678,0	8,0 %	15 119,3	7 816,9
ÉTATS-UNIS**	93 182,3	0,1 %	77 367,0	4,8 %	19 234,0	15 815,3
EUROPE	10 834,7	7,3 %	15 176,5	18,1 %	(2 748,1)	(4 341,8)
Europe de l'Ouest	9 233,1	12,7 %	14 841,1	18,2 %	(4 362,2)	(5 608,1)
dont CEE (12)	8 161,0	15,2 %	12 811,7	18,6 %	(3 715,0)	(4 650,7)
Europe de l'Est et URSS	1 601,6	-16,2 %	355,4	13,2 %	1 614,1	1 266,3
ASIE-PACIFIQUE	11 105,2	0,7 %	14 543,3	23,0 %	(799,9)	(3 438,1)
Asie	10 271,9	1,2 %	13 857,2	23,5 %	(1 072,9)	(3 585,3)
dont Japon et	5 933,9	3,4 %	7 626,3	24,7 %	(377,7)	(1 692,4)
Chine	1 108,3	-14,5 %	566,6	40,4 %	893,3	541,7
Pacifique	833,3	-5,1 %	686,1	13,4 %	273,1	147,2
AMÉRIQUE LATINE	3 340,9	14,5 %	3 979,4	-10,7 %	(1 540,3)	(638,5)
Amérique du Sud	1 782,0	23,2 %	1 894,7	-20,9 %	(949,0)	(112,7)
Amérique centrale et Antilles	1 558,9	6,0 %	2 084,7	1,1 %	(591,2)	(525,8)
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	1 999,2	-14,5 %	1 638,2	16,6 %	933,6	361,0
Moyen-Orient	1 112,5	-11,7 %	628,3	69,3 %	888,1	484,2
Afrique	886,7	-17,8 %	1 009,9	-2,3 %	45,5	(123,2)

SOURCE : Statistique Canada, Base de données CANSIM.

* Le total pour le monde englobe le Groenland, Saint-Pierre-et-Miquelon

** En juin 1987, Statistique Canada et le département américain du Commerce publiaient, pour le commerce canado-américain, des chiffres apurés donnant 77 288 \$ pour les importations canadiennes et 95 723 \$ pour les exportations canadiennes.

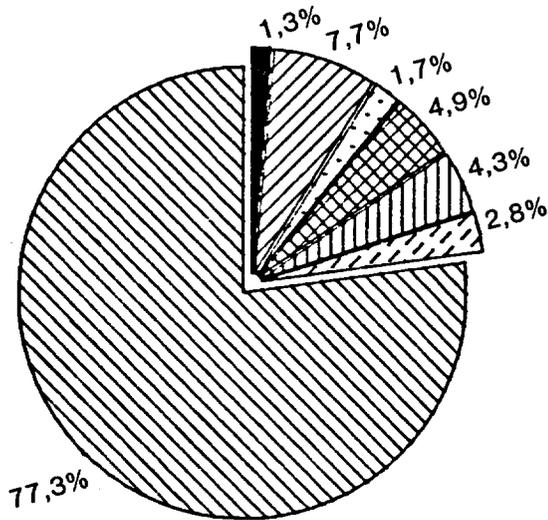
La demande des pays d'Afrique et du Moyen-Orient a été fortement touchée par la chute des prix du pétrole, par le ralentissement général de l'économie et par l'accumulation de problèmes posés par les dépenses qu'exige le maintien d'une bonne partie de la dette extérieure. Les exportations canadiennes vers ces pays ont chuté de 339 millions de dollars. Malgré un grave problème relié à la dette extérieure, les exportations du Canada vers l'Amérique latine et les Antilles ont augmenté de 424 millions de dollars, réduisant son déficit commercial avec les pays de cette région.

Évolution des échanges commerciaux du Canada selon les produits

Le tableau 2 dresse une liste des destinations des quinze principaux produits d'exportation du Canada, qui représentent plus de 64 % de l'ensemble de ses recettes d'exportation. Au moins 75 % de ces exportations étaient constituées de produits manufacturés, ce qui explique le rôle important du secteur manufacturier dans les exporta-

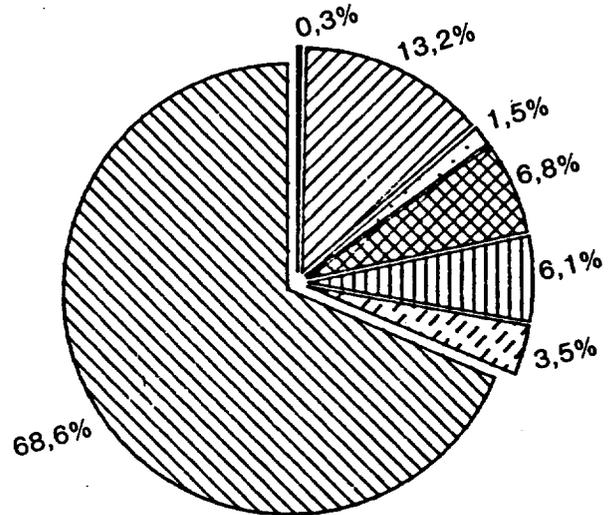
tions du Canada. Le tableau 2 montre également la dépendance relative du Canada à l'égard du marché des États-Unis pour ses quinze principaux produits d'exportation, notamment pour les produits manufacturés. Les exportations de voitures particulières et de pièces de rechange ont augmenté en 1986, reflétant en partie une augmentation des achats de biens durables aux États-Unis. Les recettes d'exportation tirées du pétrole brut et du gaz naturel ont chuté en raison de la dégringolade des prix de ces produits sur le marché international l'an dernier. Malgré le tarif imposé par les États-Unis sur les bardeaux et les bardeaux de fente et une taxe de 15 % sur les exportations de bois d'œuvre résineux, les exportations canadiennes de bois d'œuvre et d'autres produits du bois ont augmenté en 1986, reflétant, entre autres, l'essor de la construction domiciliaire aux États-Unis. La valeur des exportations canadiennes de blé a baissé en 1986 en raison de la réduction de la demande internationale et de la chute draconienne des cours entraînée par les politiques de subvention pratiquées par les grands producteurs.

EXPORTATIONS PAR RÉGION — 1986



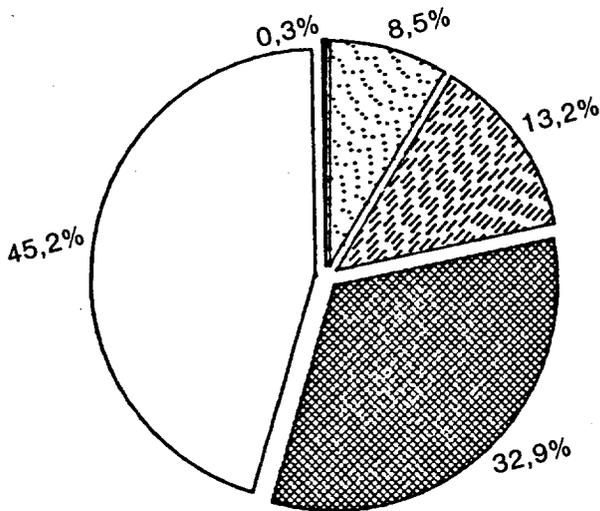
- EUROPE DE L'EST
- EUROPE DE L'OUEST
- AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT
- JAPON

IMPORTATIONS PAR RÉGION — 1986



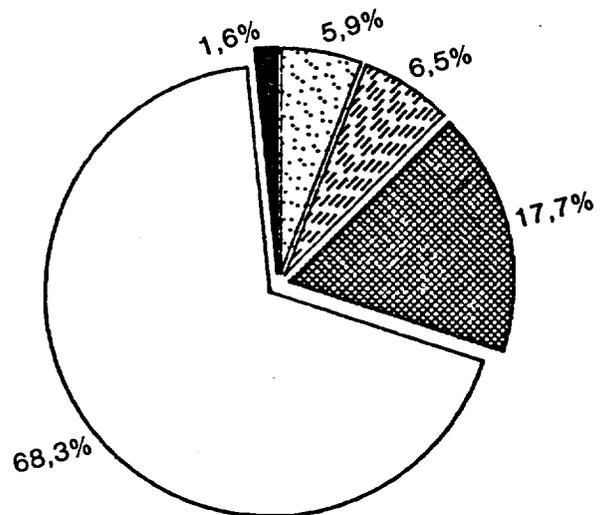
- AUTRES PAYS D'ASIE ET DU PACIFIQUE
- AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES
- ÉTATS-UNIS

EXPORTATIONS PAR PRODUIT DE BASE — 1986



- PRODUITS AGRICOLES ET HALIEUTIQUES
- MATIÈRES BRUTES
- MATIÈRES TRAVAILLÉES

IMPORTATIONS PAR PRODUIT DE BASE — 1986



- PRODUITS ENTièrement FINIS
- TRANSACTIONS COMMERCIALES SPÉCIALES

Quinze produits de premier plan ont composé plus de 66 % de l'ensemble des importations du Canada en 1986 (Voir Tableau 3), dont plus de 90 % étaient des produits manufacturés. Ces chiffres illustrent bien le fait que les sources d'importation du Canada sont plus diversifiées que ne le sont ses sources d'exportation, ce qui rend le Canada d'autant plus vulnérable aux développements économiques qui surviennent aux États-Unis. À l'exception du pétrole brut, toutes les principales catégories d'importations ont connu des augmentations l'an dernier, ce qui s'explique par un taux de croissance canadien plus élevé que la moyenne de l'OCDE, par les effets d'évaluation découlant de la dévaluation du dollar canadien par rapport aux devises européennes et au yen japonais, ainsi

que par des variations de devises favorables aux pays nouvellement industrialisés de l'Asie.

Parmi les principales catégories de biens échangés, certains articles retiennent l'attention quant à leur répartition. Ainsi, la concentration des produits et des pièces automobiles reflète la nature de cette industrie ainsi que celle du Pacte canado-américain de l'automobile. On remarquera également la diversité des marchés du blé canadien, ainsi que celle des sources d'importation de vêtements et de textiles. La croissance des exportations et des importations de machines et d'équipements a prouvé à quel point le commerce du Canada pour l'année 1986 a bénéficié de l'expansion des investissements, tant au Canada que chez ses principaux partenaires commerciaux.

Tableau 2
LES QUINZE PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DU CANADA PAR
PRINCIPAL PAYS DE DESTINATION

(Comptant pour 64 % des exportations du Canada)

	Export. 1986 (milliards \$)	Var. en % depuis 1985	Pays de destination (si plus de 50m \$)	Part en % de chaque pays de provenance
1. Voitures particulières et châssis	17,9	+11,0	É.-U.	99,5
2. Pièces de véhicules automobiles	11,4	+ 1,8	É.-U.	95,0
			Venezuela	1,4
			Brésil	0,6
			Australie	0,4
3. Papier journal	5,7	+ 4,7	É.-U.	85,0
			R.-U.	3,0
			Japon	2,0
			RFA	1,1
			Venezuela	1,0
			Brésil	1,0
			Australie	0,9
4. Camions et tracteurs	5,7	-11,1	É.-U.	96,5
			Chine	1,2
5. Bois d'œuvre	5,0	+ 8,0	É.-U.	79,3
			Japon	9,6
			R.-U.	4,7
			Australie	1,3
6. Pâte de bois et pâtes similaires	4,1	+19,4	É.-U.	48,2
			Japon	12,9
			RFA	6,8
			R.-U.	5,0
			Italie	4,5
			France	2,9
			Pays-Bas	2,7
			Belgique-	
			Luxembourg	2,5
			Chine	1,9
			Corée du Sud	1,8
			Taiwan	1,3
7. Machines industrielles	3,9	+10,4	É.-U.	72,2
			Chine	3,0

	Export. 1986 (milliards \$)	Var. en % depuis 1985	Pays de destination (si plus de 50m \$)	Part en % de chaque pays de provenance
			R.-U.	2,5
			Roumanie	2,4
			Inde	1,3
8. Pétrole brut	3,8	-36,8	É.-U.	99,4
9. Moteurs d'avion et pièces	3,2	+28,1	É.-U.	68,0
			Brésil	6,0
10. Métaux précieux et alliages	3,1	+58,0	É.-U.	95,2
			Japon	2,9
11. Autres équipements et outils	3,0	+18,2	É.-U.	81,5
			R.-U.	1,9
12. Blé	2,8	-25,0	URSS	26,7
			Chine	12,5
			Japon	10,9
			Cuba	7,5
			Brésil	5,1
			R.-U.	4,0
			Iraq	3,3
			Italie	3,3
			Corée du Sud	2,8
			Algérie	2,5
			Bangla Desh	1,9
			Égypte	1,9
			Portugal	1,8
13. Téléviseurs	2,7	-8,4	É.-U.	74,4
			Turquie	5,1
			R.-U.	2,7
			Corée du Sud	2,4
14. Gaz naturel	2,5	-38,1	É.-U.	100
15. Poisson (frais, congelé, en conserve et conditionné)	2,4	-31,1	É.-U.	58,6
			Japon	17,9
			R.-U.	5,6
			France	3,1

Tableau 3
LES QUINZE PRINCIPAUX PRODUITS D'IMPORTATION DU CANADA PAR
PRINCIPAL PAYS DE PROVENANCE

(Comptant pour 66 % des importations du Canada)

	Export. 1986 (milliards \$)	Var. en % depuis 1985	Pays de provenance (si plus de 50m \$)	Part en % de chaque pays de provenance
1. Pièces et moteurs de véhicules automobiles	18,1	+ 2,5	É.-U.	91,2
			Mexique	3,5
			Japon	2,7
			Suède	0,7
			RFA	0,6
			France	0,3

	Export. 1986 (milliards \$)	Var. en % depuis 1985	Pays de destination (si plus de 50m \$)	Part en % de chaque pays de provenance
2. Voitures particulières et châssis	12,1	+12,0	É.-U.	71,5
			Japon	17,0
			RFA	6,0
			Corée du Sud	3,4
			Suède	0,8
			R.-U.	0,6
3. Autres équipements et outils	7,3	+ 9,4	É.-U.	71,4
			Japon	5,8
			RFA	3,7
			Taiwan	2,9
			R.-U.	2,9
			Italie	2,2
			Suède	1,6
			Corée du Sud	1,4
			France	1,3
			Hong Kong	1,2
			Pays-Bas	1,1
			Suisse	0,9
4. Autres machines industrielles	5,5	+23,5	É.-U.	64,1
			RFA	10,7
			Japon	6,2
			Italie	3,3
			R.-U.	3,2
			France	2,6
			Suède	2,2
			Suisse	1,4
			Finlande	1,0
			5. Autres machines et équipements	4,4
Japon	5,6			
Taiwan	2,3			
Italie	1,4			
6. Autre matériel de communications et équipements connexes	4,2	+12,0	É.-U.	62,2
			Japon	23,5
			Corée du Sud	2,8
			Taiwan	2,6
			Mexique	1,8
			R.-U.	1,5
Hong Kong	1,4			
7. Camions et tracteurs	3,5	+14,1	É.-U.	82,3
			Japon	16,6
8. Produits finis divers, non comestibles	3,2	+14,4	É.-U.	64,1
			R.-U.	4,7
			RFA	4,5
			Japon	4,4
			Taiwan	3,1
			France	2,5
			Italie	2,2
			Suisse	2,0
Hong Kong	1,6			
9. Moteurs et pièces d'aéronefs	3,0	+ 9,0	É.-U.	81,3
			Afrique du Sud	4,4

	Export. 1986 (milliards \$)	Var. en % depuis 1985	Pays de destination (si plus de 50m \$)	Part en % de chaque pays de provenance
			Pakistan	3,4
			R.-U.	3,1
			Irlande	2,6
10. Pétrole brut	2,9	-21,9	R.-U.	46,0
			Nigeria	12,7
			Venezuela	10,8
			É.-U.	7,6
			Iran	6,7
			Arabie Saoudite	6,4
			Mexique	5,5
			Norvège	1,8
11. Autres produits chimiques et produits connexes	2,5	+ 4,9	É.-U.	80,7
			RFA	5,0
			R.-U.	3,4
			Japon	2,6
12. Vêtements et accessoires du vêtement	2,2	+21,6	Hong Kong	17,8
			Corée du Sud	15,8
			Japon	6,9
			RFA	4,4
			R.-U.	3,4
			Chine	3,2
			Taiwan	3,1
			Hong Kong	2,6
			France	2,5
13. Semi-produits textiles	2,1	+11,6	É.-U.	43,4
			Italie	7,5
			Corée du Sud	7,0
			Japon	6,9
			RFA	4,4
			R.-U.	3,4
			Chine	3,2
			Taiwan	3,1
			Hong Kong	2,6
			France	2,5
14. Minerais, concentrés et déchets de métaux	2,0	+18,0	É.-U.	63,25
			Australie	8,5
			Jamaïque	6,4
			Brésil	3,5
			Japon	2,9
15. Métaux précieux, dont alliages	1,9	+27,6	É.-U.	96,3

Évolution de la politique commerciale

La pierre d'angle de la politique du commerce extérieur du Canada — le système commercial multilatéral — repose sur les principes et les objectifs enchâssés dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ainsi que sur les instruments et les activités de l'Organisation de coopération et de développement économique, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'autres organismes et groupes spéciali-

sés œuvrant aux plans multilatéral et plurilatéral. Le Canada a participé à toutes les activités de ces organismes pendant toute l'année en cours.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Les ministres, réunis à l'occasion de la session spéciale des Parties contractantes à Punta del Este, du 15 au 19 septembre 1986, ont adopté la Déclaration lançant l'Uruguay Round de Négociations commerciales multilatérales.

L'ordre du jour des NCM est le programme le plus global et le plus ambitieux jamais mis en œuvre pour renforcer le GATT et pour poursuivre la libéralisation et l'expansion du commerce mondial. Les négociations qui seront menées lors des quatre prochaines années toucheront : l'accès aux marchés (par exemple, les tarifs douaniers, les mesures non tarifaires, les produits provenant des ressources naturelles, les textiles et les vêtements); l'agriculture; les produits tropicaux; les articles du GATT; les clauses de garantie; les accords et les arrangements issus des Négociations commerciales multilatérales (NCM); les subventions et les mesures compensatoires; le règlement des différends; les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; les mesures concernant les investissements liées au commerce; le fonctionnement du système du GATT; et le commerce dans les services.

Pendant l'année visée par ce rapport, on a poursuivi la préparation de la position du Canada pour les négociations sur les concessions tarifaires et autres concessions, qui seront exigées de la Chine et de la Bulgarie en préparation de leur adhésion au GATT. Les négociations avec la Chine sont déjà en cours, et les négociations avec la Bulgarie ont débuté au printemps de 1987. Le Costa Rica a également demandé d'adhérer au GATT et on a déjà accepté l'adhésion du Maroc et du Mexique.

Les paragraphes qui suivent décrivent certaines des autres activités liées au GATT auxquelles le Canada a participé en 1986-1987.

Accord relatif aux marchés publics

Le Canada a participé aux négociations qui ont produit un accord visant à améliorer les procédures de l'Accord relatif aux marchés publics. Les améliorations devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1988. L'Accord, auquel adhèrent la plupart des pays industrialisés, ouvre à la concurrence internationale une partie des marchés de biens passés par les gouvernements membres.

Sociétés des alcools

Après une demande initiale de la Communauté européenne visant l'établissement d'un groupe spécial pour étudier les pratiques présumément discriminatoires des sociétés provinciales des alcools, des consultations ont été tenues avec le Canada dans le cadre du mécanisme de règlement des différends du GATT. Le groupe spécial a reçu les documents expliquant les positions des parties face aux différends. De plus, les consultations bilatérales se sont poursuivies en vue d'en venir à un règlement mutuellement satisfaisant.

Système harmonisé de tarifs

On a poursuivi la mise en application du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Le Canada a activement participé à ce travail au sein du Comité du GATT sur les concessions tarifaires. Le travail a particulièrement porté sur les conversions tarifaires des principaux partenaires commerciaux, sur la recherche d'un consensus sur les modalités utilisées pour les négociations en vertu de l'Article XXVIII du GATT, et sur la préparation d'une base de données sur les tarifs douaniers pour appuyer les négociations sur le Système harmonisé et les Négociations commerciales multilaté-

rales. Les produits visés par l'Annexe à l'Accord du GATT relatif au commerce des aéronefs civils ont également été convertis au format du Système harmonisé. On s'attend maintenant à ce que le Canada et ses principaux partenaires commerciaux utilisent le nouveau système le 1^{er} janvier 1988.

Bois d'œuvre résineux

Le Canada s'est opposé pour la première fois à l'engagement d'une enquête américaine sur les pratiques canadiennes de tarification du bois d'œuvre lors des réunions du Conseil du GATT tenues les 22 mai et 17 juin respectivement. L'échec des efforts de conciliation au sein du Comité des subventions a amené le Canada à réclamer la création d'un groupe spécial. Lors de ses réunions, le groupe a traité du principe litigieux, à savoir si les pratiques canadiennes de tarification du bois d'œuvre pouvaient constituer une subvention aux termes de l'Article VI ou de l'Article XVI du GATT. Le 30 décembre 1986, le Canada et les États-Unis en venaient à un règlement bilatéral. Le mécanisme de règlement des différends du GATT prévoit et encourage un tel règlement bilatéral des différends à toute étape du processus. Conformément aux pratiques du GATT et au protocole d'entente entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux, le Canada a avisé le GATT que le différend avait fait l'objet d'un règlement mutuellement satisfaisant.

Élargissement de la Communauté européenne

Après l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, le Canada et d'autres partenaires commerciaux ont entamé des négociations en vue d'obtenir des indemnités pour compenser le resserrement de leur accès aux marchés de la CEE après l'intégration des régimes commerciaux de l'Espagne et du Portugal dans celui de la Communauté. Le Canada et la CE ont entrepris des négociations qui étaient sensées se terminer à l'été de 1987.

Législation américaine sur le Superfonds

Après consultation avec les États-Unis, le Canada, la Communauté européenne et le Mexique ont demandé à un groupe spécial du GATT d'étudier les pratiques fiscales discriminatoires prévues par la législation sur le Superfonds. Les États-Unis ont accepté la constitution du groupe, qui a commencé ses travaux le 23 mars 1987.

Redevances douanières américaines

Après que les États-Unis eurent imposé une taxe *ad valorem* sur les produits importés du Canada et de la plupart des autres pays, le Canada a participé à la demande de constitution d'un groupe spécial en vertu du mécanisme de règlement des différends du GATT. Le groupe a été constitué en mars 1987.

Organisation de coopération et de développement économiques

Pendant l'année, le Canada a activement participé aux travaux de l'OCDE, surtout à ceux qui touchent ses intérêts en matière d'agriculture et de commerce. À leur réunion annuelle d'avril, les ministres de l'OCDE ont reconnu d'emblée la nécessité de tenir une nouvelle série

de négociations commerciales multilatérales et souligné la nécessité de réorienter les politiques agricoles.

Outre ses examens permanents des événements commerciaux, le Comité des échanges a examiné plusieurs questions importantes, surtout pour appuyer des négociations commerciales multilatérales, et a maintenu sa surveillance de l'évolution des politiques commerciales dans les États membres. On a poursuivi le travail conceptuel sur les principes et règles qui pourraient être intégrés à un arrangement multilatéral devant régir le commerce dans les services, et on a entrepris la mise à l'essai de ces éléments dans certains secteurs de services. Une importante étude portant sur les mesures des investissements liées au commerce, les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le commerce avec les pays en développement et les concepts à la base du commerce, par exemple celui de la nation la plus favorisée, a été amorcée.

Le Comité de l'industrie de l'OCDE a examiné, comme principaux thèmes d'intérêt pour le Canada et d'autres pays membres de l'OCDE, le financement de l'évolution des besoins industriels ainsi que l'incidence de l'évolution des prix du pétrole sur les politiques et les activités industrielles. Le Comité a poursuivi ses efforts pour améliorer la transparence (c'est-à-dire la clarté et l'ouverture à un examen minutieux du public) des politiques industrielles de l'OCDE par son examen permanent des mesures de nature gouvernementale et en examinant certaines questions d'intérêt spécifique comme l'adaptation industrielle et l'appui gouvernemental, ainsi que la quantification des mesures de soutien du gouvernement. Il a aussi concentré ses activités sur l'évolution de la technologie industrielle dans certains secteurs, en s'intéressant notamment à la promotion de nouvelles technologies comme moyen de développement régional. Une étude a été publiée sur les politiques visant à promouvoir l'investissement de capitaux de risque dans l'industrie. Le Comité a examiné comment la participation des divers paliers de gouvernement au développement régional se distingue de celle du secteur privé, ainsi que la concentration géographique des stimulants au développement régional.

Le Comité de l'acier de l'OCDE a poursuivi ses activités visant à encourager la coopération pour faciliter l'adaptation de l'industrie sidérurgique à une situation mondiale d'un excédent de capacité croissante, à la faiblesse des marchés et à la restriction du commerce de l'acier. Le Comité a procédé à l'examen de politiques sur la surveillance des importations canadiennes d'acier ordinaire exercée depuis septembre 1986, ainsi que sur les embargos appliqués aux importations d'acier sud-africain au Canada, aux États-Unis, dans la Communauté européenne et au Japon. Si la capacité sidérurgique des membres de l'OCDE a continué à diminuer, une étude préparée pour le Comité prévoit d'importants accroissements de la capacité en dehors de l'OCDE entre 1985 et 1990. Le Comité a également étudié les tendances du secteur automobile qui affectent la consommation d'acier, la modification du marché du travail entraînée par l'évolution de la structure d'âge et des qualifications des travailleurs de l'acier, ainsi que le financement à l'exportation pour subventionner des usines et de l'équipement sidérurgique.

Réunions des ministres du Commerce extérieur

Le Canada a participé à deux rencontres quadrilatérales des ministres du Commerce tenues en janvier à San Diego et en septembre à Sintra, au Portugal. Lors de ces rencontres, les ministres du Commerce du Canada, des États-Unis, du Japon et de la Communauté européenne ont discuté de la tenue d'une nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales et ont passé en revue la situation du commerce international.

Le Canada a également participé à des réunions informelles de ministres du Commerce d'un grand nombre de pays développés et de pays en développement. Les réunions, tenues à Séoul en juin 1986 et au lac Taupo, en Nouvelle-Zélande, en mars 1987, avaient comme objectif d'établir un consensus sur l'engagement rapide de la prochaine série de Négociations commerciales multilatérales et d'échanger des points de vue sur l'état de ces négociations. À la réunion du lac Taupo, le Canada a présenté une liste de principes pour l'établissement de politiques agricoles, afin de promouvoir le type d'ajustements de politique nationale que nécessiterait le règlement des problèmes du commerce des produits agricoles.

Politique du commerce des produits industriels

Les efforts ont été poursuivis pour maintenir l'accès du marché à l'exportation des industries manufacturières canadiennes, surtout dans les secteurs qui, comme l'acier, restaient assujettis à une situation d'encadrement du commerce. Les préoccupations ont particulièrement porté sur les États-Unis, où des pressions ont continué à s'exercer pour restreindre les exportations canadiennes d'acier, et sur l'Espagne, où des retards onéreux ont été provoqués dans la délivrance de licences d'importation d'acier canadien.

Des mesures ont été adoptées en vue de contrer la possibilité d'accroissement des importations d'acier faisant l'objet d'un commerce déloyal, en raison d'une situation mondiale d'un excédent de capacité de la production, de subventions généralisées et de restrictions à l'importation appliquées dans d'autres pays. Un système de surveillance des importations est entré en vigueur en septembre 1986 pour l'acier ordinaire. De plus, on a étudié les incidences de la politique commerciale de la demande d'une industrie pour que le privilège du Tarif de préférence général appliqué aux importations d'acier soit retiré à tous les pays bénéficiaires.

Les initiatives de politique commerciale ont été poursuivies en vue de faciliter l'ajustement industriel dans certains secteurs. Après des discussions bilatérales, la Corée et le Japon ont renouvelé leurs engagements concernant la limitation de leurs exportations d'automobiles au Canada. Au nombre des activités touchant la politique du commerce de produits industriels, mentionnons la poursuite des efforts pour garantir que les politiques industrielles nationales respectent les obligations commerciales internationales du Canada.

Dans un effort pour faciliter le développement et l'ajustement industriels, le Ministère a recherché à améliorer l'accès du Canada à la technologie étrangère en participant à des négociations commerciales multilatérales et bilatérales concernant la propriété intellectuelle (*Voir aussi* Chapitre 1). Le Canada s'est efforcé d'améliorer

rer l'accès des produits manufacturés sur le marché, dans le cadre de l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce.

Politique du commerce des produits agricoles

La crise du commerce des produits agricoles a été à l'avant-plan en 1986, alors que la course aux subventions entre les États-Unis et la Communauté européenne venait décimer les prix agricoles internationaux et tendre les relations commerciales internationales. Le premier ministre Mulroney a soulevé la question de l'agriculture au Sommet économique de Tokyo et a réussi à obtenir des participants des principaux pays du monde qu'ils reconnaissent publiquement l'importance de la crise de l'agriculture. Les membres du Sommet ont appuyé le travail de l'OCDE dans le domaine de l'agriculture et ont incité l'Organisation à se pencher sur les réformes requises en matière de politiques agricoles.

Après le Sommet de Tokyo, le Ministère a étudié la possibilité d'établir un groupe international de personnalités éminentes pour étudier les questions de commerce des produits agricoles et pour proposer certaines solutions. D'importantes activités de planification et de développement initial ont été commencées, et on a continué à rechercher un financement extra-gouvernemental pour le groupe, afin de s'assurer de son objectivité complète. Mais au fur et à mesure que les travaux progressaient, il est devenu clair que certains pays, dont la coopération aurait été essentielle au bon suivi d'un éventuel rapport du groupe, avaient décidé de s'opposer à la création du groupe. Dans les circonstances, le gouvernement a dû conclure que la création du groupe n'apporterait aucune amélioration sur les questions agricoles, et l'idée a été abandonnée, tout comme certaines variantes possibles que l'on avait subséquemment envisagées.

Au même moment, le Canada participait activement au travail de l'OCDE sur un grand projet d'étude des politiques agricoles et commerciales, y compris une analyse des effets d'une réduction équilibrée de la protection. Cette opération a été menée à bien en 1986. Un rapport aux ministres sur les conclusions à tirer des cinq années de travail de l'OCDE sur les questions de commerce agricole a été achevé vers la fin de l'année financière, et a été étudié par le Conseil ministériel de l'OCDE en 1987. Cette activité a appuyé le programme de travail permanent de l'OCDE, qui comprend principalement l'examen de l'évolution du marché en ce qui concerne les céréales, les viandes, les produits laitiers et les produits horticoles, ainsi que l'examen des politiques agricoles et commerciales des pays membres.

La tenue des négociations du GATT à la réunion ministérielle de Punta del Este s'est avéré un succès pour le développement du commerce des produits agricoles. La Déclaration de Punta del Este mentionnait clairement que les questions agricoles seraient au centre de la nouvelle série de négociations, plutôt qu'en périphérie, comme ce fut le cas lors des négociations précédentes. La Déclaration invite le groupe à s'orienter vers une libéralisation du commerce des produits agricoles, y compris un élargissement de l'accès et l'établissement de meilleures règles pour les subventions agricoles affectant le commerce. La

nouvelle série de négociations sera l'un des grands objectifs de la politique canadienne du commerce des produits agricoles pour les prochaines années.

Politique du commerce des ressources et des produits de base

Le Canada participe à un certain nombre d'organismes internationaux de produits, dont trois ont été créés par des accords internationaux de produits (étain, caoutchouc naturel et café) et assortis de dispositions économiques visant à stabiliser les marchés internationaux concernés.

L'Accord international sur l'étain tente fermement de se sortir du litige entraîné par l'effondrement du marché de l'étain en 1985. L'Accord international sur le caoutchouc a été négocié et est maintenant prêt à être ratifié. En ce qui concerne l'accord sur le café, qui vise une stabilisation du marché, les quotas ont été suspendus en février 1986 lorsque les prix ont dépassé la limite supérieure de la fourchette de prix convenue. Le Canada, à titre de président du Conseil de l'Organisation du café, a préconisé un accord prévoyant un réaménagement des quotas d'exportation entre les membres afin de réactiver l'accord.

Le Canada est également membre de plusieurs organismes de produits spécialisés qui favorisent les discussions entre gouvernements (souvent avec des conseillers de l'industrie) sur des questions concernant la production, la consommation et l'échange international de ces produits. Le Conseil international du blé est l'un de ces organismes consultatifs créés en vertu d'un accord international de produits. L'Accord international sur le sucre de 1985 est actuellement limité à un cadre consultatif, étant donné l'incapacité d'en venir à une entente sur l'établissement des prix et d'autres dispositions visant à stabiliser le marché international du sucre. Le Canada a maintenu son statut d'observateur auprès de l'Accord international sur le cacao, qui est entré provisoirement en vigueur en janvier 1987. L'Accord de 1986 finance un stock régulateur par l'intermédiaire d'un prélèvement effectué sur les transactions commerciales individuelles.

Le Canada appuie l'Accord international sur le jute qui, sans contenir de dispositions sur la stabilisation des prix, veille essentiellement à sensibiliser le consommateur au jute et aux produits du jute, et à encourager la recherche et le développement pour de nouvelles utilisations du jute. En 1986, l'ACDI a fourni une aide financière à l'Accord international sur le jute pour la réalisation de projets reliés à ces objectifs.

En mai 1986, le Canada a joint l'Organisation internationale des bois tropicaux, créée pour obtenir des données fiables sur les marchés et les structures du marché, afin d'améliorer les estimations du commerce mondial des produits forestiers, ainsi que les prescriptions globales en matière de gestion forestière.

L'appui international de discussions libres entre les experts gouvernementaux sur les questions liées au commerce des minéraux et des métaux a encouragé le Canada à assumer un rôle de chef de file dans le projet de création du Groupe d'étude international du nickel sur le modèle du Groupe d'étude international du plomb et du zinc, qui servirait également de modèle pour un autre

groupe d'étude dont la création est proposée par l'industrie du cuivre des États-Unis et appuyée par le Canada, parmi d'autres grands producteurs et consommateurs.

En mai 1986, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté une convention sur l'utilisation sécuritaire de l'amiante qui rejoint l'approche canadienne en matière de contrôle et de sécurité. Cette convention de l'OIT est maintenant prête à être ratifiée par les pays membres, et le Canada a commencé à chercher l'assentiment des provinces en vue de sa ratification.

En novembre 1986, le Canada a présidé à la deuxième réunion de la CNUCED du Groupe intergouvernemental spécial d'experts du minerai de fer tenue pour promouvoir une discussion internationale sur le commerce dans ce secteur.

Des délégations canadiennes ont également participé cette année aux travaux du Groupe de haut niveau de l'OCDE sur les produits de base, de la Commission des produits de base de la CNUCED et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Au sein de ces organisations, les représentants du gouvernement canadien et leurs conseillers dans le domaine de l'industrie ont poursuivi les intérêts du Canada en examinant attentivement les questions touchant aux produits de base, notamment le charbon, le tungstène, les pâtes et papier et le bois d'œuvre.

Relations commerciales spéciales, contrôles à l'exportation et à l'importation

Contrôles à l'exportation

Le 10 septembre 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé une nouvelle politique de contrôle des exportations de matériel militaire et stratégique. La nouvelle politique restreignait davantage les exportations de matériel militaire vers les pays en conflit et vers les pays violant systématiquement les droits de la personne.

Le Canada a continué à collaborer activement aux travaux du Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques (COCOM). Le Comité, composé des pays de l'OTAN et du Japon, maintient des contrôles multilatéraux sur l'expédition de biens et de techniques stratégiques de nature militaire vers des destinations proscrites. Pendant l'année, un examen de grande envergure a été accompli dans le cadre du processus d'évaluation triennal. Le COCOM a entrepris un examen permanent qui permettra de maintenir une liste plus actualisée des marchandises à exportation interdite. Le COCOM s'est également intéressé à l'échange d'informations et à une meilleure coopération dans l'application des contrôles nationaux.

Afrique du Sud

Depuis le 1^{er} octobre 1986 sont interdites les importations d'uranium, de charbon, de fer, d'acier et de produits agricoles d'origine sud-africaine. Le communiqué du Comité d'examen des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui s'est réuni à Londres du 3 au 5 août 1986, permettait d'appliquer cette interdiction dans le cadre de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

Une période de transition, prenant fin le 31 décembre 1986, était prévue pour permettre l'entrée des produits qui se trouvaient en transit le 1^{er} octobre, ainsi que des produits assujettis à des engagements contractuels conclus avant le 24 août 1986.

Acier

Le 1^{er} septembre 1986, les produits en acier ordinaire ont été mis sur la Liste de marchandises d'importation contrôlée à des fins de surveillance. Cette mesure a été prise sur la base d'une recommandation formulée par le Tribunal canadien des importations après une enquête sur les importations d'acier ordinaire. Elle ne restreint nullement la quantité d'acier admise au Canada. Elle vise plutôt à donner au gouvernement des informations plus actualisées et plus précises sur les importations.

Système de répartition du contingent global d'importations

En 1986, le ministre du Commerce extérieur a entrepris un important examen du système utilisé pour répartir les contingents entre les importateurs canadiens pour les produits dont l'importation est globalement contrôlée. L'objectif était de déterminer si un autre mode de répartition, différent de l'actuel système qui se fonde sur les quantités précédemment importées, ne serait pas plus équitable et mieux adapté à l'évolution du marché. Des consultants indépendants ont été chargés de mener une étude du système actuel afin de concevoir de nouvelles approches. Des consultations approfondies ont été tenues avec le secteur privé, notamment avec toutes les grandes associations directement intéressées par l'administration du contingent global. Le ministre du Commerce extérieur devrait en faire l'annonce lorsque l'examen sera terminé, en 1987-1988.

Textiles et vêtements

La nouvelle politique canadienne des importations de textiles et de vêtements, annoncée en juillet 1986, établissait l'intention du gouvernement de négocier un nouveau cadre pour la gestion des importations de vêtements et de textiles pour la période suivant 1986. La politique prévoyait la poursuite des négociations internationales sur l'Arrangement multifibres (AMF), ainsi que la renégociation et l'élargissement des arrangements bilatéraux de restrictions déjà négociés.

Le Canada a participé aux discussions sur l'avenir de l'AMF, qui devait prendre fin le 31 juillet 1986. L'AMF est un arrangement qui, négocié multilatéralement sous l'égide du GATT, prévoit un cadre juridique international pour la négociation d'arrangements bilatéraux de restrictions au sujet des textiles et des vêtements. Les discussions commencées en juillet 1985 se sont terminées le 31 juillet 1986 par un Protocole prorogeant l'AMF pour une autre période de cinq ans. L'un des principaux éléments du Protocole était une disposition permettant, dans certains cas, la négociation de restrictions au commerce des produits constitués de mélanges de fibres végétales et de mélanges contenant de la soie. Le Canada a adhéré au Protocole en novembre 1986.

Entre 1982 et 1985, les importations de vêtements au Canada ont augmenté en moyenne de 11 % par année,

alors que le marché ne s'accroissait que de 2,3 % par année. De plus, en 1983 et en 1984, les importations ont augmenté de 26 et 16 % respectivement et, bien que le taux de croissance n'ait été que de 4 % en 1985, il a été de nouveau à la hausse pour atteindre 10 % en 1986. Hong Kong, Taïwan et la Corée représentent plus de 50 % de nos importations de vêtements. La politique relative à l'importation de textiles et de vêtements annoncée en juillet 1986 établissait plusieurs grands objectifs pour le contrôle des importations, afin de régler ce problème ainsi que d'autres questions connexes : ralentir le taux de croissance des importations, empêcher les hausses soudaines des importations, contrôler les importations de vêtements fabriqués avec des fibres végétales et établir une distinction entre les fournisseurs dominants et nouvellement industrialisés et les nouveaux pays exportateurs de moindre importance sur le marché canadien du textile et du vêtement. La politique prévoyait également une inspection vigoureuse des importations pour garantir leur conformité avec les règlements, ainsi qu'un programme de remise de droits pour les fabricants de chemises à col tailleur. En établissant la politique, le gouvernement rejetait l'utilisation des contrôles globaux à l'importation prévus à l'Article XIX du GATT pour se prévaloir des droits et des obligations prévus dans le cadre bilatéral de négociations du nouvel Arrangement multifibres (AMF).

En 1986, le Canada a engagé le processus de renégociation et de prorogation de 22 arrangements bilatéraux sur les textiles qui devaient venir à échéance à la fin de 1986. En outre, un nouvel arrangement de cinq ans a été conclu avec le Vietnam, et les importations de vêtements depuis la Corée du Nord ont été contingentées. En mars 1987, toutes les renégociations avaient été achevées, sauf une, portant à 24 le nombre total des arrangements bilatéraux. Les arrangements ainsi renégociés incluent les éléments de la politique, tels qu'une meilleure couverture des fibres, des dispositions visant à prévenir les augmentations subites des importations et des clauses prévoyant le contrôle des articles non assujettis à des restrictions. Ils permettent également de modérer davantage le taux de croissance des importations.

Intensification du commerce international

Produits agricoles, halieutiques et alimentaires

La Direction générale de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires joue un rôle de coordination et de leadership pour les activités du gouvernement fédéral relatives au commerce international de tous les produits agricoles, halieutiques et alimentaires, à l'exception des céréales et des oléagineux (*Voir ci-après*). Dans le domaine de l'expansion des marchés d'exportation, la Direction générale a participé à plus de 75 plans de promotion allant de la promotion de troupeaux reproducteurs canadiens en Chine à celle d'aliments transformés en Europe et au Japon. Elle a coparrainé, avec Agriculture Canada et l'ACDI, une réunion qui, sous le thème « Le défi chinois », a rassemblé 150 représentants d'organismes agricoles et agro-alimentaires canadiens qui ont échangé leurs vues sur les priorités et la stratégie à adopter pour les activités futures de commercialisation en Chine. Elle a

coordonné la préparation d'une stratégie de commercialisation des exportations en Chine pour le secteur agro-alimentaire, sous l'égide du Comité interministériel de l'expansion du commerce international des produits agro-alimentaires.

Le rapport, intitulé « The Agri-Food Market in China : How Can We Improve Canada's Export Performance », expose les vues des Affaires extérieures, d'Agriculture Canada, du ministère de l'Expansion industrielle régionale et de l'ACDI. Des consultations avec les provinces et le secteur privé sont prévues pour en savoir davantage sur ce projet de stratégie. La préparation de stratégies de commercialisation pour le Mexique et la Corée du Sud a été amorcée et le travail devrait être achevé en 1987-1988.

La Direction générale a organisé une conférence à l'intention des exportateurs canadiens en rapport avec Food Pacific '86 à Vancouver. Les agents de 31 délégations affectés au commerce des produits agro-alimentaires ont mené plus de 700 entrevues avec des représentants d'entreprises agro-alimentaires canadiennes. Quelque 130 entreprises y ont participé, principalement des petites et des moyennes entreprises de toutes les régions du Canada. La conférence a mené à d'importantes activités d'exportation, alors que des relations ont été établies avec des agents et que des ventes ont été réalisées sur de nouveaux marchés. À Food Pacific '86, la Direction générale a également participé à une exposition et à un kiosque d'information doté d'une base de données informatisée qui recensait quelque 2 500 exportateurs canadiens et qui a servi de référence aux acheteurs étrangers visitant l'exposition et souhaitant entrer en communication avec des sociétés non représentées à l'exposition.

La Direction générale a mis en branle son programme « Avis aux acheteurs » pour mieux faire connaître les produits agro-alimentaires et halieutiques canadiens en informant les acheteurs américains éventuels de ce que les exportateurs canadiens peuvent leur vendre et à quelles conditions.

La Direction générale a organisé à nouveau une rencontre des représentants des gouvernements provinciaux et des agents régionaux du MEIR qui s'occupent de la promotion des marchés pour le secteur des produits agro-alimentaires et halieutiques. Cette activité annuelle est conçue pour améliorer la coordination et les communications entre les ministères provinciaux et fédéraux s'occupant de promotion des exportations agro-alimentaires. Agriculture Canada et Pêches et Océans Canada, de même que le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) y ont participé.

La Direction générale est chargée de gérer le programme canadien de rapports et de renseignements sur le marché des produits agro-alimentaires, pour lequel 149 rapports sont prévus pour répondre à la demande des missions canadiennes à l'étranger. De plus, quelque 130 rapports spéciaux hors série sont reçus chaque année : on y trouve divers renseignements sur le marché ainsi que des analyses sur les activités de nos concurrents. La Direction générale distribue ces rapports à Agriculture Canada, aux gouvernements provinciaux, à la Commission canadienne du blé, au Conseil des grains du Canada et à d'autres organismes similaires. La Direction générale a effectué cette année un

examen du système de rapports sur l'agriculture, qui comprenait une rencontre avec les ministères et organismes utilisateurs, pour s'assurer de son efficacité.

Un répertoire informatisé des activités de promotion du marché agro-alimentaire a été établi pour l'année financière 1986-1987 en collaboration avec Agriculture Canada.

La Direction générale a pris part à l'organisation d'une série de séminaires en Chine sur les reproducteurs porcins. Le potentiel commercial pour les reproducteurs porcins canadiens en Thaïlande et au Malaysia a été évalué, et des plans ont été dressés pour accueillir des délégations d'acheteurs de ces pays. La génétique animale canadienne, surtout celle appliquée aux bovins laitiers, a été l'un des centres d'intérêt de notre participation au Royal Agricultural Show, en Angleterre, et à la foire Expoiner de Porto Alegre, au Brésil. Des colloques sur les bovins laitiers ont été organisés à quatre endroits au Brésil. La Direction générale a parrainé la visite d'un acheteur australien au Canada pour sélectionner des embryons de bovins laitiers et de boucherie, et elle a parrainé l'accueil de plusieurs groupes d'acheteurs intéressés par les géniteurs canadiens pour leur permettre de visiter le Royal Winter Fair de Toronto et la Western Canadian Agribition de Regina.

Deux films ont été réalisés pour promouvoir les exportations de races canadiennes de bovins laitiers et de boucherie.

Plusieurs versions de ces films en d'autres langues comme le mandarin et l'espagnol sont prévues. Une étude de marché a également été réalisée pour le remplacement des génisses laitières dans l'est et le sud-ouest des États-Unis.

Le Venezuela reste un important débouché pour nos pommes de terre de semence. Un colloque de deux jours sur les techniques de production et sur le contrôle des maladies des pommes de terre a été tenu à l'intention d'un groupe de visiteurs du Venezuela. Une délégation mexicaine sur les pommes de terre de semence parrainée par le Ministère a visité les installations industrielles et divers établissements de recherche de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. On a fait la promotion des pommes de terre de semence en installant sur place un kiosque d'information à une grande foire agricole tenue à Braga, au Portugal.

En participant à plusieurs foires régionales, on a aidé l'industrie des pépinières à introduire ses produits sur le marché américain. La Direction générale a dirigé une mission en Inde sur les légumineuses.

Les efforts ont été poursuivis pour vendre notre luzerne déshydratée à la Corée, et pour négocier avec le Japon un débouché phytosanitaire satisfaisant pour notre foin haché. Le PDME a aidé la Canadian Dehydrators Association à présenter des colloques au Japon et en Corée sur l'utilisation de la luzerne déshydratée dans les aliments composés pour animaux.

Le Canada a participé à nouveau au Salon international de l'agriculture à Paris, où il a présenté des races de bovins laitiers et de boucherie, ainsi que des semences-fourrage, des cultures spécialisées, des pommes et d'autres produits canadiens.

Des acheteurs de fourrures du Japon, de la Corée et de Hong Kong ont été invités au Canada pour des ventes aux enchères et ils ont ensuite commandé des peaux.

Dans le secteur des aliments transformés, la Direction générale a collaboré à l'organisation d'importantes foires alimentaires internationales, dont le SIAL à Paris, Foodex à Tokyo, et la Foire alimentaire internationale à Londres. Aux États-Unis, elle a parrainé des salons alimentaires « solo » (réservés uniquement aux produits canadiens) dans cinq villes, ainsi que des présentations canadiennes à cinq foires commerciales régionales. Mentionnons également l'organisation d'une foire alimentaire solo à Hong Kong, des activités de promotion dans des magasins et des restaurants de Hong Kong, de Nouvelle-Zélande et du Japon, des délégations commerciales et un appui du PDME à des initiatives du secteur privé. L'élaboration de profils de commercialisation des produits se poursuit pour certains produits et pour certains marchés sélectionnés.

En ce qui concerne les questions de politique commerciale, la Direction générale a été mêlée au débat sur les mesures compensatrices prises à l'encontre des exportations au Canada de pâtes alimentaires d'Italie, de viande de bœuf de la CE et de maïs des États-Unis. Ses activités ont également englobé les questions des débouchés de la viande canadienne en Europe, du whisky canadien en Europe et au Japon, et de nos fruits et légumes en Australie.

La Direction générale a appuyé l'Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires, un nouvel organisme, créé pour aider les manufacturiers de tels produits à devenir concurrentiels sur le marché international, l'Association des bleuets sauvages de l'Amérique du Nord qui contribue à faire connaître les bleuets canadiens en Europe et au Japon, ainsi que l'Institut international du sirop d'érable.

Dans le secteur des pêches et des produits halieutiques, des activités visant à promouvoir le commerce et les questions de politique commerciale ont été entreprises. Pour promouvoir le commerce, six tournées industrielles ont été organisées pour aider les petits exportateurs, surtout ceux avec lesquels la Direction générale n'était jamais entrée en rapport. Plus de soixante sociétés ont accueilli de nombreux visiteurs. La Direction générale a vu à la formation d'un groupe d'employés de trois ministères concernant les espèces sous-utilisées. Ce groupe tente d'identifier et d'éliminer les obstacles afin d'assurer une meilleure exploitation de certaines espèces en particulier. On a commencé une étude du marché japonais en vue de donner à nos exportateurs des renseignements concernant la commercialisation de ce marché. On a particulièrement veillé à donner à l'industrie et à nos délégations à l'étranger de meilleurs renseignements sur les marchés. On a fait bon accueil aux rapports sur la commercialisation du poisson que soumettent les missions ainsi qu'aux rapports sur la situation de l'industrie, que la Direction générale prépare et envoie aux missions tous les deux mois. On a mené, à l'intention des exportateurs, une étude pour identifier les détaillants acheteurs de produits halieutiques. Un répertoire des exportateurs a été conçu pour les délégations à l'étranger et pour les

acheteurs éventuels qui participent à des foires commerciales.

La Direction générale a organisé la participation du Canada à diverses foires commerciales internationales : Seafood EXPO à Dallas, SIAL à Paris, Seafare South à Orlando, International Food Exhibition à Londres, Seafare '87 à Long Beach, en Californie, Boston Seafood Show et Foodex à Tokyo.

On a consacré davantage d'attention aux marchés de l'Afrique et du Brésil, et un important réseau de vente a été établi au Brésil. S'il existe des débouchés pour nos produits halieutiques dans certains pays d'Afrique, ces possibilités n'ont jamais donné lieu à des ventes.

En matière de politique commerciale, la Direction générale était aux prises avec un certain nombre de questions. D'abord il y a eu la diffusion du rapport de la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse aux phoques au Canada, qui a entraîné la réplique du gouvernement. Il faut également mentionner la menace de mesures américaines prises contre le hareng et le saumon de la côte ouest du Canada, en vertu de la section 301, qui a exigé des consultations avec l'industrie canadienne d'une part, et entre les deux gouvernements d'autre part. Enfin, certaines questions ont été soulevées concernant la dotation en personnel et les séances d'information d'un certain nombre d'organismes internationaux s'occupant de pêche, tels que l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, la FAO et l'OCDE.

En réponse aux préoccupations croissantes devant l'ensemble complexe des questions liées à la fourrure et à leurs incidences internationales, le Ministère a nommé un agent pour présider le Comité des questions internationales concernant la fourrure. Ce comité relèvera de la Direction générale et sera chargé de coordonner les activités et d'élaborer des politiques au sein du Ministère, de même qu'à l'extérieur de celui-ci, avec d'autres services gouvernementaux et industriels. Cette démarche a été entreprise en raison de l'importance de l'industrie de la fourrure pour la prospérité de plus de 100 000 Canadiens — compte tenu de pratiques de conservation humanitaires et responsables.

Pour faciliter ses communications avec le public, la Direction générale s'est dotée d'une quatrième unité NOMADIC (une image photographique de huit pieds sur dix montée sur une structure pliante en aluminium) illustrant les expositions agro-alimentaires canadiennes. Elle a également élaboré de nombreuses troupes de restaurant (dont des couvertures de menus, des napperons et des serviettes de table) distribuées dans les hôtels et les restaurants pour promouvoir les produits canadiens, ainsi qu'un prospectus sur les foires. Ce matériel a été fort demandé par les missions, qui l'utilisent pendant les activités de promotion de produits alimentaires canadiens menées conjointement avec la plupart des hôtels et des restaurants.

Céréales et oléagineux

Pour les meilleurs intérêts du Ministère dans le secteur des céréales, la Direction générale de la commercialisation des céréales a facilité les exportations de céréales et oléagineux canadiens et de leurs dérivés en coordonnant et en dirigeant des activités d'expansion commerciale et

en participant à l'élaboration d'une politique commerciale. Le commerce mondial des céréales a de nouveau été dominé par une surabondance sur les marchés, ce qui a entraîné une baisse supplémentaire des prix. La production et les stocks canadiens exportables des six principales céréales ont augmenté en 1986, bien qu'un temps pluvieux pendant la moisson ait amoindri la qualité des céréales de l'Ouest pour une deuxième année consécutive. Les exportations de céréales et d'oléagineux ont tout de même augmenté pendant l'année 1986-1987, pour une troisième année consécutive.

La concurrence pour les marchés s'est intensifiée alors que les États-Unis et la CE utilisaient davantage des subventions plus importantes à l'exportation. Les mesures prises par les États-Unis dans le prolongement de la *Food Security Act* 1985, comprenaient une baisse du taux de prêt et une utilisation accrue des subventions à l'exportation par l'intermédiaire du Programme d'expansion des exportations, qui ont contribué à réduire davantage les prix et à intensifier les pressions pour que le gouvernement vienne en aide aux fermiers canadiens.

Le Canada a conclu des accords à long terme sur le commerce des céréales, dont les plus importants ont été négociés dans une perspective bilatérale avec l'URSS, le Brésil, l'Irak et l'Égypte. Les exportations effectuées dans le cadre de ces accords représentant environ la moitié des exportations de grain.

Les activités d'intensification du commerce, axées sur les colloques, les essais d'utilisation, les missions et les consultations, visaient surtout à maintenir les marchés actuels et à exploiter de nouveaux débouchés pour le canola et les produits du canola. Le programme pour l'année 1986-1987 s'adressait notamment à l'URSS, à l'Inde, au Pakistan, à l'Égypte, à Israël et au Japon.

Le Programme de céréales à crédit administré par la Direction générale est la seule forme d'aide directe consentie aux exportateurs canadiens. Pendant l'année financière en question, 2,5 millions de tonnes de céréales de la Commission canadienne du blé ont été exportées vers huit pays grâce à des crédits garantis par le gouvernement.

L'Institut international du Canada pour le grain a contribué sensiblement au maintien et à l'expansion des marchés intérieurs et étrangers pour les céréales et les oléagineux ainsi que leurs dérivés. Grâce au financement fourni par la Direction générale et la Commission canadienne du blé, l'Institut a organisé 18 cours au Canada et à l'étranger à l'intention de 389 participants étrangers venus de pays qui sont nos clients ou pourraient le devenir, et pour 244 Canadiens œuvrant dans le secteur des céréales et des oléagineux.

Le Canada a participé à des discussions internationales de haut niveau pour tenter de régler les problèmes du commerce mondial des produits agricoles. Ces activités ont englobé la tenue de l'Uruguay Round de Négociations du GATT à Punta del Este, le Sommet de Tokyo, la réunion du groupe de Cairns des exportateurs agricoles et des réunions des ministres chargés des céréales dans les principaux pays exportateurs. Lors de ces réunions, le Canada a fortement appuyé une réforme du commerce des céréales et des produits agricoles.

Le Canada a adhéré au nouvel Accord international sur le blé, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1986. La Direction générale a assumé la présidence dans la renégociation de l'Accord.

Outre les discussions multilatérales qui ont traité des problèmes du commerce des céréales, des discussions bilatérales ont été tenues avec les États-Unis et la Communauté européenne sur l'incidence de leurs politiques de soutien agricole et d'exportation. Pendant l'année, des négociations sous l'égide du GATT ont été entreprises avec la CE sur la compensation due au Canada pour la réduction de son accès aux marchés espagnol et portugais en raison de l'adhésion de ces pays à la CE. Un droit compensatoire a été imposé sur le maïs américain entrant au Canada; c'était la première fois qu'une telle mesure était prise à l'encontre d'un produit subventionné par les États-Unis.

Partage du développement et de la production du matériel de défense

Le programme canado-américain de partage du développement et de la production du matériel de défense a été l'un des accords internationaux qui ont le mieux permis de régler les problèmes économiques reliés à la coopération au sein d'alliances de défense commune. Les principes de coopération ont permis de résister à diverses pressions exercées dans les 35 dernières années pour que les accords soient modifiés. Les deux gouvernements se sont entendus pour que le développement de la production se fasse au Canada, à la condition que le partage de la production reste un programme viable à long terme. Sans programmes de développement, le rôle futur de l'industrie canadienne du matériel de défense serait limité à la production d'articles relativement simples de conception étrangère, et notre contribution à la défense de l'Amérique du Nord s'en trouverait sérieusement atténuée. De plus, le Canada ne pourrait tirer avantage de la possibilité de faire progresser la technologie canadienne. Depuis la mise en application du programme, le Canada a entrepris plus de 95 projets conjoints de développement évalués à environ 200 millions de dollars, et les échanges canado-américains de matériel de défense ont presque atteint les 27 milliards (*Voir* Tableau 4). En 1986, on a organisé, dans le cadre du programme de la Stratégie nationale du commerce, une série de séances d'information et de visites pour promouvoir le programme, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ces activités ont touché plus de 4 000 responsables des achats militaires au sein du gouvernement et de l'industrie. Des progrès importants ont été réalisés au sein des sous-comités pour la sécurité industrielle, le transfert de technologie et l'infrastructure industrielle nord-américaine, et le programme canado-américain de partage du développement et de la production du matériel de défense continue à bien fonctionner.

Coopération industrielle pour la défense de l'OTAN

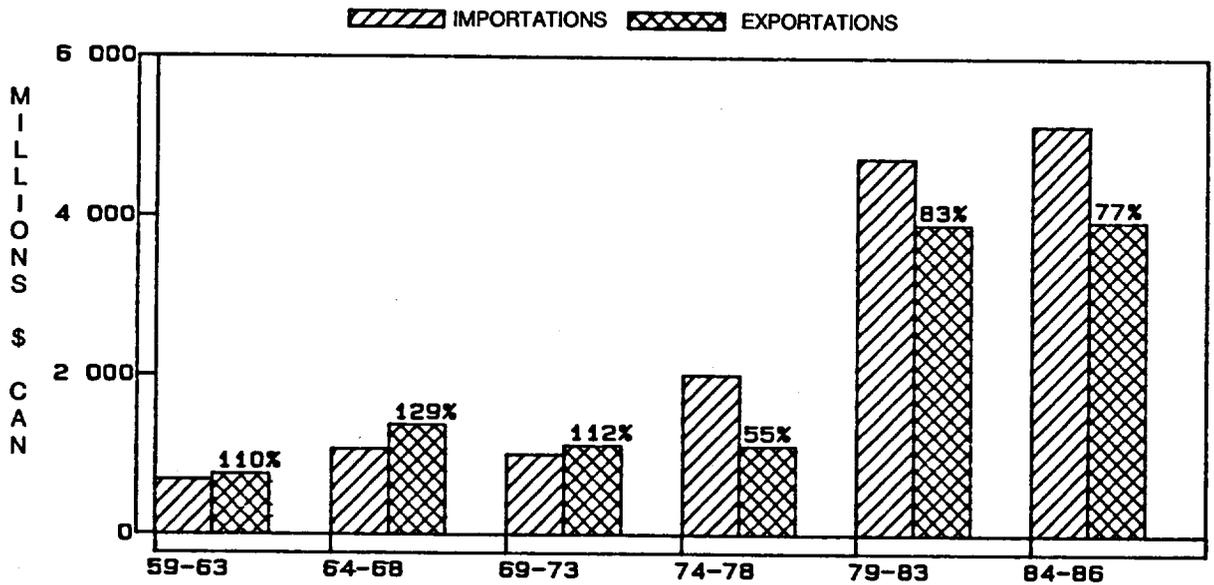
La Conférence des directeurs nationaux des armements a permis l'exécution d'un dynamique programme sur la base des projets de coopération financés en vertu de l'amende-

ment Nunn. Ces projets ont pu être réalisés grâce aux crédits supplémentaires que le Congrès américain a affectés aux activités de collaboration de l'OTAN. Les nations européennes ont généralement bien accueilli le « financement Nunn », mais ont proposé en octobre une série de « principes de collaboration » pour garantir que la participation industrielle et la gestion de projets ne puissent être dominées par une seule nation. Le Groupe consultatif industriel de l'OTAN a achevé une année marquée par la réalisation d'études préliminaires et d'analyses de questions spéciales comme les nouvelles technologies à long terme et la valorisation de la coopération en matière d'armements. Outre les sessions à Bruxelles, des réunions sont tenues régulièrement au Canada. En raison surtout de l'activité de la délégation du Canada à l'OTAN, un bien plus grand nombre de soumissions ont été portées à l'attention des entreprises canadiennes qui bénéficient d'un financement commun d'infrastructure, ce qui a permis de conclure plusieurs excellents marchés. Les études menées par une équipe du Groupe des programmes européens indépendants sur la compétitivité de l'industrie européenne du matériel de défense visent à mettre sur pied une industrie de défense plus homogène et, par conséquent, plus autonome, ce qui pourrait soulever des problèmes d'accès pour l'industrie canadienne en Europe; la situation devra donc être suivie de près.

Accords européens sur le commerce du matériel de défense

Huit accords de recherche, de développement et de production (RDP) ont été conclus depuis que le premier a été signé avec la République fédérale d'Allemagne en 1964; ces accords comprennent maintenant le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. Ces accords, fortement influencés par le programme canado-américain de développement et de partage de la production du matériel de défense, ont été conclus en vue de maintenir une infrastructure industrielle de défense viable après la décision prise par le Canada en 1959 de ne plus concevoir, mettre au point ou fabriquer de grands systèmes d'armes au Canada. Leur principale contribution pour le Canada a été d'ouvrir les marchés étrangers à notre matériel de défense pour équilibrer nos achats de grands systèmes d'armes à l'étranger et pour promouvoir l'essor technologique de l'industrie canadienne. Le Canada entretient des relations étroites avec l'Allemagne et une mission parfaitement réussie par des représentants industriels de la défense a eu lieu au Canada en novembre 1986 et sera suivie d'une visite similaire en Europe en mai 1988. Une réunion sur la conclusion possible d'un accord RDP avec les Pays-Bas a été tenue à Victoria en septembre, et on espère que, en raison de la similitude des exigences des forces armées de l'un et l'autre pays, les consultations qui ont eu lieu en juin 1987 se sont avérées avantageuses. Tout comme pour la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni a organisé une visite d'industriels à Montréal, à Ottawa et à Toronto en 1986, et un accord de renouvellement de la coopération industrielle pour la défense devrait être signé avec la Belgique en 1987.

COMMERCE DE DÉFENSE AVEC LES ÉTATS-UNIS
SUR CINQ ANS
1959 - 1986



COMMERCE DE DÉFENSE AVEC LES ÉTATS-UNIS
— VALEUR ANNUELLE CUMULATIVE
1959 - 1986

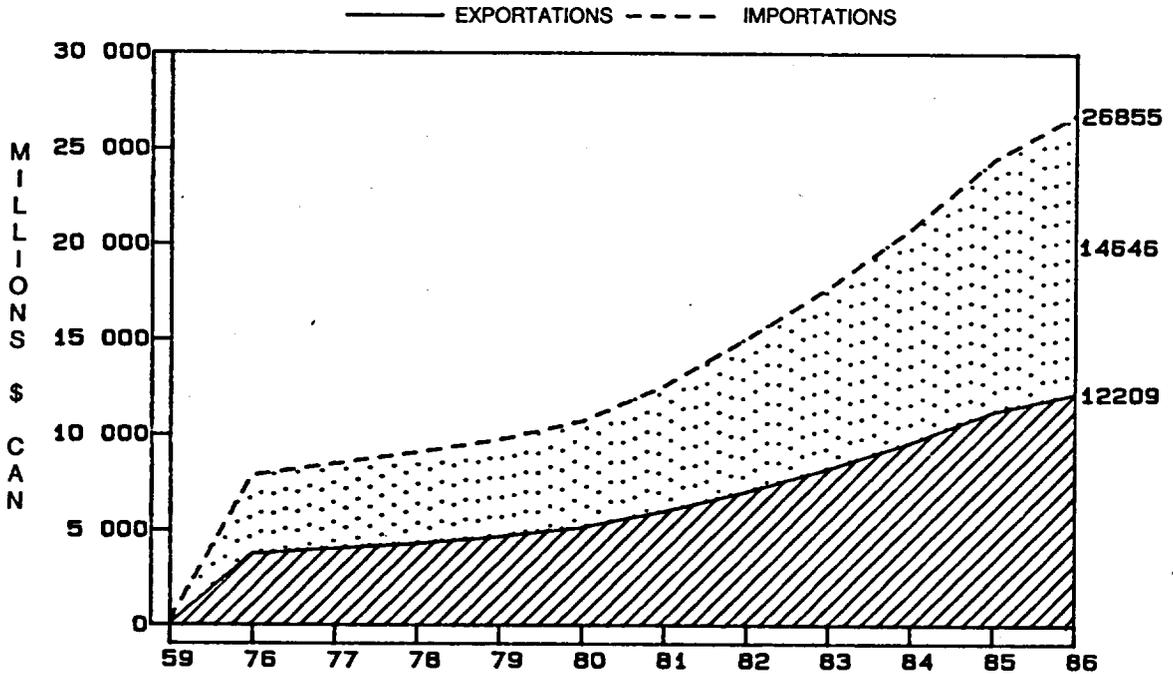


Tableau 4
PARTAGE DE LA PRODUCTION CANADO-AMÉRICAINÉ
DU MATÉRIEL DE DÉFENSE
Commerce canado-américain du matériel de défense

1958 — 1986

Année	Export.		Import.	
	annuel.	cumulatives	annuel.	cumulatives
	(en millions de dollars canadiens)			
1959	96	96	108	108
1960	113	209	196	305
1961	143	352	94	399
1962	254	606	127	526
1963	142	748	152	678
1964	167	915	174	852
1965	259	1 174	130	982
1966	317	1 491	332	1 314
1967	308	1 799	294	1 608
1968	320	2 119	134	1 742
1969	300	2 419	172	1 914
1970	227	2 646	223	2 137
1971	216	2 862	180	2 317
1972	175	3 037	194	2 511
1973	198	3 235	232	2 743
1974	150	3 385	281	3 024
1975	189	3 574	233	3 257
1976	191	3 765	879	4 136
1977	314	4 079	300	4 436
1978	267	4 346	315	4 751
1979	368	4 714	295	5 046
1980	482	5 196	489	5 535
1981	827	6 023	1 034	6 569
1982	1 027	7 050	1 462	8 031
1983	1 207	8 257	1 459	9 490
1984	1 361	9 618	1 738	11 228
1985	1 644	11 262	1 990	13 218
1986	947	12 209	1 428	14 646

Matériel de défense : foires, missions et visites

La Direction générale a dirigé une mission sur les contre-mesures navales; cette mission, comprenant les représentants de 20 compagnies canadiennes, a visité les installations de la Marine américaine. Deux demandes de propositions ont été reçues totalisant cinq millions de dollars, et des négociations sont en cours avec sept autres compagnies. Neuf exposants canadiens ont participé à Asiandex 86 tenue à Beijing en novembre. Cinq compagnies, y compris Canadair, de Havilland, Canadian Marconi, Pelorus Aviation and Fathom Oceanology, ont exposé leurs produits à la foire Asie-Pacifique organisée en septembre par l'AFCEA (Armed Forces Communications and Electronics Association). De plus, nous avons accueilli des missions comprenant des délégations de cinq membres du Pérou en octobre et de Singapour en novembre. Des présentations de matériel de défense ont été organisées à Toronto (430 compagnies) et à Montréal (55 compagnies) et des visites ont été effectuées chez

Boeing à Seattle (26 compagnies), au Naval Air Development Center de Warminster, Pa. (9 compagnies) et à diverses autres bases de la Marine américaine (20 compagnies). Hitec '86, conférence-exposition annuelle sur le matériel de défense, tenue à Ottawa en mars a donné lieu à quelque 4 800 entrevues entre 460 clients représentant 350 compagnies et 65 délégués commerciaux de missions canadiennes à l'étranger.

Développement des investissements

L'année financière dont il est question a marqué la première année complète de mise en application du Programme de développement des investissements du gouvernement fédéral, qui appuie les activités à l'étranger visant à accroître la venue au Canada d'investissements étrangers générateurs de nouveaux emplois. Le programme de cette année a été, comme prévu, bien davantage segmenté que celui de l'an dernier. Plus de 300 activités de promotion des investissements, dont des missions

ministérielles, des colloques, des campagnes par correspondance et des activités de liaison avec certaines sociétés ont été organisées dans plus de 45 missions à l'étranger. Près de 60 % de ces activités étaient axées sur des secteurs industriels choisis. Un programme de communications à l'intention des investisseurs étrangers et des immigrants entrepreneurs a appuyé ces activités au Japon, aux États-Unis et dans certains pays d'Europe.

En 1987, six conseillers du secteur privé en matière d'investissement ont été embauchés puis affectés dans des missions clés à l'étranger. Ils sont maintenant à Londres, à Bonn, à Tokyo, à Paris, à New York et à Los Angeles.

La gestion interministérielle du Programme de développement des investissements a été considérablement améliorée. Le Ministère, par l'intermédiaire de la Direction du développement de l'investissement, collabore étroitement avec Investissement Canada, le Ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) et Emploi et Immigration Canada (EIC). Un modèle de coordination interministérielle du programme a été établi par un groupe de travail et par un comité directeur composé de membres de chacun de ces ministères, afin d'établir des objectifs, d'atteindre des secteurs et d'orienter les activités de promotion des investissements à l'étranger.

La grande responsabilité qu'a le Ministère de promouvoir l'investissement étranger au Canada est bien appuyée par cette coordination. Lors de consultations fédérales

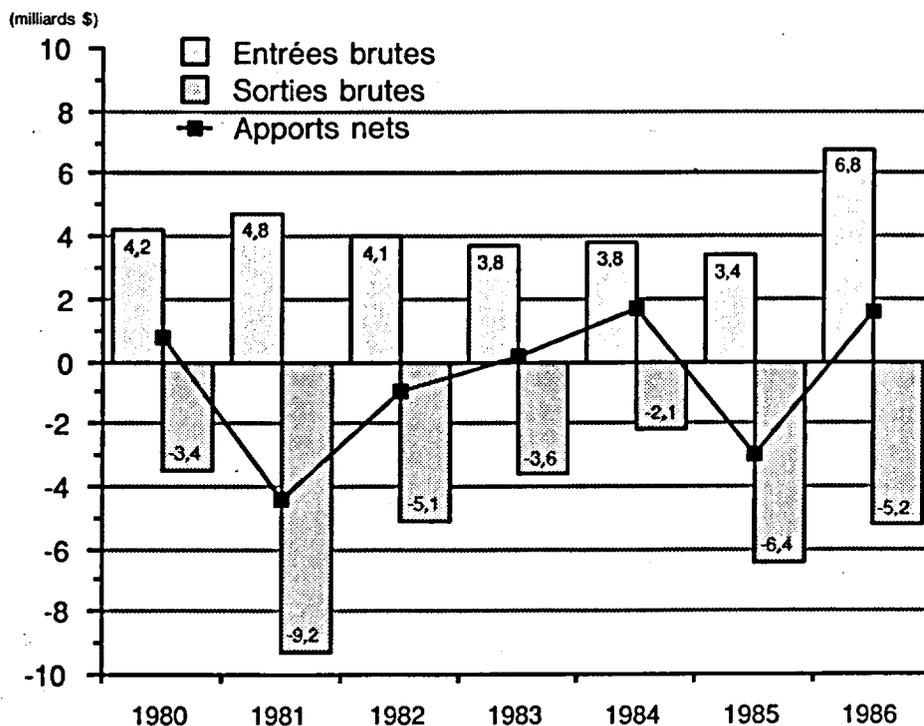
avec les gouvernements provinciaux, il a été également question de la promotion et de la mise en œuvre du Programme de développement des investissements.

Le Ministère, avec ses partenaires fédéraux, a commencé à évaluer les résultats de ses efforts de promotion des investissements tant sur le plan du type de programme mis en place que sur celui des résultats obtenus. Certaines indications sont encourageantes, comme le montre le tableau suivant illustrant les apports d'investissements directs au Canada jusqu'à 1986.

Les 6,8 milliards de dollars d'investissements étrangers directs (IED) en 1986 constituent un nouveau record, dépassant de plus de deux milliards le record précédent. On prévoit des entrées de capitaux du même ordre pour 1987. Si de nombreux facteurs expliquent ces entrées, le programme y a grandement contribué. On devra en faire une évaluation en bonne et due forme en 1987 pour mieux définir cette contribution et pour mieux orienter les futures décisions touchant au programme.

Le Programme de développement des investissements pour l'année 1987-1988 atteindra également certains secteurs industriels et soulignera, dans ses activités de promotion, les liens importants qui existent entre l'investissement et l'acquisition de la technologie — deux domaines étroitement liés dans les questions internationales contemporaines en matière d'investissement.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS AU CANADA — APPORTS BRUTS ET NETS



Source : Statistique Canada, Estimés trimestriels de la balance de paiements internationaux du Canada; position du Canada en matière d'investissements internationaux.

Commercialisation de la technologie de pointe

Les progrès technologiques dans les domaines des semi-conducteurs, de l'informatique, de la télédétection et des télécommunications n'ont cessé de s'améliorer en 1986 dépassant même leurs applications. L'entrée de l'industrie de la biotechnologie sur le marché et le dynamisme d'un certain nombre de compagnies canadiennes œuvrant dans ce domaine ont ajouté un nouveau champ sectoriel aux futures activités du Ministère dans le domaine de la promotion des exportations.

Reconnaissant l'importance croissante et la nature hautement concurrentielle du secteur de la technologie de pointe dans le commerce international, la direction chargée du développement des marchés pour la technologie de pointe a été restructurée pour répondre efficacement aux besoins de commercialisation internationale de l'industrie canadienne de la technologie de pointe.

Alors que les utilisateurs des secteurs privé et public du Canada et de l'étranger pénétraient en territoire encore vierge, les profils du marché se transformaient presque partout. Promouvoir les exportations est devenu plus complexe, et les stratégies de commercialisation se sont concentrées sur des « crêneaux » ou secteurs hautement spécialisés. Un examen des plans de promotion des marchés pour la prochaine année financière a révélé que 88 % des bureaux commerciaux du Canada à l'étranger tiennent les communications et l'informatique pour le principal secteur à considérer. Conformément au rôle de chef de file que joue le Ministère dans la promotion du commerce international et la commercialisation des exportations, la Direction a continué d'aider les compagnies canadiennes de technologie de pointe à développer leurs marchés extérieurs, et elle a continué d'aider les missions à réaliser ces objectifs. À cette fin, elle a recensé les produits à fort potentiel d'exportation et préparé des stratégies de commercialisation en collaboration avec les directions commerciales géographiques. Elle a servi de point de coordination des initiatives intragouvernementales de commercialisation de la technologie de pointe et elle a constitué, au sein du gouvernement fédéral, un noyau de spécialistes pour fournir de l'information sur les plans et les activités de commercialisation des exportations des compagnies canadiennes de technologie de pointe.

L'industrie canadienne des télécommunications, avec l'appui financier du Ministère, a établi à Montréal l'Institut canadien de formation des cadres en gestion des télécommunications (TEMIC), dont les grands objectifs sont d'intensifier les exportations canadiennes de biens et de services de télécommunications et d'améliorer les compétences des cadres travaillant pour les services de télécommunications des pays en développement. Ses principales activités seront de diriger une série de cours de formation à l'intention des cadres supérieurs.

La télédétection appliquée à la géographie, à la géologie et aux ressources naturelles, maintenant largement acceptée dans les pays industrialisés, offre des possibilités dans le monde en développement. Les sociétés canadiennes, indépendamment ou avec l'aide du gouvernement, ont réussi à démontrer les capacités de leurs logiciels et de leur matériel d'exploitation à d'éventuels acheteurs

d'Asie, d'Australie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui constituent de nouveaux marchés.

Les progiciels spécialisés dans la transformation industrielle primaire et secondaire et dans les fonctions de bureau ont trouvé de nouveaux débouchés en Europe, en Asie et en Amérique latine. Les missions envoyées en Afrique ont trouvé des marchés potentiels pour le logiciel éducatif.

Afin de venir en aide à l'exportation, le gouvernement a utilisé des moyens novateurs tels que des colloques spécialisés destinés à améliorer les stratégies de commercialisation en usage dans le secteur privé. Le Ministère a publié des manuels sur la localisation des sources d'approvisionnement, des répertoires et des brochures publicitaires sur les produits de l'informatique, de l'électronique, de la télédétection et des télécommunications, afin de mieux faire connaître les compétences et les réalisations du Canada aux responsables des services techniques, de la planification et des achats, des pays étrangers.

Politique scientifique et technologique

On reconnaît de plus en plus l'importance de la science et de la technologie dans le développement économique et social du Canada. Ce facteur, conjugué à la nature essentiellement internationale de la science et de la technologie, a permis de concentrer davantage l'attention sur les questions de politique, notamment les questions de nature commerciale, qui pourraient influencer sur les apports de technologie, les questions de propriété intellectuelle et les questions constituant le contexte international du programme d'innovation du gouvernement. Le Canada a participé aux travaux de nombreux organismes des Nations Unies qui s'occupent de différents aspects de la science et de la technologie, tant en ce qui concerne la défense des intérêts économiques du Canada, que la promotion de l'utilisation plus efficace de la science et de la technologie pour régler les problèmes des pays en développement. À l'OCDE, le Comité de la politique scientifique et technologique a continué de viser un consensus sur diverses questions de politique.

Collaboration bilatérale en matière de science et de technologie

Conformément aux décisions déjà prises pour encourager une utilisation plus dynamique de certaines activités internationales de coopération scientifique et technologique pour promouvoir des objectifs de développement économique, le Ministère a été en mesure de mettre de l'avant des initiatives canadiennes, et de répondre à des initiatives étrangères, dans un grand nombre de secteurs et avec de nombreux pays. On a poursuivi une collaboration active avec le Japon, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, la France et d'autres pays industrialisés. Un échange de lettres a été signé avec la Norvège, qui partage plusieurs caractéristiques avec le Canada, surtout dans les domaines de la recherche se rapportant à l'exploitation forestière, à la pêche et aux problèmes de l'Arctique. La collaboration avec les États-Unis est intense et se poursuit en grande partie en dehors des relations gouvernementales officielles.

Programme d'apports technologiques

Le Programme d'apports technologiques (PAT) a été institué en janvier 1986 pour aider nos petites et moyennes entreprises à acquérir les innovations technologiques nécessaires à la mise au point et à l'amélioration de produits, de procédés ou de services nouveaux. L'objectif est de renforcer la compétitivité des compagnies canadiennes en garantissant une meilleure utilisation des technologies les plus récentes dans la fabrication de leurs produits de manière à ce qu'elle soit le plus efficace.

Les deux principaux éléments du programme sont : a) les Services PAT des missions, services offerts par des employés recrutés dans les missions à l'étranger pour répondre aux demandes des organismes canadiens qui désirent être renseignés sur les sources de technologies nouvelles ou naissantes, pour étudier les ouvertures possibles en ce qui concerne les licences ou les entreprises en participation, et pour organiser des rencontres entre partenaires éventuels; b) le Fonds du PAT — qui accorde une aide financière aux Canadiens afin de défrayer les dépenses occasionnées par les visites de reconnaissance ou de travail effectuées à l'étranger, les dépenses des visites de travail effectuées au Canada par des experts étrangers, ou les dépenses internationales d'entreprises en participation ou de projets communs de recherche et de développement. Ce soutien est surtout destiné aux petites et moyennes entreprises, mais peut être accordé à d'autres entreprises capables de démontrer que leurs projets ont une répercussion directe sur le PAT.

Parmi les spécialistes employés dans les missions à l'étranger, on recense des conseillers aux affaires scientifiques et technologiques et des agents chargés du développement technologique, affectés à d'importantes missions dans les pays industrialisés. Les premiers ont toute une série de responsabilités : rendre compte des découvertes scientifiques et technologiques dans leur pays hôte, aider l'industrie à trouver des débouchés en fonction d'une collaboration en matière de recherche et de développement. Quant aux agents chargés du développement technologique, qui connaissent bien les secteurs industriels du pays dans lequel ils sont postés, ils sont à la recherche de sources d'approvisionnement afin de répondre à leurs besoins particuliers dans le domaine de la technologie.

Pendant leur première année, les Services PAT des missions ont répondu à plus de 500 demandes d'information concernant la technologie étrangère. On évalue qu'au moins 100 de ces demandes donneront lieu à un transfert de technologie étrangère au Canada. En 1986-1987, le Fonds du PAT (doté d'un budget de 1,2 million de dollars) a reçu 176 demandes de financement, dont 99 ont été acceptées. Environ 70 de ces demandes ont entraîné un transfert de technologie au Canada, et au moins 17 ont jusqu'à maintenant permis l'introduction d'un produit ou d'un procédé nouveau ou amélioré.

Espace et communications

La participation du Canada à ces deux secteurs de la technologie comporte d'évidentes dimensions internationales. Le Ministère est membre du Comité interministériel de l'espace et il a contribué à l'élaboration du Plan spatial

à long terme, dévoilé en mai 1986. Au nombre des activités particulièrement importantes, mentionnons la négociation permanente d'arrangements bilatéraux avec les États-Unis concernant les modalités de la participation du Canada à la construction et à l'utilisation de la station spatiale, et les discussions avec les États-Unis concernant un projet conjoint pour la mise au point d'un satellite mobile de communications. Dans le cadre de diverses négociations bilatérales et multilatérales, nous avons poursuivi des discussions sur des questions d'importance dans les domaines de la télédétection, des télécommunications ainsi que des activités de recherche et de sauvetage aidées par satellite. Les initiatives canadiennes au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extratmosphérique des Nations Unies ont permis l'adoption de principes internationalement acceptés sur l'utilisation des sources d'énergie nucléaires dans l'espace. Après la réunion ministérielle de l'OCDE présidée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le secteur privé a été informé des Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données à caractère personnel, et il a été prié de mettre en pratique ces lignes directrices d'une façon qui soit économiquement et socialement avantageuse pour tous les Canadiens. Les nouvelles activités sur le commerce des services entreprises par la Commission de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE suscitent un grand intérêt. L'UIT a mené avec succès une importante et délicate conférence administrative mondiale sur la radiodiffusion à haute fréquence (ondes courtes) pour la répartition du spectre des fréquences radio.

Transports

Le rythme soutenu des négociations bilatérales sur l'aviation civile s'est poursuivi pendant l'année. Les services aériens internationaux du Canada ont été améliorés par la signature d'un nouvel accord avec le Brésil. Des amendements aux accords en vigueur avec Israël et l'Inde ont été signés par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pendant ses visites dans ces pays. De nouveaux accords *ad referendum* ont été conclus avec le Portugal, l'Espagne, la République dominicaine, l'Inde, la Tchécoslovaquie, l'Égypte et la Thaïlande. Des négociations ont également eu lieu avec le Royaume-Uni, Singapour, le Venezuela, la Jamaïque et la Commission européenne de l'aviation civile. Des consultations informelles sur les relations aériennes ont également eu lieu avec les États-Unis, la France et la Nouvelle-Zélande.

Le Canada a continué de réclamer l'inclusion de meilleures dispositions sur la sécurité de l'aviation dans tous les accords bilatéraux pendant les négociations tenues durant l'année financière, et un accord sur la sécurité de l'aviation a été conclu avec les États-Unis. Le Canada a également continué à promouvoir un certain nombre de propositions qui, soumises à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), visent à renforcer les accords multilatéraux sur la sécurité de l'aviation.

Le Ministère a participé aux activités multilatérales de l'OCDE et de la CNUCED sur les questions maritimes, en soulignant l'importance des préoccupations des exporta-

teurs dans la discussion et dans l'élaboration de politiques internationales sur le transport maritime. Plus particulièrement pendant la réunion biennale de la Commission des transports maritimes de la CNUCED, le Canada, à l'instar d'autres nations qui partagent ses vues, a contribué à faire adopter une résolution sur la protection des intérêts des expéditeurs. À une réunion spéciale du Comité des transports maritimes tenue à Vancouver pendant Expo 86, on a conclu un accord *ad referendum* sur l'élaboration de principes communs pour une politique du transport maritime. La recommandation a été adoptée par le Conseil de l'OCDE en février 1987. Pour appuyer davantage les intérêts des exportateurs canadiens, le Ministère a commencé à préparer l'examen, pour la CNUCED, du Code de conduite des conférences maritimes.

Le Ministère a publié deux études évoquant les problèmes de commerce et de transport avec le monde en développement, pour répondre aux préoccupations des expéditeurs devant les difficultés que le transport maritime pose à leur accès à plusieurs marchés.

Le Ministère a continué de collaborer avec les groupes d'exportateurs, notamment le Canadian Shippers' Council, l'Association des exportateurs canadiens et la Coalition des exportateurs sur la politique de transport maritime du Canada. Conjointement avec la Coalition des exportateurs, des colloques ont été organisés dans l'ensemble du Canada, pour proposer des solutions commerciales aux problèmes de transport maritime vers les pays en développement.

On a fourni une aide à des exportateurs et à des transporteurs aux prises avec des difficultés impliquant des transporteurs ou des gouvernements étrangers. Dans un certain nombre de cas, le Ministère a pu intervenir auprès de gouvernements étrangers pour régler des problèmes de commerce par voie maritime.

Programmes et services d'exportation

Mois canadien des exportations

Le Mois canadien des exportations a été célébré pour la quatrième fois en octobre 1986. Il s'agit d'un programme national de sensibilisation à l'exportation impliquant des exportateurs, des représentants du monde des affaires, des associations, des ministères fédéraux et provinciaux et des représentants du monde universitaire. En octobre, plus de 150 activités ont eu lieu au pays sous le thème « Exporter, ça rapporte ». Parmi ces activités, mentionnons des colloques et des ateliers, des séances d'information, des discours, des activités éducatives, l'accueil et l'envoi de délégations, des foires commerciales, des expositions, des visites guidées, ainsi que des présentations de prix pour souligner l'excellence de certains exportateurs canadiens. Quelque 50 délégués commerciaux de nos missions à l'étranger ont pris part à ces manifestations associées à l'exportation, en collaboration avec des agents d'expansion du commerce du Ministère et des représentants des bureaux régionaux du MEIR.

Prix d'excellence à l'exportation canadienne

Le Programme du Prix d'excellence à l'exportation canadienne a été établi en 1983 pour reconnaître et récompenser les compagnies canadiennes qui ont particu-

lièrement bien réussi à vendre leurs produits à l'étranger. Les prix symbolisent, tant au pays qu'à l'étranger, les succès des entreprises canadiennes sur les marchés mondiaux. En 1986, l'honorable Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, a présenté des prix aux 12 entreprises suivantes : Canada Packers Inc., Canadian Foremost Ltd., Cansulex Limited, Capsule Technology International Ltd., Cognos Incorporated, Coopérative Fédérée du Québec, Ilco Unican Incorporated, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd., Peter Bawden Drilling Ltd., la Monnaie royale canadienne, Shell Canada Chemical Company, et SR Telecom Inc.

Le Ministère administre le programme dans son ensemble, mais la sélection des récipiendaires est faite par un comité indépendant formé de Canadiens éminents représentant le monde des affaires et des finances, les médias consacrés à l'exportation et la Fonction publique. Les entreprises sont choisies en fonction de leurs performances à partir de certains critères d'exportation comme la croissance des ventes à l'étranger, le contenu canadien et la découverte de nouveaux débouchés, pendant une période de trois ans.

Coopération fédérale-provinciale

L'année 1986-1987 a été marquée par une liaison plus efficace établie avec les autorités provinciales au chapitre des questions d'expansion du commerce. La réunion fédérale-provinciale des ministres du Commerce tenue en juin 1986 à Winnipeg a été suivie d'une réunion des sous-ministres en janvier 1987. Les participants ont examiné les progrès accomplis dans le cadre de la stratégie nationale du commerce élaborée en 1985, ainsi que d'autres questions liées à l'expansion du commerce ou questions de politiques d'intérêt commun.

Une attention particulière a été accordée à certaines mesures visant à améliorer les relations fédérales-provinciales. On a mis au point un système d'information en direct sur les foires, les missions et les visites commerciales fédérales et provinciales. Le Ministère a entrepris des négociations en vue d'affecter des agents provinciaux du commerce dans des missions canadiennes à l'étranger. Des accords ont été conclus avec l'Ontario pour la mission de Séoul et avec la Colombie-Britannique pour Séoul, Düsseldorf et Hong Kong.

Des consultations ont eu lieu avec les provinces pour discuter de programmes d'investissement et de commercialisation destinés à harmoniser les priorités fédérales-provinciales et à garantir que les préoccupations provinciales soient entièrement considérées par le Ministère et ses missions commerciales à l'étranger. Tous les participants ont été entièrement satisfaits lors de ces réunions.

La coopération fédérale-provinciale a été également à l'origine du succès des activités du Mois canadien des exportations, préparées par les deux paliers de gouvernement en collaboration avec le monde des affaires.

Bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR)

Le ministère des Affaires extérieures collabore avec les divisions du développement commercial des bureaux régionaux du MEIR pour faire en sorte que les programmes et services en matière de commerce soient offerts à la

communauté des affaires dans toutes les régions du pays. Les bureaux régionaux ont mis sur pied des programmes subventionnés par le gouvernement, tel que le PDME, coordonné des activités commerciales comme le Mois canadien des exportations, organisé des colloques et des ateliers, offert des conseils concernant l'exportation, planifié les activités d'exportation et analysé les capacités d'exportation des sociétés de leur région. Pendant l'année, de considérables efforts ont été faits pour intégrer les possibilités d'exportation de chaque industrie, selon les secteurs, aux plans de travail des missions, afin de leur permettre d'établir des priorités entre les industries.

Facilitation du commerce

La facilitation du commerce est l'un des programmes opérationnels permanents du Ministère qui englobe les mesures destinées à simplifier et à analyser les procédures et la documentation liées au commerce international. Une liaison fréquente avec le secteur privé par le biais des associations industrielles, des sociétés et d'experts-conseils en matière de facilitation du commerce permet d'assurer que les normes internationales touchant la production, l'acheminement et le traitement des données sur chaque transaction commerciale reflètent les meilleurs pratiques et intérêts actuels du Canada. Les initiatives de l'industrie ont été soutenues après avoir aidé le Conseil canadien des échanges électroniques à organiser des colloques dans huit villes canadiennes dans le cadre du Mois canadien des exportations qui a eu lieu en octobre 1986.

Le Comité interministériel de la facilitation du commerce international, présidé par le Ministère, a continué de veiller à ce que les préoccupations canadiennes dans ce domaine soient portées à l'attention des organismes internationaux s'occupant de normes et de documents en vigueur dans le commerce international.

Centre de recherches sur les relations commerciales internationales

Le Centre de recherches du Conference Board du Canada sur les relations commerciales internationales est financé en partie par le Ministère. Le Centre s'intéresse surtout aux questions relatives au commerce extérieur du Canada et sa compétitivité à l'étranger, et tente de sensibiliser le public à ces questions. Son programme de recherche correspond aux intérêts de ses membres et est administré par un conseil consultatif composé de représentants des secteurs privé et public. Il entreprend également des recherches intéressantes plus particulièrement certains de ses membres. Pendant l'année, le Centre a continué de publier des rapports fondés sur son programme de recherche; il a produit tous les trois mois une liste des cours d'éducation en matière d'exportation et des ateliers offerts au secteur privé, a organisé la conférence internationale annuelle sur les perspectives d'affaires et a continué de donner des conférences et des colloques sur le commerce.

Centres d'études en administration internationale

Ce programme appuie les centres déjà en place aux universités de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de Western Ontario, ainsi qu'à l'université Dalhousie et à

l'École des hautes études commerciales de Montréal. Cette aide prend la forme de subventions accordées à des fins d'exploitation et de recherche, et de bourses d'études offertes aux étudiants de ces universités. Ce programme a pour but d'améliorer la qualité de la gestion et des techniques de commercialisation des entreprises canadiennes au niveau international. Il appuie également la recherche visant une meilleure compréhension des questions et défis posés aux exportateurs canadiens et, par l'entremise de colloques et d'ateliers, cherche à renforcer les connaissances et les compétences des sociétés canadiennes menant des activités de commerce extérieur. Chacun des centres a un conseil consultatif composé de membres de la communauté des affaires, du gouvernement et du monde universitaire. Ces conseils veillent à ce que les centres soient à la pointe des développements commerciaux et des préoccupations de la communauté internationale des commerçants au Canada.

Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) — Programmes de promotion

Pendant l'année, ces deux programmes de promotion des exportations ont été regroupés et restructurés, tel que recommandé par le groupe de travail Nielsen. Après une année de consultations avec l'industrie, les associations d'affaires, les gouvernements provinciaux et d'autres ministères fédéraux, les deux programmes ont été fusionnés et comporte maintenant deux volets : le premier englobant l'aide aux activités parrainées par le gouvernement (ancien PPP) et l'autre, les activités mises sur pied par l'industrie (ancien PDME). À la demande de l'industrie, le programme garde le nom de PDME.

En raison des réductions budgétaires de 30 % recommandées par le groupe de travail, l'aide accordée à certaines divisions a été réduite, les critères d'admissibilité et les exigences de déclaration des requérants ont été renforcés et un élément de recouvrement des frais a été introduit pour les activités parrainées par le gouvernement.

L'objectif du nouveau PDME est d'améliorer les résultats commerciaux du Canada à l'étranger et, par le fait même, de stimuler l'économie canadienne en améliorant la production et en créant des emplois. Conformément aux stratégies industrielles et commerciales du gouvernement, le PDME offre aux entreprises canadiennes la possibilité d'entreprendre de nouvelles activités d'exportation, souvent risquées, qu'elles n'auraient autrement pu ou voulu entreprendre avec leurs seules ressources.

Le PDME offre de l'aide financière aux sociétés canadiennes afin qu'elles puissent participer à des foires et missions commerciales parrainées par le gouvernement, effectuer des visites de prospection des marchés, faire des soumissions pour des projets internationaux, participer à des foires commerciales renommées, former un consortium d'exportateurs au Canada et établir un bureau permanent de vente à l'étranger. Les sociétés paient des frais de participation aux foires parrainées par le gouvernement, alors que celles qui demandent une aide pour des activités mises en marche par l'industrie remboursent la contribution reçue si elles réussissent à réaliser des ventes.

Programme de développement des marchés d'exportation : Tableau récapitulatif

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montant approuvé (000\$)	Dépenses (000\$)	Ventes (millions \$)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 405	2 977	28 270	26 000	467*

* donnée provisoire

Programme des projets de promotion : Tableau récapitulatif

Année financière	Projets proposés	Projets approuvés	Sociétés aidées	Budget approuvé	Dépenses (en millions de \$)	Ventes
1981-82	811	299	1 652	8,6	8,8	350
1982-83	1 012	308	1 580	10,6	9,5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12,7	13,1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15,5	14,7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15,7	15,5	763
1986-87	1 218	334	1 500	12,5	12,7	800

Pendant l'année financière 1986-1987, le PDME a reçu 4 405 demandes. De ce nombre, 2 977 ont été approuvées, ce qui équivaut à un montant total de 28,3 millions de dollars. Les dépenses globales se sont chiffrées à environ 26 millions, comparativement à 33,7 millions pendant l'année financière précédente.

Dans le cadre du PPP, quelque 500 compagnies ont participé à 171 foires commerciales et kiosques d'information dans 44 pays. Le Ministère a aussi participé à l'organisation de 171 missions commerciales et colloques sur le commerce, 64 gens d'affaires canadiens se rendant ainsi dans 41 pays, et il a accueilli quelque 1 000 représentants et gens d'affaires de 54 pays faisant partie de 99 missions et visites commerciales.

Programme de tourisme à l'étranger

Le tourisme joue un rôle essentiel dans le commerce extérieur et la balance des paiements du Canada. Le Ministère est chargé de mettre en œuvre le programme national de tourisme à l'étranger et sur l'important marché américain, par l'entremise de ses délégués commerciaux affectés aux missions canadiennes à l'étranger.

En 1986, le nombre des touristes étrangers en visite au Canada a augmenté considérablement, surtout en raison d'Expo 86 à Vancouver et par des taux de change favorables. Les visites à long terme (de plus de 24 heures) de touristes américains se sont accrues de 16,8 % par rapport

à 1985, pour passer à 14,1 millions de dollars. Les dépenses de ces touristes se sont aussi élevées pour le troisième trimestre, les recettes ayant augmenté de 25,5 % comparativement au même trimestre en 1985.

Outre-mer, les principaux marchés pour le tourisme canadien ont été le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Japon. Des représentants du Ministère font aussi valoir le programme de tourisme aux Pays-Bas, en Italie, à Hong Kong, en Australie et au Mexique, ainsi que dans les marchés environnants.

En 1986, les visites d'outre-mer, au nombre de 2 millions, ont augmenté de 24,7 % par rapport à 1985, et les dépenses se sont elles aussi accrues considérablement. Par exemple, les recettes ont progressé de 29,9 % au premier trimestre de 1986, comparativement à la même période en 1985.

Politique et planification du commerce et de l'investissement

Stratégie commerciale

La Stratégie commerciale canadienne, programme quinquennal de 70 millions de dollars approuvé par les premiers ministres en février 1985, a été mise en application pour la deuxième année consécutive. Près de 14 millions ont été alloués pour financer les activités de commercialisation des exportations dans la région Asie-Pacifique et aux États-Unis dans le but d'optimiser le

potentiel d'exportation sur ces deux marchés régionaux de la plus haute importance pour nos exportateurs. Pendant la période visée, la part canadienne des importations mondiales est passée à 4,2 % et notre rendement commercial a retrouvé ses niveaux de la fin des années 60. La région Asie-Pacifique est devenue notre deuxième marché en importance après celui des États-Unis, en recevant 9,3 % de nos exportations.

La Stratégie prévoyait notamment un redéploiement des ressources commerciales vers ces deux grands marchés. Quatre nouveaux bureaux de commerce ont été ouverts dans la région Asie-Pacifique, et on a doublé le nombre d'employés affectés à Beijing pendant la première année du programme.

Les quatre bureaux de commerce auxiliaires établis aux États-Unis ont généré pour plus de 75 millions de dollars en nouvelles transactions d'exportation découlant d'initiatives appuyées par la Stratégie commerciale canadienne.

Aux États-Unis également, des crédits de la Stratégie ont été utilisés pour mener avec succès le Programme d'aide aux nouveaux exportateurs vers les États frontaliers américains, dans le cadre duquel plus de 1 500 nouveaux exportateurs potentiels ont déployé leurs premiers efforts pour réaliser des ventes aux États-Unis. Plus de 120 nouvelles activités de promotion du commerce ont été menées aux États-Unis avec des crédits de la Stratégie.

De nombreuses autres activités de développement des marchés ont été entreprises dans la région Asie-Pacifique et aux États-Unis avec des crédits de la Stratégie. Elles comprennent des colloques spécialisés à l'intention des exportateurs canadiens, des études de marché et la mise au point de systèmes de gestion pour que les informations commerciales vitales au Canada et à l'étranger, soient plus facilement disponibles. Pour attirer de nouveaux investissements étrangers, des conseillers en investissement recrutés dans le secteur privé ont été affectés aux missions du Canada à Bonn, Hong Kong, Londres, Los Angeles, New York, Paris et Tokyo. Des agents de développement technologique ont été nommés à Atlanta, Bonn, Boston, Londres, Orlando, Santa Clara, Stockholm et Tokyo pour faire en sorte que les sociétés canadiennes puissent accéder plus facilement aux nouveaux développements dans ces grands centres mondiaux de la technologie.

Planification de la promotion des exportations et de l'investissement

Un système sophistiqué de gestion informatisée pour la planification et l'évaluation du programme commercial a été élaboré pendant l'année et lancé en octobre 1986. Le système détermine les priorités commerciales de chaque mission à l'étranger, fournit de l'information détaillée sur les secteurs et les marchés, et permet de choisir des débouchés par région et par secteur.

Quatre-vingt-seize missions diplomatiques œuvrant dans quelque 120 marchés ont participé à la première année de mise en œuvre du programme. Les données tirées des nouveaux plans soumis par nos délégués commerciaux à l'étranger ont été publiées et mises à la disposition des ministères, des provinces et des associations professionnelles nationales qui s'intéressent au

commerce international. Le programme a permis au Ministère de tenir de meilleures consultations annuelles avec ses clients. Les discussions ont davantage porté sur des questions intéressantes particulièrement des groupes et organismes canadiens, malgré la grande diversité de leurs points de vue sur les questions internationales relatives au commerce et à l'investissement.

Le système de planification est appuyé par un nouveau système de suivi des résultats commerciaux permettant d'évaluer la mise en application des plans des missions. Ce système a trois grandes fonctions, entre autres mesurer la charge de travail, déterminer les progrès et communiquer les résultats obtenus. L'année financière en question a été la première année complète de mise en exploitation de ce système de suivi. Des rapports trimestriels ont été produits pour aider les gestionnaires du Ministère à évaluer les activités des missions à l'étranger.

WIN Exports

En 1986, la Section des exportations WIN a été mise en place pour exploiter un certain nombre de systèmes d'information de gestion en matière de commerce. On tente actuellement de relier ces systèmes informatisés afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'exécution des programmes des missions à l'étranger et des bureaux régionaux d'un bout à l'autre du Canada ainsi qu'à l'Administration centrale.

WIN Exports est le système le plus important dans ce domaine : déjà exploité sur quatre réseaux locaux de micro-ordinateurs de l'Administration centrale et dix réseaux du même genre aux États-Unis, le système devrait desservir les missions clés de la région Asie-Pacifique en 1987, et le reste du monde d'ici 1990. Le système WIN Exports constitue un grand répertoire informatisé de repérage comprenant une liste de 16 000 fournisseurs canadiens, une mémoire collective de contacts établis dans le secteur et des installations de traitement automatisé des données.

Par ailleurs, le mini-ordinateur interne utilisé par la nouvelle direction sert d'ordinateur principal au Système de planification et de suivi pour la promotion des exportations et des investissements, à une base de données sur les activités commerciales fédérales et provinciales et à une partie du système administratif du PDME. Le reste du système PDME est géré à l'Administration centrale du MEIR, pour le compte du Ministère.

Maisons de commerce et commerce de contrepartie

Tout en informant les secteurs public et privé du rôle et de la fonction des maisons de commerce, la Direction des maisons de commerce et du commerce de contrepartie continue de jouer un rôle important dans le développement du secteur des maisons de commerce au Canada. Cet objectif a été atteint par la préparation de publications et l'élaboration d'une série de colloques dans l'ensemble du Canada en coopération avec le Conseil des maisons de commerce canadiennes, qui a également reçu un appui direct. La dernière initiative entreprise est une recherche sur l'utilisation d'agents de fabricants aux États-Unis : on s'attend à ce qu'en résulte une nouvelle publication destinée à aider les exportateurs sur le marché américain.

Sur le plan du commerce de contrepartie, le Ministère poursuit son programme visant à mieux faire comprendre les tendances globales et leurs incidences sur les exportateurs canadiens, et à donner conseils et renseignements aux entreprises canadiennes.

Financement des exportations et projets d'investissement

Le but premier de la Direction est de veiller à ce que nos exportateurs disposent de services de financement à l'exportation qui soient concurrentiels et qui appuient nos intérêts commerciaux. Dans le cadre du Consensus de l'OCDE, les représentants du Ministère s'efforcent de rendre plus clair et de mieux réglementer ce domaine. Le

Ministère continue d'examiner toutes les propositions d'utilisation de fonds publics pour appuyer les exportations canadiennes, et il suit et encourage les marchés publics à soumissionner les projets financés par les banques de développement et les institutions financières internationales. Afin d'accroître la participation aux projets d'investissement lancés à l'étranger, on a commencé l'élaboration d'un système normalisé de déclaration des projets faisant appel à la concurrence internationale. Ce système pourra s'avérer utile à différents niveaux. Le Ministère continue également de revoir toutes les questions de politique et d'opérations touchant sa collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations et la Corporation commerciale canadienne.

Chapitre 3

AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les Nations Unies

Pendant que ses États membres réfléchissaient ensemble sur le thème de « 1986, l'année de la paix », l'Organisation des Nations Unies elle-même entreprenait une difficile mais finalement fructueuse revue de ses méthodes, de ses programmes et de ses priorités. La crise financière, déclenchée en novembre 1985, a déferlé sur elle comme une lourde vague, l'obligeant à prendre immédiatement de sévères mesures de correction, telles la réduction des budgets de fonctionnement, le gel du recrutement du personnel, et la réduction de la durée de conférences et de réunions et leur ajournement ou leur annulation.

Les grandes réalisations des Nations Unies en 1986-1987 se sont rapportées à l'Afrique, au désarmement et à la promotion de la femme. Il convient de souligner en particulier la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation critique en Afrique qui a permis de relancer, avec une meilleure coordination, les efforts des gouvernements africains, des pays donateurs et des instances multilatérales.

Il y a également eu un progrès important d'ordre interne. Lors de la quarantième session de l'Assemblée générale, en 1985, on avait décidé de former un groupe de 18 experts pour étudier l'efficacité de l'administration et celle du fonctionnement financier de l'organisation. Soumis en juin 1986 et approuvé lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale au mois de décembre, le rapport des experts fait quelque soixante-dix recommandations. Celles-ci portent sur la structure intergouvernementale et celle du Secrétariat, sur le personnel, sur les procédures de surveillance et d'évaluation des programmes, et sur les systèmes et les procédures touchant les prévisions et la planification budgétaires. L'ordre du jour de la réforme est très long. Mené à terme, il pourrait changer fondamentalement la façon dont les Nations Unies et leurs États membres abordent et discutent leurs grands problèmes communs. Il est encore trop tôt pour faire le bilan de la réforme ou même pour évaluer ses chances de succès. Si le chemin de la reconstruction promet d'être long et ardu, on peut néanmoins le considérer avec un certain optimisme. En effet, les derniers douze mois ont démontré au moins trois choses : primo, l'Organisation des Nations Unies a plus de force et de flexibilité qu'on ne le pensait; secundo elle bénéficie encore de l'appui des États membres dont pas encore un seul ne s'est désisté; et tertio, l'heure est au pragmatisme. Les critiques comme les défenseurs du système multilatéral ont accepté de discuter et de décider ensemble de la meilleure façon d'améliorer et de renforcer les Nations Unies.

Le Canada a pris une position de meneur dans la réforme des Nations Unies. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale, le 24 septembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a souligné la nécessité de la réforme et l'importance pour les États membres de faire leur choix franchement et fermement en faveur des Nations Unies. Le Canada, quant à lui, allait continuer à faire de sa contribution une des plus positive. Exactement un mois plus tard, le premier ministre Mulroney, qui venait de rencontrer le Secrétaire général, a rappelé que la réforme devait se faire en même temps que l'on solutionnera le problème du financement des Nations Unies. En mars, le Canada a été élu à la présidence du Comité des affaires sociales de l'ECOSOC et, en cette qualité, il a été mêlé de près à une autre réforme, axée cette fois sur les institutions spécialisées et sur la structure intergouvernementale.

Sur le plan politique, l'année a été active pour le Canada et ses représentants à l'ONU. Dans le contexte de l'Afrique du Sud et de la Namibie, le Canada a pris des mesures pour s'assurer que l'initiative des chefs de gouvernement du Commonwealth prise à Nassau soit endossée par les Nations Unies. Bien que n'étant pas membre du Conseil de sécurité, le Canada a décidé d'intervenir dans les débats. Il a en effet souligné qu'il continuerait de faire pression sur l'Afrique du Sud dans le but d'y promouvoir une réforme sociale réelle, d'inciter ce pays à mener la Namibie à l'indépendance, et de faire cesser les actions hostiles et non provoquées de l'Afrique du Sud contre ses voisins.

Amérique centrale et Nicaragua. Le Canada a appuyé la résolution de l'Assemblée générale demandant d'observer le jugement de la Cour internationale de Justice qui a ordonné l'adoption d'une série de mesures visant à protéger la République du Nicaragua contre les interventions étrangères. Ce vote devrait aussi servir à rappeler que le Canada appuie sans réserve les dispositions du droit international et reconnaît l'autorité de la Cour internationale de Justice. Le Canada en a aussi profité pour souligner que le Nicaragua n'avait pas lui non plus respecté pleinement des normes similaires de justice. En effet, ses tribunaux anti-somocista, en particulier, ont fait l'objet d'observations dans le dernier rapport d'Amnistie Internationale.

Moyen-Orient. La position du Canada vis-à-vis de la proposition d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient s'est modifiée quelque peu au cours de cette année. Ainsi, le Canada a décidé de s'abstenir plutôt que de voter contre la résolution recommandant la tenue d'une telle conférence. Les événements récents dans cette

région du globe portent en effet à croire qu'une telle conférence, surtout si elle est bien préparée, pourrait contribuer à une paix durable. Cependant, selon le Canada il demeure que les pays directement concernés devraient pouvoir déterminer comment la conférence se tiendra et quel en sera exactement l'ordre du jour.

Afghanistan. Le Canada a profité du débat sur cette question à l'Assemblée générale pour réitérer très fermement son opposition à l'occupation soviétique de ce pays.

En ce qui a trait aux institutions spécialisées des Nations Unies, 1986 a été remarquable à plusieurs chapitres. L'Organisation de l'aviation civile internationale a approuvé un programme de travail visant à établir une convention juridique internationale pour contrer les actes de terrorisme dans les aéroports. L'Organisation internationale du Travail a adopté une convention sur l'utilisation contrôlée de l'amiante. Ces deux réalisations importantes sont le résultat d'initiatives canadiennes ayant reçu l'appui de nombreux pays qui collaborent étroitement avec le Canada dans le cadre des Nations Unies. Cette coopération a également porté fruit ailleurs, par exemple à l'OAA et à l'OMS, dans le cadre de la lutte contre la famine en Afrique ou pour enrayer l'épidémie du SIDA.

Le Commonwealth

Le Commonwealth a concentré son action dans trois grands domaines d'intervention : il a piloté l'offensive internationale contre l'*apartheid* en Afrique du Sud, il a catalysé la coopération entre les pays du Nord et du Sud pour répartir plus équitablement les ressources mondiales, et il a aidé directement les plus petits et les plus pauvres de ses pays membres à se développer.

Durant l'année écoulée, la plus importante rencontre du Commonwealth a porté sur l'Afrique australe. Au cours de la réunion d'examen à Londres, les 3 et 4 août 1986, les sept chefs de gouvernement du Commonwealth (le président de la Zambie et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe) ont passé en revue le rapport sur l'Afrique australe préparé par le Groupe des personnalités éminentes (GPE). Ce groupe, constitué en vertu de l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique australe adopté à la réunion de Nassau en octobre 1985 a été chargé de promouvoir le dialogue politique devant mener à un partage équitable du pouvoir en Afrique du Sud et de déterminer les mesures que pourraient prendre les gouvernements des pays du Commonwealth à l'endroit de l'Afrique du Sud. Le GPE ayant rapporté que les autorités sud-africaines n'étaient aucunement disposées à entamer un dialogue constructif, la réunion d'examen a donc envisagé les mesures à appliquer pour bien faire comprendre au gouvernement sud-africain qu'il lui fallait d'urgence abolir le régime d'*apartheid*. À cette occasion, le Premier ministre du Canada a joué un rôle de chef de file alors même que le Commonwealth était tiraillé par les divergences d'opinion quant à l'efficacité des initiatives envisagées. Six des sept chefs de gouvernement ont pu s'entendre sur un ensemble de mesures additionnelles. Toutefois, tous se sont mis d'accord pour faire du démantèlement de l'*apartheid* et de l'établissement d'un

gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud un objectif.

La réunion biennale des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui accorde une attention particulière aux questions de développement international, demeure pour les pays membres de l'association le centre vital des consultations intergouvernementales. En outre, chaque année les ministres des Finances des pays du Commonwealth se rencontrent pour discuter les problèmes économiques mondiaux et tout particulièrement leur éventuelle répercussion sur les ressources financières et les revenus commerciaux destinés aux pays en développement de l'association. À Sainte-Lucie, en septembre 1986, les ministres ont passé en revue les questions économiques et commerciales d'importance pour les pays du Commonwealth en général et celle de leurs relations avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les programmes du Commonwealth aident les pays membres en développement, plus spécialement les plus petits et les plus pauvres d'entre eux. Le Canada continue d'appuyer largement diverses organisations du Commonwealth, y allant de contributions de près de 30 millions de dollars au cours de l'année financière 1986-1987. Il est le plus important cotisant au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, grâce auquel une assistance technique est offerte sur une base multilatérale. Il fournit en outre une aide bilatérale directe à 44 pays membres.

D'autre part, le Canada participe activement aux consultations axées sur la coopération fonctionnelle au sein du Commonwealth. En 1986, des ministres canadiens ont pris part aux réunions des ministres responsables de la santé et du droit. Les premiers ont discuté des moyens de mobiliser les compétences dans le domaine de la gestion des services de santé et de l'échange de spécialistes des maladies tropicales; ils ont aussi examiné les façons d'améliorer la coopération entre les organismes d'aide et les ministères de la santé. Les seconds ont discuté des enquêtes internationales entreprises à la suite d'actes criminels, en accordant une attention particulière aux infractions de nature commerciale. Le Canada prend en outre part aux activités de coopération technique et non gouvernementale : c'est ainsi qu'il a été l'hôte à Ottawa, en août 1986, de la Septième conférence technique de l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth et, à Montréal, en septembre, de la septième Conférence des administrateurs postaux du Commonwealth.

La Francophonie

La coopération multilatérale entre pays de la Francophonie a connu un essor sans précédent au cours de l'année écoulée. Cet essor fait suite au désir exprimé par les chefs d'État et de gouvernement lors du premier Sommet, tenu à Paris, de susciter une forme dynamique d'échanges et de solidarité dans les domaines politique et économique. Les préparatifs en vue du deuxième Sommet, qui s'est tenu à Québec du 2 au 4 septembre 1987, et l'intérêt que cet événement a soulevé dans les institutions multilatérales et non gouvernementales au Canada et à l'étranger ont contribué à maintenir ce dynamisme.

Résolu de participer à la mesure de ses ressources, le Canada n'a pas hésité à participer davantage aux activités de la communauté francophone internationale, qu'il estime être un cadre exceptionnel pour la coopération et le dialogue ainsi qu'un excellent instrument pour promouvoir le fait français au Canada. Les crédits qu'il a consacrés à la Francophonie sont passés de 9 à 21 millions de dollars depuis la tenue du premier Sommet.

En outre, le comité de suivi (dont le Canada est membre) chargé de mettre en vigueur les décisions du premier Sommet a entrepris de concrétiser les lignes directrices arrêtées à Paris concernant l'énergie, la culture et les communications, les industries linguistiques, l'information scientifique et le développement technique.

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), une institution de la Francophonie, a été autorisée, à sa conférence générale extraordinaire de décembre 1986, à entreprendre la réforme de son administration conformément aux recommandations du comité de suivi. Elle a en outre accepté de réserver jusqu'à 30 % du budget de sa programmation au financement des activités de ses organes constitutifs. La direction que prendra l'ACCT une fois la réforme terminée, et les fonctions et ressources qui pourront lui échoir, dépendront de l'aboutissement du processus de réforme et de l'évaluation qu'en auront fait les chefs d'État et de gouvernement à Québec.

La Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFEJES) et la Conférence des ministres de l'Éducation (CONFEMEN) ont eu respectivement lieu au Burkina Faso et au Gabon. Après plus de deux années d'incertitude sur l'avenir de leurs secrétariats, ces organismes ont retrouvé leur dynamisme et intensifié considérablement la portée de leurs programmes. Les participants à la CONFEJES ont examiné la possibilité d'instituer des Jeux de la Francophonie; une proposition pourrait être présentée en ce sens à la fin du Sommet de Québec. Le conseil de la CONFEJES a tenu sa réunion à Ottawa en juin 1987. Moncton et Québec ont accueilli la session ministérielle de la CONFEJES peu après la tenue du Sommet de Québec.

Les participants à la CONFEMEN ont quant à eux adopté une proposition en vue d'instituer un baccalauréat francophone international. Le Nouveau-Brunswick a accueilli la réunion principale des représentants nationaux de cette conférence en février 1986.

Énergie

L'instabilité des marchés pétroliers internationaux a dominé le secteur de l'énergie en 1986-1987, les prix chutant de près des deux tiers au cours des six premiers mois de l'année civile 1986. Les prix se sont redressés dans une certaine mesure à la fin de l'année, mais l'incertitude qui persistait a amené une étude des politiques touchant l'industrie pétrolière et gazière au Canada. Le gouvernement a maintenu son engagement vis-à-vis des politiques énergétiques axées sur les marchés, mais il a par contre pris certaines mesures pour alléger le fardeau financier qui pesait sur l'industrie, notamment en abolissant, à compter d'octobre 1986, l'impôt sur les revenus pétroliers et gaziers.

Le groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur chargé des questions énergétiques a tenu sa première réunion en septembre et il s'est réuni à quatre reprises par la suite pour conseiller le ministre du Commerce extérieur sur les négociations commerciales bilatérales et multilatérales.

Le Canada a activement participé aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), particulièrement au niveau du débat sur les répercussions de la baisse des prix du pétrole et de l'accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl. En avril 1986, le Conseil d'administration de l'AIE a conclu que, même si une période prolongée de prix relativement bas pouvait ajouter aux préoccupations de vieille date quant à la sécurité des approvisionnements énergétiques à long terme et au risque d'un resserrement futur des marchés dans ce secteur, il n'était pas nécessaire pour l'instant que les pays membres prennent de nouvelles mesures de portée internationale en matière de politique énergétique, quoique certains pouvaient décider que des redressements internes s'imposent dans une optique régionale ou sectorielle ou pour d'autres motifs nationaux. Le Conseil s'est réuni à quatre reprises à la fin de 1986 et au début de 1987 pour préparer la réunion ministérielle de l'Agence en 1987. Le directeur de l'AIE est venu au Canada en mai 1986 et en mars 1987 et son adjoint, en septembre 1986.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est rendu à Vienne à l'occasion de la réunion de l'AIEA en septembre et pour des consultations bilatérales à Washington en décembre, à Los Angeles et à Mexico en janvier et à Caracas en février. D'autre part, le secrétaire de l'Énergie du Mexique, M. Del Mazo, est venu au Canada en juillet, tout comme le ministre de l'Énergie de la Nouvelle-Zélande, M. Tizard, en août, et le ministre de l'Énergie de la Birmanie, M. U Sein Tun, en décembre.

Des consultations bilatérales au niveau officiel, se sont tenues avec la France en mai, les États-Unis en juin et en février, le Venezuela en octobre et le Mexique en novembre. Plusieurs hauts fonctionnaires sont venus au Canada en 1986-1987, dont le président de la Japan National Oil Company en mai, le président de la Chinese National Offshore Oil Corporation et le président de la Chinese National Oil Development Corporation en juin, et le sous-ministre de l'Énergie de la Nouvelle-Zélande en août.

La Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale (SPCAI) a entrepris des travaux de prospection d'hydrocarbures et des programmes d'assistance technique dans plusieurs pays, dont le Ghana, Madagascar, le Maroc, le Botswana, le Kenya, la Tanzanie, la Guinée, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, le Népal, la Birmanie, Sri Lanka, le Costa Rica, la Barbade, la Jamaïque, la Jordanie et Haïti. Les dépenses totales de la Société pour la période de rapport (année civile 1986) se sont chiffrées à 57,8 millions de dollars.

Questions nucléaires

Dans ce domaine, l'année écoulée a été marquée par l'accident tragique survenu le 26 avril 1986 à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Union soviétique. L'accident a soulevé presque partout dans le monde des inquiétudes au

sujet de la sûreté de l'énergie nucléaire. Au lendemain de l'accident, le Canada a fermement appuyé la prise de mesures appropriées sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a notamment contribué à la rédaction de deux conventions internationales sur la notification rapide et l'assistance mutuelle en cas d'urgence ou d'accidents nucléaires et a signé ces conventions à Vienne en septembre dernier à la clôture de la session extraordinaire de la Conférence générale de l'AIEA sur la sécurité nucléaire. Le Canada a en outre pris part à diverses initiatives multilatérales mettant à contribution l'AIEA, l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire et la Conférence des Nations Unies sur la promotion de la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Sur le plan bilatéral, un accord de coopération nucléaire passé entre le Canada et la Turquie est entré en vigueur, un accord a été signé avec la Colombie et des pourparlers ont eu lieu avec la Suisse en vue de la conclusion d'un accord. Le Canada a maintenu d'étroites relations avec ses partenaires et il a eu avec divers pays, dont les États-Unis, l'Union soviétique, la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), le Japon, la Corée et le Royaume-Uni, divers entretiens sur la coopération nucléaire et la non-prolifération des armements nucléaires. Il a en outre eu des discussions avec ses partenaires au sujet de l'exécution d'un plan dans le cadre duquel il pourrait systématiquement user de son droit de consentement préalable pour les transferts de produits nucléaires. En outre, dans l'esprit de sa politique nucléaire, à la fois flexible et pragmatique, le Canada a conclu avec les États-Unis et EURATOM un accord prévoyant le transfert de droits légaux et des obligations de non-prolifération dans le cas de certaines matières nucléaires.

En sa qualité de membre du Groupe d'étude des exportations d'uranium, le Ministère a contribué à l'examen des contrats d'exportation, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique canadienne relative aux exportations de ce produit. Même si le marché international de l'uranium demeure mou, le Canada a maintenu sa position en tant que premier exportateur mondial. En 1986, ses exportations ont dépassé 8 000 tonnes métriques et se sont chiffrées à plus de 800 millions de dollars. Ses principaux clients ont été les États-Unis, le Japon et les pays d'Europe de l'Ouest.

Le Ministère a appuyé les activités de commercialisation de l'industrie nucléaire canadienne qui, ayant à sa tête Énergie atomique du Canada Limitée (ÉACL), a continué de chercher des débouchés pour une variété de produits dérivés de l'énergie nucléaire allant des réacteurs aux radio-isotopes, notamment en Colombie, au Japon, en Corée, aux Pays-Bas, en Égypte, en Yougoslavie et en Roumanie.

L'environnement et le droit de l'environnement

Un certain nombre d'incidents, dont l'explosion à la centrale nucléaire de Tchernobyl et le déversement de produits chimiques à Bâle, ont accentué la nécessité de

prendre d'urgence des mesures collectives afin de contrôler les risques vis-à-vis l'environnement et de réduire la pollution dans le monde. Le Canada a encore activement pris part aux activités internationales concernant l'environnement.

Au Sommet économique tenu à Tokyo en 1986, les participants ont réaffirmé la responsabilité des gouvernements des pays du Sommet et d'autres gouvernements de protéger le milieu naturel et notamment de gérer les ressources naturelles en coopération avec les pays en développement. En mai et en juin, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) a tenu des audiences à Ottawa et dans diverses régions du Canada pour recueillir des témoignages qu'elle comptait inclure dans son rapport. D'autre part, la réunion d'examen de la Stratégie mondiale de la conservation et la Conférence sur le destin de la Terre se sont tenues à Ottawa. En mars 1987, le Canada a assisté à la réunion de l'OCDE sur les produits chimiques, au cours de laquelle il a été convenu d'accorder une attention particulière aux essais et au contrôle des produits chimiques déjà sur le marché et d'intensifier la coopération de manière à prévenir et à juguler les accidents mettant en cause des produits chimiques.

Au sein de la Commission économique pour l'Europe, le Canada, en collaboration avec des pays de même opinion, a participé à la préparation d'un nouveau protocole pour la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance en vue de réduire les émissions d'oxyde d'azote. Il a en outre poursuivi ses activités liées au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en présidant entre autres le groupe chargé de la rédaction du rapport du PNUE sur les perspectives environnementales jusqu'en l'an 2000. Ce document devait être présenté au Conseil d'administration du PNUE et à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1987 conjointement avec le rapport de la CMED. Il a également participé aux discussions du PNUE sur la gestion des déchets, la gestion de l'eau et la couche d'ozone que l'on pourrait protéger en réduisant la production et l'utilisation des chlorofluorocarbures.

Les préparatifs se sont engagés en vue de la Conférence de 1987 des membres de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction qui se tiendra à Ottawa, ainsi que de la Convention de Ramsar sur les terres humides d'importance internationale, qui aura lieu à Regina.

Protection de la couche d'ozone

Le 4 juin 1986, le Canada est devenu le premier pays à ratifier la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone. Depuis, il a participé à deux reprises aux réunions (à Genève en décembre 1986 et à Vienne en février 1987) d'un groupe de travail d'experts juridiques et techniques chargés d'élaborer un protocole de contrôle qui réglementera de façon rigoureuse la production, les émissions et l'utilisation de chlorofluorocarbures et d'autres substances qui influent sur la couche d'ozone. Du 8 au 16 septembre 1987, le Canada a accueilli à Montréal un congrès diplomatique au cours duquel ce protocole a été signé.

Expéditions transfrontières de déchets dangereux (Canada-États-Unis)

Le 28 octobre 1986, le Canada et les États-Unis ont signé un accord qui simplifiera le contrôle des expéditions de déchets dangereux entre les deux pays. L'accord énonce les conditions visant l'exportation, l'importation et le transport des quelque 100 000 tonnes de déchets qui passent la frontière chaque année.

L'accord tient compte d'une décision prise récemment par le Conseil de l'OCDE et des recommandations concernant les expéditions transfrontières de déchets dangereux, les principes et lignes directrices du PNUE adoptés au Caire relativement à la gestion écologiquement saine de ces déchets, ainsi que les résolutions adoptées dans le cadre de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets.

Évaluation des incidences écologiques

En janvier 1987, le Canada a pris part, avec 25 autres pays, à la deuxième et dernière session du Groupe d'experts du PNUE sur l'évaluation des incidences écologiques. Le Groupe a alors convenu de trois objectifs et de douze principes ayant été soumis à l'approbation du Conseil d'administration du PNUE en juin 1987. Au nombre des principes figurent une liste des exigences minimales que devrait comprendre toute évaluation des incidences écologiques, une exigence concernant la notification préalable et les commentaires des groupes intéressés, et des obligations ayant trait aux répercussions possibles d'activités transfrontières examinées dans le cadre d'une évaluation des incidences écologiques.

Droit de la mer : exploitation des fonds marins

La Convention sur le droit de la mer prévoit un régime global de réglementation des activités menées dans les océans du monde. Au 31 mars 1987, 32 États avaient ratifié la Convention, qui entrera en vigueur 12 mois après la date du dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion.

En tant qu'État ayant l'un des plus longs littoral du monde et des intérêts maritimes importants, le Canada considère que la Convention est une occasion unique de contribuer de façon significative à la paix et à la sécurité dans le monde en réduisant les possibilités de conflits résultant des rivalités pour l'utilisation des océans. Si certains aspects de la Convention codifient l'actuel droit coutumier international, d'autres par contre innovent dans ce domaine. Les dispositions de la convention ont des répercussions marquées sur la législation intérieure du Canada. Selon le Canada, si la Convention échouait, les incertitudes qui régnaient avant sa négociation risqueraient de refaire surface.

Au cours de l'année faisant l'objet de ce rapport, le Canada a participé aux travaux de la Commission préparatoire, créée pour mettre sur pied le système institutionnel envisagé par la Convention en ce qui concerne l'exploitation des grands fonds marins. La Commission s'est réunie à New York, en août et septembre 1986, et à Kingston en Jamaïque, à compter du 30 mars 1987, pour continuer d'examiner des mécanismes appropriés d'application du

régime d'exploitation des ressources des grands fonds marins décrit dans la Convention.

Parce que le Canada est un grand producteur de minéraux d'origine tellurique et une nation susceptible de procéder à l'exploitation minière des fonds marins, les dossiers complexes examinés par la Commission préparatoire lui sont d'un intérêt capital. Bon nombre de pays industrialisés (dont le Canada) se sont dit préoccupés par certains aspects du régime susmentionné; ils jugent par conséquent qu'il est essentiel que les efforts de la Commission préparatoire débouchent sur un régime qui favorise la participation universelle à la Convention. Ainsi, l'issue des travaux de la Commission sera, pour ces États, un facteur d'importance quant à savoir s'ils ratifieront la Convention ou pas.

Conformément à la deuxième résolution de la session finale de la Conférence sur le droit de la mer, la Commission préparatoire cherche en outre à établir un système qui protège les investissements liés à l'exploitation minière des fonds marins durant la période précédant l'entrée en vigueur de la Convention. Le 5 septembre 1986, la Commission a adopté une déclaration sur la mise en vigueur de la deuxième résolution. Par cette déclaration, on établissait un calendrier devant mener, en principe, à l'enregistrement des secteurs d'exploitation des fonds marins revendiqués par le premier groupe de requérants (France, Japon, Inde et URSS), et on priait instamment les parties intéressées d'engager des discussions, entre les sessions, pour régler les « problèmes pratiques » en suspens (p. ex. les revendications soviétiques concernant des secteurs miniers qui se chevauchent et la question des consortiums privés qui se sont vu octroyer des permis en vertu de la législation nationale d'États non signataires). En tant que « possible requérant », le Canada a joué un rôle clé dans ces discussions qui, faute de temps, n'ont pu être achevées avant le début de la session de la Commission à Kingston. Étant donné que ces discussions se poursuivent, le premier groupe de requérants n'a pas présenté de demandes d'enregistrement en tant qu'investisseur de première ligne, comme le prévoyait la déclaration du 5 septembre.

Droits de la personne et affaires sociales

Les droits de la personne constituent une grande composante de la politique extérieure du Canada et ce, aussi bien sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral. Les activités visant à établir des normes internationales en la matière restent importantes, et le Canada poursuit ses efforts dans des domaines aussi variés que les droits internationaux des autochtones et les droits des travailleurs migrants. Il a d'ailleurs voté en faveur de la Déclaration sur le droit au développement adoptée par une forte majorité à la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ayant apporté les changements voulus à sa législation fédérale, le Canada ratifiera la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; il entreprendra des consultations avec les autorités provinciales avant de déposer ses instruments de ratification. Le

Canada aura ainsi ratifié tous les grands instruments internationaux se rapportant aux droits de la personne.

Le Canada a en outre pris part aux activités de l'ONU concernant la présentation de rapports sur les droits de la personne. C'est ainsi qu'en mars 1987, il a présenté ses septième et huitième rapports au Comité sur l'élimination de la discrimination raciale. Un important système de consultations impliquant la participation des instances provinciales, territoriales et fédérales a permis au Canada de présenter aux organismes internationaux des rapports détaillés dans lesquels figurent toutes les données disponibles sur la situation des droits de la personne au pays. Ce même système, qui prévoit des réunions bi-annuelles et occasionnelles, au niveau ministériel, veillera à ce que le Canada produise des rapports en temps opportun conformément aux prescriptions des grands instruments internationaux en la matière. Il sera en outre mis à contribution dans le cadre d'activités précises, comme la célébration, en 1988, du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le Canada sollicitera un nouveau mandat à la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies en 1988. En 1986-1987, sous la direction de M. Gordon Fairweather, commissaire des droits de la personne du Canada, la délégation canadienne a participé activement aux travaux de la Commission au cours de l'année écoulée, parrainant avec d'autres pays une vingtaine de résolutions. Il a notamment piloté une résolution, approuvée par le Conseil économique et social, sur la création d'un fonds de contributions spontanées pour la promotion des droits de la personne. Ce fonds viendra à la rescousse de projets axés sur le développement, principalement dans le Tiers monde. Le Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme établira les modalités qui permettront aux gouvernements, aux organismes intergouvernementaux et aux ONG de prendre part aux activités du fonds.

Dans la déclaration que le représentant a formulée devant la Commission au nom du Canada, il s'est principalement dit préoccupé par les violations des droits de la personne qui continuaient à avoir lieu dans de nombreuses régions du monde. Le représentant du Canada a souligné qu'il était impératif d'améliorer la procédure de l'ONU pour rendre plus objectifs l'examen des preuves fournies, la présentation des allégations, les décisions de la Commission et d'autres questions, et pour faire en sorte qu'ils soient moins influencés par des éléments politiques. Comme au cours des années précédentes, le Ministère a eu des entretiens avec les ONG canadiennes avant la session de la Commission. Au cours de l'année visée par ce rapport, toutefois, ces entretiens se sont multipliés et diversifiés, couvrant divers nouveaux sujets, comme les questions internationales concernant les Autochtones.

Les missions canadiennes à l'étranger quant à elles ont continué de faire état des modifications survenues dans ce domaine, de transmettre les opinions du Canada et d'aider divers particuliers et groupes à atteindre leurs objectifs. Les nombreux projets dont la réalisation a été autorisée par l'ACDI et confiée en bonne part aux ONG, ont pour effet de créer un lien concret entre les droits de la personne et l'aide au développement. À l'occasion de visites à l'étranger, le premier ministre Mulroney, le

secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d'autres ministres et des hauts fonctionnaires ont soulevé la question des droits de la personne lors d'entretiens à caractère bilatéral et ils ont fait valoir les préoccupations du gouvernement canadien en la matière. Comme l'a souligné M. Clark dans la réponse faite par le gouvernement au rapport du Comité mixte spécial sur les relations internationales du Canada, les droits de la personne sont et demeureront une composante fondamentale de la politique extérieure du Canada.

Questions d'ordre général sur l'égalité

L'année faisant l'objet de ce rapport est la première qui a suivi la « Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix », dix années qui ont vu trois conférences mondiales sur la femme sensibiliser la communauté internationale sur le rôle et la place de la femme vis-à-vis du développement mondial. Lors des réunions internationales, il est devenu évident que les États membres des Nations Unies accordent une grande priorité à la condition de la femme.

Au début de 1986, le Ministère a nommé un conseiller spécial pour les programmes internationaux à l'intention des femmes, montrant par là l'intérêt que porte le Canada à la pleine intégration des femmes dans tous les aspects du développement.

Le document *Les dimensions de l'égalité : Plan d'action du gouvernement fédéral concernant les femmes* fait état de l'appui accordé par le Canada aux Stratégies prospectives d'action pour l'avancement de la femme et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Diffusé à la conférence annuelle des premiers ministres à Vancouver en novembre 1986, le document décrivait les mesures que les gouvernements fédéral et provinciaux prendront pour promouvoir l'égalité des femmes par rapport aux hommes et faire en sorte qu'elles participent pleinement aux activités de la société (*Voir aussi ci-dessous*).

Commission de la condition de la femme

En raison des nouvelles responsabilités importantes qui lui ont été confiées dans le cadre des Stratégies prospectives adoptées à Nairobi, la Commission s'est réunie en session extraordinaire à New York au début de 1987 pour passer en revue ses activités. Plusieurs décisions de vaste portée ont été prises en consensus. La Commission a recommandé à l'ECOSOC l'adoption d'un plan concernant les femmes et le développement, plan devant être mis à exécution à moyen terme selon l'échelle du système de l'ONU. Au nombre des autres recommandations figurent les suivantes : des lignes directrices concernant un système d'établissement de rapports sur les Stratégies d'avenir; une session prolongée en 1990; deux conférences mondiales pour étudier et évaluer les progrès réalisés au chapitre de la promotion de la condition de la femme; des réunions annuelles (plutôt que biennales) de la Commission jusqu'en l'an 2000; la refonte du programme de la Commission; l'élargissement du mandat de la Commission de manière à inclure la promotion de l'égalité, du développement et de la paix; le contrôle et l'évaluation des progrès accomplis aux niveaux national, subrégional, régional, sectoriel et mondial; et l'adoption

d'un plan de travail quinquennal mettant l'accent sur les objectifs globaux que sont l'égalité, le développement et la paix.

Ces décisions, axées sur l'étude et la réforme, renforcent la position clé que la Commission de la condition de la femme occupe au sein de l'ONU et elles indiquent l'étendue du mandat que l'ECOSOC a confié à la Commission.

Stratégies d'avenir pour la promotion de la femme adoptées à Nairobi

L'appui du Canada pour l'exécution internationale des Stratégies de Nairobi s'est centré essentiellement sur les organismes intergouvernementaux sectoriels pour qu'ils soient davantage en mesure de se pencher plus efficacement sur les questions générales d'égalité, et sur la mise en œuvre des Stratégies pour que celle-ci soit coordonnée au système des Nations Unies.

Dans cet esprit, les délégations représentant le Canada aux réunions internationales ont mis l'accent sur l'intégration des Stratégies d'avenir aux systèmes de planification de programmation et de préparation du budget d'organismes comme l'OMS, l'UNESCO, la Commission des établissements humains, le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement, le Comité sur le développement de sources nouvelles et renouvelables d'énergie et les commissions régionales pour l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine et les Antilles.

En 1986, les trois comités de l'ECOSOC, et les deuxième (questions économiques), troisième (questions sociales) et cinquième (questions administratives) Commissions de l'Assemblée générale ont adopté des résolutions de fond sur la condition de la femme. La participation d'observateurs canadiens à la vingt-sixième session du Comité du programme et de la coordination, a contribué à ce que les révisions apportées au plan à moyen terme (1984-1989) tiennent compte des exigences prévues dans les Stratégies en ce qui a trait au contrôle. La délégation canadienne à la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale a fait le nécessaire pour que le document final — le Programme d'action des Nations Unies pour la reprise et le développement économiques de l'Afrique de 1986 à 1990 — fasse adéquatement mention du rôle des femmes dans l'agriculture. À la quarante et unième session de l'Assemblée générale, le Canada a fermement appuyé un programme d'action destiné à améliorer la condition des femmes qui travaillent au Secrétariat des Nations Unies. Ceci s'est traduit par la nomination, par le Secrétaire général, de deux femmes, dont une Canadienne, à des postes de niveau supérieur.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Selon le Canada, les réserves émises par bon nombre d'États au moment de la ratification de la Convention, se sont soldées par un affaiblissement au moment de la mise en vigueur. L'opinion du Canada a été considérée à l'Assemblée générale des Nations Unies, mais l'assemblée n'a toutefois pas donné suite à la proposition du Canada d'élaborer des lignes directrices concernant les dispositions de la Convention relatives à l'état civil.

À sa sixième session tenue à Vienne en mars 1987, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a notamment adopté une résolution priant instamment les États qui avaient émis des réserves au moment de la ratification de la Convention de retirer ces réserves.

Contrôle des stupéfiants

Ces dernières années, le trafic des stupéfiants a pris des proportions alarmantes, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a d'ailleurs indiqué que ce problème était l'un des grands défis qu'il avait eu à relever depuis qu'il était entré en fonction dans son poste.

De par sa nature, le trafic de stupéfiants implique ordinairement des activités de part et d'autre des frontières et juguler ces activités, demande à ce que tous les pays coopèrent étroitement. Le Canada reconnaît le rôle important de l'Organisation des Nations Unies en vue de lutter contre l'abus des stupéfiants et leur trafic illicite, tout comme il reconnaît celui du Secrétaire général des Nations Unies en vue de faciliter la coordination et les échanges entre les États membres de l'Organisation.

En 1985, l'Assemblée générale a adopté une résolution, parrainée par le Canada, au même titre que les autres pays, prévoyant la tenue à Vienne en 1987 d'une conférence ministérielle internationale sur l'utilisation abusive des stupéfiants et leur trafic illicite. Pour que les participants puissent disposer du plus de temps possible à la conférence afin d'examiner les questions de fond, la Commission des stupéfiants des Nations Unies a tenu, en février, une réunion préparant celle de Vienne. À cette occasion, le Canada est intervenu de façon à ce que l'on accorde une importance égale à divers volets : réduction de la demande de stupéfiants, traitement et réadaptation des narcomanes, et problèmes créés par la production et le trafic des stupéfiants. Par la suite, un représentant du ministère des Affaires extérieures a rencontré des représentants d'autres ministères afin de mettre au point une stratégie de portée internationale qui viendrait se greffer à bon escient à la stratégie nationale canadienne. Le Ministère s'est également chargé de coordonner l'étude de la nouvelle Convention des Nations Unies sur le trafic international des stupéfiants.

Pour souligner sa conviction, c'est-à-dire que la coopération internationale est essentielle à l'éradication du commerce des stupéfiants, le Canada s'est engagé à adhérer à la Convention des Nations Unies de 1971 sur les substances psychotropes.

En plus des activités reliées à la Conférence de Vienne, le Canada a poursuivi deux autres objectifs de front, qui ont répercussion sur le plan international. Premièrement, il a majoré l'aide qu'il accorde au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, fonds qui met sur pied et finance des programmes destinés à aider les agriculteurs à délaisser la production de stupéfiants et à aider les instances policières locales à venir à bout des trafiquants. Deuxièmement, le Ministère donne plus d'ampleur à son programme de sensibilisation aux services consulaires, dont l'objectif est de faire prendre conscience aux voyageurs canadiens des risques qu'il y a, à l'étranger, à acheter et à avoir en sa possession des stupéfiants.

Chapitre 4

INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA

États-Unis

La relation entre le Canada et les États-Unis a des répercussions sur presque tous les aspects de la vie des Canadiens, que ce soit sur les plans économique, politique, social et culturel. Cette réalité a été exprimée dans les objectifs de politique extérieure du Canada, y compris ceux destinés à favoriser le renouveau économique et la création d'emplois. L'approche retenue met l'accent sur une relation bilatérale revitalisée, axée sur des efforts cohérents, coordonnés et coopératifs pour résoudre les problèmes communs.

La stratégie du gouvernement est fondée sur le principe que les Canadiens ont aujourd'hui la maturité et l'assurance voulues pour entretenir avec les États-Unis une relation économique et commerciale plus étroite. Cette dernière aura des retombées positives pour eux en garantissant aux exportations canadiennes un accès plus sûr et plus vaste au marché américain, et en attirant de nouveaux investissements qui stimuleront la croissance et la création d'emplois. Le gouvernement tente, en outre, de favoriser une coopération accrue pour résoudre les problèmes communs, tels la protection de l'environnement.

La rencontre annuelle entre le Premier ministre et le Président des États-Unis est la composante la plus évidente de la relation canado-américaine. Cette rencontre permet aux principaux décideurs des deux pays de faire le point régulièrement, et avec une intensité particulière, sur l'état de la relation. Si les sommets mettent en relief les divergences d'opinion, ils encouragent aussi leur règlement, puisque les deux parties sont soucieuses d'assurer le succès de ces rencontres.

À la fin de l'année financière en question, les préparatifs allaient bon train en prévision du troisième sommet, qui s'est tenu à Ottawa les 5 et 6 avril 1987, entre le premier ministre Mulroney et le président Reagan. (Les deux premiers sommets ont eu lieu en mars 1985, à Québec, et en mars 1986, à Washington). Les négociations sur le libre-échange, les pluies acides et la souveraineté dans l'Arctique devaient être en tête de liste à l'ordre du jour, celui-ci couvrant, par ailleurs, un éventail de questions d'importance pour les deux pays. La réunion devait être le théâtre d'un dialogue amical et ouvert, visant à consolider les progrès réalisés sur certaines questions et même à progresser à d'autres égards.

Les rencontres trimestrielles entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État des États-Unis permettent quant à elles un échange périodique sur l'état de la relation. En outre, le vice-président des États-Unis, M. George Bush, s'est rendu au Canada à deux reprises au cours de la dernière année pour faire le point,

et bon nombre de ministres canadiens et de leurs homologues américains ont effectué des visites dans les deux pays.

Conscients de la nécessité de réduire la vulnérabilité du Canada au processus décisionnel complexe et diffus des États-Unis, l'ambassade du Canada à Washington et les 12 consulats généraux ont étendu leur réseau de contacts influents à tous les paliers et dans toutes les régions des États-Unis. Le recours à des sociétés d'experts-conseils sur les questions bilatérales clés, notamment dans les domaines du commerce et de l'environnement, permet au Canada de s'assurer que ses positions soient présentées de façon efficace et en temps opportun.

Négociations sur le libre-échange et commerce bilatéral

L'événement le plus important au cours de cette année financière marquée par les questions commerciales, a été le début des négociations sur le libre-échange. Les négociations devraient prendre fin au plus tard en octobre 1987, selon les échéances prescrites par la législation américaine relativement à la procédure accélérée de présentation d'un accord au Congrès pour étude. Des discussions préliminaires ont eu lieu au cours de l'été 1986 entre les deux équipes de négociateurs, dirigées respectivement par l'ambassadeur canadien, M. Simon Reisman, et par l'ambassadeur américain, M. Peter Murphy. Les négociations ont été engagées définitivement en octobre 1986, les groupes de travail conjoints se concentrant alors sur des questions particulières.

L'appui accordé à l'initiative de libre-échange aux États-Unis a été confirmé lors de la visite en décembre 1986, à Ottawa, du président de la Commission sénatoriale des Finances, le sénateur Lloyd Bentsen, et de trois de ses collègues, ainsi que lors de la venue du vice-président Bush et du secrétaire du Trésor Baker en janvier 1987.

Les Canadiens ont continué d'être en faveur de la conclusion d'un accord. Une motion présentée à la Chambre des communes, le 16 mars 1987, indiquait que « la Chambre appuie la négociation d'un accord commercial bilatéral avec les États-Unis, dans le cadre de la politique commerciale multilatérale du gouvernement, tout en assurant la protection de notre souveraineté politique, des programmes sociaux, des systèmes de commercialisation des produits agricoles, de l'industrie de l'automobile et notre identité culturelle unique ». Après de longues discussions, la motion a été adoptée par un vote de 160 contre 58.

Dans le cadre du processus de négociation, des consultations ont eu lieu périodiquement avec les provinces, tant au niveau des ministres que des fonctionnaires, ainsi

qu'avec l'industrie privée et les syndicats grâce à un vaste réseau de groupes de consultation sectoriels et au Comité consultatif sur le commerce extérieur.

L'engagement des deux gouvernements à mener à bien les négociations sur le libre-échange reflète le fait que le Canada et les États-Unis entretiennent les relations commerciales et économiques les plus importantes au monde. Les exportations de produits canadiens aux États-Unis se sont accrues de 1,5 % en 1986 pour atteindre 95,7 milliards de dollars, ce qui équivalait à environ 78 % de toutes les exportations canadiennes et approximativement à deux millions d'emplois. Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de près de 5 %, poursuivant ainsi leur tendance à la hausse, car elles ont grimpé de quelque 45 % depuis 1982. La valeur globale de ces importations a dépassé 77,2 milliards de dollars, soit près de 70 % de toutes les importations du Canada. Pour ce qui est du courant des changes avec les États-Unis, la valeur des biens transigés représente plus de 20 % de toutes leurs exportations et environ 18 % de leurs importations totales.

Le Canada a donc eu un solde excédentaire de l'ordre de 18,4 milliards de dollars en 1986, soit une baisse de près de 2,3 milliards par rapport à 1985. Même si cet excédent est considérable, le Canada a quand même enregistré, en 1986, un déficit au niveau des services offerts et des mouvements de capitaux. Bien que les visites des touristes américains à Expo 86 aient contribué à enregistrer un excédent fort inhabituel de 154 millions de dollars au titre du compte touristique, le Canada a néanmoins accusé un déficit net de 11,32 milliards à l'égard des États-Unis en 1986 pour ce qui concerne la balance des invisibles (revenus provenant des services et des investissements). Le solde du compte courant, incluant le commerce des biens et services, s'est établi à 7,1 milliards de dollars, soit une baisse de 1,5 milliard comparativement à 1985. L'excédent du compte courant pour 1986 ne représente que 3,4 % du commerce bilatéral global.

Les États-Unis ont continué à faire pression sur le Canada pour amener ce dernier à restreindre ses exportations. En ce qui a trait au bois d'œuvre, le Canada s'est vu contraint d'imposer un droit d'exportation, suite à une enquête sur les droits compensateurs. À ce sujet, les efforts se poursuivent en vue d'établir une série de mesures nationales appropriées qui viendraient remplacer les droits en question. D'autre part, des tarifs plus élevés ont été imposés sur les exportations de bardeaux et de bardeaux de fente. Aux États-Unis, de plus importantes pressions ont été exercées pour diminuer les importations d'acier et d'uranium. Le Canada a fait appel aux méthodes de règlement des différends du GATT en ce qui concerne les droits d'utilisation des douanes américaines et l'imposition d'une taxe discriminante sur les importations de pétrole. Les États-Unis ont, quant à eux, ouvert des enquêtes antidumping ou en matière de droits compensateurs concernant les importations canadiennes de potasse, de cuivre, d'écrans couleur, de certaines fleurs fraîchement coupées et des exportations de tuyaux. Le gouvernement a aidé l'industrie canadienne à se protéger contre ces mesures.

En règle générale, les pressions d'ordre commercial se sont accrues aux États-Unis en 1986-1987, tendance accentuée par un déficit commercial de plus en plus considérable. Le Congrès a réagi en accordant la priorité à l'adoption d'une législation commerciale globale. Le nouveau Congrès devrait vraisemblablement approuver cette législation en 1987, ce que son prédécesseur, faute de temps, n'a pu faire. La possibilité d'une réforme du droit commercial américain, combinée aux pressions de plus en plus fortes des États-Unis dans certains secteurs particuliers, se sont traduites en de plus grands efforts pour protéger l'accès des exportations canadiennes au marché américain. En conséquence, il a été question de commerce dans la plupart des rencontres entre les ministres canadiens et leurs homologues américains. Aux contacts réguliers sans caractère officiel entre les fonctionnaires canadiens et américains sont venus s'ajouter des rapports écrits à l'Administration américaine et aux membres du Congrès sur un éventail de questions importantes.

Expansion du commerce d'exportation

Durant la période qui fait l'objet de ce rapport, les États-Unis ont continué d'être le principal point de mire des activités d'expansion commerciale du Ministère. Un nombre record de 250 activités de promotion des exportations aux États-Unis ont été entreprises en 1986-1987. Les missions dans le cadre du Programme d'aide aux nouveaux exportateurs vers les États frontaliers américains, financées à même le Programme de la stratégie nationale du commerce, ont été tout particulièrement notables à cet égard. Des agents recrutés sur place ont été affectés à six missions frontalières dans le but de mieux servir les petites et moyennes entreprises canadiennes et de les conseiller si elles en sont à leur première expérience du marché américain. À titre d'exemple, les 132 entreprises qui ont participé à huit missions organisées par le consulat de Buffalo ont réalisé des ventes de plus de 20 millions de dollars en 1986, et les prévisions sont de l'ordre de 42 millions pour 1987.

L'ouverture de bureaux auxiliaires, rattachés aux consulats généraux et financés à même le programme de la Stratégie commerciale canadienne, a également commencé à porter fruit. Ainsi, un agent de commerce récemment affecté à Orlando a pris les dispositions nécessaires pour que les représentants d'une grande société américaine de haute technologie puissent venir au Canada y rencontrer plus de 200 fournisseurs canadiens compétents. Depuis, cette société a indiqué que ses ventes au Canada étaient passées de 2,5 millions de dollars en 1985 à près de 7 millions en 1986, mais surtout que 30 sociétés canadiennes avaient fait des soumissions pour un montant de plus de 15 millions. En 1986, les efforts des quatre bureaux auxiliaires aux États-Unis (Houston, Orlando, Pittsburgh et Santa Clara) se sont traduits par des transactions d'une valeur de près de 75 millions de dollars.

Les États-Unis sont demeurés la principale cible du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) (Voir Chapitre 2). Ce programme a versé plus de 12 millions de dollars à diverses compagnies canadiennes qui avaient demandé de l'aide financière. Celles-ci ont

ainsi pu exporter pour la première fois ou mener à bien une nouvelle entreprise. Les sections « B » du Programme (Visites d'exploration des marchés aux États-Unis) et « C » (Participation à des foires commerciales) ont continué de remporter le plus de succès.

En collaboration avec d'autres organismes fédéraux et le secteur privé, le Ministère a publié, dans le cadre du Programme de la Stratégie commerciale canadienne, une série de répertoires énumérant des exportateurs et d'autres compagnies ayant le potentiel voulu pour exporter et qui sont intéressées à percer sur le marché américain. Parmi les secteurs industriels concernés, on compte l'électronique de pointe, le matériel agricole, les pêches, les aliments et boissons, les articles ménagers, les produits d'hygiène, le matériel de chauffage et de réfrigération, les produits pétroliers et gaziers, les industries maritimes, le transport urbain et la défense. Le Ministère a également continué d'encourager l'industrie canadienne à se tourner davantage vers les États-Unis. Dans cette optique, il a préparé et publié une série d'études et de stratégies de commercialisation régionale dans différents secteurs dont le bétail, les poissons et crustacés, les eaux usées potables, les logiciels et périphériques pour ordinateurs, le vêtement, les outils et matrices, et les services architecturaux.

Dans chaque mission du Canada aux États-Unis, des agents sont affectés à la promotion du tourisme. Épaulés par la campagne de publicité de Tourisme Canada, ils contribuent de façon considérable, par leurs contacts réguliers avec l'industrie américaine du tourisme, à stimuler le tourisme au Canada. Ainsi, en 1986, plus de 14 millions d'Américains ont visité le Canada, générant des recettes de l'ordre de 4,551 milliards de dollars.

Investissement

Le Ministère a donné du Canada l'image d'un pays ouvert où il est sûr d'investir. En 1986-1987, il a mis sur pied, de concert avec Investissement Canada et le ministère de l'Expansion industrielle régionale, un programme de développement des investissements doté de crédits de plus de 330 000 \$ servant à subventionner des projets aux États-Unis. Outre les visites du ministre auprès de groupes de gens d'affaires américains influents et les campagnes des médias pour atteindre un public cible, des séminaires ont été organisés pour les sociétés et les entrepreneurs désireux de faire affaires au Canada, des séances d'information et des visites au Canada ont également été préparées à l'intention des investisseurs de portefeuille et de la communauté financière américaine. En outre, les missions du Canada aux États-Unis ont répondu à près de 4 000 demandes de renseignement concernant des possibilités d'investissement et de transfert de technologies. Elles ont d'autre part aidé les autorités provinciales et municipales canadiennes à promouvoir leurs intérêts particuliers. Un expert-conseil en investissements a été affecté aux consulats généraux de Los Angeles et de New York, ce qui a eu pour effet de renforcer considérablement les activités de promotion dans ces grands centres d'affaires.

Le Programme de liaison avec les sociétés américaines du Ministère a continué d'être un important outil de promotion des intérêts canadiens auprès des dirigeants

d'entreprises américaines et, par l'intermédiaire de ceux-ci, auprès des groupes politiques des États-Unis. Au cours de 1986-1987, dans le cadre de leurs activités d'affaires publiques et de liaison avec les membres du Congrès, les missions canadiennes ont rencontré individuellement certains dirigeants influents du milieu des affaires pour discuter avec eux de la politique canadienne relative aux investissements étrangers, du climat des affaires au Canada, des projets d'investissements au Canada de diverses sociétés américaines, du protectionnisme, des négociations commerciales bilatérales, de la protection des brevets, des progrès dans le secteur de l'énergie et des questions environnementales, y compris les politiques et positions économiques et commerciales du fédéral et des États aux États-Unis. Les opinions exprimées par ces personnes ont contribué à l'élaboration des politiques et programmes commerciaux et économiques au Canada.

Questions environnementales et transfrontières

La question des pluies acides a encore été au premier plan des relations environnementales entre le Canada et les États-Unis, ceux-ci prenant des mesures pour mettre en œuvre les recommandations des envoyés spéciaux. Comme l'avaient recommandé ces derniers, un groupe de consultation bilatéral composé de hauts fonctionnaires, et présidé par le sous-ministre adjoint du Secteur des États-Unis du Ministère et par son homologue américain, a été mis sur pied. Ce Groupe s'est réuni à plusieurs reprises pour discuter du mode d'application des recommandations du rapport. En mars 1987, le président Reagan a annoncé qu'il chercherait à obtenir le plein montant des crédits recommandés (2,5 milliards sur cinq ans) pour mettre en œuvre un programme de démonstration en technologie houillère, afin d'élargir l'éventail des mesures de réduction des émissions de gaz sulfureux.

La mise en application, en octobre 1986, du Plan de gestion des déchets toxiques de la rivière Niagara par les gouvernements du Canada, des États-Unis, de l'Ontario et de New York, plan ayant pour but de réduire les apports de produits chimiques toxiques, a été une autre réalisation d'importance dans le domaine de l'environnement. Le 1^{er} août, afin de trouver une solution au problème du niveau élevé permanent des eaux des Grands Lacs, les gouvernements du Canada et des États-Unis ont présenté conjointement un rapport à la Commission mixte internationale, demandant à cette dernière de procéder à une évaluation détaillée du problème et de faire des recommandations au sujet de la fluctuation du niveau des eaux dans le réseau des Grands Lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent.

La *Garrison Diversion Reformulation Act* a été ratifiée par le président Reagan, le 12 mai 1986. Le ministère des Affaires extérieures, le gouvernement du Manitoba et les groupes intéressés par le projet aux États-Unis ont collaboré étroitement pour faire en sorte que cette loi renferme des mesures protectionnistes pour le Canada et qu'elle réduise l'envergure du projet.

Aux termes du Traité du saumon du Pacifique conclu en 1985, la Commission canado-américaine du saumon du Pacifique a pris les dispositions nécessaires en vue de la

campagne de pêche de 1986, et les négociations allaient déjà bon train pour la campagne de 1987. D'autre part, les pourparlers entre les deux gouvernements concernant les ressources en saumon du fleuve Yukon se sont poursuivis.

En coopération avec les gouvernements territoriaux et les groupes autochtones, le Canada a négocié un projet de convention sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine. Ce troupeau de 180 000 têtes, qui migre entre le Canada et l'Alaska, occupe une place importante dans la vie de groupes d'autochtones canadiens. Aux termes de cette convention sera créé un conseil bilatéral qui donnera des conseils et fera des recommandations concernant la gestion et la protection de la harde.

Le Canada, toujours en consultation avec les gouvernements territoriaux et les groupes d'autochtones, a fait connaître ses vues aux États-Unis au sujet d'une proposition visant à permettre la prospection pétrolière et gazière de la réserve faunique nationale de l'Alaska. L'exploitation sauvage de cette région mettrait en danger la faune transfrontalière.

Énergie et transport

Depuis le Sommet de Québec, le commerce de l'énergie entre le Canada et les États-Unis a été l'une des plus grandes réussites de la relation bilatérale. L'engagement pris par les deux gouvernements d'adopter une approche axée sur les marchés a stimulé ce commerce en 1986 (valeur d'environ 12 milliards de dollars). Au cours de la même année financière, le Canada a été le principal fournisseur de pétrole brut aux États-Unis et presque le seul fournisseur international de gaz naturel et d'électricité sur le marché américain. De leur côté, les États-Unis ont exporté des quantités importantes de produits pétroliers et de pétrole brut au Canada, devenant ainsi l'unique source des importations canadiennes de charbon (valeur de 744 millions de dollars). Ces approvisionnements fiables favorisent l'efficacité économique et procurent des avantages considérables aux deux pays. La situation n'est cependant pas idéale. Le sentiment protectionniste très fort aux États-Unis a nui à une bonne entente bilatérale dans le secteur de l'énergie : ainsi, au milieu de 1986, de nombreux projets de loi ont été déposés au Congrès et ceux-ci risquent d'avoir, directement ou non, une influence sur l'ensemble des exportations canadiennes. De plus, une décision rendue en décembre 1986 par la Commission fédérale de réglementation de l'énergie a sérieusement compromis les exportations de gaz canadien aux États-Unis.

La gestion du transport entre les deux pays a été d'une importance capitale afin d'assurer que le mouvement transfrontalier de personnes et de produits se poursuive de façon rapide et efficace. Des rencontres bilatérales ont eu lieu périodiquement pour examiner les aspects techniques et politiques du transport de surface. Par ailleurs, un groupe consultatif canado-américain chargé des questions relatives à la Voie maritime du Saint-Laurent et aux Grands Lacs a été mis sur pied pour faciliter cette gestion.

L'espace

Au chapitre des communications et des questions spatiales, le Canada a fait clairement ressortir la nécessité

d'attribuer un spectre de fréquences adéquat au service mobile de télécommunications alimenté par satellite tel qu'exprimé dans un échange de notes en 1982. Le Canada et les États-Unis collaboreront dans le cadre de négociations multilatérales pour assurer un accès suffisant. Le Canada a également poursuivi ses négociations pour s'assurer une participation au programme de mise en service d'une station spatiale habitée en permanence. Il fera don d'un centre d'entretien mobile d'une valeur de 800 millions de dollars, à condition que la station soit utilisée uniquement à des fins pacifiques, comme convenu lorsque le Canada a accepté de prendre part au programme.

Propriété intellectuelle

Les questions de propriété culturelle et intellectuelle continuent de surgir des deux côtés de la frontière. Ainsi, le gouvernement des États-Unis a exprimé son inquiétude au sujet des entraves posées par la politique canadienne relative à la publication et à la diffusion d'ouvrages, ainsi que des dispositions concernant l'octroi de permis qu'on envisage d'apporter à la *Loi sur l'importation de vidéosgrammes*. En ce qui a trait à la propriété intellectuelle, la proposition par le gouvernement d'amendements à la *Loi sur le droit d'auteur* a répondu aux préoccupations nationales et a permis de mettre en place des mesures anti-piratage plus efficaces. Toutefois, la décision de reporter l'introduction d'un droit de rediffusion des signaux retransmis par câble ou par satellite (en raison de la complexité de la mesure en question) a été moins bien accueillie.

Communications et culture

Au cours de l'année visée par ce rapport, le Ministère, l'ambassade canadienne à Washington et les 12 consulats ont intensifié considérablement leurs activités dans les milieux culturels, universitaires et publics américains. Même avant qu'une décision du Cabinet soit prise au sujet des relations culturelles internationales du Canada à l'automne 1986 (*Voir* Chapitre 8), les programmes du Ministère concernant la promotion des arts et les relations universitaires avaient accordé la priorité aux États-Unis dans ce domaine et leur avaient, en conséquence, affecté de plus importantes ressources. Le programme d'études canadiennes, visant à stimuler la recherche et les études sur le Canada dans les universités et collèges américains et dans l'ensemble du système d'enseignement aux États-Unis, a notamment été élargi. De même, l'intensification des activités liées au programme a donné aux artistes canadiens et à leurs œuvres une meilleure chance de percer aux États-Unis, tant dans le secteur public que commercial.

En ce qui concerne les affaires publiques et les communications, la priorité accordée par le gouvernement à la relation canado-américaine a pris la forme d'initiatives destinées à présenter à divers façonneurs de l'opinion américaine un éventail de données factuelles sur le rôle du Canada dans cette relation. Une nouvelle série de publications, dont une intitulée *Partners in Prosperity*, ont vu le jour et ont été largement diffusées auprès d'éléments clés du public américain. Ces publications exposent une variété de faits sur les grandes questions commerciales et

autres, et signalent l'importance de la relation et de la contribution du Canada à l'égard de l'économie et à la qualité de la vie nord-américaine.

Un certain nombre de conférences, de séminaires et de colloques coparrainés par de prestigieux organismes américains tels que le Brookings Institution, ont été consacrés aux grands thèmes de la relation — les pluies acides, les relations commerciales, l'association pour la défense, la souveraineté culturelle, etc. Ces rencontres ont donné lieu à des discussions informées et à des publications instructives. Des visites au Canada ont été organisées à l'intention de groupes de façonneurs de l'opinion américaine, comme les journalistes, les recteurs d'universités et les adjoints de membres du Congrès, visites assorties de séances d'information sur les principaux volets de la relation. Le Ministère et les missions ont en outre accordé une plus grande importance aux relations avec les médias, ce qui a amené ces derniers, et plus particulièrement les journaux et les magazines, à assurer plus souvent la couverture d'une variété de sujets canadiens. Durant la période qui fait l'objet de ce rapport, il semblerait que les reportages aient été plus nombreux et mieux documentés que par les années passées.

Immigration et passages de la frontière

Plus de 76 millions de Canadiens et d'Américains ont traversé la frontière en 1986, presque sans formalités douanières. Les Canadiens qui font le commerce des produits et des services, toutefois, ont éprouvé des difficultés à se faire admettre aux États-Unis en raison des restrictions imposées par les lois d'immigration américaines. Une décision récente rendue par un tribunal américain, visant à interdire temporairement aux sociétés canadiennes de procéder à l'installation et au service après-vente, a créé des problèmes particulièrement

sérieux. De plus en plus, le Ministère s'efforce d'aider les personnes aux prises avec de telles difficultés, et négocie actuellement avec le gouvernement des États-Unis à ce sujet.

Le traitement des demandes d'immigration et de visites au Canada est une des principales activités des missions canadiennes aux États-Unis, pays qui demeure une importante source d'immigrants pour le Canada. De plus en plus de gens d'affaires (entrepreneurs et investisseurs) se dirigent vers le Canada, attirés notamment par la promotion faite par le Ministère. En outre, les demandes des réfugiés d'Amérique centrale résidant aux États-Unis et cherchant à s'établir en permanence au Canada doivent être traitées. Les missions doivent d'autre part aider un grand nombre de requérants qui habitent déjà au Canada, pour veiller à ce que soient observées les lois canadiennes d'immigration qui requièrent que les visas d'immigrants soient obtenus à l'étranger. De plus, certains requérants ne résidant pas aux États-Unis choisissent d'avoir leurs demandes traitées dans ce pays. Les Américains n'ont pas besoin de visas pour visiter le Canada, mais les missions aux États-Unis reçoivent un bon nombre de demandes de citoyens d'autres pays qui séjournent temporairement aux États-Unis et qui, eux, doivent obtenir ce titre de voyage.

De concert avec les autorités américaines de l'immigration, le Ministère travaille à la liaison et à la sensibilisation, pour empêcher les entrées illégales au Canada via les États-Unis et l'utilisation de faux documents canadiens pour ce faire.

Les relations du gouvernement avec les États-Unis sont surtout marquées par un sentiment de confiance et une volonté réelle de tirer le maximum des occasions susceptibles de bénéficier aux deux pays, et de vaincre les divergences qui ne peuvent manquer de surgir de temps à autre dans une relation aussi complexe.

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LES ÉTATS-UNIS

Compte courant — non désaisonnalisé (en millions de dollars CAN)				Pourcentage du total des exportations ou des importations du Canada			
Commerce de marchandises	1984	1985	1986		1984	1985	1986
Exportations de marchandises	85 026	94 346	95 723	Exportations de marchandises	75,8	78,5	77,6
Importations de marchandises	65 890	73 641	77 288	Importations de marchandises	72,0	71,6	69,5
Solde du commerce des marchandises	19 136	20 705	18 435				
Commerce des invisibles				Taux de variation (en pourcentage)			
Recettes pour invisibles	12 642	14 079	15 523	Commerce des marchandises			
Paiements pour invisibles	24 861	26 147	26 842				
Solde concernant les invisibles	-12 219	-12 068	-11 319		84/83	85/84	86/85
Solde total du compte courant	6 917	8 637	7 116	Exportations	28,2	11,0	1,5
				Importations	25,1	11,8	5,0
Compte de capital—non désaisonnalisé				Commerce des invisibles			
Total des créances du Canada	-6 189	-5 040	-7 439		84/83	85/84	86/85
Total des engagements du Canada	3 250	-557	-1 142	Recettes	19,1	11,4	10,3
Solde du compte de capital	-2 939	-5 597	-8 581	Paiements	13,2	5,2	2,7

Europe de l'Ouest et Communauté économique européenne

Le Canada a conservé des liens étroits avec l'Europe de l'Ouest. Les intérêts canadiens en Europe sont poursuivis tant au niveau bilatéral, sous l'égide de l'Accord-cadre de coopération commerciale et économique avec la CEE, que multilatéral, au sein d'instances aussi diverses que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les pourparlers sur les Réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe (MBFR), l'OTAN, l'OCDE, les Nations Unies et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. De plus, notre participation aux sommets économiques et aux réunions des ministres du Commerce de la Quadrilatérale a renforcé nos relations bilatérales globales avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie.

La Communauté économique européenne (CEE), ou Marché commun, est le point de concentration de notre commerce. La présidence de la CEE alterne tous les six mois, entre les 12 membres. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Belgique ont occupé la présidence au cours de l'année financière en question.

La relation du Canada avec l'Europe repose sur des liens historiques et socio-culturels. Elle est toutefois en pleine évolution, une importance croissante étant aujourd'hui accordée aux relations économiques et commerciales.

Commerce

La Communauté économique européenne demeure le principal marché importateur au monde. En 1985, les échanges des pays membres avec l'extérieur se sont soldés par des importations de 477 milliards de dollars US, comparativement à 362 milliards pour les États-Unis. Après plusieurs années de stagnation, nos exportations chez nos partenaires européens ont augmenté de 12,2 % en 1986, s'élevant à 9,436 milliards de dollars et faisant de l'Europe de l'Ouest notre marché extérieur le plus actif. Cette performance devrait se maintenir à moyen terme, grâce à la reprise soutenue de l'économie européenne au sortir de la récession de 1981-1982 et au retour des taux de change à des valeurs relatives plus traditionnelles. Quant aux importations en provenance de l'Europe de l'Ouest, elles se sont accrues rapidement (18,3 % en 1986) pour s'établir à 14,898 milliards de dollars. Il en est résulté un excédent commercial de 5,462 milliards en faveur de l'Europe, attribuable en bonne partie à une hausse de nos achats de pétrole de la mer du Nord.

L'Europe de l'Ouest est un marché au comptant où les produits de haute qualité et la technologie de pointe sont en demande. Depuis 1980, nos exportations vers ce marché se composent à quelque 60 % en matière usinée à valeur ajoutée et de produits finaux. Des stratégies complexes et concurrentielles touchant la commercialisation et l'investissement sont nécessaires pour élargir nos

débouchés sur ce marché. L'Europe de l'Ouest présente un potentiel considérable pour la coopération industrielle, les entreprises en participation et les transferts de technologie, tout particulièrement dans les industries d'avenir, mais aussi dans la transformation en général. Les entreprises canadiennes ont trouvé des marchés prometteurs dans divers secteurs, dont l'agriculture et l'alimentation (notamment le poisson), l'informatique, le matériel de télécommunications, de défense et de sécurité, la machinerie et l'équipement spécialisés, l'aérospatiale, les produits forestiers, les industries culturelles, les biens de consommation, les minéraux et les métaux.

L'Europe de l'Ouest est la région du monde la plus importante au plan des foires commerciales internationales. Au cours de la période qui fait l'objet de ce rapport, le Ministère a assuré la participation des gouvernements et des industries à 15 grandes foires commerciales, ce qui est revenu à 2,3 millions de dollars. Cette participation a généré des ventes canadiennes évaluées à 324 millions, dont près de 40 % étaient destinées à des pays non européens.

L'Europe de l'Ouest est à la fois la plus importante et la plus prometteuse de nos sources d'investissements en provenance d'outre mer. Pour 84 milliards de dollars en capitaux étrangers investis au Canada en 1985, quelque 16 milliards provenaient d'Europe de l'Ouest (contre 63 milliards des États-Unis et 2,7 milliards de la région Asie-Pacifique). Il s'agit d'une augmentation de 23 % par rapport à 1982 et de 79 % du total des investissements non américains au Canada.

L'Europe de l'Ouest est aussi le fournisseur principal de nouvelles technologies, essentielles au développement économique du Canada. Pour encourager la place de plus en plus importante accordée à la promotion de l'investissement au Canada, un programme structuré de valorisation des investissements et d'acquisition de technologies a été mis en place dans plusieurs de nos ambassades en Europe de l'Ouest. Trois conseillers en investissements du secteur privé ont été affectés à nos ambassades de Londres, Paris et Bonn, joignant leurs efforts à ceux des agents déjà à l'œuvre dans ces domaines.

L'Europe de l'Ouest poursuit ses efforts concertés dans le domaine du développement technologique fondé sur la recherche avancée, comme en témoignent les programmes de la CEE et l'initiative européenne EUREKA. À cet égard, le Canada a lancé un programme de 20 millions de dollars pour favoriser l'association des entreprises canadiennes et européennes dans la réalisation des projets EUREKA, appuyant ainsi les efforts de l'Europe face à la concurrence internationale dans le domaine de la technologie de pointe. De plus, des missions ministérielles ont été mises sur pied pour faciliter la coopération entre les entreprises canadiennes et européennes au niveau de la recherche-développement, tout particulièrement dans le cadre d'EUREKA.

Immigration

Les Européens de l'Ouest forment le deuxième groupe le plus important d'immigrants reçus au Canada, groupe composé en grande partie d'entrepreneurs. Nos missions ont délivré 17 154 visas d'immigrant et 42 170 visas de

visiteur. En outre, 349 entrepreneurs ouest-européens ont été admis au Canada, pour un apport financier de quelque 300 millions de dollars et la création éventuelle de 2 600 emplois.

Au cours de l'année financière en question, nos missions en Europe de l'Ouest ont collaboré activement avec les compagnies de transport aérien et les autorités aéroportuaires étrangères, afin de réprimer le flot de personnes qui entrent au Canada munies de faux visas et de titres de voyage falsifiés. Pour mieux restreindre les abus dont fait l'objet notre système de reconnaissance du statut de réfugié, les ressortissants du Portugal et de la Turquie doivent détenir un visa de visiteur pour être admis au Canada.

Mettant à profit les fonds alloués par Investissement Canada, nos missions ont saisi toutes les occasions pour promouvoir l'immigration des entrepreneurs, activité qui a connu une augmentation de 36 % par rapport à 1985.

Plusieurs missions, notamment à Rome, à Athènes et à Bonn, ont continué à traiter les demandes originant d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique, présentées dans le cadre du programme canadien pour les réfugiés. L'objectif du gouvernement pour les réfugiés est-européens a été dépassé, et toutes nos missions ont atteint ou dépassé leurs objectifs respectifs. Au total, 4 432 cas ont été traités par les missions en Europe de l'Ouest au cours de 1986-1987.

Programmes culturels

Tout en soutenant les objectifs de la politique extérieure du Canada et ses relations bilatérales, les divers programmes culturels et d'affaires publiques du Ministère viennent renforcer les liens socio-culturels et historiques sur lesquels sont fondées nos relations avec l'Europe. En effet, nos principaux marchés culturels se trouvent en Europe, quatre des sept pays avec lesquels le Canada a signé des accords culturels, soit la France, la Belgique, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne étant européens. Des discussions formelles au sujet de la culture se tiennent actuellement avec deux autres pays d'Europe, soit le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Communauté économique européenne

Malgré une relation commerciale en grande partie positive et une coopération fructueuse, tant dans le domaine industriel, scientifique que technologique, nos relations avec la CEE ont été marquées au cours de l'année financière en question par une certaine acrimonie en raison de divers sujets de friction bilatéraux. Cette friction tient au caractère semi-souverain de la CEE. En effet, les États membres ont cédé à la Communauté la responsabilité du commerce, de l'agriculture et des pêches, secteurs où surgissent la plupart des différends au niveau bilatéral, alors qu'ils continuent de s'occuper eux-mêmes des domaines donnant lieu à une coopération bilatérale fructueuse (ex.: le domaine culturel).

Pendant l'année financière en question, le Comité mixte de coopération Canada-CEE, coprésidé par M. Clark et son homologue européen, M. Willy De Clercq, s'est réuni à Vancouver pour passer en revue les programmes de coopération mis en œuvre en vertu de l'Accord-cadre, et pour décider de l'orientation que les futures activités

coopératives devraient prendre. La réunion aura permis d'examiner les rapports des sous-comités, d'approuver les plans de travail proposés et de discuter de l'avenir de la coopération entre le Canada et la CEE. En outre, les coprésidents ont demandé que soit établi un rapport détaillé des activités menées en vertu de l'Accord-cadre au cours de ses dix années d'existence. La coopération entre le Canada et la CEE a porté notamment sur les métaux et les minéraux, le bois et le papier, l'uranium, le conditionnement des aliments, l'énergie et l'échange de données technologiques.

Quant aux divergences, elles sont dûes essentiellement aux pressions constantes exercées par la CEE pour obtenir des allocations accrues de stocks de poisson non excédentaires, et à la pêche massive pratiquée par les bateaux de la Communauté dans les eaux contiguës à la zone canadienne, ceux-ci faisant preuve d'un mépris manifeste pour les exigences de conservation. La CEE a exprimé son inquiétude en ce qui concerne le projet de loi canadien sur les brevets pharmaceutiques et la mise en place d'un mécanisme pour la surveillance des importations de produits de l'acier. En revanche, les craintes de la CEE quant à l'imposition d'un droit compensateur sur les importations de pâtes alimentaires ont été dissipées par la décision de « non-préjudice » rendue par le Tribunal canadien des importations. Par ailleurs, la CEE a porté ses plaintes devant le GATT en ce qui concerne les pratiques des régies provinciales des alcools et l'imposition de droits compensateurs sur les importations de viande de bœuf.

Le Canada, quant à lui, s'est préoccupé de l'effet négatif que pourraient avoir sur les exportations canadiennes diverses mesures envisagées par la CEE, notamment : l'imposition d'une taxe sur les huiles et graisses comestibles, au détriment de l'industrie canadienne des oléagineux; un projet de réglementation sur l'emploi des hormones pour engraisser des bovins dont la viande est destinée à l'exportation; l'application d'une directive précisant les critères auxquels doivent se conformer les entreprises étrangères de conditionnements de la viande désireuses d'exporter vers la Communauté; enfin, les obstacles à l'accès de l'acier canadien au marché espagnol. La CEE a par contre accepté de déroger à sa réglementation phytosanitaire pour permettre la vente de pommes de terre de semence canadiennes à l'Italie et au Portugal.

L'Espagne et le Portugal ayant adhéré à la Communauté le 1^{er} janvier 1986, le Canada a engagé des négociations avec la CEE, en vertu du paragraphe XXIV:6 du GATT, afin de régler la question des compensations accordées au Canada pour tout préjudice porté à son commerce à la suite de l'élargissement de la Communauté. Le Canada estime que plusieurs des procédures proposées par la CEE, particulièrement en ce qui concerne les pêches, sont plus restrictives que celles qui ont cours au sein de la Communauté. Les représentants du Canada et de la CEE ont tenu à cet égard deux réunions au cours de la période qui fait l'objet de ce rapport, soit en novembre 1986 et en mars 1987.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a continué d'être le troisième grand partenaire commercial du Canada, après les États-Unis et

le Japon, et sa deuxième source en importance d'investissements étrangers. En 1986, le commerce bilatéral de marchandises avec le Royaume-Uni s'est accru de 10,5 % pour atteindre 6,3 milliards de dollars. Ce dernier a maintenu son excédent commercial d'environ un milliard de dollars, surtout en raison de ses exportations de pétrole de la mer du Nord. Nos ventes à ce pays se sont chiffrées à 2,6 milliards, ce qui équivaut à 35 % de nos exportations vers la CEE.

Les consultations périodiques entre hauts fonctionnaires sur les questions politiques et économiques, sceau de la relation, se sont poursuivies en 1986. Outre les contacts établis à l'occasion de rencontres multilatérales comme la réunion spéciale des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres portant sur l'Afrique du Sud, le Premier ministre s'est arrêté à Mirabel pour s'entretenir avec M^{me} Thatcher, celle-ci étant en route pour Londres après avoir visité Expo 86. Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office et au Commonwealth, et l'honorable Joe Clark se sont rencontrés à Londres, à deux occasions, pour discuter de questions d'ordre bilatéral et multilatéral. Le Gouverneur général a également visité Londres, ainsi que plusieurs ministres du Cabinet canadien pour tenir des consultations avec leurs homologues britanniques. Quatre ministres britanniques nous ont également rendu la pareille. Les échanges interparlementaires se sont poursuivis et il en a été de même des contacts provinciaux, des lieutenants-gouverneurs ayant été reçus en audience par la Reine. Enfin, de nombreuses rencontres entre fonctionnaires ont eu lieu dans les deux pays portant sur un vaste éventail de questions, particulièrement au cours de la période de six mois pendant laquelle le Royaume-Uni a été à la tête de la CEE. La majorité de ces visites ont été coordonnées par le Ministère et le Haut-commissariat du Canada à Londres. Au cours de l'année financière en question, la première réunion du colloque Canada-Royaume-Uni, récemment réorganisé, s'est tenue à Ottawa et au Lac Meech sur le thème « l'avenir des régimes de bien-être social ». Vingt spécialistes dans divers domaines y participaient de part et d'autre.

Le Haut-commissariat du Canada a poursuivi la redistribution de ses ressources dans le cadre des mesures d'austérité du gouvernement. Outre ses contacts quotidiens avec le gouvernement britannique sur de nombreuses questions bilatérales et multilatérales, le Haut-commissariat a offert divers services à des groupes privés et à des particuliers canadiens en visite, tout en tenant le public britannique au courant de l'actualité et des réalisations canadiennes.

République fédérale d'Allemagne

Les relations entre le Canada et la RFA ont continué de prospérer en 1986. Fondées sur l'appartenance commune à l'Alliance atlantique, à l'OCDE, aux sommets économiques, aux Nations Unies et à d'autres instances internationales, elles s'appuient également sur de solides liens commerciaux et économiques.

Les échanges et les contacts ont continué à se multiplier à tous les niveaux. Le ministre de l'Agriculture s'est rendu en visite officielle en RFA en mai 1986, dans le but de signer un protocole d'entente visant à promouvoir les échanges d'étudiants et de jeunes agriculteurs entre les

deux pays. La RFA a participé à Expo 86 et a présenté un pavillon impressionnant. Attirés principalement par l'exposition, sept groupes composés de parlementaires allemands ont visité le Canada, dont un dirigé par le vice-président du *Bundestag*. Du côté canadien, une délégation parlementaire s'est rendue en RFA au moment des élections fédérales de janvier 1987.

Les échanges bilatéraux ont progressé de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie pour s'élever aujourd'hui à 4,7 milliards de dollars. La balance commerciale a toujours penché du côté de la RFA, celle-ci ayant enregistré un excédent de 2,1 milliards en 1986. Les exportations vers la République fédérale d'Allemagne se sont chiffrées à 1,26 milliard de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à 1985. Cette performance pourrait s'améliorer davantage, compte tenu de l'appréciation marquée de la devise allemande par rapport au dollar canadien au cours de la dernière année. En 1986, plus de 175 entreprises canadiennes ont participé, sous le parrainage du gouvernement canadien, à huit grandes foires commerciales internationales tenues en RFA. Les ventes réalisées sur place ont totalisé 31,9 millions de dollars. Les liens entre les entreprises canadiennes et ouest-allemandes, dans les domaines industriels et scientifiques, ont continué par ailleurs de s'intensifier, et le Canada a encouragé activement la RFA à investir dans l'économie canadienne.

En novembre 1986, s'est tenue à Toronto, sous l'égide de l'organisme canado-allemand du secteur privé « Atlantik Bruecke », une première conférence sur les relations entre le Canada et la RFA et sur les positions des deux pays concernant des questions internationales clés. La réunion regroupait des hommes politiques éminents, des universitaires et des journalistes ouest-allemands et canadiens. Une deuxième conférence est prévue pour l'automne 1987, et cette fois-ci elle aura lieu en RFA.

L'Association des études canadiennes a tenu à Grainau, en février 1987, sa conférence annuelle la plus importante à ce jour, car elle a donné lieu à d'intéressants échanges de renseignements entre universitaires. La conférence de Grainau, financée en grande partie par le Ministère, est désormais reconnue en tant qu'instance internationale des études canadiennes dans les universités européennes d'expression allemande.

France

Les relations avec la France ont été particulièrement intenses durant l'année financière en question. La visite prévue du premier ministre Chirac a été reportée à deux reprises en raison d'une recrudescence des actes terroristes en France et d'une grève générale. En janvier 1987, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, a effectué une visite officielle au Canada en compagnie de M. Noir, ministre délégué au Commerce extérieur, et de M. Léotard, ministre de la Culture et de la Communication. À cette occasion, trois accords furent signés portant respectivement sur la coopération industrielle et économique, l'échange d'étudiants et les doubles impositions.

Les trois commissions mixtes établies avec la France se sont réunies au cours de la période faisant l'objet de ce rapport. La Commission scientifique s'est réunie en juin

86 à Vancouver, la Commission culturelle et la Commission économique respectivement en novembre et à la mi-janvier à Ottawa, sous la coprésidence des ministres Noir et Côté. Fait important à signaler, le prix de l'audio-visuel France-Canada a été décerné pour la première fois en janvier 1987.

Un nombre considérable de visites ministérielles ont eu lieu en France. Le ministre Beatty s'est rendu dans ce pays à deux reprises, notamment à titre de Solliciteur général au printemps et comme ministre de la Défense à l'automne. L'honorable Michel Côté a par ailleurs dirigé une délégation de dix industriels canadiens intéressés à explorer leur association à des projets européens EUREKA. Il importe de mentionner que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a rencontré son homologue, M. Raimond, à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OCDE.

La France et le Canada ont continué à manifester leur désir de collaborer en recherche et développement technologique. Ainsi, la Commission mixte scientifique a étudié une cinquantaine de projets de coopération, a défini des secteurs prioritaires (espace, biotechnologie et océanologie) et des secteurs de l'avenir (technologies arctiques, de l'information et des matériaux nouveaux). Un nouveau programme conjoint a été mis sur pied pour appuyer les échanges de chercheurs spécialisés en développement technologique. L'Accord de coopération industrielle susmentionné est venu confirmer la volonté des gouvernements de rapprocher les entreprises françaises et canadiennes pour le développement de la technologie.

Grâce à un climat économique favorable et un taux de change avantageux pour le dollar canadien, nos exportations vers la France se sont accrues de 34 % en 1986, pour s'élever à 961 millions de dollars, alors que nos importations en provenance de la France ont connu une hausse de 15,4 %, pour atteindre un niveau record de 1,58 milliard. Nos échanges bilatéraux ont donc totalisé 2,54 milliards de dollars en 1986. Ces chiffres situent la France au huitième rang de nos différents partenaires commerciaux en importance, et au troisième rang de nos partenaires en Europe occidentale.

Le commerce n'est qu'un des aspects de nos relations économiques avec la France. En effet, l'ambassade canadienne à Paris et le nouveau consulat canadien à Lyon travaillent activement à promouvoir la coopération industrielle et les investissements. Ainsi, un séminaire mixte sur le thème de la technologie de pointe s'est tenu à Toronto en juin dernier, celui-ci étant organisé conjointement avec la Chambre de Commerce du Canada. De plus, un séminaire sur les investissements et les transferts de technologie dans l'industrie agro-alimentaire a eu lieu à Toronto en octobre 1986.

La France est toujours le sixième investisseur étranger au Canada, la valeur comptable des investissements directs français au Canada s'élevant, à la fin de 1985, à 1,43 milliard de dollars, soit près de 2 % de la valeur comptable de tous les investissements étrangers directs au Canada. L'investissement direct canadien en France, bien que modeste en comparaison, s'est quand même accru ces dernières années, et l'ouverture du marché français aux investisseurs étrangers devrait accentuer cette tendance.

Afin de favoriser la diversification et la croissance des rapports économiques et commerciaux entre la France et le Canada, un plan d'action à plusieurs volets a été mis sur pied, en 1986. Ce dernier avait pour but premier d'informer et de sensibiliser les industriels canadiens au potentiel du marché français. Dans le même ordre d'idées, le Club de relations d'affaires Canada-France a pris un nouvel élan, en janvier 1987, lorsqu'une réunion au sommet s'est tenue à Ottawa, réunion où industriels et gens d'affaires français et canadiens ont discuté de diverses questions d'intérêt commun.

Italie

Nos échanges bilatéraux avec l'Italie ont connu un nouvel essor cette année, passant de 1,8 milliard de dollars en 1985-1986 à 2,4 milliards en 1986-1987. Les exportations canadiennes vers l'Italie, évaluées à 691 millions de dollars, ont augmenté de 31 % par rapport à l'an dernier, et nos importations d'Italie se sont accrues dans tous les secteurs pour atteindre 1,7 milliard.

L'année 1986 a également été marquée par des missions industrielles et commerciales de part et d'autre, dans le but de promouvoir la coopération économique et industrielle entre les deux pays. L'une d'elles, présidée par le ministre italien du Commerce international, M. Rino Formica, s'est rendue à Toronto, à Montréal et à Vancouver en octobre 1986.

La période qui fait l'objet de ce rapport a aussi été ponctuée de nombreuses visites de sommités. Dans la foulée de la visite du Gouverneur général en Italie en mars 1986, le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, accompagné du ministre des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a effectué à son tour une visite officielle au Canada. De plus, les ministres italiens de l'Éducation, des Transports et des Postes et Télécommunications ont séjourné à Vancouver afin de participer à des événements prévus dans le cadre d'Expo 86. Trois commissions parlementaires italiennes, sur les transports, la santé et la justice se sont rendues au Canada au cours de l'année.

Pour ce qui est du Canada, le premier ministre Brian Mulroney a effectué, le 26 janvier 1987, une visite privée à Rome, où il s'est entretenu avec le Président de la République et le premier ministre Craxi. L'honorable James F. Kelleher a aussi séjourné à Rome du 12 au 15 mars afin d'étudier la question de la sécurité aéroportuaire. D'autres visites de sommités en Italie, notamment celles du Juge en chef du Canada, du Chef de l'état-major de la défense et du Directeur général des élections, ont contribué à l'intensification des échanges entre les deux pays.

Le Saint-Siège

Notre mission accréditée au Vatican maintient des liens étroits avec les autorités de l'Église au sujet de toutes les grandes questions politiques et humanitaires internationales, les principales étant les droits de la personne, le développement international et la liberté de religion. Un aspect bilatéral important vient désormais s'ajouter à la dimension multilatérale. En effet, un certain nombre de ministres et de parlementaires canadiens visitent annuellement le Saint-Siège. Le 26 janvier 1987, le premier ministre Mulroney s'est rendu au Vatican pour discuter en

privé avec le pape Jean-Paul II de questions relatives à la tournée africaine qu'il allait entreprendre. Les relations bilatérales avec le Saint-Siège sont étroites et maintenues au niveau supérieur.

Pays du Benelux

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas comptent parmi nos principaux partenaires commerciaux en Europe. Le commerce bilatéral avec ces pays a connu une hausse considérable en 1986, se chiffrant à 3,1 milliards de dollars.

Nous entretenons d'étroites relations avec les Pays-Bas, ce dernier étant l'un de nos principaux partenaires commerciaux européens et notre cinquième source en importance de touristes étrangers. Les Pays-Bas viennent également au troisième rang des investisseurs européens au Canada, en conséquence Investissement Canada y a mené cette année une importante campagne de promotion. Nos échanges avec les Pays-Bas ont connu une légère hausse cette année. Nos exportations vers les Pays-Bas se sont chiffrées à 966 millions, alors que nos importations provenant de ce pays totalisaient 695 millions de dollars.

L'inauguration des vols de KLM à destination de Vancouver en avril, la signature d'un accord visant la double imposition en mai, et la tenue de discussions culturelles entre fonctionnaires canadiens et néerlandais à Ottawa, en octobre, ont ajouté à une coopération active entre les deux pays. L'honorable Joe Clark a par ailleurs rencontré son homologue néerlandais, M. van den Broek, à l'occasion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Une délégation parlementaire dirigée par le président du Sénat, l'honorable Guy Charbonneau, s'est rendue en visite officielle en Belgique en mai 1986. Un accord sur l'espace aérien a été signé avec la Belgique et un accord sur la sécurité sociale a par ailleurs été signé avec le Luxembourg.

Pays scandinaves

En 1985-1986, les pays scandinaves ont continué à occuper une place importante dans les relations Canada-Europe, les échanges bilatéraux représentant plus de 2 milliards de dollars. Le Programme d'expansion commerciale et industrielle a continué de promouvoir les ventes de biens et de services de pointe et de télécommunications. Le pavillon de la Norvège à Expo 86 mettait l'accent sur les techniques de pêche hauturière et sur la mariculture.

Le ministre de la Santé et du Bien-être, l'honorable Jake Epp, a signé un accord de sécurité sociale avec la Finlande, et les négociations avec l'Islande à ce sujet se sont poursuivies. De plus, les discussions sont en train avec les représentants du Danemark, de la Finlande et de la Norvège, en vue de la conclusion de conventions sur les doubles impositions.

Dans les secteurs de la science et de la technologie, les gouvernements du Canada et de la Norvège ont signé, en décembre 1986, un échange de lettres, aux termes duquel une délégation norvégienne visitera le Canada à l'automne de 1987. Par ailleurs, des discussions avec le Groenland et le Danemark concernant les pêches se sont tenues pour la première fois.

L'année a été ponctuée de nombreux événements culturels, notamment des programmes universitaires d'études canadiennes et scandinaves, ainsi que des tournées d'artistes, d'acteurs, d'écrivains et d'athlètes canadiens.

Il y a eu plusieurs visites bilatérales de sommités en 1986-1987. Dans le cadre de l'exercice militaire Brave Lion auquel participaient 5 000 militaires canadiens, l'honorable Perrin Beatty, ministre canadien de la Défense, s'est rendu en Norvège à l'automne 1986. Les ministres norvégiens Kristensen et Borgen ont visité Expo 86, et le ministre danois chargé du Groenland, M. Tom Hoyem, a rencontré, en novembre à Ottawa, les ministres des Sciences et de la Technologie et des Affaires indiennes et du Nord. Plusieurs comités parlementaires de Norvège et de Suède ont séjourné à Ottawa en septembre 1986. Enfin, les ministres Gradin et Leijon de Suède ont visité leurs homologues canadiens, soit le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre responsable du Statut de la femme.

Espagne et Portugal

Le commerce bilatéral du Canada avec l'Espagne et le Portugal a continué de progresser en 1986, pour atteindre un total de 801 millions de dollars. Une délégation de parlementaires présidée par le député Jack Ellis a séjourné à Madrid en septembre 1986. Quant à lui, le ministre de la Santé et du Bien-être a signé un accord sur la sécurité sociale à Madrid, en novembre. Par ailleurs, un projet de convention aérienne entre le Portugal et le Canada a été paraphé en novembre.

Turquie

Les exportations canadiennes vers la Turquie, en majorité composées de matériel téléphonique et de télécommunications, se sont élevées à 200 millions de dollars en 1986. Les importations en provenance de ce pays ont par ailleurs connu une hausse de 50 millions, dont 20 millions dans les secteurs vulnérables du textile et du vêtement. En conséquence, des négociations ont été entreprises en vue de conclure un accord de limitation en vertu de l'Arrangement multifibres. Le ministre turc des Transports et des

Communications a visité Ottawa en juin, après avoir participé à un colloque ministériel sur les communications à Expo 86. D'autre part, les discussions concernant la vente possible d'un réacteur nucléaire CANDU se sont poursuivies entre Énergie atomique du Canada limitée et les autorités turques. Enfin, un plan directeur pour le transport urbain à Ankara, auquel le Canada a prêté ses compétences techniques, a été soumis au maire de cette ville en décembre 1986.

Suisse

Nos échanges bilatéraux avec la Suisse ont totalisé plus de 800 millions de dollars en 1986. La Suisse vient au septième rang des investisseurs étrangers au Canada. Les relations entre les deux pays se sont intensifiées, la société suisse Oerlikon-Bührle s'étant vu adjuger le contrat de fabrication d'un système de défense aérienne à basse altitude pour les bases canadiennes de l'OTAN en Europe. Pour souligner le rôle de la Suisse dans les questions financières et économiques internationales, le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, a visité ce pays en avril 1986, pour rencontrer son homologue à Berne ainsi que d'importants dirigeants financiers à Genève. Par ailleurs, l'honorable Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, a conduit la délégation canadienne au Symposium de Davos (du 29 janvier au 4 février 1987). M^{me} Carney a présidé un colloque sur le thème « Le nouveau Canada » à cette occasion.

Autres pays européens

La North Aegean Petroleum Corporation, dont les intérêts sont majoritairement détenus par Denison Mines, est le plus important investisseur étranger en Grèce, où il exploite des gisements pétroliers et gaziers au large des côtes. Le gouvernement grec a refusé au consortium de procéder à des forages sur sa concession à l'est de l'île de Thassos, et a déposé au Parlement, en mars 1987, un projet de loi visant à prendre la tête du consortium. Le gouvernement canadien a fait connaître ses préoccupations au gouvernement grec quant aux conséquences de cette démarche pour Denison.

Exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de dollars)

	1984	1985	1986	Changement en % 86/85
Autriche	47 652	59 037	52 391	-11,3
Belgique-Luxembourg	702 184	722 009	843 504	16,8
Danemark	98 656	84 690	111 811	32,0
Espagne	100 264	134 235	137 347	2,3
Finlande	122 257	133 760	85 740	-35,9
France	736 134	743 447	1 009 396	35,8
Gibraltar	454	385	118	-69,4
Grèce	50 486	41 701	66 155	58,6
Irlande	99 294	84 632	91 470	8,1
Islande	3 699	3 446	7 627	121,3
Italie	600 690	542 050	709 469	30,9
Malte	1 632	732	1 131	54,5
Norvège	337 615	383 545	320 951	-16,3
Pays-Bas	1 088 830	956 311	1 001 679	4,7
Portugal	63 508	62 389	154 389	147,8
République fédérale d'Allemagne	1 225 253	1 232 919	1 317 344	6,8
Royaume-Uni	2 535 240	2 482 230	2 718 252	9,5
Suède	178 177	199 198	247 480	24,2
Suisse	243 601	324 008	356 624	10,1
Turquie	177 375	221 426	202 980	-8,3
TOTAL	8 413 009	8 412 150	9 436 053	12,2

Importations canadiennes depuis l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de dollars)

	1984	1985	1986	Changement en % 86/85
Autriche	155 610	182 181	212 962	16,9
Belgique-Luxembourg	446 740	530 130	618 229	16,6
Danemark	200 782	228 918	233 493	2,0
Espagne	316 433	366 482	441 423	20,4
Finlande	148 167	200 124	253 960	26,9
France	1 220 311	1 372	1 585 291	15,5
Gibraltar	454	385	118	69,4
Grèce	40 482	47 880	70 250	46,7
Irlande	186 857	217 879	244 818	12,4
Islande	2 974	3 498	11 883	239,7
Italie	1 116 182	1 331 098	1 671 356	25,6
Malte	2 430	5 814	3 390	-41,7
Norvège	133 914	187 912	167 561	-10,8
Pays-Bas	545 322	622 854	694 138	11,4
Portugal	60 860	87 274	78 294	-10,3
République fédérale d'Allemagne	2 174 844	2 715 609	3 453 228	27,2
Royaume-Uni	2 305 149	3 280 844	3 721 154	13,4
Suède	581 631	682 834	788 209	15,4
Suisse	378 681	488 955	591 283	20,9
Turquie	26 795	35 888	56 753	58,1
TOTAL	10 044 525	12 588 791	14 897 891	18,3

Union soviétique et Europe de l'Est

Au cours de l'année financière en question, l'apaisement des tensions Est-Ouest, l'intensification du dialogue avec les pays de l'Europe de l'Est et le maintien de contacts réguliers, tant au niveau des fonctionnaires que des ministres, ont continué d'être des objectifs majeurs de la politique extérieure du Canada. Un certain nombre d'initiatives ont été prises dans le but de renforcer les relations avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, particulièrement dans le secteur du commerce.

L'événement marquant des relations Canada-URSS en 1986 a été la visite effectuée au Canada en octobre par le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et son homologue soviétique ont étudié la possibilité d'élargir les domaines de discussion et de coopération entre les deux pays. Ils ont également inscrit de nouveaux sujets à l'ordre du jour des relations bilatérales, notamment la coopération dans la lutte contre le terrorisme international.

Les visites de sommités ont également joué un rôle déterminant dans le maintien du dialogue et l'accroissement de la coopération avec les pays de l'Europe de l'Est. Le premier ministre de la Tchécoslovaquie, M. Lubomir Strougal, a visité le Canada en septembre 1986, s'arrêtant à Vancouver, à Toronto et à Ottawa où il a rencontré le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Plusieurs pays de l'Europe de l'Est ont profité des visites de hauts fonctionnaires à Expo 86 à Vancouver pour tenir des consultations commerciales. Ont notamment séjourné au Canada : M. Milan Pavic, vice-président du Conseil exécutif fédéral et président de la délégation yougoslave; le ministre du Commerce, M. Peter Veress, et le secrétaire d'État aux Transports, de Hongrie; le ministre du Commerce extérieur, M. Bohumil Urban et le ministre du Transport, M. Vladimir Blazek, de Tchécoslovaquie. En avril 1986, M. Robert Layton, ministre d'État canadien (Forêts et Mines), s'est rendu en Roumanie. Des délégations de parlementaires canadiens ont visité la Yougoslavie et la Pologne. M. Miroslav Cybulko, ministre polonais de la Santé, est venu au Canada pour discuter d'un programme fructueux de coopération dans le domaine de la santé. Le Canada et la République fédérale d'Allemagne ont signé un protocole d'entente ouvrant la voie à l'échange d'ambassadeurs.

En 1986, les exportations canadiennes vers l'Union soviétique et l'Europe de l'Est ont chuté par rapport à 1985, passant de 1,895 milliard à 1,591 milliard de dollars. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des exportations vers l'URSS, qui sont passées de 1,608 milliard de dollars en 1985 pour atteindre 1,216 milliard en 1986, en raison de l'affaiblissement marqué des cours céréaliers. Les ventes de blé représentent toujours la majeure partie des exportations vers l'URSS, mais les exportations non cérésières vers l'Europe de l'Est se sont élevées à 483 millions en 1986, comparativement à 264 millions en 1985. Les exportations de produits entièrement manufacturés ont plus que doublé. En 1986, l'excédent commercial du Canada avec cette région s'est chiffré à 1,256 milliard de dollars.

Au cours de la visite de M. Chevardnadze, un nouvel accord quinquennal sur les céréales a été conclu avec l'URSS, l'accord commercial bilatéral et l'accord économique à long terme déjà en vigueur ont été prorogés de cinq et dix ans respectivement, et les instruments de ratification d'un accord bilatéral sur la double imposition ont été échangés. Par ailleurs, M. Charles Mayer, ministre d'État (Commission canadienne du blé) a présidé une mission commerciale en URSS en mars 1987.

En 1986, la Roumanie est devenue le deuxième marché d'exportation du Canada dans cette région (après l'URSS) et notre principal acheteur de produits finis en Europe de l'Est. Des consultations commerciales bilatérales avec ce pays ont eu lieu à Ottawa en avril 1986. Le Canada a également reçu la visite du président du Conseil bulgare de l'Association des industries de l'électronique. À l'automne 1986, le Canada a renouvelé son accord commercial avec la République fédérale d'Allemagne, et la RDA est maintenant le troisième client du Canada dans cette région. Enfin, un accord à long terme a été signé avec la Tchécoslovaquie concernant l'intensification de la coopération commerciale, économique et industrielle.

Les activités de promotion et d'expansion des exportations vers l'Europe de l'Est se sont poursuivies à une cadence élevée. Le Ministère a accordé son appui à un certain nombre de missions commerciales et a participé à des foires commerciales dans tous les pays de la région.

En octobre 1986, le Canada a rétabli le programme d'échanges officiels universitaires, scientifiques et culturels qui avait été mis sur pied en vertu de l'Accord général sur les échanges, conclu avec l'Union soviétique en 1971. Le programme a été interrompu pendant sept ans à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan. Sa reprise souligne la volonté du Canada de favoriser des relations mutuellement profitables. De plus, un grand nombre d'échanges sportifs, culturels et universitaires ont résulté d'initiatives privées. En février 1987, le Canada et l'Union soviétique ont renouvelé le Protocole de 1984 sur la coopération scientifique et technique dans l'Arctique et le Nord. Le Canada a également négocié un protocole d'entente avec la Hongrie dans les domaines de la culture, des relations universitaires et du sport. Un accord semblable fait actuellement l'objet de discussions avec la Yougoslavie.

Pendant l'année financière en question, les missions diplomatiques du Canada en Europe de l'Est ont poursuivi la mise en œuvre d'un programme de relations publiques actif dans leur région respective. Les producteurs de films canadiens ont manifesté un intérêt accru pour des coproductions avec des pays d'Europe de l'Est et, en mars 1987, le Canada et la Tchécoslovaquie ont signé un accord de coproduction de films et de vidéos. Un accord semblable a aussi été négocié avec la Hongrie.

La réunion des familles est une source continue de préoccupations pour le gouvernement canadien. Le Ministère a profité de chaque occasion, tant lors de consultations bilatérales que lors de visites officielles, comme celle de M. Chevardnadze, pour soulever la question de la réunion des familles et des droits de la personne en général. En février 1987, les délégations

canadienne et soviétique se sont rencontrées pour poursuivre les discussions sur diverses questions consulaires et sur les contacts humains. Au cours du même mois, l'ambassade du Canada à Moscou a été avisée que plus de la moitié de ses demandes en suspens pour la réunion des familles avaient été approuvées. En 1986, 8 120 personnes en provenance de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique ont émigré au Canada.

L'amélioration des relations entre le Canada et les pays de l'Europe de l'Est a favorisé la tenue d'un certain nombre de manifestations culturelles d'importance. Ainsi, une exposition de gravures sur bois organisée par le Glenbow Museum a été présentée en Tchécoslovaquie et en Pologne au cours de l'été 1986. L'Union soviétique a pris part à Rendez-Vous 87, un festival sportif et culturel qui a eu lieu à Québec. Dans la même ville, le musée du Québec a réussi, avec l'aide du Ministère, à présenter en novembre 1986 une exposition soviétique prestigieuse de toiles impressionnistes et post-impressionnistes, et celle-ci a été couronnée de succès.

Sur le plan multilatéral, le Canada a joué cette année un rôle actif dans le cadre de différentes réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) :

- Le Canada a pris une part active à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité, et sur le désarmement en Europe, qui s'est terminée le 19 septembre. Les participants à la Conférence se sont mis d'accord sur un document qui représente une réussite importante pour la CSCE et un grand pas en avant vers le contrôle des armements.
- Le Canada a également joué un rôle important à l'occasion de la réunion des experts de la CSCE sur les contacts humains, qui s'est tenue à Berne du 15 avril au 26 mai dernier. La délégation canadienne a réclamé l'élimination d'obstacles aux déplacements, à la réunion des familles de même qu'à toute autre forme de contacts humains. Les participants à la réunion n'ont pu se mettre d'accord sur un document final.
- La troisième réunion complémentaire de la CSCE, qui a débuté à Vienne le 5 novembre dernier, a été consacrée à l'examen des résultats des différentes activités de la CSCE depuis sa dernière réunion, et des propositions en faveur d'une coopération accrue dans tous les domaines d'activité de la CSCE. Dans son discours d'ouverture, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'un climat de confiance — basé sur le respect des engagements pris à la CSCE, particulièrement en ce qui concerne les droits de la personne — était essentiel à l'amélioration des relations Est-Ouest. Pendant la conférence, le Canada a vigoureusement critiqué les pays qui ne respectent pas leurs engagements. Il a en outre présenté des propositions sur les droits des minorités, la réunion des familles, la liberté et la coopération scientifique, et a appuyé diverses propositions portant notamment sur les droits de la personne, l'information, la culture, la protection de l'environnement et la coopération économique. Le Canada a également participé activement aux discussions sur la sécurité conventionnelle en Europe.

Asie et Pacifique

Les perspectives qu'offre au Canada la région Asie-Pacifique sont aussi diversifiées que cette région. L'expansion des relations, qu'il s'agisse de commerce, d'investissement, de technologie, d'immigration ou de culture, a capté l'intérêt et l'énergie des Canadiens d'un bout à l'autre du pays, tout en soulignant l'importance de maintenir la stabilité stratégique, politique et économique de cette région.

Principaux intérêts

La région Asie-Pacifique ouvre de nouveaux horizons économiques pour le Canada. En 1986, nos échanges commerciaux avec les pays de cette région ont totalisé plus de 25 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers ces pays dépassent désormais le total de nos ventes à l'Europe de l'Ouest et de l'Est, et les importations en provenance de cette région connaissent une croissance encore plus rapide. Pour aider les exportateurs canadiens à tirer parti des possibilités qui s'offrent à eux, le gouvernement a mis en œuvre, dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce, une initiative visant à accroître les activités et les ressources consacrées à la promotion du commerce dans la région Asie-Pacifique. Il s'agissait notamment de consolider les bureaux commerciaux existants et d'en ouvrir de nouveaux à Osaka, Shanghai, Bombay et Auckland; d'accroître les fonds affectés aux études de marché et de faisabilité ainsi qu'aux foires et missions commerciales; enfin, de soutenir les programmes de valorisation et d'acquisition technologique mis en œuvre au Japon afin d'attirer l'attention des fabricants canadiens sur les techniques de production et les procédés de fabrication japonais. De plus, la région Asie-Pacifique est devenue une source de capitaux d'investissement pour le Canada et de nouvelles technologies qui contribuent à rehausser la compétitivité du Canada dans le monde.

L'éventail des contacts et intérêts humains du Canada dans la région Asie-Pacifique s'élargit également. L'Asie reste l'un des principaux bénéficiaires de notre aide au développement, tant au niveau gouvernemental que privé. En outre, de plus en plus d'immigrants et d'étudiants étrangers proviennent de cette région. Nos liens humains et culturels avec l'Asie s'en trouvent ainsi renforcés, et la culture et la société canadiennes subissent une influence assez semblable à celle exercée autrefois par la civilisation européenne.

L'épanouissement de nos liens économiques et humains avec la région Asie-Pacifique fait ressortir à la fois l'importance que celle-ci a à nos yeux et les répercussions que peuvent avoir les tensions qui s'y manifestent sur les intérêts politiques et de sécurité du Canada. Les événements en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, à Sri Lanka, au Vietnam, au Cambodge, aux Philippines et dans la péninsule coréenne continuent de soulever des inquiétudes. La région Asie-Pacifique présente un intérêt stratégique croissant pour les Soviétiques, et pourrait devenir le théâtre de conflits régionaux ou opposant les superpuissances. Les pays de cette région, membres du Commonwealth, seront appelés à jouer un rôle clé lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

qui se tiendra à Vancouver en octobre 1987. De plus en plus de menaces terroristes pour les Canadiens, aussi bien au pays qu'à l'étranger, émanent de cette région, et particulièrement de l'Asie du Sud et sont le sombre rappel des répercussions que les événements dans cette partie du monde pourraient avoir sur le Canada, tant sur le plan économique qu'humain.

Dans tous ces domaines — économie et commerce, aide au développement et contacts humains, politique et sécurité — les intérêts et les activités du Canada s'entrelacent et se complètent. La région Asie-Pacifique occupe une place importante dans notre présent et elle est appelée à jouer un rôle capital dans notre avenir.

Chine

Au cours de l'année visée par ce rapport, l'importance grandissante de nos relations avec la Chine a été soulignée par la visite du Gouverneur général en Chine, en mars 1987, par une visite du premier ministre Mulroney, accompagné du ministre du Commerce extérieur et du ministre chargé de la Commission canadienne du blé, ainsi que par une visite du Premier ministre de l'Ontario. À l'occasion de ces visites, les deux pays ont paraphé un accord sur la double imposition, le Canada a annoncé qu'il doublait l'aide au développement accordée à la Chine, et des accords ont été conclus concernant la facilité de financement concessionnel, la coopération en matière de sciences et de technologie et la mise en quarantaine des végétaux. Du côté chinois, le premier ministre Yao Yilin a séjourné au Canada, de même que les ministres de l'Agriculture, des Affaires civiles et de l'Industrie des matériaux de construction. Par ailleurs, des hauts fonctionnaires des deux pays ont tenu, en janvier 1986, une première série de consultations politiques annuelles.

Afin d'appuyer l'expansion de nos relations commerciales avec la Chine, un consulat général a été établi à Shanghai. La Chine est demeurée pour le Canada le deuxième marché le plus important en Asie. Nos exportations à destination de ce pays ont totalisé 1,1 milliard de dollars en 1986, traduisant une baisse des ventes de papier journal et d'aluminium. Toutefois, les ventes accrues de machineries industrielle, d'aéronefs et d'autres produits finis ont compensé en produisant environ 30 % du total des ventes. En ce qui a trait aux marchandises, le blé est resté notre principal produit d'exportation, même si les recettes ont diminué en raison de la baisse des cours mondiaux. La Chine a réussi à accroître ses exportations au Canada de près de 29 % en 1986, grâce à une amélioration de ses ventes de produits alimentaires, de produits finis divers et de coton brut.

Le Canada a soutenu la Chine dans ses efforts pour élargir ses relations économiques, tant au niveau régional que multilatéral, et a grandement contribué à la participation de ce pays à la 5^e Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique, tenue à Vancouver.

La promotion active des intérêts commerciaux et économiques du Canada a abouti à la création d'un consortium canadien, choisi par la Chine pour effectuer l'étude préliminaire sur le projet hydroélectrique Three Gorges. Par ailleurs, la nouvelle facilité de finance-

ment à taux préférentiels a permis aux entreprises canadiennes de soutenir la concurrence sur le très compétitif marché chinois. Le Canada est actif dans les importants secteurs chinois de l'énergie, des télécommunications, de l'aéronautique, des transports et des industries extractives. En ce qui a trait à la science et à la technologie de pointe, le Canada a participé à une foire commerciale des télécommunications à Beijing, et les deux pays ont procédé à de nombreux échanges de chercheurs et de techniciens.

Hong Kong

L'année 1986-1987 a été une autre période très agitée pour Hong Kong. Le Comité de rédaction de la loi fondamentale a poursuivi ses travaux et devrait présenter le premier jet d'une mini-constitution en 1988. Les membres du groupe de liaison sino-britannique se sont mis d'accord sur divers sujets d'importance, tels que la participation de Hong Kong au GATT en tant que partie contractante et l'aval donné au droit de résidence dans le nouveau passeport de ressortissant britannique outre-mer.

Hong Kong a par ailleurs connu une légère reprise économique. Les échanges commerciaux entre le Canada et Hong Kong ont augmenté à nouveau, passant de 1,21 milliard de dollars en 1985 à 1,35 milliard en 1986. Les exportations canadiennes ont légèrement diminué, se chiffrant à 315 millions de dollars. Par contre, les importations en provenance de Hong Kong ont atteint 1,04 milliard, accroissant par le fait même le déficit commercial du Canada envers Hong Kong, qui se chiffrait en 1986 à 725 millions de dollars.

République de Corée

Le Canada attache autant d'intérêt à la République de Corée dans le but de maintenir la stabilité dans cette région que dans l'espoir d'intensifier et de protéger les liens bilatéraux, commerciaux et autres. La visite du premier ministre Mulroney à Séoul, en mai 1986, est venue souligner l'importance de la relation entre les deux pays. De son côté, le président Chun Doo Huan a effectué une longue escale de nature technique à Vancouver, en route pour l'Europe où il effectuait une visite officielle. Le ministre coréen des Sciences et de la Technologie est venu au Canada en juin 1986, alors que le ministre du Commerce et de l'Industrie a effectué de son côté deux visites au Canada, en juillet 1986 et en mars 1987. Quant au premier ministre Peterson de l'Ontario, il s'est rendu en Corée en octobre.

Poursuivant ses préparatifs en vue de la passation des pouvoirs présidentiels et de la tenue des Jeux olympiques d'été de 1988, la Corée a connu une agitation intérieure de plus en plus intense. Au cours de sa visite, le premier ministre Mulroney s'est entretenu avec le président Chun et le premier ministre Lho de la sécurité dans la péninsule coréenne, de même que des développements politiques et des questions relatives aux droits de la personne.

Durant une partie de l'année financière en question, la relation bilatérale a été marquée par de vifs désaccords, particulièrement au niveau du commerce. Le déséquilibre commercial en faveur de la Corée ayant doublé en un an, le problème a été porté à diverses reprises à l'attention du

gouvernement coréen et des dirigeants des milieux d'affaires de ce pays. Les échanges bilatéraux globaux ont augmenté, atteignant 2,708 milliards de dollars en 1986, par rapport à 2,382 milliards en 1985. Bien que cet accroissement se soit surtout manifesté au niveau de nos exportations vers la Corée, notre déficit commercial envers ce pays est resté important. Le Ministère suit la situation de près afin d'assurer aux produits canadiens un meilleur accès au marché coréen. Le charbon demeure notre principal produit d'exportation à la République de Corée, d'où nous importons surtout des voitures, des textiles, des vêtements, des chaussures, des produits du fer et de l'acier ainsi que des produits électroniques de consommation courante. Le Canada et la Corée ont signé un accord de coopération douanière en juillet 1986.

Les contacts entre les deux pays se sont intensifiés, grâce à l'accroissement du tourisme et des voyages effectués de part et d'autre par des familles, des parlementaires et des gens d'affaires. De plus, il y a actuellement au Canada près de 50 000 résidents d'origine coréenne, et ce chiffre augmente constamment. Enfin, les deux pays procèdent désormais à un plus grand nombre d'échanges dans les domaines universitaire et culturel. Grâce à l'intensification des contacts, les Canadiens s'intéressent davantage aux événements politiques et à la situation des droits de la personne en Corée, ce qui a amené notre ambassade à Séoul à entreprendre un plus grand nombre de démarches à cet égard auprès des autorités coréennes.

Cambodge, Laos et Vietnam

L'occupation militaire du Cambodge par le Vietnam, depuis 1979, a beaucoup influencé les relations du Canada avec les trois pays d'Indochine. Le Canada s'oppose en effet à la présence de quelque 150 000 soldats vietnamiens au Cambodge et de 40 000 militaires au Laos. Le Canada appuie toujours la position de l'ANASE à l'égard du Cambodge et encourage la recherche d'une solution pacifique à ce problème. Nombre de réfugiés de la région sont venus s'établir au Canada, et nous avons accueilli plus de 24 000 Vietnamiens dans le cadre du programme de réunion des familles. En 1986, le Canada a admis 5 873 réfugiés et membres de catégories désignées en provenance du Cambodge, du Laos et du Vietnam. Notre commerce avec le Vietnam s'est accru en 1986, surtout en raison d'une augmentation de nos importations de vêtements pour hommes (désormais contingentées) et de crevettes en provenance de ce pays. Les échanges commerciaux directs totalisent actuellement 9,5 millions de dollars, auxquels viennent s'ajouter 13,5 millions en produits acheminés par des pays tiers. Le Canada ne fournit aucune aide bilatérale au développement à ces trois pays d'Indochine.

Japon

La relation bilatérale avec le Japon est la preuve même des activités du Canada dans la région Asie-Pacifique. Fondée sur d'importants intérêts commerciaux (le Japon est notre deuxième grand partenaire commercial), cette relation s'est beaucoup diversifiée ces dernières années avec l'émergence du Japon en tant que puissance mondiale dans les domaines industriel, technologique et, plus

récemment, financier. Cette diversification ouvre de nouveaux horizons au Canada.

La gestion à long terme de cette relation de plus en plus complexe est devenue une priorité du Ministère au cours de la dernière année. Compte tenu du rôle grandissant que joue le Japon sur la scène internationale, et tout particulièrement dans le bassin du Pacifique, le Cabinet a adopté à l'égard de ce pays une stratégie visant à maximiser les avantages de la relation pour le Canada.

La visite bilatérale du premier ministre Mulroney au Japon en mai, à l'issue du Sommet économique de Tokyo, a mis en valeur l'importance des liens entre les deux pays. Poursuivant la relation d'amitié qu'ils avaient établie à l'occasion de la visite du Premier ministre japonais au Canada cinq mois plus tôt, MM. Mulroney et Nakasone ont progressé en ce qui concerne plusieurs questions d'intérêt pour les deux pays. M. Nakasone a convenu, notamment, de réexaminer la question du code du bâtiment, qui fait depuis longtemps obstacle aux exportations de bois d'œuvre canadien au Japon. La visite de M. Mulroney a donné lieu à la signature d'un accord sur les sciences et la technologie et d'un accord sur les doubles impositions, ainsi qu'à la mise en train d'un programme «vacance-travail» visant les étudiants des deux pays.

Le commerce est demeuré l'élément le plus important de la relation bilatérale. En 1986, le Canada a connu un déficit considérable dans ses échanges avec le Japon, de quelque 1,7 milliard de dollars. Bien que ce déficit soit minime comparativement à ceux enregistrés par les États-Unis ou la Communauté économique européenne à l'égard de ce pays, il a quand même soulevé des inquiétudes. Nos exportations vers le Japon ont augmenté de 2,8 %, bien que notre principal produit d'exportation — le charbon — ait connu une baisse en raison de la réorganisation de l'industrie de l'acier au Japon. Toutefois, le Canada a quand même réussi à conserver sa part du marché. Nos importations du Japon se sont considérablement accrues, entre autres dans les secteurs de l'automobile et des télécommunications. Les échanges bilatéraux ont totalisé 13,5 milliards de dollars, soit une hausse de quelque 15 % par rapport à 1985.

Au cours de l'année financière en question, le Canada s'est efforcé de fortifier ses relations commerciales et économiques avec le Japon. Un consulat général à vocation commerciale est maintenant ouvert à Osaka. Deux nouveaux secteurs, soit l'espace et la fabrication de pointe, sont venus s'ajouter à la liste des priorités mutuelles établies aux termes de l'Accord de coopération industrielle, et huit nouveaux programmes de coopération ont été approuvés en vertu de l'Accord sur les sciences et la technologie. La Stratégie nationale du commerce, initiative visant à promouvoir le commerce dans la région du Pacifique, a permis de financer la mise en œuvre de quatre missions commerciales du secteur privé au Japon. Le Programme d'apports technologiques a par ailleurs aidé un certain nombre d'entreprises canadiennes à se procurer la technologie japonaise. Outre M. Mulroney, trois ministres du Cabinet fédéral, ainsi que trois premiers ministres et douze ministres provinciaux, se sont rendus au Japon au cours de l'année.

Le Japon ayant été reconnu comme priorité du Canada en matière d'investissement, des ressources importantes

ont été consacrées en 1986 aux activités propres à attirer les investisseurs japonais au Canada. En 1986, le Japon est devenu le plus important pays créancier et le premier exportateur mondial de capitaux. Même si le Canada bénéficie déjà d'importants placements de portefeuille (indirects) japonais, se chiffrant à 36 milliards de dollars, le gouvernement fédéral et le secteur privé ont mis sur pied une initiative visant à accroître les investissements directs du Japon au Canada, actuellement de l'ordre de 2 milliards. Une importante mission composée d'investisseurs et dirigée par le président de la prestigieuse Fédération japonaise d'organismes économiques (Keidanren), est venue au Canada en octobre. Celle-ci a publié un rapport extrêmement positif sur le climat d'investissement et constate que le Canada offre désormais une « nouvelle image » qui devrait attirer les investisseurs étrangers. Des résultats concrets apparaissent déjà.

Le recours à des groupes de consultation (coordonnés par le Ministère) pour progresser à l'égard de divers aspects de la relation constitue un élément important de notre stratégie pour le Japon. Une vingtaine de ces groupes sont déjà en place, et plus de la moitié d'entre eux se sont réunis au cours de la dernière année. Parmi les principaux, citons notamment le Comité économique mixte, les Consultations sur les télécommunications et la politique financière, le Comité mixte des sciences et de la technologie et le Comité mixte de coopération industrielle.

Australie et Nouvelle-Zélande

Les relations étroites que le Canada entretient depuis longtemps avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été marquées en 1986-1987 par une série de visites ministérielles et par la poursuite d'étroites consultations, tant bilatérales que multilatérales.

En août 1986, le ministre australien des Affaires étrangères, M. William Hayden, a visité Expo 86 à Vancouver, ce qui lui a permis de s'entretenir avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La rencontre a porté avant tout sur les moyens de renforcer les efforts visant la réalisation d'objectifs communs dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement. Par ailleurs, le commerce mondial des produits agricoles a constitué le principal sujet de discussion lors des visites effectuées en Australie et en Nouvelle-Zélande par l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, et l'honorable Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, en janvier et mars 1987 respectivement. M^{me} Carney a également rencontré les premiers ministres australien et néo-zélandais, MM. Lange et Hawke. Enfin, le vice-premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a prononcé l'allocution principale lors de la cinquième conférence « Ouverture sur le Pacifique », qui s'est tenue à Vancouver en mars 1987.

La visite effectuée en août 1986 par les présidents de la Chambre des communes et du Sénat, MM. John Bosley et Guy Charbonneau, qui présidaient une délégation de parlementaires canadiens, est venue resserrer davantage les liens entre les parlements des trois pays. En octobre, trois bâtiments de la Marine canadienne ont pris part aux fêtes du 75^e anniversaire de la Marine australienne. D'autre part, la Commission parlementaire néo-zélandaise

des Affaires étrangères et de la Défense a entrepris une étude des relations entre le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Les relations commerciales et économiques ont été fort actives en 1986-1987. Une délégation officielle s'est rendue à Canberra à la fin de 1986 pour discuter de questions relatives à l'harmonisation des tarifs douaniers et à l'Accord de commerce entre le Canada et l'Australie. Plus tôt dans l'année, un éventail de questions bilatérales et multilatérales d'ordre commercial avaient été étudiées dans le cadre de la deuxième réunion du Comité consultatif Canada-Nouvelle-Zélande, à Ottawa.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent d'être des marchés importants pour les exportations canadiennes, le total des échanges commerciaux se chiffrant à près de 1,5 milliard de dollars. En 1986, nos exportations à destination de l'Australie ont totalisé 624 millions, dont 212 millions pour les produits entièrement manufacturés. Quant à nos exportations vers la Nouvelle-Zélande, elles se sont élevées à 149 millions de dollars, composées en grande partie de produits entièrement et semi-manufacturés.

Pacifique Sud

L'intérêt du Canada à l'égard du Pacifique Sud n'a cessé de grandir, et les activités dans cette région de se multiplier en raison d'une présence canadienne plus active dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Les activités du Forum du Pacifique Sud, organisme consultatif regroupant les chefs de gouvernement des 13 pays indépendants et autonomes de la région, ont été la source de divers faits saillants en 1986-1987, dont l'entrée en vigueur de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud et le débat aux Nations Unies sur la question de la Nouvelle-Calédonie.

L'aide au développement allouée par le Canada aux pays du Pacifique Sud a dépassé les 5,3 millions de dollars en 1986-1987. Le Canada a accordé notamment des subventions bilatérales directes pour des projets d'investissement de moindre importance, une aide humanitaire au lendemain d'un cyclone tropical qui a ravagé plusieurs pays de la région, et un appui aux activités de développement des ressources humaines menées dans la région par le Centre de recherches pour le développement international et le Centre international de mise en valeur des océans.

Asie du Sud

Au cours de la dernière année financière, le sous-continent indien a continué d'occuper une place de plus en plus importante dans la politique extérieure du Canada. En raison de la forte croissance démographique que connaissent les pays de l'Asie du Sud et des liens étroits qu'ils entretiennent avec le Canada, l'immigration en provenance de cette région a augmenté rapidement. En outre, l'Asie du Sud bénéficie toujours du plus important programme canadien d'aide au développement.

En février 1987, M. Clark s'est rendu en Asie du Sud pour la seconde fois en l'espace de 14 mois, effectuant à cette occasion la première visite d'un ministre canadien des Affaires extérieures au Bangla Desh. Pendant son séjour à New Delhi, M. Clark a signé un nouveau traité d'extradition entre le Canada et l'Inde et a également présidé la 7^e Foire d'ingénierie de l'Inde, à laquelle le

Canada participait en tant que partenaire. L'ouverture d'un bureau commercial canadien à Bombay, en 1986, est venue encore une fois souligner l'importance accrue que le Canada attache au commerce avec cette région.

La violence en Asie du Sud préoccupe toujours le Canada. Les conflits dans l'État indien du Panjâb et l'hostilité persistante entre Tamils et Cinghalais à Sri Lanka ont continué de menacer la stabilité politique et ont eu d'importantes répercussions sur les intérêts du Canada dans cette région.

Bien que la poursuite des négociations en vue de mettre un terme à l'occupation soviétique de l'Afghanistan ait fait naître un certain optimisme, la présence des troupes soviétiques dans ce pays a grandement contribué aux tensions régionales et internationales. Le Canada a fourni quelque 19 millions de dollars en aide alimentaire et en secours humanitaires aux réfugiés afghans au Pakistan, évalués actuellement à trois millions.

La rencontre à Bangalore des dirigeants de sept pays d'Asie du Sud (Bangla Desh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) dans le cadre du deuxième Sommet de l'Association de coopération régionale de l'Asie du Sud (SAARC) a été l'un des événements positifs au cours de l'année financière en question. Outre l'étude des possibilités de coopération, le Sommet aura permis de maintenir le dialogue dans une région où les conflits bilatéraux restent nombreux. Les pays participants ont également convenu d'établir à Katmandou, au Népal, un secrétariat permanent de la SAARC. À l'issue du Sommet, le premier ministre Mulroney a écrit à M. Rajiv Gandhi, Premier ministre de l'Inde et nouveau président de l'Association, pour lui faire part de l'appui du Canada en ce qui concerne les objectifs poursuivis par la SAARC.

Asie du Sud-Est

Au cours de l'année qui fait l'objet de ce rapport, les relations entre le Canada et les pays de l'Asie du Sud-Est, et particulièrement les pays membres de l'ANASE, ont continué d'évoluer. Par sa croissance économique et son importance stratégique, cette région devient de plus en plus importante dans la politique extérieure du Canada.

L'année financière en question a été ponctuée d'un certain nombre de visites officielles de part et d'autre, dont la plus importante aura été la visite effectuée en juillet à Expo 86, à Vancouver, par le Prince héritier Vajiralongkorn de Thaïlande. De plus, les ministres thaïlandais des Sciences, de la Technologie, de l'Énergie et de l'Industrie ont présidé des missions au Canada plus tard dans l'année. Du côté canadien, le Gouverneur général, la très honorable Jeanne Sauvé, a visité la Thaïlande en mars 1987, en compagnie du ministre des Relations extérieures.

Un certain nombre de ministres indonésiens ont visité Expo 86, témoignant ainsi de l'importance que leur pays attache à sa participation et à son pavillon. En outre, le ministre indonésien des Affaires  trang res, M. Mochtar Kusumaatmadja, s'est rendu à Ottawa en février 1987 pour prendre part à des discussions bilatérales. M. Clark a effectué une visite officielle aux Philippines en juillet 1986, à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE.

Le commerce bilatéral entre le Canada et les pays de l'ANASE s'est accru en 1986, les échanges avec Singapour se chiffrant à 357 millions de dollars, à 355 millions pour l'Indonésie, 259 millions pour la Thaïlande, 253 millions pour la Malaysia et à 159 millions pour les Philippines. Les pays de l'ANASE ont tous enregistré des excédents commerciaux par rapport au Canada en 1986, à l'exception de l'Indonésie dont la balance est rest e déficitaire.

En 1986, le Conseil du commerce de Singapour a ouvert un bureau à Toronto, tandis que l'Ontario et le Québec ouvraient chacun un bureau à Singapour. Au cours du mois d'octobre, le ministre des Affaires étrangères de la Malaysia, M. Dato Rais Yatim, a pris part, à Ottawa, à une importante conférence bilatérale consacrée au commerce, au développement et aux relations économiques entre les deux pays. Par ailleurs, le Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie a été mis sur pied pour promouvoir l'investissement et le commerce ainsi que les liens entre gens d'affaires des deux pays. Le Canada continue d'accorder une importante aide au développement aux pays de l'Asie du Sud-Est et de leur apporter sa coopération pour endiguer le trafic des stupéfiants dans la région.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Les relations du Canada avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (dont le Brunei, l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) ont poursuivi leur évolution positive en 1986-1987. Les pays de l'ANASE, qui travaillent à l'instauration de la paix, de la stabilité et à l'expansion en Asie du Sud-Est, peuvent compter sur le ferme appui politique du Canada et également sur son importante coopération en matière de développement.

En juin 1986, lors de la Conférence post-ministérielle tenue à Manille dans le cadre de la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, M. Clark a de nouveau confirmé l'adhésion du Canada à la position de l'ANASE visant le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et s'est engagé à maintenir le soutien humanitaire aux éléments non communistes faisant partie du gouvernement de coalition du Cambodge démocratique. Il a annoncé par ailleurs la création d'un fonds pour faciliter la tenue de séminaires sur le marketing et les échanges de missions commerciales. Parmi les autres nouvelles initiatives prises par le Canada, citons notamment de plus grands efforts de coopération en vue de l'exploitation des ressources humaines.

  l'occasion de la réunion du Comité mixte de coopération, ( tabli en vertu de l'Accord de coopération économique de 1982), tenue en novembre 1986, le Canada a concrétisé ces engagements en proposant la mise sur pied d'un programme de bourses de 600 000 \$ et la création d'un fonds de 750 000 \$ pour l'exploitation des ressources humaines. Par ailleurs, le Conseil des gens d'affaires Canada-ANASE a été crée dans le but de promouvoir l'investissement et les échanges bilatéraux.

La participation des représentants de l'ANASE à une rencontre sur la coopération économique dans le Pacifique, qui a eu lieu à Vancouver en novembre 1986, a encore une fois démontré les liens étroits entre le Canada

et l'ANASE. Par ailleurs, la Fondation Asie-Pacifique du Canada a parrainé la tenue à Bangkok, en décembre 1986, d'un dialogue Canada-Thaïlande sur le commerce et l'investissement.

Affaires publiques

En Australie, les activités du programme d'affaires publiques ont surtout porté sur la participation du Canada à la course de la Coupe America. À l'Exposition internationale de la Coupe America, à Perth, la présentation du Canada a remporté le prix d'excellence artistique. Lors du festival culturel, tenu également à Perth, le Canada a été bien représenté par diverses troupes des arts d'interprétation. En Inde, profitant de la visite de M. Clark et de notre importante participation à la Foire d'ingénierie, une Semaine du Canada a été organisée à New Delhi et à Bombay. Parmi les participants, on comptait notamment l'orchestre de la GRC, la guitariste Liona Boyd et les danseurs de la compagnie Anna Wyman. Des expositions de produits canadiens, des projections de films et un festival de l'alimentation ont également pris place. En Chine, le programme d'affaires publiques a continué de prendre de l'expansion, grâce à l'intensification des échanges culturels avec ce pays. Une délégation, présidée par le sous-ministre chinois de la Culture, M. Song Muwen, a visité le Canada en septembre dans le but de se familiariser avec les institutions culturelles canadiennes et de rencontrer des responsables fédéraux et provinciaux du domaine culturel. En novembre, M. Huang Xin-Bai, premier commissaire à l'Instruction publique, a visité le Canada, où il s'est entretenu avec des représentants du Ministère au sujet des divers aspects des échanges entre les deux pays dans le domaine de l'éducation. Le programme d'affaires publiques au Japon a pris de l'ampleur au cours de l'année financière en question, le Cabinet ayant donné son accord à l'expansion du programme de relations culturelles internationales du Ministère dans les premiers pays sur la liste de priorités. En septembre, le Ministère a accueilli une délégation culturelle du Japon venue discuter du renouvellement et de l'intensification

du programme d'échanges culturels pour 1987-1988. Ces consultations ont marqué le 10^e anniversaire de la signature de l'Accord de coopération culturelle entre le Canada et le Japon.

Immigration

En 1986, la région Asie-Pacifique a été la principale source d'immigration au Canada, dans l'ensemble des trois grandes catégories, soit l'immigration des familles, l'immigration humanitaire et celle des gens d'affaires. Nos missions à Hong Kong, Bangkok, Manille, New Delhi et Islamabad ont reçu des représentants du Comité permanent sur le travail, l'emploi et l'immigration. Après avoir étudié le traitement des demandes présentées dans le cadre de la réunion des familles, les représentants ont émis des recommandations en vue de faciliter et d'accélérer ce processus. Nombre de ces recommandations ont déjà été mises en œuvre, tandis que d'autres sont encore à l'étude.

Le Canada a continué de faire sa part pour la réinstallation des personnes déplacées d'Indochine. Dans ce but, il a assoupli ses critères de sélection, tout en appuyant le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans ses efforts pour trouver d'autres solutions durables à l'intention de la majeure partie des nouveaux arrivants. En outre, l'accent a été mis pour venir en aide aux Iraniens et aux Afghans recensés par le HCR dans l'ensemble de cette région.

L'immigration de gens d'affaires a également reçu une attention particulière. Le Canada a admis quelque 800 entrepreneurs de Hong Kong, accompagnés de leurs familles, ce qui équivaut à un apport financier de près de 700 millions de dollars et la création ou le maintien de plus de 4 000 emplois.

De nombreux touristes de la région ont visité Expo 86. Les étudiants originaires d'Asie ont continué par ailleurs de former la majeure partie des étudiants étrangers au Canada. Enfin, cette région a produit un nombre croissant de travailleurs temporaires, engagés pour la plupart comme gens de maison.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LA RÉGION DU PACIFIQUE
(en millions de dollars canadiens)

	Expor- tations 1985	Impor- tations 1985	Excédent (Déficit)	Expor- tations 1986	Impor- tations 1986	Excédent (Déficit)
<i>Région du Pacifique</i>						
Australie	624,6	385,6	239,0	621,9	504,7	117,2
Chine	1 259,3	403,5	855,8	1 097,5	566,5	531,0
Corée du Sud	775,6	1 607,0	(831,4)	956,5	1 749,6	(793,1)
Fidji	2,2	6,6	(4,4)	5,9	4,8	1,1
Hong Kong	322,8	886,8	(564,0)	313,5	1 041,6	(728,2)
Indonésie	257,6	81,8	175,8	240,0	113,1	126,9
Japon	5 745,3	6 113,4	(368,1)	5 906,8	7 625,0	(1 718,2)
Malaysia	204,4	146,1	58,3	103,6	149,6	(46,0)
Nouvelle-Zélande	186,7	160,4	26,3	149,1	175,1	(26,0)
Papouasie- Nouvelle-Guinée	1,8	51,1	(49,3)	11,8	5,4	11,2
Philippines	45,8	109,1	(63,3)	49,4	108,9	(59,5)
Singapour	106,4	210,5	(104,1)	146,3	211,0	(64,7)
Taiwan	429,6	1 286,1	(856,5)	597,4	1 743,8	(1 146,3)
Thaïlande	127,0	108,7	18,3	105,3	150,0	(44,7)
Autres pays	8,5	15,7	(7,2)	14,0	27,4	(13,4)
Total partiel	10 097,4	11 572,2	(1 474,8)	10 319,0	14 171,5	(3 852,2)
<i>Autres pays d'Asie</i>						
Bangla Desh	105,8	16,4	90,4	101,2	18,5	82,8
Birmanie	5,3	0,8	4,5	0,3	1,6	(1,2)
Inde	488,7	168,2	320,5	346,6	165,5	181,1
Pakistan	94,1	30,0	64,1	64,8	146,9	(82,1)
Sri Lanka	22,4	33,0	(10,6)	28,9	35,8	(6,9)
Autres pays	1,3	50,7	0,6	1,3	0,9	0,4
Total partiel	718,6	249,1	469,5	543,2	369,1	174,1
Total	10 816,0	11 821,3	(1 005,3)	10 862,1	14 540,6	(3 678,5)

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique est demeurée une préoccupation essentielle de la politique extérieure du Canada tout au long de l'année, l'épineux et presque insoluble problème de l'*apartheid* en Afrique du Sud et la persistance de conditions économiques difficiles dans l'ensemble du continent en étant la cause principale. Ces dernières inquiétudes ont même provoqué la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, du 27 au 31 mai. Le Canada y a fait œuvre de pionnier en annonçant un moratoire sur le remboursement de la dette au développement à l'intention des pays sub-sahariens, moratoire dont plusieurs se prévalent déjà. Le ministre des Relations extérieures a en outre annoncé diverses autres mesures confirmant elles aussi l'engagement plus soutenu du Canada en faveur du développement en Afrique.

La volonté du Canada de jouer le rôle d'un partenaire politique et économique de l'Afrique a été confirmée par la visite historique du Premier ministre au Zimbabwe et au Sénégal en janvier et en février 1987. Nombre de nouveaux

programmes d'ordre bilatéral ou multilatéral ont alors été annoncés, notamment l'intention du Canada de participer de façon importante au grand programme tripartite (Sénégal, Mali, Mauritanie) de mise en valeur du fleuve Sénégal suivant l'achèvement du barrage. Le Premier ministre a assuré aux six chefs d'État ou de gouvernement africains rencontrés à l'occasion de cette visite l'appui du Canada dans la lutte contre l'*apartheid* et a échangé avec eux en prévision des Sommets de la Francophonie et du Commonwealth, qui se tiendront au Canada en septembre et en octobre 1987 respectivement.

Sur le plan multilatéral, le Canada a également voulu prouver son engagement à l'égard du continent africain en formulant une demande, actuellement à l'étude, pour que son ambassadeur à Addis Abeba soit reconnu en tant qu'observateur auprès de l'Organisation de l'unité africaine. En octobre 1986, le président en exercice de cette organisation et président de la République du Congo, le colonel Denis Sassou-Nguesso, a visité le Canada et a pris part à d'utiles échanges de vues sur la situation économique et politique de l'Afrique.

Une session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique, tenue à New York en mai 1986, a provoqué la mise en œuvre de mesures de suivi dont la coordination a été assurée par la Commission économique pour l'Afrique, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine. L'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Stephen Lewis, nommé en septembre conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique, a appuyé activement cette mise en œuvre, multipliant les visites et les contacts auprès des pays africains et des États donateurs.

Afrique francophone et Maghreb

M. Paul Biya, président du Cameroun, a effectué une des plus importantes visites au Canada par un chef d'État africain, en novembre 1986. Cette visite a permis de passer en revue les relations économiques et de coopération croissantes entre les deux pays et d'analyser quelques grandes questions internationales actuelles, dont la lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud.

Par ailleurs, le Canada et en particulier Vancouver ont été visités par plusieurs autorités du Maghreb et d'Afrique francophone dans le cadre d'Expo 86. Il convient de souligner à cet égard les visites des ministres du Commerce du Sénégal, M. Touré, en mai, et de Côte d'Ivoire M. Kouandi, en juillet, et celle du ministre des Postes et Télécommunications d'Algérie, M. Benzaza, en juin.

Plusieurs autres ministres africains ont également séjourné à Ottawa ou ailleurs au Canada, notamment les ministres de la Justice du Cameroun, M. Benjamin Itoé en avril, et du Sénégal, M. Madani Sy, en juin; le ministre des Affaires étrangères du Bénin M. Affo, également en juin; M. Mentouri, vice-ministre du Tourisme d'Algérie en janvier 1987; le ministre marocain du Commerce, M. Masmoudi, en août 1986; le ministre algérien de l'Éducation, M. Bererhi en juin; le secrétaire d'État tunisien à la Coopération, M. Ben Arfa en octobre 1986; les ministres sénégalais de l'Équipement et du Développement rural, MM. Sagna et Sagna, en septembre et en mai respectivement; le ministre camerounais, M. Mbella Mbappe, également en mai; enfin, le ministre gabonais des Eaux et Forêts, M. Mountsinga, en décembre. Du côté canadien, outre la visite du premier ministre Mulroney en janvier et en février 1987, notons deux importantes visites de ministres québécois dans cette région, soit celle du ministre des Relations internationales Gil Rémillard en Tunisie, au Sénégal et en Côte d'Ivoire en mai 1986, et celle de la ministre des Affaires culturelles et vice-premier ministre, M^{me} Lise Bacon, en Algérie, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en février 1987. Le sénateur Martial Asselin s'est rendu quant à lui au Togo en janvier 1987.

M^{me} Monique Landry, ministre des Relations extérieures, a effectué son premier voyage en Afrique en octobre 1986, afin de représenter le Canada aux obsèques du président Samora Machel du Mozambique, décédé tragiquement. M^{me} Landry a profité de cette occasion pour visiter également plusieurs autres pays de la région.

Quelques réunions de commissions bilatérales tenues au cours de cette période ont également permis un renforcement des liens bilatéraux et des échanges au sommet avec le Zaïre, le Maroc et le Burkina Faso. Enfin, des parlemen-

taires canadiens se sont rendus au Sénégal, en Algérie et en Tunisie.

Afrique anglophone

Le fait saillant canadien de l'année en Afrique anglophone, comme en Afrique francophone (*Voir ci-dessus*), aura été la visite officielle du premier ministre Mulroney dans divers pays de la région, au début de 1987. La visite de M. Mulroney au Zimbabwe, la première d'un premier ministre canadien, a donné un nouvel élan aux relations du Canada avec ce pays, ainsi qu'avec l'ensemble de l'Afrique australe. Outre ses rencontres bilatérales avec les dirigeants du Zimbabwe, M. Mulroney a eu des entretiens quadrilatéraux à Victoria Falls avec son hôte, le premier ministre Mugabe, ainsi qu'avec les présidents Koanda de Zambie et Masire du Botswana. Ces entretiens ont donné lieu à la signature d'un programme d'interconnexion des réseaux électriques des trois pays, d'une valeur de 50 millions de dollars, et à un examen de la situation politique en Afrique australe. Les quatre dirigeants ont discuté, notamment, du conflit racial en Afrique du Sud et de la menace économique et politique qu'il fait peser sur les pays de première ligne. Au cours de cette même visite, le Premier ministre a eu une rencontre privée avec le président Koanda en Zambie.

En février 1987, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a tenu ses dixièmes consultations annuelles à Gaborone, au Botswana. La délégation canadienne présente à cette importante réunion était présidée par l'honorable Gerry Weiner, ministre d'État à l'Immigration. Celui-ci a loué l'approche pragmatique adoptée par la SADCC dans ses efforts pour aider les pays de première ligne à atteindre l'autosuffisance économique.

Plusieurs parlementaires canadiens, dont les membres du Comité permanent des Affaires extérieures et du Commerce international, se sont rendus en Éthiopie et en Tanzanie pour y rencontrer leurs homologues. Lors des cérémonies marquant l'anniversaire de l'indépendance en Sierra Leone, le Canada était représenté par le député Howard Crosby, C.R., et au Ghana par M. Roger Clinch, secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures.

Le premier ministre de l'Ouganda, M. Samson B.M. Kisseka, a effectué une visite impromptue d'une journée à Ottawa, en mars 1987. Au cours de ses entretiens avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres hauts fonctionnaires canadiens, M. Kisseka a exposé les projets et les besoins de développement de son pays et sollicité l'appui du Canada dans ses efforts de reconstruction et de relance.

Des ministres du Botswana, de la Tanzanie et du Mozambique ont également visité le Canada pendant l'année. M. Peter Mmusi, vice-président et ministre des Finances du Botswana, s'est rendu à Ottawa en novembre en qualité de président du Conseil des ministres de la SADCC. Le ministre des Affaires étrangères du Libéria, M. J. Bernard Blamo, a effectué une visite d'affaires au Canada en octobre 1986. Au cours du même mois, le ministre tanzanien des Communications et des Travaux publics, M. Mustafa Nyangyani, a été reçu à Ottawa afin de

discuter de questions bilatérales et régionales. Enfin, M. Teodato Hunguana, ministre de l'Information et de la Culture du Mozambique, a effectué à la fin de l'année une visite de deux jours à Ottawa, au cours de laquelle il a exposé les problèmes économiques, sociaux et politiques grandissants auxquels fait face son pays.

Au nombre des faits saillants de l'année, signalons la première réunion de la Commission mixte Canada-Nigéria, en juin 1986, à laquelle participait le ministre nigérian de la Planification nationale, M. Kalu Kalu, à la tête de la délégation de son pays. Les ministres nigériens des Communications et des Transports ont eux aussi visité Ottawa au cours de 1986. L'Afrique anglophone était représentée par le Kenya à Expo 86, donnant ainsi l'occasion au ministre kenyan des Transports et des Communications de visiter Vancouver.

Des représentants de l'Autorité internationale chargée de la lutte à la sécheresse et du développement sont venus à Ottawa, en mars 1987, pour solliciter l'appui du Canada dans la mise en œuvre de programmes régionaux de cet organisme dans la Corne de l'Afrique.

Le Canada a de nouveau été appelé à fournir une aide alimentaire et d'autres secours humanitaires à des pays d'Afrique touchés par la sécheresse (Éthiopie) ou la guerre civile (Mozambique). La nomination de M. David MacDonald, ancien coordonnateur des secours à l'Afrique, au poste d'ambassadeur du Canada en Éthiopie est venue de nouveau confirmer notre engagement à l'égard de l'Afrique.

Commerce

Les difficultés économiques et financières qui ont continué de marquer l'évolution de plusieurs pays d'Afrique l'an dernier, ont causé une légère diminution du commerce entre le Canada et l'Afrique. Les échanges de biens entre notre pays et l'Afrique (à l'exception de l'Égypte et de la Libye) se sont chiffrés en 1986 à 1,94 milliard de dollars, dont 920 millions représentaient des exportations de produits canadiens. Le Canada a également fourni à l'Afrique des services d'experts-conseils dont la valeur est estimée à quelque 250 millions de dollars. En 1986, les principaux clients du Canada furent : l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Kenya.

Le Ministère a poursuivi en 1986-1987 ses efforts de promotion commerciale en organisant une trentaine de foires à l'intention des agents économiques canadiens et africains. Des représentants du Ministère ont participé aux foires d'Alger, de Dakar, de Libreville et à l'Exposition africaine des télécommunications à Nairobi. Le Ministère a organisé huit missions commerciales, dont six en Afrique, dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, des mines, de l'industrie, de l'équipement pétrolier et de l'informatique. Le Ministère a aussi organisé une « Semaine de l'aviation » en Algérie, et a participé à deux autres séminaires d'incitation à l'exportation à l'intention des agents économiques marocains et tunisiens.

La visite du premier ministre Mulroney, au Zimbabwe et au Sénégal à la fin de janvier 1987, a mis l'accent sur la promotion des activités économiques et commerciales avec ces pays. D'autre part, neuf délégations ministérielles africaines en provenance du Nigéria, de l'Algérie, de l'Éthiopie, du Maroc et de Madagascar ont séjourné au

Canada à des fins commerciales, et des réunions entre des commissions bilatérales et le Nigéria, le Maroc et le Zaïre ont eu lieu en 1986-1987.

Afrique du Sud

Le Canada a maintenu ses pressions en vue d'un règlement pacifique de la crise en Afrique australe. Le Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth, qui était pleinement appuyé par le Canada et dont faisait partie l'archevêque Edward Scott, a présenté en juin son rapport sur cette situation. Les efforts du Groupe pour favoriser l'engagement d'un dialogue, en exigeant la suspension de la violence par toutes les parties, ont été rejetés par le gouvernement de Pretoria. Dans son rapport détaillé et sagace, le Groupe a conclu qu'aucun progrès n'avait été fait en vue du démantèlement de l'*apartheid* selon les critères établis dans l'Accord de Nassau en octobre 1985, et que le gouvernement sud-africain n'avait pas réellement l'intention d'engager un dialogue sérieux avec les vrais leaders de la communauté noire concernant l'avenir du pays. Les chefs de gouvernement de sept pays du Commonwealth, dont le premier ministre Mulroney, réunis à Londres en août 1986, ont avalisé les conclusions fondamentales du rapport. Six des sept pays présents, dont le Canada, ont convenu d'adopter les mesures énumérées ci-dessous et d'en recommander l'adoption aux autres pays membres du Commonwealth ainsi qu'à l'ensemble de la communauté internationale :

- interdiction de maintenir des liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud, de faire de nouveaux investissements ou de réinvestir les bénéfices réalisés dans ce pays, et d'importer des produits agricoles en provenance d'Afrique du Sud; interdiction pour les gouvernements d'acheter en Afrique du Sud et de passer des contrats avec les compagnies sud-africaines détenant la part majoritaire; interdiction de promouvoir le tourisme en Afrique du Sud; interdiction d'accorder tout nouveau prêt bancaire à l'Afrique du Sud; interdiction d'importer l'uranium, le charbon, le fer et l'acier en provenance d'Afrique du Sud;
- résiliation des accords relatifs aux doubles impositions conclues avec l'Afrique du Sud et cessation par les gouvernements de l'aide publique à l'investissement en Afrique du Sud et au commerce avec ce pays;
- suppression de tous les services consulaires en Afrique du Sud, sauf à l'intention de nos propres ressortissants et des ressortissants de pays tiers auxquels nous assurons ces services.

Depuis la rencontre, le Canada a mis en œuvre l'ensemble de ces mesures. Certaines, comme la résiliation des accords sur les doubles impositions et la cessation de l'aide publique à l'investissement, étaient déjà en vigueur. Les interdictions visant les approvisionnements publics ont été mises en œuvre par l'émission des directives du Conseil du Trésor et celles visant les importations, par des modifications à la Liste de marchandises d'importation contrôlée. Enfin, d'autres mesures, notamment les interdictions touchant les prêts bancaires, les nouveaux investissements et la promotion du tourisme, ont pu être appliquées, de façon volontaire grâce à la coopération des industries concernées.

En septembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a remis au Secrétaire général des Nations Unies le premier volume du Registre canadien des mesures anti-apartheid, établi en 1985 et faisant état des mesures prises volontairement par des particuliers, des organismes privés et d'autres paliers de gouvernement pour marquer leur opposition à l'*apartheid*.

Un programme d'aide à l'éducation pour les Noirs d'Afrique du Sud de l'ordre de 7 millions de dollars, a été approuvé en mai 1986. La majeure partie de cette somme sera consacrée à des bourses d'études au 1^{er} cycle et à des activités éducatives de faible envergure en Afrique du Sud. En outre, l'aide humanitaire accordée aux familles des détenus politiques, a été portée à 1,5 million avec l'aide d'organismes privés.

Le Canada a par ailleurs accru ses contributions aux États voisins de l'Afrique du Sud pour les aider à réduire leur dépendance économique à l'égard de ce pays. Ainsi, le soutien financier accordé à la Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe a été porté à 150 millions de dollars par année pour une période de 5 ans, et l'aide bilatérale aux pays membres de la Conférence a été établie à 400 millions pour la même période.

Le Canada a exprimé à diverses reprises son inquiétude au sujet des tentatives de l'Afrique du Sud pour déséquilibrer ses voisins, et il a condamné énergiquement les attaques de celle-ci contre le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie en mai. Il s'est aussi vigoureusement élevé contre le rétablissement de l'état d'urgence en Afrique du Sud en juin, et a déploré publiquement l'accroissement des violations des droits de la personne qui en ont résulté.

Les efforts se sont poursuivis afin de promouvoir le dialogue avec l'Afrique du Sud ainsi qu'entre les divers intervenants dans ce pays. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré des leaders sud-africains des milieux politiques, religieux et autres, et le Canada a procédé à de nombreuses consultations avec d'autres pays. En outre, comme il a déjà été mentionné dans le présent chapitre, le premier ministre Mulroney s'est rendu en janvier en Afrique australe, où il s'est entretenu avec les dirigeants du Zimbabwe, de la Zambie et du Botswana.

En juin, M. Clark a déposé à la Chambre des communes le premier rapport annuel sur l'observation et l'administration du Code d'éthique touchant les pratiques d'emploi des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud, qui lui avait été remis par l'administrateur du Code, M. Albert Hart.

Le Canada a continué de s'intéresser et de participer aux activités relatives à la question de l'indépendance de la Namibie, tant aux Nations Unies qu'au sein du Groupe de contact. En particulier, il a pressé les membres des Nations Unies et d'autres organisations internationales à appliquer sans tarder et intégralement la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui offre un cadre pour l'indépendance de la Namibie.

Moyen-Orient

En avril 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué une visite qui a été couronnée de succès en Jordanie, en Arabie Saoudite, en Égypte et en Israël. Au cours de son séjour, M. Clark a souligné l'engagement du

Canada à rétablir la paix par la justice, faisant tout particulièrement valoir l'impartialité de notre approche face aux problèmes du Moyen-Orient et les contributions pratiques que nous pouvons apporter en vue de leur règlement. Il a surtout insisté sur la nécessité d'admettre le droit d'Israël à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, en vertu de la résolution 242 du Conseil de sécurité, de même que le droit du peuple palestinien à une patrie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En ce qui a trait au rôle du Canada dans cette région, M. Clark a vivement souligné les contributions pratiques que nous pouvons faire aux efforts des leaders qui ne craignent pas de prendre des risques pour rétablir la paix, comme le premier ministre Peres d'Israël, le président Moubarak d'Égypte et le Roi Hussein de Jordanie. Pour manifester son appui de façon concrète, le Canada a mis en train un programme bilatéral d'aide à la Jordanie peu après le retour de M. Clark. Ce programme, que M. Clark a qualifié d'initiative prioritaire pour soutenir notre politique de promotion de la paix au moyen de mesures concrètes, est le premier à avoir été établi à l'intention d'un pays du Moyen-Orient depuis l'instauration de notre aide bilatérale à l'Égypte en 1976. Par ailleurs, la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale a mis en place récemment un important programme d'aide à la Jordanie, visant l'étude sismologique pour la mise en valeur des hydrocarbures.

Par l'aide accordée à l'Égypte et à la Jordanie, sa participation aux opérations de maintien de la paix, son appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies et ses apports au titre de petits projets de développement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le Canada contribue de façon directe et concrète à la stabilité politique et économique de cette région.

Aux Nations Unies, par ailleurs, l'idée d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient a pris de l'ampleur. Toutefois, à la fin de l'année financière en question, d'importants obstacles restaient encore à surmonter, en particulier les divergences de vues sur les modalités d'une telle conférence et les doutes quant à son utilité pour favoriser un règlement. Nos représentants aux Nations Unies ont indiqué clairement que le Canada est en faveur d'une conférence internationale qui encouragerait la tenue de négociations directes entre les parties.

Le voyage de M. Clark au Moyen-Orient a surtout permis de donner un nouvel élan à nos relations commerciales grandissantes avec les pays de cette région. Le Moyen-Orient a continué d'être un important marché pour le Canada, nos exportations ayant totalisé 2 milliards de dollars en 1986. Le programme de foires et missions du Ministère a permis aux entreprises canadiennes participantes de trouver de nouveaux débouchés, et quelque 90 % d'entre elles ont réalisé des ventes à la suite de ce programme.

L'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis, Oman, le Qatar et Bahreïn constituent d'importants marchés pour les exportateurs canadiens. Même si leurs revenus ont diminué à la suite de la baisse des prix du pétrole, ces pays n'en sont pas moins de principaux importateurs, et devraient le rester. Plusieurs occasions sont offertes aux fournisseurs canadiens qui désirent en

profiter, surtout dans les secteurs des services d'exploitation et d'entretien, de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture, de même que dans le secteur des pièces d'automobiles.

La participation de l'Arabie Saoudite à Expo 86, dont le pavillon a connu un grand succès, et la visite du ministre saoudien des Postes, Téléphones et Télégraphes, M. Kayyal, sont venues souligner le resserrement de nos liens bilatéraux avec ce pays comme avec nos autres partenaires du Moyen-Orient.

Sur le plan de l'investissement, les pays du Moyen-Orient ont manifesté un intérêt accru pour le Canada, effectuant d'importants mouvements de capitaux et des investissements directs. La conférence sur les débouchés au Canada, qui a attiré plus d'une centaine d'entrepreneurs du Moyen-Orient, a stimulé encore davantage cet intérêt, et cette tendance devrait se poursuivre.

Le Canada présente aussi un plus grand attrait pour les gens d'affaires du Moyen-Orient au niveau de l'immigration. En 1986, plus de 200 emplois ont été créés par 77 entrepreneurs de cette région, qui ont apporté 34,195 millions de dollars au Canada. Au cours des neuf premiers mois de 1986, 266 entrepreneurs du Moyen-Orient ont été admis au pays, ce qui équivaut à un accroissement de 57 % par rapport à la même période en 1985. La contribution du Moyen-Orient au total de l'immigration d'entrepreneurs est passée de 10 % en 1985 à 14 % en 1986.

Même si l'ambassade d'Abu Dhabi a dû fermer ses portes en raison des restrictions financières, notre ambassade au Koweït continue d'assurer ces services et a donc augmenté ses effectifs commerciaux. Des visites régulières de nos délégués commerciaux et un programme dynamique de foires et missions nous permettront de conserver notre place sur le marché du Moyen-Orient.

M. Yitzak Shamir est devenu premier ministre d'Israël en octobre 1986, conformément à l'accord de 1984 sur le gouvernement d'unité nationale. Son prédécesseur, M. Shimon Peres, avait effectué une visite très fructueuse au Canada en septembre de la même année. En outre, le ministre de l'Éducation et de la Culture, M. Yitzak Navon, et le président de la Commission des relations extérieures de la Knesset, M. Abba Eban, ont aussi séjourné au Canada au cours de l'année.

Le conflit intérieur s'est aggravé au Liban en 1986, aboutissant à la « guerre des camps » qui a vu les réfugiés palestiniens assiégés par les miliciens d'Amal dans leurs camps de Beyrouth-Ouest et du Sud-Liban. Cette situation a amené le Canada à accroître les secours qu'il offre par l'entremise d'organisations internationales et non gouvernementales pour venir en aide aux populations civiles les plus durement touchées. Des démarches ont été faites auprès des personnes les mieux placées pour obtenir la levée du siège et permettre aux secours d'atteindre les camps.

En signe de protestation contre l'implication de responsables syriens dans la tentative de sabotage d'un avion civil à l'aéroport de Heathrow (telle que prouvée par les autorités du Royaume-Uni), le Canada a rappelé son ambassadeur à Damas. Celui-ci est reparti pour la Syrie au début de 1987, porteur d'un message sévère concernant le terrorisme.

Le Canada a continué d'appuyer vigoureusement les efforts internationaux en vue d'encourager un règlement pacifique, par le biais de négociations, du conflit entre l'Iran et l'Iraq. À cette fin, le gouvernement canadien a maintenu son embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, exprimé son inquiétude à l'égard de l'emploi d'armes chimiques, et exhorté à diverses reprises les deux parties à entrevoir des mesures de conciliation et à respecter le droit international humanitaire.

Amérique latine et Antilles

Les relations entre le Canada et les pays de cette région ont porté sur des sujets très variés. La démocratie a progressé de façon soutenue dans cette région et celle-ci a connu une unité et une cohésion plus grandes. En dépit de cette tendance positive, toutefois, nombre de pays ont continué d'être affligés par divers problèmes économiques et sociaux, dont une dette énorme, le chômage, la chute du prix des produits de base et l'inflation. L'expansion de l'industrie des stupéfiants a par ailleurs posé un défi réel à certains gouvernements, comme les activités de divers groupes terroristes et de guérilleros. La tension politique et le conflit armé en Amérique centrale ont de nouveau semé l'inquiétude.

Le fardeau de la dette extérieure a continué de menacer la stabilité économique et politique de plusieurs pays de cette région, et cette question a été largement débattue lors de réunions bilatérales et au sein d'instances internationales. À ce titre, il convient de souligner la conférence ministérielle extraordinaire tenue à Mexico en janvier 1987, sous l'égide de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles, qui a centré son attention sur le lien important entre la dette et le développement économique.

Malgré de graves difficultés économiques, plusieurs pays ont montré des signes de reprise au cours de l'année financière en question, certains ayant même vu leurs importations s'accroître. En 1986, les exportations du Canada en Amérique centrale se sont chiffrées à 3,01 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à 1985. Les importations sont par ailleurs passées de 4,57 milliards à 3,98 milliards, cette baisse étant principalement attribuable à la chute des prix du pétrole. Les relations commerciales avec la région devraient continuer de prendre de l'expansion.

Le Canada a continué de contribuer au développement économique et social de la région par le biais de programmes administrés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), et en prenant part aux activités d'organisations régionales multilatérales telles que la Communauté et le marché commun des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS) et l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA). Le Canada a en outre fourni une aide par le biais d'institutions régionales de prêts comme la Banque interaméricaine de développement et la Banque de développement des Caraïbes. Nombre d'organismes non gouvernementaux ont également pris part à des programmes de développement communautaires.

Le gouvernement et la population canadienne ont continué de suivre de près la situation au chapitre des droits de la personne en Amérique centrale. Divers groupes confessionnels et d'autres organismes non gouvernementaux ont été invités à faire connaître leurs vues à ce sujet. Enfin, l'aide aux réfugiés est demeurée une activité importante.

Amérique du Sud

Les relations entre le Canada et les pays d'Amérique du Sud ont continué de se développer de façon satisfaisante. Les commissions conjointes, qui permettent aux ministres et hauts fonctionnaires d'étudier officiellement un éventail d'activités et de recenser de nouveaux secteurs de coopération et de collaboration, gèrent efficacement ces relations. De telles commissions sont en place à l'heure actuelle en Argentine, au Brésil et au Venezuela.

Brésil

Au Brésil, le gouvernement, sous la direction du président José Sarney, a continué de faciliter le passage d'un gouvernement militaire à un gouvernement civil, et a également fait face à des défis économiques et sociaux majeurs. Le 15 novembre 1986, la nation a tenu des élections au niveau du Congrès et des États, faisant un pas de plus vers l'établissement de la démocratie au Brésil et donnant le coup d'envoi à l'adoption d'une nouvelle constitution.

Les relations entre le Canada et le Brésil ont poursuivi leur expansion, particulièrement dans le secteur économique. Les échanges bilatéraux en 1986 se sont chiffrés à 1,47 milliard de dollars, le Brésil enregistrant un excédent de 168 millions. Le 15 mai 1986, les deux pays ont signé un accord qui prévoit un service aérien régulier entre les deux pays. Les visites officielles de part et d'autre ont été un peu moins nombreuses, en raison des préoccupations causées par les événements politiques et économiques nationaux.

Cône Sud

Le président argentin Raul Alfonsín a poursuivi ses efforts en vue de reconstruire les institutions démocratiques dans tout le pays. Le gouvernement a continué avec courage à poursuivre en justice divers membres des forces militaires argentines pour violations des droits de la personne lorsqu'ils étaient au pouvoir. Il a en outre commencé à prendre une part plus active dans les affaires régionales. Même si les possibilités d'un règlement rapide du litige qui l'oppose au Royaume-Uni relativement aux îles Malouines sont peu optimistes, l'Argentine a conclu avec le Chili en mars 1987 un accord qui a eu pour effet de trancher les divergences de vieille date entre les deux pays au sujet du statut du canal de Beagle. En août 1986, les présidents du Brésil et de l'Argentine ont signé une entente de coopération et d'intégration économiques, qui fera date et qui pourrait avoir des répercussions profondes sur cette région.

Cette année encore, les relations entre le Canada et l'Argentine ont prospéré dans une vaste gamme de domaines. En septembre 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, accompagné d'un groupe de gens d'affaires, y a effectué une visite officielle et a annoncé la

mise en œuvre d'un programme de coopération technique entre les deux pays. Cette visite a été la preuve concrète de l'intensification des rapports entre les deux pays et de l'intérêt de plus en plus marqué que portent les firmes canadiennes à la possibilité de faire des affaires en Argentine. Le secrétaire des Communications de l'Argentine a quant à lui visité le Canada en septembre 1986.

En Uruguay, le président Sanguinetti a poursuivi son processus de restauration des institutions démocratiques. D'autre part, le Canada et l'Uruguay ont continué de développer leurs liens et d'identifier des domaines de collaboration future. En mai, le ministre des Affaires étrangères, M. Iglesias, a effectué une visite non officielle au Canada, et la visite de M. Clark à Punta del Este en septembre 1986, dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales, a contribué à resserrer les contacts bilatéraux. À la réunion de Punta del Este, le Canada a annoncé la mise en train d'un programme de coopération technique avec l'Uruguay.

Au Paraguay, le président Stroessner, au pouvoir depuis 32 ans, a maintenu le contrôle qu'il exerce fermement, même si une instabilité grandissante dans ce pays commence à se manifester.

Au Chili, les rapports de violations des droits fondamentaux de la personne et le recours de plus en plus fréquent à la violence tant par les partisans du régime que par ses opposants ont eu pour effet de reléguer au deuxième rang une situation politique particulièrement tendue. La junte militaire a continué ses préparatifs en vue du référendum présidentiel de 1989 et des élections à l'Assemblée en 1990. Malgré un climat politique incertain, l'économie chilienne a montré des signes encourageants de reprise. Les relations entre le Canada et ce pays ont continué d'être influencées par les considérations liées aux droits de la personne. Le Canada a d'ailleurs fait connaître ses préoccupations à ce sujet à maintes reprises au cours de l'année financière en question. En septembre, une délégation de parlementaires canadiens s'est rendue au Chili pour y rencontrer les dirigeants du gouvernement, des membres de l'opposition démocratique et de groupes qui défendent les droits de la personne.

Groupe andin

En 1986-1987, l'économie vénézuélienne a continué d'être touchée par la faiblesse des prix du pétrole internationaux, ce qui a empêché le gouvernement du président Luisini de soustraire la population aux effets du choc économique. Néanmoins, les exportations canadiennes ont atteint 322 millions de dollars en 1986, et les importations ont chuté de 52 % pour s'établir à 516 millions, ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole mondiaux. Le Venezuela est l'un des plus importants fournisseurs de pétrole au Canada et il demeure un important interlocuteur en raison de sa participation active aux groupes de Contadora et de Cartagène et à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi que pour l'intérêt à long terme qu'il porte aux Antilles. La visite officielle effectuée en septembre par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et un groupe de gens d'affaires et d'investisseurs a eu pour effet de tonifier la relation bilatérale. Un protocole d'entente sur les relations

culturelles a d'ailleurs été signé à cette occasion. Enfin, le ministre de l'Énergie du Canada s'est rendu au Venezuela en février 1987.

En Colombie, un nouveau gouvernement civil dirigé par le président Virgilio Barco a pris le pouvoir le 7 août 1986. Même si le style de la nouvelle administration est considérablement différent, il n'y a eu aucune réorientation majeure de la politique jusqu'à maintenant. L'économie colombienne a continué à bien se comporter comme l'a d'ailleurs montré la hausse des exportations canadiennes (178 millions de dollars en 1986). En juin 1986, le Canada a conclu un protocole d'entente sur la coopération dans le secteur agricole et, en juillet, un autre accord sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique. L'ACDI a continué de concentrer ses programmes d'aide en Colombie et la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale a continué d'y être active dans le secteur pétrolier. En décembre 1986, le ministre de l'Intérieur de la Colombie, M. Cepeda, a visité le Canada.

En Équateur, le gouvernement du président Febres Cordero a continué de se heurter à un Congrès dirigé par l'opposition et aux conséquences économiques de la baisse internationale des prix du pétrole. En 1986, les exportations canadiennes dans ce pays se sont accrues de 65 % pour atteindre 79 millions de dollars, et les importations ont augmenté de 29 % pour se chiffrer à 92 millions. Le vice-président Penaherrera s'est rendu au Canada en novembre 1986. L'ambassade du Canada à Quito a dû fermer ses portes en mars 1987 en raison de restrictions budgétaires. L'Équateur a de son côté annoncé qu'il fermerait son ambassade à Ottawa le 28 février. En mars 1987, un important tremblement de terre a détruit une bonne partie de l'infrastructure pétrolière du pays. Par l'entremise de l'ACDI, le Canada a fourni des secours d'urgence de l'ordre de 150 000 \$ à la Croix-Rouge et à l'Organisation panaméricaine de la santé. La mise en œuvre d'un programme de bourses d'études de 2,5 millions, financé par l'ACDI, a également été annoncée en mars 1987.

Sous la direction du président Alan Garcia, le gouvernement du Pérou a continué de s'attaquer au problème pressant des réformes socio-économiques, tout en faisant face à un mouvement de rébellion de plus en plus important. Des cas de violation des droits de la personne par les forces de sécurité ont été rapportés. L'économie péruvienne a enregistré des excédents dans plusieurs secteurs en 1986, principalement en raison de la politique controversée du gouvernement sur le remboursement de la dette extérieure. Les arrérages de plus en plus élevés du Pérou à l'égard du Canada et le retard mis par les autorités péruviennes à s'attaquer à ce problème ont eu tous deux des effets graves sur la relation bilatérale durant la période 1986-1987. Bien qu'il n'y ait aucune visite officielle de part et d'autre, une délégation de parlementaires canadiens s'est rendue à Lima en septembre 1986.

En Bolivie, le gouvernement du président Victor Paz Estenssoro a été de nouveau aux prises avec d'énormes défis économiques et sociaux. L'inflation galopante a pu être considérablement jugulée, mais cela, à un prix élevé sur le plan social.

Organisation des États américains

Le Canada a conservé son statut officiel d'observateur au sein de l'Organisation des États américains et il a continué de participer en tant que membre à part entière aux activités d'un certain nombre d'institutions interaméricaines spécialisées, dont l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPGH), l'OPAS, l'IICA et le Comité interaméricain sur les télécommunications. La prochaine réunion du conseil de l'IICA se tiendra au Canada en août et en septembre 1987.

Mexique

Le Mexique a continué de faire face à de graves difficultés économiques pendant l'année financière en question, essentiellement en raison de la chute des prix du pétrole et parce qu'il a dû assurer le service de sa dette. Les contacts entre le Canada et le Mexique ont été renforcés dans un certain nombre de domaines, grâce, notamment, aux visites du ministre canadien de l'Agriculture, l'honorable John Wise, dans le cadre du Conseil d'administration de l'IICA, du ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, l'honorable Otto Jelinek, du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'honorable Marcel Masse, et d'autres. Le ministre mexicain de l'Énergie a visité le Canada et, en novembre 1986, le Président du Mexique a fait une brève escale à Vancouver. Enfin, des parlementaires des deux pays se sont rendus à Mexico et à Calgary. Le Mexique est demeuré un important partenaire commercial du Canada car nos exportations ont été de l'ordre de 397 millions de dollars et nos importations, de 1,79 milliard (pour la première fois, ces dernières étaient constituées d'une plus grande part de produits manufacturés que de pétrole). Il est également demeuré l'un des lieux de prédilection des touristes canadiens. Enfin, le Canada a poursuivi son programme d'aide aux efforts de reconstruction entrepris au lendemain du séisme de 1985.

Amérique centrale

La politique du Canada à l'égard de l'Amérique centrale procède de la théorie selon laquelle la disparité socio-économique est la source de la tension politique et des conflits dans cette partie du globe. Le Canada est toujours prêt à apporter son aide pour tenter de trouver des solutions à certains des problèmes qui affligent la région. La politique canadienne prend deux aspects principaux. D'abord, le Canada cherche à équilibrer l'aide publique au développement qu'il accorde aux pays d'Amérique centrale, et ce, en raison des conditions très difficiles dans lesquelles se trouve une bonne partie de leur population, conformément aux traditions humanitaires du Canada.

La deuxième grande composante de la politique canadienne réside dans le soutien du processus de paix de Contadora. Au cours de la période qui fait l'objet de ce rapport, les membres du Groupe de Contadora — le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Panama — et du Groupe de soutien du processus de Contadora — l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay — ont poursuivi leurs efforts dans le but de conclure un accord régional de paix global, viable et accepté des cinq pays d'Amérique centrale. Le Canada appuie le processus de Contadora

puisqu'il s'est toujours opposé à l'ingérence de tierces parties en Amérique centrale et qu'il est convaincu que des problèmes régionaux appellent des solutions régionales. En outre, le Canada est en faveur du règlement des différends en Amérique centrale par les négociations, et il a continué de faire valoir cette position auprès de toutes les parties concernées. Le Premier ministre l'a d'ailleurs exprimé clairement dans une allocution qu'il a prononcée devant l'Association interaméricaine de presse à Vancouver, en septembre 1986. Le Canada s'est dit prêt à apporter son aide au Groupe de Contadora là où elle serait appropriée. Fort de son expérience dans des opérations internationales de maintien de la paix, il a par ailleurs offert de conseiller les parties au sujet des dispositions de tout accord de paix éventuel, relatives à la sécurité et au contrôle. Mais cette offre a été mise de côté pour l'instant.

Plusieurs initiatives prises dans le cadre du processus de Contadora se sont révélées encourageantes, après que le délai du 6 juin 1986 eut expiré sans que les parties puissent parvenir à une entente. En janvier 1987, les ministres des Affaires étrangères du Groupe de Contadora et ceux du Groupe de soutien ont dirigé une mission conjointe en Amérique centrale, de concert avec le secrétaire général de l'ONU et celui de l'Organisation des États américains. M. Clark a alors envoyé à la mission un message dans lequel il réitérait l'appui inconditionnel du Canada à l'endroit du processus de Contadora. Une lettre analogue avait d'ailleurs été envoyée en juillet 1986 alors qu'il avait semblé que le processus s'était engagé dans une impasse. Un autre signe encourageant a été l'initiative de paix du président Oscar Arias du Costa Rica, qui a stimulé les échanges directs entre les cinq pays d'Amérique centrale et qui a été prise dans le cadre du processus de Contadora.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a discuté du processus avec les ministres des Affaires étrangères du Venezuela, de l'Argentine et de l'Uruguay à l'occasion de sa visite dans ces pays en septembre 1986.

La démocratisation de la vie politique dans cette partie du globe a contribué à améliorer considérablement la situation en ce qui concerne les droits de la personne, même si des abus ont été encore commis dans certains cas. Au Nicaragua, une nouvelle constitution a été adoptée en janvier 1987, et le Canada comptait voir restaurées les libertés civiles, suspendues en vertu des lois relatives à l'état d'urgence.

À l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a maintenu sa position au sujet de l'Amérique centrale. En novembre 1986, il a voté en faveur d'une résolution demandant aux États-Unis de se conformer à une décision rendue par la Cour internationale de Justice dans l'affaire les opposant au Nicaragua. Au cours du même mois, il a voté en faveur de résolutions appelant de nouvelles réformes relatives aux droits de la personne au Salvador et au Guatemala. Lors du débat à l'Assemblée générale sur la question de l'Amérique centrale, le Canada a demandé aux parties en cause de faire montre de volonté politique pour assurer le succès du processus de Contadora. Il a maintenu ces positions lors de la réunion de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, en février 1987.

Les échanges bilatéraux avec les pays d'Amérique centrale — à l'exclusion du Mexique — ont totalisé 372 millions de dollars en 1986 comparativement à 260 millions l'année précédente. Le Canada a en outre participé à plusieurs grandes foires commerciales dans cette partie du globe, et les résultats en ont été excellents.

Le nombre de personnes en provenance de cette région et revendiquant le statut de réfugié à la frontière canado-américaine s'est accru de façon très marquée à la fin de 1986 et au début de 1987. Pour faire face à cette situation, de nouvelles mesures ont été introduites, exigeant des requérants qu'ils retournent aux États-Unis en attendant de connaître la date de leur procès. Le nombre des réfugiés de la région admis en tant qu'immigrants s'est maintenu à un niveau élevé. Un peu plus de 3 200 d'entre eux ont été accueillis en 1986, soit le nombre le plus élevé de réfugiés acceptés pour réinstallation par un grand pays industrialisé.

Antilles

La proximité, l'histoire, les valeurs communes et un même engagement politique ont contribué à instaurer entre le Canada et les Antilles du Commonwealth une relation particulière que sont venus confirmer les gouvernements canadiens qui se sont succédé. La région des Antilles est la partie du Tiers monde qui est la plus proche du Canada et la mieux connue des Canadiens. En outre, 400 000 Antillais de première et de deuxième générations résident au Canada. Ce dernier est perçu dans cette région comme étant un pays qui offre une aide économique sans imposer de conditions politiques. Le commerce, les opérations bancaires et les investissements entre les deux parties remontent au siècle dernier. Les Antilles du Commonwealth sont une région du Tiers monde qui, à quelques exceptions près, ont constamment soutenu les traditions démocratiques et parlementaires en vertu de la suprématie du droit.

Le CARIBCAN est entré en vigueur durant l'année financière écoulée en question, programme mis sur pied par le premier ministre Mulroney l'année précédente afin de promouvoir le développement économique et commercial de cette région en donnant aux exportateurs des Antilles du Commonwealth l'accès en franchise (à quelques exceptions près) aux marchés canadiens. À première vue, l'initiative aurait été bien accueillie par la communauté des affaires des Antilles du Commonwealth.

Certains des problèmes économiques qui avaient affligé la région en 1985-1986 ont commencé à se résorber. Les économies de plusieurs des pays des Antilles ont enregistré une croissance modeste. Les recettes provenant des exportations ont toutefois subi le contrecoup des prix peu élevés de produits de base comme la bauxite, l'aluminium, le nickel, le sucre et les bananes. D'autre part, la région a connu une autre année excellente en ce qui a trait au tourisme. Elle est toujours un lieu de destination privilégié des Canadiens, ayant accueilli plus de 800 000 d'entre eux au cours de la période faisant l'objet de ce rapport.

Une réunion du Comité économique et commercial mixte mis sur pied dans le cadre de l'Accord de coopération économique et commerciale entre le Canada et la

Communauté des Caraïbes s'est tenue à Georgetown, en Guyana, en février 1987. Cette rencontre productive a été l'occasion d'examiner et de régler une série de questions liées au commerce et à l'aide au développement.

En Guyana, certains événements positifs ont eu lieu sous la direction du président Desmond Hoyte. Par exemple, un journal indépendant a vu le jour et le gouvernement a adopté une approche plus souple face au développement économique. Toutefois, le problème du service de la dette a rendu difficile d'entreprendre la réforme économique. Le Canada est le plus important donateur d'aide bilatérale, et l'un des rares pays qui aient maintenu un programme d'aide au développement à la Guyana.

D'autre part, le Canada a continué d'appuyer le processus de démocratisation et de réforme politique en Haïti. Le ministre des Relations extérieures a visité ce pays en novembre 1986, la première visite officielle d'un ministre canadien là-bas. Le Canada a doublé son aide bilatérale à

ce pays et assuré la formation des responsables des élections.

Le total de l'aide canadienne au développement des Antilles, l'an dernier, s'est chiffré à environ 70 millions de dollars. La plus grande partie de celle-ci a été destinée aux programmes mis sur pied dans les secteurs du développement des ressources humaines (formation), des transports, de l'énergie, de l'agriculture, de la foresterie et des ressources hydrauliques. Comme par le passé, les Antilles ont été, par habitant, les principaux bénéficiaires de l'aide canadienne au monde.

Le volume des échanges entre le Canada et les Antilles a été de plus de 1,2 milliard de dollars en 1986. Le Canada exporte surtout des produits alimentaires, ainsi que du poisson, du matériel de communications et des produits du papier, alors qu'il importe principalement de la région des métaux non transformés, du pétrole brut, des produits sidérurgiques et du rhum.

COMMERCE DU CANADA AVEC L'AMÉRIQUE DU SUD
(en milliers de dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Augmentation en pourcentage comparativement à 1985	1986	Augmentation en pourcentage comparativement à 1985	1986
Argentine	30,2	59 746	-3,9	87 269
Bolivie	201,5	8 926	14,6	9 591
Brésil	-2,2	652 128	1,5	821 641
Chili	10,7	86 317	-2,4	127 333
Colombie	8,1	159 052	39,6	124 050
Équateur	65,2	79 309	29,0	92 227
Guyane française		3 303	-72,7	66
Guyana	6,7	4 517	15,4	26 917
Paraguay	13,0	2 386	126,0	7 243
Pérou	139,0	110 918	-3,3	65 724
Surinam	-64,0	1 308	165,6	1 665
Uruguay	148,9	12 653	78,9	14 862
Venezuela	5,2	323 186	-2,7	516 069
TOTAL	10,8	1 503 749	-20,9	1 894 658

COMMERCE DU CANADA AVEC LES ANTILLES ET L'AMÉRIQUE CENTRALE
(en milliers de dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Augmentation en pourcentage comparativement à 1985	1986	Augmentation en pourcentage comparativement à 1985	1986
Bahamas	1,6	26 305	-23,3	29 808
Barbade	26,0	41 305	204,2	21 278
Belize	-8,9	3 973	-75,6	1 211
Bermudes	-8,5	29 818		27 901
Costa Rica	26,6	26 302	36,9	56 557
Cuba	10,0	361 238	59,7	71 123
République Dominicaine	51,2	52 995	97,4	36 049
El Salvador	-25,6	11 261	80,4	64 188
Antilles françaises	69,9	1 889	983,8	1 268
Guatemala	-13,6	14 795	54,3	40 362
Haïti	-18,7	20 789	28,0	12 265
Honduras	-0,7	13 971	-1,0	20 678
Jamaïque	31,7	70 026	-3,4	149 903
Îles du Vent et sous				
le Vent	89,4	77 300	120,2	5 386
Mexique	1,6	397 438	-11,4	1 179 552
Antilles néerlandaises	-16,7	6 773	-19,3	16 299
Nicaragua	21,0	22 683	33,1	34 111
Panama	-22,5	40 624	24,4	27 965
Porto Rico	-4,2	202 059	-2,2	194 747
Trinité et Tobago	-11,2	85 987	83,0	54 090
Île Vierges et américaines	-63,1	4 899	49,5	40 799
TOTAL	5,1	1 512 429	1,1	2 084 731

* L'augmentation dépasse 999 %.

Chapitre 5

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Contrôle des armements et désarmement

Au cours de la période visée par ce rapport, le Canada a poursuivi ses efforts en vue d'encourager les progrès dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement. Pour le Canada comme pour la communauté internationale, l'année a été particulièrement riche en événements : la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe qui s'est soldée par un accord multilatéral de sécurité et de contrôle des armements, le premier du genre en dix ans; le Sommet de Reykjavik, en Islande, qui a réuni les dirigeants des deux superpuissances; et les négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et spatiales à Genève, qui ont remporté un franc succès.

Dans l'allocution qu'il a prononcée lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 24 septembre 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a souligné la part active que prend le Canada dans le domaine du contrôle des armements. Il a en outre chaleureusement accueilli le rétablissement du dialogue entre les États-Unis et l'Union soviétique et souhaite fortement que les entretiens bilatéraux à Genève se traduisent par des actions concrètes. M. Clark a souligné que le Canada mettrait tout en œuvre pour prohiber les armes chimiques, prévenir la course aux armements dans l'espace et inciter la conclusion d'un traité interdisant complètement les essais nucléaires. Il a ajouté que le Canada désirait contribuer activement au renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il a en outre insisté sur les efforts déployés par le Canada en vue de mettre sur pied des mécanismes de vérification et de contribuer à instaurer la confiance nécessaire pour assurer le respect des accords sur le contrôle des armements.

Sur le front diplomatique, le Canada a continué de participer aux grandes négociations multilatérales sur le désarmement, dont la Conférence de Genève sur le désarmement, les discussions de Vienne sur les Réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR), la Première Commission des Nations Unies, qui aborde les questions de sécurité internationale, et la Commission du désarmement des Nations Unies. Il a en outre participé activement aux réunions du comité préparatoire en vue de la conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, qui s'est tenue en été 1987. Par ailleurs, en septembre 1986, le Canada a pris part à la Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxine et sur leur destruction à

Genève. Il est difficile de passer sous silence la conclusion sur une note positive, en septembre 1986, de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, à laquelle participaient 35 nations. Du fait qu'il a contribué à instaurer des mesures de confiance, le document issu de cette conférence, document que le Canada a signé, lèvera le voile sur les affaires militaires en Europe. Il renferme diverses procédures relativement à la vérification sur place, par des moyens terrestres et aériens, des activités militaires. Le document a soulevé l'enthousiasme de M. Clark, qui l'a qualifié d'historique dans le domaine et d'exemple à suivre lors de négociations ultérieures. La réunion d'examen de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'est tenue à Vienne en octobre 1986, fait actuellement le bilan de la Conférence de Stockholm.

Dans ses efforts en vue de favoriser le contrôle des armements et le désarmement, le Canada a poursuivi ses consultations bilatérales avec un certain nombre de pays qui œuvrent dans ce domaine, dont l'Australie, les États-Unis, la France, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie, la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique. Par ailleurs, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a profité de la visite au Canada, en octobre 1986, du ministre soviétique des Affaires extérieures, M. Edouard Chevardnadze, pour s'entretenir avec lui à ce sujet. La discussion s'est révélée très fructueuse. De son côté, l'ambassadeur canadien au Désarmement, M. Douglas Roche, a abordé ces questions avec des représentants soviétiques et des membres des milieux universitaires, à l'occasion d'une série de conférences qu'il a données en URSS en décembre 1986.

Sommet de Reykjavik

L'un des grands événements marquants de la dernière année demeure sans contredit le sommet américano-soviétique, qui s'est tenu à Reykjavik en octobre 1986. À cette occasion, le président Ronald Reagan et le secrétaire général Mikhail Gorbatchev se sont mis d'accord sur un bon nombre de points. Le 13 octobre, lors d'une réunion spéciale du Conseil de l'Atlantique Nord, le Président a informé le premier ministre Mulroney et les autres chefs de gouvernements membres de l'Alliance sur les différents sujets qu'il a abordés avec son homologue.

Deux jours plus tard, M. Clark déclarait en Chambre que le Canada ne pouvait que se réjouir des résultats du Sommet qui, selon lui, démontraient clairement qu'il était possible de progresser au niveau du contrôle des armements et du désarmement. Dans une autre déclaration faite à la Chambre des communes le 21 octobre, il a noté que le Sommet avait témoigné de l'importance et du

sérieux qu'accordent les deux parties au sujet. En outre, il a ajouté que si le contrôle des armements était un objectif réalisable, la route pour y parvenir était encore longue et le chemin, parsemé d'embûches. Le Secrétaire d'État a également souligné la divergence de vues qui oppose les deux superpuissances sur le rôle futur des moyens de défense stratégiques. Il a demandé que soient trouvés des moyens de gérer la recherche sur les armes défensives, recherche à laquelle les deux parties accordent beaucoup d'importance. C'est dans le même esprit qui régnait au cours des négociations du Sommet de Reykjavik que se sont poursuivies les négociations américano-soviétiques à Genève, où des progrès significatifs ont été enregistrés, notamment au niveau des discussions sur l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire en Europe. C'est avec enthousiasme que le Canada a accueilli la déclaration du secrétaire général Gorbatchev, le 28 février dernier, selon laquelle l'Union soviétique était disposée à conclure un accord distinct sur les armes à portée intermédiaire en Europe.

Vérification, armes chimiques et espace extra-atmosphérique

Dans ses efforts pour faire accepter, à l'échelle internationale, le rôle de premier plan que joue la vérification dans le processus de contrôle des armements, le Canada a parrainé, pour une deuxième année consécutive, une résolution en ce sens. La résolution en question a de nouveau été adoptée par voie de consensus lors de l'Assemblée générale de 1986 des Nations Unies, recevant un appui encore plus grand qu'en 1985 de la part des États membres des Nations Unies. En outre, les membres parrains étaient deux fois plus nombreux et comprenaient des représentants des pays occidentaux et d'Europe de l'Est, ainsi que divers pays neutres et non-alignés. Au cours de l'année financière 1986-1987, l'Unité de vérification et de recherche (Direction du contrôle des armements et du désarmement) aux Affaires extérieures a poursuivi son examen des différents aspects de la question de la vérification. C'est dans cette optique qu'en octobre 1986, le Canada a été l'hôte d'un atelier international réunissant des experts de 17 pays et visant l'échange de données sismiques. Cette réunion, qui venait appuyer les travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargés d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification des événements sismiques, arrivait à point nommé puisqu'il fallait, à ce moment, convenir d'arrangements en vue de l'échange de données sismiques, afin de pouvoir vérifier dans quelle mesure serait respectée l'interdiction d'effectuer des essais nucléaires. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ont rencontré les participants pour discuter avec eux de diverses questions à l'ordre du jour.

Le Canada a également participé activement aux travaux sur d'autres grands thèmes lors de la Conférence sur le désarmement à Genève. Les armes chimiques et l'espace extra-atmosphérique ont particulièrement attiré son attention. Au cours de discussions de plus en plus nombreuses sur les moyens d'éviter une course aux armements dans l'espace, le Canada a présenté son troisième document de travail, qui traite des principes de

droit international applicables à l'espace extra-atmosphérique. Il a également envoyé une délégation de spécialistes, à la Conférence sur le désarmement, dont des scientifiques du ministère de la Défense nationale et de l'Université de la Saskatchewan. Ces spécialistes devaient prendre part à d'importantes négociations devant mener à une interdiction de toutes les armes chimiques.

Année internationale de la paix

Les échanges entre le public et le gouvernement sur le contrôle des armements et le désarmement se sont poursuivis avec vigueur tout au long de l'année. Le Groupe consultatif sur les questions de désarmement et de contrôle des armements, organisme non gouvernemental composé de représentants d'organisations canadiennes en faveur du désarmement, de gens des milieux universitaires et de particuliers, s'est réuni à Ottawa en octobre 1986. À cette occasion, la relation entre le contrôle des armements et le désarmement d'une part et la défense d'autre part, était à l'ordre du jour. En avril 1986, lors de rencontres qu'il a tenues dans chacune des provinces, l'ambassadeur au Désarmement a discuté de l'Année internationale de la paix (AIP) et du lien entre le désarmement et le développement avec des représentants du Groupe et du public. Cette tournée pancanadienne ne constituait qu'une des nombreuses activités qui s'inscrivaient dans le cadre du programme spécial canadien visant à souligner l'AIP. Au nombre des autres activités figuraient une contribution des Nations Unies au Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale de la paix, la préparation d'un recueil d'essais sur les différents thèmes touchant l'AIP, un concours national d'essais sur le sujet, ainsi que l'émission d'une pièce de monnaie et d'un timbre commémoratif par la Monnaie royale du Canada et la Société canadienne des postes respectivement. Le Fonds pour le désarmement a permis de subventionner les programmes qui répondaient aux critères établis. Fait important à souligner, le Canada s'est vu décerner une médaille par l'Organisation des Nations Unies en reconnaissance de la création d'une commission nationale visant à souligner l'AIP. En outre, le *Bulletin du désarmement*, une publication produite par le ministère des Affaires extérieures et faisant état des activités canadiennes en matière de contrôle des armements et de désarmement, a été largement diffusé au Canada et à l'étranger et a contribué à alimenter le débat public sur ces questions.

La défense et l'OTAN

En 1986-1987, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été particulièrement active. Les ministres des Affaires extérieures et de la Défense des pays de l'Alliance ont consacré beaucoup de temps et d'énergie aux relations Est-Ouest et aux négociations sur le contrôle des armements et le désarmement. Les rencontres du printemps et de l'automne ont donné lieu à de longues discussions au sein de l'Alliance sur les questions de contrôle des armements et de désarmement. Les participants en ont aussi profité pour tenter de définir le rôle du dirigeant soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, ainsi que l'impact de ses différentes propositions en matière de contrôle des armements.

La réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, qui se tenait à Halifax les 29 et 30 mai 1986, a sans aucun doute constitué pour le Canada l'un des événements marquants de l'année. À cette occasion, les ministres des Affaires extérieures se sont entretenus à bâtons rompus sur les améliorations survenues dans les relations Est-Ouest depuis le Sommet américano-soviétique d'octobre 1985. Ils ont accordé une attention particulière aux réponses de M. Gorbatchev et de ses alliés du Pacte de Varsovie aux propositions de contrôle des armements et de désarmement faites par les pays occidentaux. La Déclaration de Halifax sur la maîtrise de désarmements conventionnels constitue probablement le résultat le plus positif de ces discussions. Le document annonce l'établissement d'un groupe de travail réunissant diverses personnalités importantes qui aura pour tâche de formuler les propositions en vue de faire progresser de façon novatrice et dynamique les négociations traitant du contrôle des armements conventionnels en Europe.

Réunis à Bruxelles le 22 mai 1986, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont eux aussi abordé ces questions, mais ils se sont essentiellement attachés à approuver et à adopter les objectifs de forces pour la période de 1987 à 1992. À ce moment là, les yeux du monde entier étaient rivés sur les États-Unis, qui devaient approuver des plans prévoyant la modernisation de leurs armes chimiques (contrairement à l'URSS qui ne s'y était pas conformée, les États-Unis avaient mis en application un moratoire unilatéral interdisant la production d'armes chimiques à partir de 1979).

À la suite de la réunion entre le président Reagan et ses partenaires le 13 octobre 1986, les ministres des Affaires extérieures et de la Défense de l'OTAN, réunis à Bruxelles en décembre 1986, se sont penchés sur les répercussions possibles des propositions avancées à Reykjavik. Les ministres des Affaires extérieures ont en outre fait l'analyse d'un rapport intérimaire du Groupe de travail de haut niveau. En décembre, ils ont émis la Déclaration de Bruxelles sur la maîtrise de désarmements conventionnels, qui a pavé la voie à de nouvelles discussions parmi les pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Au cours de la période visée par ce rapport, le Canada a poursuivi la révision de sa politique en matière de défense. Ainsi, en février 1987, le gouvernement a entamé des discussions avec ses alliés de l'OTAN dans la perspective de produire un Livre blanc sur la défense un peu plus tard au cours du printemps.

Relations canado-américaines

Les relations bilatérales canado-américaines en matière de défense donnaient suite aux accords intervenus lors des sommets de Québec et de Washington entre le président Reagan et le premier ministre Mulroney. L'accord bilatéral prévoyant l'essai, en collaboration, d'armes sous-marines dans la zone d'essai de torpilles de Nanoose a été renouvelé, et les essais de missiles de croisière aéroportés ont repris avec succès en octobre. En outre, fait très important, les préparatifs en vue de la mise en œuvre du programme de modernisation du système de défense

aérienne de l'Amérique du Nord, programme ambitieux s'il en est un, avancent à grands pas. Dans le cadre de ce programme, on a annoncé en mars dernier le réaménagement de cinq terrains d'aviation situés dans le Nord canadien, afin de permettre le déploiement du CF-18. Une telle entreprise permettra au Canada d'améliorer ses systèmes de détection et d'interception dans le Nord. Les réunions entre les ministres de la Défense des deux pays et des organismes comme la Commission permanente canado-américaine de défense ont souligné l'importance d'une relation bilatérale dans le domaine de la défense.

Les activités du Groupe de travail sur les munitions à guidage de précision et les échanges effectués dans le cadre du programme Forecast II de la USAF, programme concernant les technologies de pointe, ont permis d'entrevoir un certain nombre de possibilités de coopération bilatérale. Le Canada et les représentants des trois éléments des Forces armées américaines (air, terre et mer) se sont consultés régulièrement afin de déterminer d'autres projets susceptibles d'être mis en œuvre conjointement en vertu de l'Accord sur le partage du développement industriel pour la défense (*Voir aussi* Chapitre 2).

Maintien de la paix

Le Canada a continué à militer en faveur du maintien de la paix et de la sécurité. À cette fin, il a fourni un effectif d'environ 900 militaires qui ont participé aux opérations de maintien de la paix. De plus, il fait toujours partie de la Force des Nations Unies à Chypre, de la Force des Nations Unies chargée d'observer le retrait des troupes au Golan et de l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient. Le Canada a également maintenu sa participation aux ponts aériens lors du déplacement, deux fois l'an, des quartiers généraux du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

Le Canada ne limite pas ses activités en faveur du maintien de la paix aux seules opérations menées sous l'égide des Nations Unies. En effet, on se souvient que le 31 mars 1986, le Canada avait envoyé une unité canadienne d'hélicoptères pour venir en aide à la Force multinationale d'observation (FMO) dans la péninsule du Sinaï. La FMO a terminé sa première année de service dans cette région.

Les représentants du Canada ont continué de participer aux discussions sur le maintien de la paix, qui se sont tenues lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a en outre pris part aux échanges d'informations dans ce domaine, notamment par le biais de séminaires organisés par l'Académie mondiale pour la paix de concert avec des universités canadiennes et américaines.

Programme d'aide à la formation militaire

Au cours de l'année financière 1986-1987, 51 cours ont été offerts à des soldats de 13 pays non membres de l'OTAN, dans le cadre du Programme d'aide à la formation militaire. Ces soldats venaient principalement du Commonwealth, des Antilles et de pays africains.

Chapitre 6

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Services consulaires

De plus en plus nombreux à voyager à l'étranger, les Canadiens semblent, d'une année à l'autre, s'aventurer dans des régions toujours plus éloignées et plus dangereuses. Il n'est donc pas étonnant qu'un plus grand nombre d'entre eux se trouvent devant des situations difficiles et demandent assistance à l'un des 135 bureaux consulaires canadiens établis dans les diverses régions du globe.

Grâce à son Programme de services consulaires, le Ministère assure aide et protection aux Canadiens faisant face à des difficultés en pays étranger. En 1986, les missions canadiennes à l'étranger ont secouru des citoyens canadiens à plus de 625 000 reprises. Elles ont notamment délivré des passeports; offert certains services ayant trait à la citoyenneté; facilité les transferts de fonds et le rapatriement des Canadiens incapables de rentrer au pays faute de ressources suffisantes (ou pour d'autres raisons valables); veillé à ce que les Canadiens détenus ou emprisonnés à l'étranger soient traités équitablement selon les lois en vigueur au pays hôte; renseigné, conseillé et aidé les Canadiens notamment en cas de maladie, de décès, de litige concernant la garde d'un enfant ou de perte ou du vol de biens; aidé les détenus à communiquer avec leurs familles et leurs amis au Canada et, dans certains cas, facilité leur transfèrement dans une prison canadienne. Le Canada a conclu des accords bilatéraux de transfèrement des délinquants avec la Bolivie, la France, le Mexique, le Pérou et les États-Unis. Il a aussi adhéré à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées tout comme l'Autriche, Chypre, le Danemark, la Finlande, la France, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Les grandes crises survenues en 1986, comme la catastrophe de Tchernobyl, les coups d'État au Yémen du Sud et en Ouganda, les bouleversements aux Philippines et en Haïti, le détournement d'un avion par des pirates de l'air à Karachi, et l'incendie de l'hôtel Dupont Plaza à San Juan, Porto Rico, ont mis à rude épreuve les services des bureaux consulaires à l'étranger et ceux de l'Administration centrale. Ces événements, qui ont frappé durement un grand nombre de Canadiens et ont mis leur vie en péril, impliquaient, en effet, une intervention rapide, efficace et souple. Le Ministère a mis au point des procédures d'urgence permettant de venir en aide aux Canadiens confrontés à des situations dramatiques. C'est ainsi qu'il a complètement réorganisé son dispositif d'intervention, clarifié et structuré les méthodes d'inscription des Canadiens à l'étranger et informatisé les renseignements les concernant.

Devant l'augmentation de la demande de services, le Ministère a continué d'accorder une grande importance à la formation du personnel consulaire. Grâce à des exposés, à des études de cas, à des discussions et à des mises en situation, le personnel du Ministère a pu se familiariser avec la politique consulaire et son application. Au total, 130 employés au Canada et à l'étranger ont suivi des cours en 1986.

Le programme de sensibilisation du grand public, un autre service du Ministère, vise à faire connaître aux Canadiens les difficultés qui peuvent surgir à l'étranger et à les renseigner sur les services consulaires offerts par les missions canadiennes. Cette information paraît dans la brochure intitulée *Bon Voyage, mais...* Elle est également diffusée lors de causeries radiophoniques et d'entrevues accordées aux médias. Bon an, mal an, les bureaux des passeports et les agences de voyage distribuent environ un million d'exemplaires de cette brochure, qui est mise à jour annuellement. Le Ministère renseigne également les Canadiens qui se posent des questions sur les voyages dans certains pays. À cet égard, il peut en outre, dans des circonstances exceptionnelles, faire des mises en garde. Le Ministère a par ailleurs publié une brochure décrivant les services qu'il est en mesure d'offrir aux Canadiens arrêtés et emprisonnés à l'étranger.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentants diplomatiques ou consulaires attitrés, des consuls honoraires dispensent aux Canadiens qui séjournent temporairement à l'étranger ou qui y vivent, un certain nombre de services consulaires, particulièrement lorsqu'il s'agit de situations d'urgence. De plus, les consuls honoraires contribuent fréquemment à la mise en œuvre d'autres programmes ministériels touchant notamment l'expansion du commerce, les affaires publiques et les relations générales. Au cours de l'année écoulée, des consuls honoraires ont été nommés à Glasgow, aux îles Fidji, au Luxembourg, à Guadalajara, à Montevideo et à Monaco. Le Canada a également conclu avec l'Australie un protocole d'entente en vertu duquel chacun des deux pays offre certains services consulaires aux citoyens de l'autre pays dans certains endroits du globe.

QUELQUES CHIFFRES SUR LES SERVICES CONSULAIRES

Canadiens inscrits à l'étranger	50 142
Canadiens vivant à l'étranger, y compris ceux détenant une double nationalité (nombre approximatif)	3 millions

Passeports (année financière 1986-1987)

Passeports valides en circulation	4 464 342
Nombre total de passeports délivrés	980 000
Passeports délivrés par les missions à l'étranger	60 000
Augmentation du nombre total de passeports délivrés par les missions à l'étranger par rapport à l'année précédente	1,2 %

Voyages (année civile 1986)

Nombre total de voyages à l'étranger	40,4 millions
États-Unis (environ 10,8 millions de Canadiens y ont passé au moins une nuit)	38,1 millions
Pays autres que les États-Unis	2,3 millions
Europe (évaluation préliminaire)	1 119 000
Bermudes et Antilles (évaluation préliminaire)	481 000

Activités consulaires (année civile 1986)

Nombre total de dossiers ou de services rendus (approximativement)	627 498
--	---------

a) Dossiers :	
Rapatriements	484
Hospitalisations ou traitements médicaux	1 590
Décès	1 789
Détentions	1 102
b) Services :	
Passeports	165 396
Citoyenneté	42 364
Juridiques et notariaux	25 976
Demandes d'aide financière ou virements	4 266
Bien-être et demandes de localisation	8 400
Inscription des Canadiens	27 306
Conseils et aide	202 250
Garde d'enfants	905
Demandes diverses et de renseignements généraux (au comptoir)	145 670

Ressources consulaires (année financière 1986-1987)

Avance de fonds moyennant engagement à rembourser	
1982-1983	144 000 \$
1983-1984	147 000 \$
1984-1985	102 430 \$
1985-1986	104 261 \$
1986-1987	121 993 \$
Recouvrement	25 %
Années-personnes consacrées au travail consulaire, à l'Administration centrale et à l'étranger (nombre correspondant de postes)	198

Services des passeports

Le Bureau des passeports délivre des passeports ordinaires, diplomatiques et spéciaux aux Canadiens, ainsi que des certificats d'identité ou des documents de voyage pour les réfugiés aux résidents admissibles du Canada. Il prête également son concours aux missions qui délivrent des passeports à l'étranger.

Le Bureau gère ses opérations grâce à un fonds renouvelable et en principe, ces opérations sont censées s'autofinancer. Ses recettes proviennent des droits qu'il perçoit pour la délivrance des passeports et d'autres services connexes.

Au cours de l'année financière 1986-1987, la demande de passeports s'est maintenue au chiffre record de 980 000 enregistré l'an dernier. L'industrie des voyages a subi le contrecoup des craintes exprimées un peu partout dans le monde au sujet de la sécurité en Europe, et l'Exposition internationale de 1986 à Vancouver a connu un franc succès et a attiré une foule de touristes.

Au cours de l'année, des bureaux régionaux ont été ouverts à Montréal et à Toronto afin de répondre à la demande. Le service au comptoir représente maintenant 80 % des services sur le plan national.

Immigration et réfugiés

Le Ministère est chargé de la mise en œuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. En 1986, les missions canadiennes ont délivré 88 231 visas d'immigrants, une augmentation considérable par rapport aux 72 810 visas de l'année précédente. Plus des deux tiers des bénéficiaires faisaient partie des catégories de la famille, des réfugiés et des personnes acceptées pour des raisons humanitaires. Durant cette même année, le nombre des visas de visiteurs délivrés par les missions canadiennes augmentait de plus de 20 %, ce qui représente un peu plus de 330 000 visas.

Les règlements sur l'immigration, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1986 ont fixé de nouveaux critères de sélection pour les immigrants admis pour des raisons économiques désireux de s'établir au Canada. En conséquence, l'immigration dans cette catégorie a augmenté de 51 %. Durant la même période, le nombre d'immigrants entrepreneurs s'est également accru. En 1986, 2 400 visas ont été délivrés à des investisseurs, et les investissements escomptés pourraient créer plus de 12 000 emplois.

Un système de recouvrement des frais de service a été instauré le 3 février 1986 dans le cadre de mesures gouvernementales destinées à réduire le déficit et à éviter d'accroître le fardeau financier des contribuables canadiens de façon déraisonnable. Ce système consiste à demander aux personnes qui veulent expressément obtenir certains services d'en assumer les frais afférents. Ainsi, des frais sont exigibles pour l'étude d'une demande de résidence permanente ou pour l'obtention d'un permis temporaire. Les réfugiés et les membres de catégories désignées, les étudiants et les diplomates sont dispensés de ces frais. Il est prévu qu'environ 15 millions de dollars seront ainsi récupérés annuellement, soit un tiers des frais réels de traitement des demandes.

Au cours de l'année financière 1986-1987, le Portugal, la Turquie, la Tanzanie, l'Île Maurice, la Sierra Leone et la Gambie ont été retirés de la liste des pays dont les citoyens peuvent visiter le Canada sans visa. En outre, les citoyens des pays pour lesquels le Canada exige un visa de séjour pour visiter le Canada doivent maintenant obtenir un visa de transit même s'ils ne font qu'une escale au pays. Jusque-là, 17 pays seulement devaient se soumettre à cette exigence. Ces changements signifient que la charge de travail relative aux visiteurs augmentera vraisemblablement de façon substantielle.

Étant donné que les faux documents dont se servent certains individus pour entrer au Canada sont de bien meilleure qualité qu'autrefois, on a intensifié, de manière concertée, les activités de contrôle à l'étranger. En ce sens, les missions canadiennes ont multiplié les contacts avec les gouvernements hôtes, les organismes d'application de la loi et les représentants de sociétés aériennes. Un nombre accru de passagers ont pu ainsi être interceptés dans les aéroports étrangers alors qu'ils auraient autrement poursuivi leur chemin vers le Canada.

Le Bureau d'immigration de l'ambassade du Canada au Koweït a été fermé en juin 1986, et le traitement des demandes d'immigration provenant des États du Golfe sera dorénavant effectué par l'ambassade du Canada au Caire.

Le Canada continue de contribuer activement à la réinstallation des réfugiés et des personnes opprimées ou déplacées de nombreuses régions du monde. Le plan annuel de réfugiés pour 1986 prévoyait l'admission de 12 000 réfugiés ou membres de catégories désignées sous le parrainage direct de l'État, soit une augmentation de 1 000 personnes par rapport à l'année précédente. Au total, 12 122 de ces réfugiés ont été acceptés dans cette catégorie. De ce nombre, 3 938 provenaient d'Asie, 3 522 d'Europe de l'Est, 3 384 d'Amérique latine, 878 d'Afrique et 400 du Moyen-Orient. D'autres réfugiés, au nombre de 5 264, ont fait l'objet de parrainages privés.

Le Canada a participé activement à un certain nombre d'initiatives multilatérales destinées à trouver des solutions durables aux situations nouvelles et de longue date touchant des réfugiés. Avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et certains pays d'Europe de l'Ouest, le Canada a pris part aux consultations tenues à Genève et à Berne au sujet des personnes qui demandent asile. De plus, il a assisté aux réunions du groupe consultatif indo-chinois (constitué des États-Unis, de l'Australie, du Japon et du Canada) à Genève et à Washington, ainsi qu'aux réunions du Comité exécutif du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève, et il a repris son rôle d'observateur lors des rencontres du Conseil de l'Europe traitant des revendicateurs de statut de réfugiés.

Immigration et réfugiés Visas émis en 1986 (année civile)

Régions géographiques	Visas d'immi- grants	Visas de visi- teurs
HÉMISPHERE OCCIDENTAL		
États-Unis	12 184	104 491
Antilles et Amérique centrale	10 687	28 291
Amérique latine	1 144	10 729
Sous-total	24 615	143 511
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT		
Afrique	3 300	10 536
Moyen-Orient	5 183	9 123
Sous-total	8 483	19 659
EUROPE		
Europe de l'Ouest	17 154	42 170
Europe de l'Est	4 340	38 870
Sous-total	21 514	81 040
ASIE ET RÉGION DU		
PACIFIQUE		
Hong Kong	12 378	25 706
Manille	4 087	10 687
New Delhi	6 354	19 979
Autres missions	10 820	32 621
Sous-total	33 639	88 993
TOTAL	88 231	88 993

Note : En 1986, 36 582 visas de visiteurs ont été délivrés par des missions canadiennes qui n'ont pas de section d'immigration.

Droit international privé

Le Ministère offre divers services pour faciliter les recours juridiques entre autorités canadiennes et étrangères, aux termes de conventions ou de dispositions convenues. Étant donné la mobilité croissante des individus, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements divers et autres questions connexes) ont obligé les États à coopérer. Comme nombre de

ces dossiers relèvent de la compétence des provinces, le Ministère assure la liaison avec ces dernières pour arrêter et appliquer les modalités réciproques nécessaires. En 1980, il a publié un guide intitulé *Entraide judiciaire internationale en matières civile, commerciale, administrative et criminelle* pour aider les avocats et les responsables de la mise en vigueur des lois aux prises avec des problèmes de droit international. Cette publication sera mise à jour en 1987.

Le Canada a signé des conventions sur la procédure judiciaire en matières civile et commerciale avec 19 pays. Ces conventions contiennent des dispositions sur la signification réciproque des documents juridiques et sur la réception de la preuve dans des affaires civiles, soit au Canada pour utilisation à l'étranger, soit dans un pays étranger pour utilisation au Canada. Le Ministère peut également organiser la signification de documents juridiques dans les pays avec lesquels il a signé une convention et ainsi venir en aide aux avocats canadiens. Il a également pu signifier des documents juridiques dans des pays avec lesquels il n'avait conclu aucune convention, en invoquant le principe de la réciprocité. Les avocats qui désirent obtenir de l'aide à ce titre doivent communiquer avec la Direction des consultations juridiques du Ministère.

Le Canada a signé des traités d'extradition avec 43 pays et il a passé des accords d'extradition avec les pays du Commonwealth aux termes du *Fugitive Offenders Scheme* du Commonwealth. Les ministères de la Justice et des Affaires extérieures assument ensemble la mise à jour de ces traités et la conclusion de nouveaux accords. De nouveaux traités ont été négociés avec la Belgique, la France et les Pays-Bas, mais ils ne sont pas encore en vigueur. D'autre part, le Canada a signé un nouveau traité d'extradition avec l'Inde, traité ratifié et mis en vigueur le 10 février 1987. En conséquence, le décret en Conseil du 31 octobre 1985 proclamant que la partie II de la *Loi sur l'extradition* s'appliquait à l'Inde sera abrogé.

Le Ministère a continué de s'intéresser activement au caractère international d'un certain nombre de cas d'enlèvements d'enfants à la suite d'un différend entre la mère et le père au sujet de la garde de leur enfant. Il a cherché à obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a favorisé leur rapatriement au Canada. La population s'intéresse de près au rôle joué par les gouvernements fédéral et provin-

ciaux à cet égard, en partie à cause des souffrances morales causées par ces situations. Le Ministère ne peut évidemment pas représenter le parent d'un enfant enlevé devant un tribunal étranger ni le conseiller sur des questions de droit étranger.

Le Canada fait partie de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants. L'application de cette convention a été étendue à toutes les provinces et au Territoire du Yukon. L'objet principal de la Convention, ratifiée jusqu'à maintenant par la France, le Portugal, la Suisse, le Royaume-Uni, le Luxembourg et l'Australie, est de favoriser la coopération judiciaire nécessaire pour qu'un enfant enlevé soit promptement renvoyé chez le parent qui en avait la garde dans le pays où s'est produit l'enlèvement.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels à Ottawa a été chargé de donner suite à toutes les demandes d'accès aux documents gouvernementaux détenus par le ministère des Affaires extérieures et présentées au Canada ou dans les missions canadiennes à l'étranger en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Il conseille le Ministère sur toutes les questions liées à ces lois.

En vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, le ministère des Affaires extérieures a reçu 395 demandes en 1986-1987. Les demandes ont augmenté de 250 % par rapport à 1985-1986. Huit pour cent d'entre elles provenaient d'institutions gouvernementales fédérales. Quelque 44 % des demandes provenaient des médias, et 16 % du grand public.

Quant aux demandes présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, elles sont passées de 46, en 1985-1986, à 94 au cours de l'année écoulée.

Quelques employés supplémentaires sont venus prêter main forte au bureau du Coordonnateur pour permettre au Ministère de continuer d'appliquer ces deux lois. En outre, des dispositions ont été prises pour renseigner les nouveaux chefs de mission et les agents principaux de programme qui rentrent d'une affectation à l'étranger sur l'une et l'autre lois.

Chapitre 7

DROIT INTERNATIONAL

Bien que ce chapitre traite de la plupart des activités juridiques du Ministère, certaines questions sont traitées ailleurs dans le rapport. Toute activité touchant les politiques ou les programmes comporte une dimension juridique. Dans certains cas, celle-ci est si étroitement liée à la politique ou à d'autres aspects d'une question qu'il est préférable de les examiner ensemble. Ainsi, le droit de l'environnement, le droit de la mer et les droits de la personne sont traités au chapitre 3 et le droit privé international, au chapitre 6. Nous renvoyons le lecteur à d'autres chapitres afin qu'il puisse saisir plus précisément l'étendue des activités juridiques dont le Ministère est chargé.

Souveraineté canadienne

Dans une déclaration faite à la Chambre des communes le 10 septembre 1985, le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a réaffirmé la politique gouvernementale en matière de souveraineté canadienne et annoncé certaines mesures dont l'adoption de la *Loi sur l'application des lois canadiennes* dans les eaux territoriales et la construction d'un brise-glace de catégorie 8. Présentée à la Chambre le 11 avril 1986, cette loi a été présentée de nouveau en octobre 1986.

Le 2 mars 1987, le ministre des Transports et celui du Commerce extérieur ont informé la Versatile Pacific Shipyards Incorporated, une entreprise vancouveroise de construction navale que le gouvernement se proposait de lui confier la construction du plus grand brise-glace de catégorie 8, jamais réalisé. L'entreprise a aussi reçu une lettre lui faisant part de l'intérêt des deux ministres. Cette lettre fixait les conditions auxquelles la Versatile devra se soumettre. Dans une déclaration faite à la Chambre le même jour, M. Clark a indiqué que la construction du brise-glace est essentielle à l'amélioration de l'efficacité du contrôle canadien sur les eaux de l'Archipel arctique.

Le désir de renforcer la souveraineté canadienne, tout particulièrement dans l'Arctique, s'est retrouvé en décembre 1986 dans la réponse gouvernementale faite au rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations extérieures du Canada. Les engagements gouvernementaux vis-à-vis le Nord s'inscrivent désormais dans une politique globale comportant quatre thèmes principaux : l'affirmation de la souveraineté canadienne; la modernisation des moyens de défense dans le Nord; la préparation de l'exploitation commerciale du passage du Nord-Ouest; et la promotion d'une coopération circonfolaire accrue.

Questions halieutiques et frontalières

Affaires maritimes Canada-France

Le 24 janvier 1987, le Canada et la France ont signé un accord visant à conduire au règlement du différend concernant la frontière maritime au large de la côte sud de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cet accord assurait également des quotas de pêche en eaux canadiennes à la France pour la période allant de 1988 à 1991. Afin d'obtenir un règlement obligatoire, les deux gouvernements ont convenu de soumettre le différend frontalier à une instance judiciaire internationale. Toutefois, rien ne sera entrepris avant que les deux parties n'aient signé un compromis fixant la composition et le mandat du tribunal de même qu'un accord sur les quotas pour la durée de la procédure judiciaire. L'établissement de la frontière permettra de déterminer à qui appartiennent les stocks dans la zone en litige — une grande partie de la subdivision 3Ps de l'OPAN — où les revendications des deux pays se chevauchent.

L'attribution de quotas de pêche temporaires aux bateaux français pour la période allant de 1988 à 1991 vise à faciliter le déroulement de la procédure judiciaire concernant la frontière maritime. Le compromis touchant la détermination d'une frontière et l'accord sur les quotas seront indissociables, c'est-à-dire que l'un n'entrera pas en vigueur sans l'autre.

Le Canada et la France ont déjà tenu plusieurs séances de négociations, tant sur le règlement frontalier que sur les quotas de pêche, en vue de conclure les deux accords d'ici la fin de 1987.

L'affaire « La Bretagne »

En 1985, le Canada et la France ont soumis à un tribunal arbitral international un différend survenu entre eux sur le droit de pêche dans le golfe du Saint-Laurent des chalutiers français immatriculés à Saint-Pierre-et-Miquelon. L'affaire a débuté lorsque le Canada a interdit au chalutier-usine congélateur *La Bretagne* de faire des filets avec ses prises à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent. Cette interdiction a été imposée au *La Bretagne* conformément au principe du « pied d'égalité » enchâssé à l'article 4b) de l'accord de pêche signé en 1972 par le Canada et la France.

Le tribunal arbitral a rendu sa sentence le 17 juillet 1986, statuant, par deux voix contre une, que les chalutiers de Saint-Pierre devaient être autorisés à préparer leurs prises dans le golfe. Ayant convenu avec la France

que la décision serait définitive et obligatoire, le Canada a levé l'interdiction que comportait le permis délivré au *La Bretagne*.

Frontières de la côte ouest

En octobre 1985, le secrétaire d'État américain, M. Shultz, a proposé que le Canada et les États-Unis chargent des représentants spéciaux de superviser des discussions et d'éventuelles négociations américano-canadiennes concernant des questions de frontières maritimes et halieutiques en suspens. Parmi ces questions, les frontières de la côte ouest constituaient le sujet numéro 1 mis à l'étude. Après avoir consulté de nombreux groupes de la côte ouest ainsi que le gouvernement de la Colombie-Britannique, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a informé son homologue américain, en août 1986, que le Canada n'était pas disposé à reprendre des discussions sur les frontières maritimes de la côte ouest. M. Clark a cependant ajouté qu'il continuerait de suivre la situation de près.

Mer de Beaufort

En décembre 1986, le US Department of Interior Minerals Management Service a tenu des audiences publiques en Alaska. Prévue pour janvier 1988, ces audiences concernaient l'adjudication de concessions pétrolières et gazières dans la mer de Beaufort. Certains des secteurs dont il est question se trouvent dans la zone revendiquée par le Canada à l'est du 141^e méridien. Le 9 décembre, le Canada a officiellement protesté contre toute adjudication de concessions dans la région où la frontière maritime crée litige entre les deux pays. Dans sa note, le Canada a réaffirmé que selon le traité russo-britannique de 1825, qui lie aujourd'hui le Canada et les États-Unis, la frontière canado-américaine dans la mer de Beaufort doit longer le 141^e méridien de longitude ouest. Les États-Unis ont notamment répliqué que l'adjudication fera l'objet de « procédures spéciales », semblables à celles appliquées en 1984. À l'époque, le montant des offres avait été placé dans un fond de mise en main tierce, la décision quant à l'adjudication des concessions ayant été différée et aucune activité d'exploration ou d'exploitation n'ayant été entreprise dans la zone en litige. Dans une seconde note, remise en janvier 1987, le Canada a réitéré ses protestations, prétextant que l'adjudication n'en demeurerait pas moins fondamentalement inacceptable dans la mesure où elle visait des secteurs situés à l'est du 141^e méridien, et réservant tous ses droits en la matière.

Droit commercial

Le droit commercial, aussi bien international que national, a occupé une place importante dans les activités du Ministère en 1986. D'une part, il a été convenu que la Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales porterait essentiellement sur le processus et le mécanisme de règlement des différends de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ainsi que sur certains aspects de la politique commerciale. D'autre part, la question du règlement des différends, particulièrement en ce qui concerne les mesures de protection exceptionnelles, a pris une importance capitale

dans les négociations canado-américaines sur le libre-échange. En outre, le Canada s'est trouvé aux prises avec un nombre croissant de différends commerciaux qui ont été renvoyés à des groupes spéciaux du GATT pour règlement. Par ailleurs, d'autres litiges commerciaux, notamment ceux concernant les exportations de bardeaux et de bois d'œuvre résineux aux États-Unis, ont fait l'objet de règlements juridiques d'une grande complexité. Les mesures commerciales imposées par les États-Unis en vertu du droit américain ont, en effet, dû être établies à la fois en fonction des normes de la législation américaine et des règles du droit international. En ce qui concerne ces litiges plusieurs interventions ont été faites, notamment durant les procédures juridiques américaines, dans le cadre du GATT et aux niveaux diplomatiques et du droit commercial canadien. Ainsi, le protocole d'entente conclu avec les États-Unis sur le commerce des produits dérivés de bois d'œuvre résineux a conduit au dépôt à la Chambre des communes, le 8 janvier 1987, du Projet de loi 37 intitulé *Loi sur le droit à l'exportation de certains produits de bois d'œuvre*. Enfin, à titre de fait saillant de l'année 1986, le Tribunal canadien des importations a conclu qu'un produit américain subventionné (le maïs) portait préjudice aux producteurs canadiens et qu'il donnait de ce fait matière à compensation.

Propriété intellectuelle

En juin 1986, le Canada a participé à la deuxième réunion du Comité de spécialistes de la propriété intellectuelle, convoquée à Genève par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Les travaux du Comité devraient aboutir à un accord international sur la propriété intellectuelle pour les puces semi-conductrices.

Législation concernant le sixième accord international sur l'étain

La cessation des activités régulatrices du Conseil international de l'étain (CIE) avait conduit à l'effondrement du marché de ce métal en octobre 1985. Les négociations menées entre le CIE et ses créanciers durant l'hiver de 1986 n'ont pas permis d'établir une entente à l'amiable.

Certains des créanciers du CIE ont, depuis, décidé de poursuivre directement les États membres de cet organisme. L'affaire est maintenant devant les tribunaux du Royaume-Uni, pays où le siège social du CIE est situé. Le Canada et les 23 autres membres de l'organisme coordonnent leur défense.

Mesures antiterroristes

Lors de la 26^e session de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tenue à Montréal pendant les mois de septembre et d'octobre 1986, le Canada a présenté une proposition visant l'élaboration d'un nouvel accord international pour mettre fin aux attentats terroristes dans les aéroports internationaux. Cette proposition, qui faisait suite aux attentats perpétrés aux aéroports de Rome et de Vienne en décembre 1985, a été adoptée à l'unanimité. Le texte du nouvel accord, devant être mis au point par le Comité juridique de l'OACI en mai 1987, sera par la suite présenté lors d'une conférence diplomatique afin d'être approuvé.

Par ailleurs, en novembre 1986, le Conseil de l'Organisation maritime internationale a confié à un comité *ad hoc* la préparation d'une ébauche de convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime. Lors de la première réunion tenue à Londres du 2 au 6 mars 1987, le représentant canadien a été élu à la présidence du Comité. Le Comité s'est réuni de nouveau en mai 1987 afin de poursuivre l'examen du projet de convention.

Droit de l'espace

Après huit années de pourparlers touchant l'utilisation des sources d'énergie nucléaires dans l'espace, un déblocage a permis l'adoption, en 1986, de deux ébauches de principes proposées par le Canada. À la suite de cet accord, le Canada a entrepris des consultations et soumis un document de travail révisé sur les sources d'énergie nucléaires à la session de 1987 du Sous-comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA). Bien qu'aucun accord formel n'ait été conclu durant l'année, des discussions sérieuses ont eu lieu, au terme desquelles le Canada a présenté une seconde ébauche de principes afin de préparer le terrain pour un accord dont la signature est prévue en 1988.

Après avoir achevé en 1986 l'élaboration de principes sur la télédétection, le Sous-comité juridique a songé à ajouter un point à son ordre du jour pour 1987 : le Canada, la France et la Suède ont proposé d'améliorer la procédure d'immatriculation des engins spatiaux en préparant une liste de renseignements, fournis volontairement, qui viendraient s'ajouter à ceux déjà exigés par la Convention sur l'immatriculation. Aucun accord n'ayant été conclu au Sous-comité juridique, l'ajout de ce nouveau point à l'ordre du jour sera débattu à la réunion du CUPEEA en juin 1987.

Station spatiale

En 1984, les États-Unis ont invité le Canada, de même que les pays membres de l'Agence spatiale européenne et le Japon, à participer à un programme visant la mise en place et l'exploitation d'une station spatiale extra-atmosphérique habitée. En 1986, le Canada et les États-Unis ont engagé des discussions sur la participation canadienne à cette station. On souhaite, entre autres, définir le régime juridique international applicable à la station et à mettre au point des règles légales pour les nouvelles activités susceptibles de se dérouler à son bord. Des questions juridiques plus traditionnelles doivent aussi être réglées. De plus, en raison de la complexité de l'entreprise et des nombreuses interactions entre pays participants, on désire accorder une attention particulière à l'élaboration d'un mécanisme adéquat, souple et efficace, pour le règlement des différends.

Commission du droit international

Lors des élections tenues à la 41^e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. J. Alan Beesley, O.C., C.R., ambassadeur et représentant permanent du Canada aux Nations Unies à Genève, ambassadeur à la Conférence sur

le désarmement et représentant du Canada au Secrétariat du GATT, a été élu à la Commission du droit international. Avant l'élection de M. Beesley, c'est M. Marcel Cadieux, O.C., C.R., qui était le dernier Canadien à avoir siégé à la Commission du droit international, de 1962 à 1966.

Créée en 1947, la Commission se compose de 34 membres provenant de toutes les régions du globe, élus et siégeant en tant que représentants et experts. Les membres sont des spécialistes de grande notoriété en droit international et ils sont chargés d'encourager « la mise au point et la codification du droit international ». La Commission du droit international est un organe international d'importance capitale pour le développement du droit international et la plupart de ses travaux ont servi à la négociation et à l'adoption de conventions et de traités importants.

Droit conventionnel

Durant l'année civile 1986, le Canada a signé 37 accords bilatéraux. Au cours de l'année, 24 sont entrés en vigueur dès leur signature, et 13, à la suite de leur ratification ou d'un échange de notes. Le Canada a par ailleurs pris des mesures visant à résilier 7 accords bilatéraux. En 1986, le Canada a signé 14 accords multilatéraux tandis que 7 autres entraient en vigueur au pays. Le détail de ces accords se trouve aux Annexes II et III.

En 1986, le Canada a adhéré à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, le plus important traité multilatéral dans le domaine de l'arbitrage commercial international. En raison de cette adhésion, en vigueur depuis le 12 août 1986, les sentences arbitrales étrangères d'ordre commercial seront désormais reconnues et exécutées par tous les tribunaux au Canada. De même, les sentences résultant d'arbitrages commerciaux ayant lieu au Canada devront être appliquées dans les 71 autres États ayant ratifié la Convention.

Privilèges et immunités

Les obligations internationales du Canada en matière de privilèges et d'immunités sont contenues dans les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires ainsi que dans plusieurs conventions conclues au sein d'organisations internationales. Le Ministère est responsable de l'interprétation et de l'application, tant au Canada qu'à l'étranger, de nos obligations internationales vis-à-vis les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

Au cours de l'année, le Ministère a continué de veiller à ce que les privilèges et immunités servent à assurer le fonctionnement efficace des missions diplomatiques, des postes consulaires et des organisations internationales plutôt qu'à avantager des particuliers. Des immunités et des privilèges sont accordés parallèlement aux missions diplomatiques canadiennes, à ses postes consulaires ainsi qu'à ses missions auprès des organisations internationales. Le Ministère a redoublé d'ardeur afin que les États étrangers s'acquittent pleinement de leurs obligations internationales envers le Canada.

La *Loi sur l'immunité des États*, en vigueur depuis le 15 juillet 1982, a définitivement enchâssé dans le droit canadien le principe selon lequel des États peuvent être traduits devant les tribunaux du Canada pour leurs activités commerciales. Cette loi est conforme à la pratique internationale générale favorable au principe de l'immunité restreinte des États. Le Ministère suit de près

certaines poursuites intentées en vertu de cette loi, afin que la notion d'activités commerciales soit définie par les tribunaux en tenant compte des obligations internationales du Canada envers les missions diplomatiques et les postes consulaires des États étrangers en territoire canadien.

Chapitre 8

COMMUNICATIONS ET CULTURE

Au milieu de l'année 1986, les composantes « Programmes d'information » et « Relations culturelles » ont été regroupées pour former le Secteur des communications et de la culture. Cette réorganisation avait pour objet de préciser le rôle des programmes dans ces domaines, de leur donner une valeur stratégique et de réunir les fonctions connexes autrefois séparées. En dépit du changement apporté, il n'y a toutefois eu aucune augmentation des ressources en personnel.

Le Secteur des communications et de la culture accordera une importance accrue au volet « Communications ». Désormais, cette composante constituera plus qu'un moyen de décrire et d'expliquer les politiques déjà en vigueur : elle jouera un rôle de premier plan lors de la planification et de la mise en œuvre des politiques du Ministère. D'ailleurs, la création de la Direction générale des services de communication sur le commerce vient témoigner de la nécessité, sur le plan organisationnel, d'utiliser les communications comme moyen d'appuyer les activités ministérielles d'expansion du commerce et de politique économique commerciale. En outre, le Service s'est vu attribuer le mandat de mettre en œuvre les programmes de communication au Canada et à l'étranger, ainsi que ceux de relations culturelles à l'étranger. Il pourra ainsi renforcer le rôle joué par les relations culturelles internationales dans les relations extérieures du Canada. Ses principaux objectifs en cette matière sont de sensibiliser les Canadiens d'une part, au rôle joué par le Canada dans le monde et d'autre part, à l'importance des questions internationales pour leur sécurité et leur bien-être, de faire connaître le Canada et d'appuyer ses objectifs de politique extérieure et de commerce, et de permettre aux citoyens et aux organismes canadiens de défendre plus efficacement leurs intérêts ailleurs dans le monde.

Outre l'addition des deux composantes, le Secteur regroupe d'autres services, qui avaient autrefois une fonction distincte. Il comprend entre autres le Service des relations avec les médias, autrefois le PRESS OFFICE, qui s'est vu attribuer un mandat plus vaste, ainsi qu'une nouvelle section, chargée de planifier les activités ministérielles d'expansion du commerce et de politique économique commerciale au sein du Ministère et de tâter le pouls de la population pour ensuite faire part de l'opinion publique aux responsables de la planification des communications et de l'élaboration des politiques. Par ailleurs, la bibliothèque, qui joue un rôle important dans le domaine des communications, a été transférée au nouveau Secteur.

Ce dernier se distingue des autres par sa vaste capacité de planification et d'analyse. Son rôle consiste en effet à planifier les manifestations importantes, à orienter

l'utilisation des ressources pour des manifestations culturelles organisées en fonction d'objectifs, de régions, de thèmes et de publics précis, tant au Canada qu'à l'étranger, ainsi qu'à produire des outils de communication (publications, films, etc.).

Relations avec les médias

Le Service des relations avec les médias travaille en étroite collaboration avec les journalistes canadiens et les journalistes étrangers en poste au Canada de façon à mieux faire connaître au public les questions de politique extérieure et les initiatives prises dans ce domaine. Dans le but d'assurer la liaison entre le Ministère et les médias, le Service fournit à ces derniers des informations sur les divers aspects de la politique extérieure du Canada, ainsi que sur les activités du Ministère. Afin d'aider le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les ministres du Commerce extérieur et des Relations extérieures, il organise en leur nom des séances d'information, des entrevues, des rencontres avec des éditorialistes et des conférences de presse. En outre, poursuivant son objectif de stimuler l'intérêt à l'égard de la politique extérieure du Canada, il entretient des relations suivies avec les médias canadiens.

Le Service participe à la planification des interventions du Ministère qui ont un rapport avec les médias, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies de communication relativement aux questions d'actualité. Il fournit également des renseignements sur les sujets d'actualité aux bureaux des trois ministres.

Lorsque le Premier ministre ou l'un des trois ministres des Affaires extérieures se rendent à l'étranger en visite officielle, ou lorsque des dignitaires étrangers viennent en visite officielle au Canada, le Service des relations avec les médias organise des séances d'information et fournit aux journalistes la documentation qui leur permettra de situer chaque visite dans son contexte politique particulier. En outre, il est responsable de la diffusion de tous les communiqués de presse publiés par le Ministère (325 en 1986-1987), organise des entrevues, des séances de photo et des conférences de presse, et s'occupe de l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens qui désirent couvrir les conférences internationales ou encore les visites officielles de dignitaires étrangers au Canada.

Le Service des relations avec les médias adresse quotidiennement, par télex, une revue de presse à toutes les missions du Canada à l'étranger et possède un centre d'écoute des médias électroniques à partir duquel il peut produire des transcriptions de nouvelles à l'intention du Ministère et des missions à l'étranger.

Programmes d'information au Canada

La Direction des services de communications au Canada renseigne les Canadiens sur les événements de la scène internationale. En outre, elle leur fait part de la position adoptée par le Canada devant certaines questions de politique extérieure, et s'assure que le Ministère tient compte de leurs opinions. Elle doit aussi faire en sorte que les stratégies de communication, qu'elles aient été élaborées au Ministère ou ailleurs, reflètent fidèlement les priorités établies en matière de communication.

En 1986, la Direction a produit le *Registre national des mesures anti-apartheid*, qui permettait aux Canadiens d'exprimer leurs opinions sur la situation qui sévit en Afrique du Sud. Afin de démontrer leur appui aux Noirs de ce pays, quelque 3 000 Canadiens ont signé le registre, que M. Clark a ensuite remis aux Nations Unies.

Dans le but de rapprocher le Ministère des Canadiens et de permettre une participation accrue de ces derniers au processus d'élaboration de la politique extérieure, un certain nombre d'initiatives ont été prises. Ainsi, tout au cours de l'année, on a pu assister à certains changements : amélioration du service de renseignements téléphoniques, publication d'articles et publicités radiophoniques sur les activités du Ministère, modification du programme des conférences pour l'orienter vers les priorités du Ministère en matière de politique extérieure, renforcement des liens avec les médias des groupes ethniques et les organismes multiculturels, et préparation de matériel d'information (documentation écrite et audio-visuelle) portant sur des questions de politique extérieure et sur le Ministère lui-même.

Dans le cadre de tournées organisées par le Ministère, 50 représentants ont donné des conférences dans 225 universités, ainsi que devant divers médias, clubs philanthropiques et organismes non gouvernementaux. Le Ministère a aussi organisé la visite de 22 journalistes canadiens auprès d'institutions multilatérales en Europe, et 150 étudiants ont reçu une aide financière qui leur a permis de participer à des assemblées modèles aux Nations Unies. En outre, des fonds ont été accordés à 50 universitaires et sociétés savantes pour qu'ils puissent prendre part à des conférences portant sur la politique extérieure.

Tout au long de l'année, le Service de renseignements au public a, quant à lui, reçu 24 500 appels et expédié 1 600 lettres afin de répondre à des questions touchant le Ministère ou encore, différents événements de la scène internationale. En outre, plus de 25 000 documents d'information ont été envoyés par la poste à des Canadiens qui en avaient fait la demande.

Programmes d'information à l'étranger

La nouvelle Direction des services de communications à l'étranger est chargée de la production de matériel d'information (publications, films, expositions) diffusée à l'étranger. Elle s'occupe également d'événements importants telles les foires commerciales et les expositions.

La Direction a pour principal objectif de renforcer l'image du Canada à l'étranger : un pays moderne, stable, bilingue et multiculturel, un pays économiquement et technologiquement avancé, un partenaire commercial

fiable et une terre propice aux investissements. Ses principales cibles à l'étranger sont les dirigeants politiques et les « façonneurs d'opinion », tels les représentants du monde des affaires, les médias et les organisations pédagogiques et culturelles.

Des stratégies de communication ont été mises en place en vue du Sommet de la Francophonie et du Sommet du Commonwealth. En prévision de ces événements d'importance, le Ministère a produit des affiches, invité les médias d'autres pays au Canada, et publié un cahier spécial consacré au Canada dans *Jeune Afrique*, une revue d'information influente en Afrique francophone. Dans le cadre d'un programme audio-visuel conçu à l'occasion des Jeux olympiques de Calgary en 1988, deux films, une émission de télévision et des productions vidéos ont été réalisés pour être distribués dans les milieux commercial et non commercial. Le Ministère a également accordé son appui à « Rendez-Vous 87 », un événement qui a eu lieu à Québec.

Parmi les questions qui ont attiré l'attention tout au cours de l'année, on compte la souveraineté du Canada, la protection du commerce des fourrures, l'industrie du phoque, le caractère international de la question autochtone et les initiatives visant les pays du Pacifique. Les missions ont reçu copie des diverses publications gouvernementales, dont l'écrit traitant de la construction du brise-glace polaire de catégorie 8, la réponse du gouvernement au Rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations extérieures du Canada, le Rapport de la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque au Canada, le rapport Schellenberger relatif à l'industrie de la fourrure et le Rapport de la Commission d'enquête sur les criminels de guerre au Canada.

La Direction assure également la liaison entre le Ministère et Radio-Canada International (RCI). Au cours de l'année, on a remis en question les priorités géographiques et linguistiques de RCI, et on a examiné les conséquences possibles sur cette institution de la nouvelle loi sur la radiodiffusion.

Le Ministère a publié six numéros de *Reportage Canada*, sa plus importante publication. Cette revue, qui paraît une fois tous les deux mois, est distribuée à des publics choisis. La série *L'expérience canadienne* compte maintenant un nouveau titre à son actif, *La musique classique au Canada*.

Dans le but de réduire les dépenses et de favoriser la distribution et la diffusion des films canadiens à l'étranger, les collections de films de plusieurs missions à l'étranger ont été transférées à des organismes privés des pays hôtes. L'un des principaux films du Ministère, *Canada d'aujourd'hui*, a été mis à jour pour être produit en huit langues étrangères. De plus, on a réalisé une quatrième version (espagnole-portugaise) de la populaire exposition itinérante « Du caillou à l'ordinateur ».

En 1986-1987, le Ministère a parrainé six visites de travail au Canada. Ainsi, des « façonneurs d'opinion » étrangers choisis (journalistes, professeurs et hauts fonctionnaires) ont pu rencontrer des personnalités canadiennes du milieu politique, du monde des affaires et du domaine de l'enseignement.

Communications sur le commerce

Afin d'aider les Canadiens à mieux saisir l'impact du commerce international sur leur quotidien, la Direction des services de communications sur le commerce (au Canada) a préparé une série de campagnes d'information à la suite d'importantes annonces de politiques ou de la participation de ministres à des événements marquants. L'une de ces campagnes portait sur les nouvelles règles concernant l'exportation de biens militaires et stratégiques, tandis qu'une autre visait à sensibiliser davantage le public, particulièrement le milieu des affaires, à l'importance d'événements tels le symposium de Davos et la réunion des ministres du Commerce de Taupo (*Voir aussi* Chapitre 3). Pendant l'année, dix stratégies de communications touchant le commerce ont été élaborées. Communiqués de presse, envois postaux et séances d'information étaient au nombre des techniques utilisées par le Ministère pour atteindre le public voulu.

CanadExport, un bulletin bimensuel, fournit de l'information sur les possibilités d'exportation ainsi que sur les programmes gouvernementaux d'aide aux exportateurs. En 1986-1987, le tirage de cette publication gratuite est passé de 22 000 à 27 000 exemplaires. Vu la popularité croissante de cette source inestimable de renseignements sur les exportations, ce chiffre devrait être encore plus élevé l'an prochain. Par ailleurs, le *Répertoire de délégations canadiennes à l'étranger destiné aux gens d'affaires* et un guide intitulé *Aux futurs exportateurs* sont au nombre des publications produites en 1986-1987.

Qu'il s'agisse d'expositions commerciales à venir, de témoignages de personnes qui ont fait leur chemin dans le domaine de l'exportation ou de nouveaux programmes gouvernementaux d'expansion des exportations, une vaste gamme de sujets sont abordés dans chaque numéro.

En outre, le personnel d'INFOEXPORT, un centre d'information sur l'exportation situé dans le hall de l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa, a prodigué renseignements et conseils sur les diverses possibilités en matière d'exportation. Les agents de commerce qui y travaillent répondent à environ 75 appels par jour (on peut téléphoner sans frais au 1-800-267-8376), en plus de renseigner les visiteurs et de donner suite aux demandes écrites de renseignements.

Au même titre qu'INFOEXPORT, le programme des expositions commerciales vise à informer le public. Lors d'expositions itinérantes présentées partout au Canada dans le cadre des foires commerciales, des employés de la Direction ont fourni conseils et renseignements aux visiteurs. Au cour de conférences, des Canadiens de différentes régions du pays ont eu l'occasion de rencontrer des agents de commerce pour discuter de commerce international et des débouchés précis qu'il offre. En 1986-1987, on a monté des expositions dans le cadre de cinq foires commerciales que se sont tenues au Canada, et des agents de commerce ont donné des conférences sur le commerce canadien dans la majorité des provinces canadiennes.

Tout au long de l'année, le Ministère a utilisé une bonne part du budget de 1,3 million de dollars alloué à la publicité dans le but de produire des messages visant à

promouvoir auprès du monde des affaires des événements tels le Mois canadien des exportations et les colloques sur les marchés d'exportation prioritaires.

Expositions internationales

La Direction des expositions internationales du Ministère est chargée de planifier la participation du Canada aux expositions internationales qui se tiennent dans d'autres pays. Elle s'occupe également de la coordination et de la promotion des expositions canadiennes auprès des gouvernements étrangers. À l'occasion d'Expo 86 à Vancouver, par exemple, le Ministère a créé le bureau du Commissaire général, qu'il a également subventionné. Jamais exposition spécialisée n'a attiré autant de participants que celle de Vancouver, exposition que quelque 22 millions de visiteurs ont pu admirer. C'est Brisbane (Australie) qui sera l'hôte de la prochaine exposition internationale, qui aura lieu du 30 avril au 30 octobre 1988. Le Canada y prendra part. On travaille d'ailleurs à la conception d'un pavillon typiquement canadien qui gravitera autour du grand thème de l'événement « Les loisirs à l'ère technologique ». La participation du Canada à Expo 88 engendrera des dépenses de l'ordre de 9 millions de dollars. Le Canada aura l'occasion d'y promouvoir l'image d'une société moderne et technologiquement avancée. En outre, il pourra y communiquer sa volonté de renforcer ses liens commerciaux et culturels avec l'Australie et les pays du Pacifique. Le Canada a également été invité à l'Exposition Internationale du Jardin et de la Verdure, qui se tiendra à Osaka (Japon) en 1990, ainsi qu'à Expo 92, à Séville (Espagne), qui marquera le 500^e anniversaire de la découverte des Amériques.

La Direction des expositions internationales est également chargée de représenter le Canada auprès du Bureau international des expositions (Paris), l'organisme de réglementation dans le domaine des expositions internationales.

Production et services techniques

Le Groupe de la production et des services techniques, un service centralisé, est chargé de l'acquisition, de la production, de la distribution et de la diffusion de matériel d'information et de matériel publicitaire (publications, films, vidéos, artefacts et photos) utilisés par le Ministère au Canada et dans les missions à l'étranger. Il est en outre chargé de la gestion, ainsi que des aspects financiers et administratifs à l'intérieur de la Direction.

Services de bibliothèque

Parmi la vaste clientèle de la bibliothèque, on retrouve bien sûr les employés du Ministère, mais également les entreprises privées, les institutions financières, les membres du milieu universitaire, ainsi que les gouvernements provinciaux et d'autres ministères fédéraux. En outre, la bibliothèque prête des documents à d'autres bibliothèques du gouvernement fédéral et à des bibliothèques publiques d'importance, ainsi qu'à des bibliothèques universitaires et à celles du secteur privé.

La bibliothèque a poursuivi l'automatisation de son catalogue et de son système de fichiers. On y teste

actuellement le catalogue d'accès public offert par Innovacq and Utias International, de Toronto. En outre, il est maintenant possible de consulter le catalogue de la bibliothèque du Ministère ainsi que le fichier des entrées récentes à partir des terminaux de la bibliothèque de l'Administration centrale.

La bibliothèque offre des services d'appoint aux bibliothèques des missions à l'étranger. Elle a en outre fourni de nouvelles collections d'ouvrages de référence à Bombay, à Shanghai et à Osaka, en plus de continuer d'améliorer le catalogue en vue de l'ouverture de la bibliothèque de la nouvelle chancellerie de Washington, et d'établir des lignes directrices concernant la future collection de la bibliothèque de la chancellerie de Mexico qui, de tous les pays d'Amérique latine, possède la plus importante collection d'ouvrages de référence du Ministère.

Relations culturelles internationales

La culture qu'un pays présente à l'étranger viendra influencer la façon dont les autres nations le perçoivent. Elle sert de toile de fond aux décisions politiques et économiques. De fait, toute la politique extérieure est établie en fonction de la culture.

Miroirs de l'identité et des réalisations du Canada, les programmes de relations culturelles internationales couvrent une vaste gamme d'activités, notamment d'ordre artistique (spectacles, arts plastiques, littérature, films et vidéos), universitaire (études canadiennes, bourses et conférences), sportif, ainsi que les échanges entre personnalités du monde culturel, étudiants et jeunes travailleurs. L'ensemble de ces programmes vise à projeter l'image d'une nation dynamique et unique, d'un producteur fiable de biens et de services et d'un pays agréable à visiter et propice aux investissements.

Au cours de l'année visée par ce rapport, on s'est surtout efforcé de concrétiser les priorités établies par le Ministère en matière de relations culturelles et ce, en élaborant des stratégies en fonction de régions et de pays précis. À cette fin, on a mis au point un ensemble de programmes à partir des exigences des différents marchés. Les événements culturels canadiens qui ont eu lieu au Japon, en Chine et en Inde ont reçu un accueil chaleureux. Par ailleurs, le Ministère tentera d'accroître le nombre d'activités culturelles dans les pays du Pacifique et en Amérique latine. Grâce à une augmentation des fonds consacrés aux relations culturelles internationales, il est maintenant possible de s'attaquer à de nouveaux objectifs. En outre, on pourra accroître le nombre d'activités dans des secteurs traditionnels comme les États-Unis et les maintenir à leur niveau actuel en Europe de l'Ouest.

Politique culturelle

Lors de planification de projets, l'appui aux industries culturelles du Canada constitue un volet de plus en plus important. La commercialisation de produits culturels tels les œuvres d'art, les livres, les disques et les films, constitue un aspect important de la politique culturelle du Ministère. En outre, une mise en marché efficace et dynamique de nos produits culturels contribue à l'essor économique des industries culturelles canadiennes tout

en favorisant la diffusion de notre culture. Dans le but d'appuyer cette stratégie de commercialisation à l'étranger, une base de données culturelles améliorée a été créée, de concert avec le secteur privé et d'autres ministères. Enfin, les répercussions que pourraient avoir sur l'économie culturelle les négociations commerciales multilatérales et les pourparlers entre le Canada et les États-Unis ont fait l'objet d'analyses et de recommandations.

On a continué de conclure des accords de principe en matière d'échanges culturels avec différents pays. Tout en étant flexibles et en n'exigeant pas de procédures fastidieuses, de telles ententes entre gouvernements facilitent les activités culturelles de part et d'autre.

Échanges internationaux

Suite à une recommandation du Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes, le Programme des échanges internationaux, qui relevait auparavant d'Emploi et Immigration Canada, est maintenant sous les auspices de la Direction de la politique culturelle du ministère des Affaires culturelles. De ce fait, les échanges bilatéraux et multilatéraux, souvent subventionnés par le secteur privé, sont dorénavant le reflet des priorités établies en matière de politique extérieure, avec lesquelles ils changent. Ce changement témoigne également de l'importance croissante accordée aux échanges de jeunes et de personnalités du milieu culturel, échanges qui, soulignons-le, ne peuvent que favoriser les rapports qu'entretient le Canada avec l'étranger.

En 1986, le Programme des échanges internationaux du Canada a permis à environ 8 000 étudiants et jeunes travailleurs de 64 pays d'acquérir une expérience de travail. Certains organismes, notamment la Fédération canadienne des étudiants-services, la Canadian Host Family Association, l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales, Carrefour canadien international et l'Office franco-québécois de la jeunesse, jouent un rôle de premier plan dans ces échanges.

Les banques de missions établies dans le cadre d'accords bilatéraux ont accordé leur appui financier à une quarantaine de personnalités du milieu culturel, principalement de France, de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et du Mexique. En retour, des personnalités des milieux universitaire et culturel canadiens ont reçu une aide financière pour participer à des conférences et à d'autres événements se tenant dans ces pays.

Sports internationaux

Au cours de l'année, le Cabinet a expressément reconnu le rôle important que joue le sport international dans les relations culturelles internationales et dans la politique extérieure du Canada. Le Ministère a prêté son concours à des athlètes canadiens pour qu'ils se rendent à l'étranger. Il a en outre facilité la participation de Canadiens à des compétitions internationales comme la Coupe du monde du football à Mexico, la Coupe du monde de natation à Madrid et le tournoi de tennis de la Coupe Davis à Caracas et à Lima.

En 1986, lors des Jeux du Commonwealth à Édimbourg, les Canadiens se sont distingués dans presque tous les domaines, remportant 115 médailles. Le Ministère a souscrit sans réserve aux Jeux, et il a également coordonné plusieurs aspects des Jeux olympiques d'hiver de 1988, à Calgary. Il a aussi participé à l'organisation de « Rendez-Vous 87 », un festival sportif et culturel d'importance qui s'est tenu à Québec en février. L'événement marquant de cette manifestation a sans aucun doute été la série de matches opposant l'URSS et la Ligue nationale de hockey, qui a été suivie par plus de 300 millions de téléspectateurs à travers le monde entier. La signature d'un protocole d'entente sur les échanges sportifs en 1987-1988, par le ministre soviétique du Sport et par le ministre canadien du Sport amateur, Otto Jelinek, est venu renforcer les relations sportives canado-soviétiques. De même, en mars 1987, un protocole d'entente sur les échanges sportifs a été négocié avec la République fédérale d'Allemagne, et le Protocole d'entente sur les échanges sportifs qui lie le Canada à ce pays a été prolongé jusqu'en 1992.

Pendant l'année, les performances éblouissantes des athlètes tels Gail Greenough, Ben Johnson, Pierre Harvey et Brian Orser leur ont permis de se distinguer sur la scène internationale. Quant à Rick Hansen, qui a achevé son périple en fauteuil roulant autour du monde, périple entrepris dans le but de recueillir des fonds pour la recherche sur la moelle épinière, il est devenu une célébrité mondiale.

Promotion des arts

Une réorientation des activités de promotion artistique a permis de créer un meilleur équilibre entre les activités menées en Europe de l'Ouest et dans d'autres régions importantes pour la politique extérieure canadienne, particulièrement les États-Unis et les pays du Pacifique, ainsi que certains pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Des artistes professionnels canadiens de toutes les disciplines — arts de la scène, arts plastiques, cinéma et littérature — ont reçu des bourses du Ministère, qui a ainsi subventionné plus de 250 programmes. Après la négociation, en octobre 1986, de la reprise des échanges culturels officiels, on a commencé à planifier des activités en URSS. M^{me} Evelyn Hart, du Royal Winnipeg Ballet et M. André Michel, un artiste québécois, ont été parmi les premiers Canadiens à se rendre à Moscou dans le cadre du nouveau programme d'échanges.

L'événement le plus marquant de 1986 a été la tournée de la Toronto Symphony, qui a donné 17 concerts dans huit pays d'Europe de l'Ouest, dont six villes scandinaves, ce qui constitue une première. Les Grands Ballets canadiens ont reçu une aide financière pour se produire aux États-Unis, notamment au Metropolitan Opera House à New York. Parmi les 25 programmes subventionnés par le Ministère dans le domaine du théâtre, on compte la tournée du Kaleidoscope Theatre of Victoria (Colombie-Britannique), qui a donné à l'automne dernier 39 représentations pour les jeunes au Japon.

En acquittant les frais de voyage d'imprésarios, de directeurs d'établissements culturels et de critiques d'art,

le Ministère a contribué à aider les artistes à trouver de nouveaux débouchés. La visite au Canada de directeurs de festivals et de critiques d'art a aussi agi dans ce sens. En outre, le Ministère a parrainé un certain nombre d'activités commerciales et diplomatiques au cours desquelles étaient présentées des manifestations culturelles. Ainsi, la troupe Anna Wyman Dance Co. de Vancouver et la guitariste Liona Boyd se sont produites en spectacle à la VII New Delhi International Engineering Fair, où le Canada était à l'honneur. À cette occasion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est d'ailleurs rendu en Inde. De plus, la violoniste Angèle Dubeau, accompagnée du pianiste Andrew Tunis, a joué pour le gouverneur général et ses hôtes lorsque M^{me} Sauvé s'est rendue en Chine et en Thaïlande.

Dans le domaine des arts plastiques, l'aide a été équitablement répartie entre des expositions d'œuvres traditionnelles, contemporaines, autochtones et avant-gardistes. La Biennale de Venise et la Cologne Art Fair comptent parmi les manifestations d'importance qui ont eu lieu au cours de l'année. Le Canada était représenté à la première par Krzysztof Wodiczko et Melvin Charney, tandis qu'à Cologne, il a présenté une rétrospective d'art contemporain des années 1956-1985. Cette dernière, dans laquelle six galeries d'art et six revues d'art canadiennes étaient proposées, comprenait quelque 1 000 œuvres réalisées par 30 artistes canadiens.

Une soixantaine d'écrivains et d'éditeurs canadiens ont bénéficié de bourses qui leur ont permis de mieux faire connaître la littérature canadienne à l'étranger et ce, en utilisant différentes stratégies : lectures d'œuvres, tournées de conférence, programmes d'auteurs en résidence, lancement de livres, festivals littéraires et foires internationales du livre.

Dans le cadre d'un programme géré pour le Ministère par le Conseil des Arts du Canada, des artistes étrangers réputés représentant 18 pays sont venus au Canada pour donner des ateliers et des cours dans différentes disciplines.

Grâce aux subventions accordées par le biais du programme de promotion des arts, les centres culturels canadiens de Londres, de Paris et de Rome, ainsi que les missions à New York, à Washington, à Bonn, à Bruxelles et à Tokyo, ont pu entreprendre différentes activités dans le domaine culturel.

Études canadiennes à l'étranger

Le Ministère, par le biais du programme des relations universitaires, a employé différentes stratégies en vue de promouvoir les études canadiennes dans les universités étrangères : programmes de bourses pour les universitaires, centres d'études canadiennes, aide à la mise sur pied de programmes et programme d'appui aux bibliothèques. On estime que plus de 800 universités réparties dans 23 pays différents offrent maintenant des cours sur le Canada.

Pendant l'année 1986-1987, une nouvelle association d'études canadiennes à l'étranger a vu le jour, en Inde cette fois-ci. L'ensemble des 13 associations regroupe plus de 3 000 membres, ce qui témoigne de l'intérêt toujours croissant que l'on porte à l'étranger à l'enseignement, à la

recherche et aux publications universitaires sur le Canada. En mai 1986, avaient lieu à l'Université de Bordeaux la réunion du conseil exécutif du Conseil international des études canadiennes ainsi que la conférence annuelle de l'Association française d'études canadiennes.

Conformément aux priorités du Ministère en matière de politique extérieure, on a continué de mettre l'accent sur les relations universitaires avec les pays du Pacifique. La troisième bourse annuelle de recherche canado-japonaise, d'une valeur de 50 000 dollars, a été accordée à la faculté de droit de l'Université de Kobe pour un projet de recherche sur les problèmes juridiques auxquels se heurtent les sociétés japonaises lorsqu'elles font des affaires au Canada. À la suite de cette recherche, on publiera, en japonais, des ouvrages portant sur le Canada. Enfin, un programme d'échanges universitaires avec la République populaire de Chine permet à 12 étudiants chinois d'étudier au Canada, et à un nombre égal de Canadiens de vivre et d'étudier en Chine.

Bourses du gouvernement du Canada

Au cours de l'année, des bourses du gouvernement du Canada ont été offertes aux ressortissants étrangers de 21 pays poursuivant des études de deuxième ou de troisième cycles ou des recherches post-doctorales. Comme il s'agit d'un programme d'échange, les pays auxquels il s'adresse offrent des bourses similaires aux Canadiens.

Affaires historiques

Tout au long de l'année, on a préparé plusieurs volumes des *Documents sur les relations extérieures du Canada* en vue de leur publication. Il en est de même pour les deux volumes racontant l'histoire officielle du Ministère, depuis sa création en 1909 jusqu'en 1968. Des subventions ont été accordées à des chercheurs étudiant l'histoire des relations extérieures du Canada. Quant aux historiens du Ministère, ils ont continué de donner des conférences devant des auditoires universitaires, afin de diffuser le résultat de leurs recherches.

Chapitre 9

COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Développement de la politique

Tout au long de l'année, la Direction générale du développement de la politique a continué de surveiller et d'analyser les tendances économiques et politico-stratégiques influant sur les relations internationales. Grâce à ses directions de l'Analyse économique et commerciale et de l'Analyse politique stratégique, elle a pu déterminer l'impact de ces tendances sur le Canada, mais aussi préparer des énoncés de politique, des données statistiques et des analyses sur les questions clés touchant la politique extérieure. La souveraineté, les relations Est-Ouest, la politique de défense, la sécurité dans la région du Pacifique, le contrôle des armements classiques et nucléaires, la Francophonie, le soutien au moyen de subventions fédérales et la protection tarifaire des industries canadiennes et du commerce des matières premières comptaient parmi les domaines où la Direction générale a concentré ses activités. De plus, celle-ci a été chargée de préparer un énoncé sur la position du Canada concernant les dossiers politiques examinés au Sommet de Tokyo. Enfin, elle a préparé ou contribué à la rédaction des discours clés de politique extérieure à l'intention du Premier ministre, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du ministre du Commerce extérieur.

Mais la tâche principale de la Direction générale en 1986-1987 aura été de diriger la revue de la politique extérieure entreprise en 1985. D'avril à juin 1986, elle a assisté aux audiences du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes tenues un peu partout au pays. Le comité avait, en effet, été chargé de faire des recommandations au sujet des relations internationales canadiennes. Il a publié son rapport en juin et la Direction générale s'en est inspirée pour préparer la réponse gouvernementale, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a déposée en Chambre en décembre 1986. La Direction générale a en outre assuré le suivi, activité impliquant une liaison étroite et constante avec les directions géographiques et de fonctionnement du Ministère, ainsi qu'avec neuf autres ministères et organismes gouvernementaux. Une fois la réponse déposée, des membres de la Direction générale ont parcouru le pays pour expliquer et le processus révisionnel de la politique extérieure, et les nouvelles initiatives de politique.

Gestion du Ministère

La Direction générale de la gestion centrale a coordonné les plans et les objectifs de la haute direction afin d'utiliser les ressources du Ministère selon les priorités gouvernementales et le climat actuel de restrictions financières.

La Direction de la planification centrale a continué de coordonner la réponse du Ministère aux recommandations

des 14 sous-comités du Groupe de travail ministériel chargé de réexaminer les programmes. Elle a d'ailleurs mené à terme 9 des 20 recommandations restées en suspens. La partie III du budget principal de 1987-1988 a été préparée, puis présentée au Parlement en février 1987. D'autre part, le cycle de planification des opérations a été simplifié. Il accorde, notamment, une attention plus soutenue aux intérêts des ministères, des organismes et des gouvernements provinciaux clients. La Direction a également élaboré une politique de recouvrement des dépenses quant aux services rendus par le Ministère à ces clients.

Au cours de l'année financière 1986-1987, la principale fonction de la Direction de la gestion des ressources a consisté à établir et à mettre en œuvre un plan de gestion à long terme pour le Ministère. Ce plan, qui sera en vigueur durant la période allant de 1986-1987 à 1990-1991, vise à maximiser l'utilisation des ressources réduites. Il se compose de six grands volets : l'examen constant et la simplification des pratiques administratives et de fonctionnement existantes; la revue de la taille des unités à l'Administration centrale; l'examen des ressources dans les missions à l'étranger et à l'Administration centrale; l'analyse des subventions et des contributions; la revue de certains aspects du mandat du Ministère et l'introduction d'un important projet de bureautique.

La Direction a par ailleurs poursuivi le contrôle du processus de planification dans les missions et à l'Administration centrale, du processus annuel d'allocation des ressources et du système de rapport à la gestion centrale. Enfin, elle a préparé des analyses et des recommandations sur nombre de problèmes courants ou ponctuels ayant trait à la gestion des ressources. La haute direction sera ainsi en mesure de régler ces problèmes.

La Direction de l'évaluation des programmes et des ressources a, de son côté, procédé à plusieurs évaluations afin de déterminer comment les ressources étaient utilisées et quels étaient les besoins à ce chapitre. Par la suite, elle a déterminée les possibilités de redistribution des ressources au Ministère. Des études d'envergure ont été faites pour tous les consulats généraux des États-Unis, pour cinq missions en République fédérale d'Allemagne et pour les trois missions canadiennes à Bruxelles. La Direction a aussi mené à terme une évaluation concernant la phase expérimentale du système informatisé WIN-Export, un système d'information destiné aux délégués commerciaux (Voir Chapitre 2). Cette évaluation a permis de trouver des solutions pouvant améliorer le système et assurer son expansion. Enfin, la Direction a entrepris l'évaluation des services de communications du Ministère dans les secteurs économique et commercial, ainsi qu'une analyse du Programme des foires et des missions commerciales.

La Direction de la vérification interne a été chargée de vérifier entièrement tous les programmes et toutes les opérations du Ministère à l'Administration centrale et à l'étranger. Durant l'année écoulée, elle a effectué la vérification interne des programmes administratifs et d'immigration dans 25 missions d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Antilles. En outre, la Direction a aussi exécuté des vérifications internes de fonctionnement dans le cas du programme d'immigration à l'Administration centrale et du Bureau des passeports.

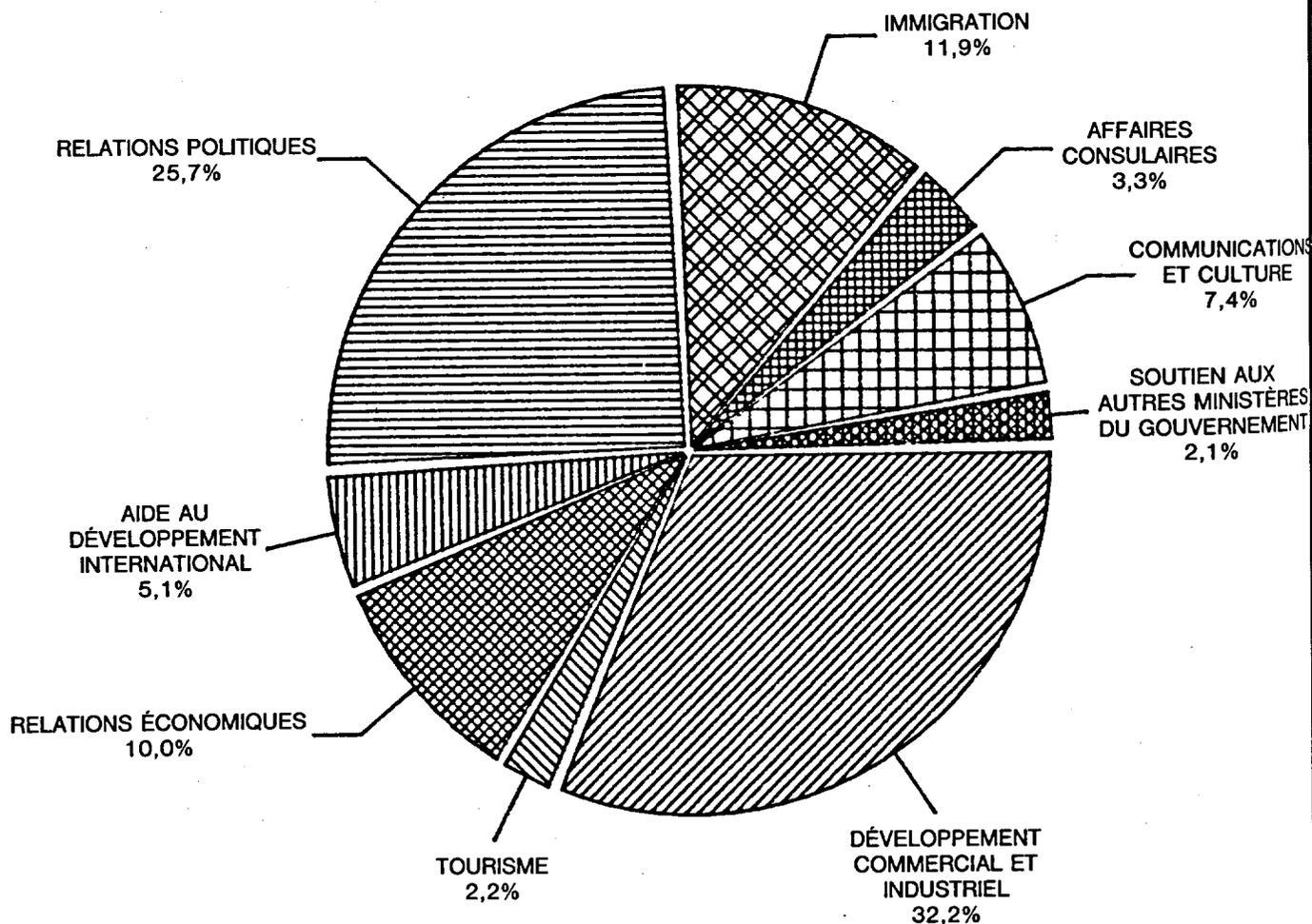
Un certain nombre d'enquêtes spéciales ont été menées à la demande de la haute direction du Ministère. Les rapports préparés à ces occasions lui ont fourni une évaluation de l'administration des programmes et des opérations du Ministère. Les vérifications ont toutes porté sur l'efficacité, l'aspect économique et l'efficience des politiques, des pratiques et des contrôles de gestion interne.

Grâce au système du Cabinet, le Secrétariat de liaison avec le Cabinet et de la coordination a poursuivi son rôle de centre de coordination et de gestion pour les activités commerciales et la politique extérieure. Il a également coordonné les relations du Ministère avec le Parlement et les parlementaires; ces relations prennent une importance croissante en raison du rôle élargi des comités. Le Secrétariat a par ailleurs appuyé les sous-ministres ainsi que le Comité exécutif et le Comité de direction — les deux principaux organes décisionnels au Ministère. D'autre part, le secrétariat a géré les ressources affectées aux conférences internationales et coordonné l'approbation et l'organisation des visites ministérielles à l'étranger et des visites de sommités au Canada.

Programme d'amélioration de la gestion

Le Programme d'amélioration de la gestion du ministère des Affaires extérieures (PAGAE) a été mis sur pied en

RÉPARTITION DES RESSOURCES FINANCIÈRES, PAR PROGRAMME



1983. Il visait à répondre aux critiques du Comité des comptes publics de la Chambre des communes, du Vérificateur général et du Bureau du contrôleur général adressées au ministère quant à ses structures, ses méthodes et ses systèmes de gestion.

Le PAGAE se compose d'un certain nombre d'entreprises destinées à fournir au Ministère des pratiques de gestion adaptées à ses besoins et à ceux des organismes centraux. Plusieurs entreprises de grande envergure ont été menées à terme. D'autre part, les nouveaux systèmes de gestion financière et de communication mis en place au Ministère ont permis d'inclure certains des projets clés du PAGAE. Comme la période d'application du Programme initial se termine bientôt, son secrétariat s'applique maintenant à définir les besoins du Ministère quant à l'amélioration des pratiques de gestion, en raison, surtout, de la conclusion possible d'une entente avec le Conseil du Trésor, entente qui donnerait au Ministère un contrôle accru sur son administration et ses ressources.

Bureau de l'inspecteur général

Durant l'année faisant l'objet de ce rapport, l'inspecteur général a — à la demande de la haute direction — continué de veiller à la qualité des pratiques de gestion à l'Administration centrale et à l'étranger. Il a également indiqué à la haute direction dans quelle mesure les missions pouvaient atteindre les objectifs de politique extérieure. Dans l'exécution de son mandat, l'inspecteur général a reçu l'entière collaboration des sous-ministres adjoints, des directeurs généraux, des chefs de mission et des autres membres du personnel impliqués.

De plus, l'inspecteur général a dirigé une équipe ministérielle chargée d'évaluer les ressources de 13 consulats généraux aux États-Unis. Cette activité a permis au Ministère d'économiser ses ressources humaines et financières de façon appréciable.

Coordination fédérale-provinciale

Au chapitre des relations fédérales-provinciales, le rôle du Ministère consiste essentiellement à harmoniser les politiques et les activités des gouvernements fédéral et provinciaux sur la scène internationale. Au cours de l'année écoulée, les gouvernements provinciaux ont continué d'affecter d'importantes ressources humaines et financières à la promotion de leurs intérêts à l'étranger. À cet égard, le Ministère a d'ailleurs beaucoup appuyé les provinces. Quatre unités de travail expérimentales ont été installées par deux provinces dans les missions canadiennes de Düsseldorf, Hong Kong et Séoul. Des consultations fédérales-provinciales avec les ministres et des hauts fonctionnaires ont eu lieu tout au long de l'année. Elles permettaient de s'assurer que l'on tenait compte des intérêts provinciaux dans la formulation des politiques touchant les relations internationales. Ces consultations cherchaient également à informer les autorités provinciales sur la position du gouvernement fédéral concernant divers sujets d'intérêt commun. De plus, le réseau de télécommunications du Ministère s'est tenu à la disposition des provinces et celles-ci ont ainsi pu accéder rapidement aux nombreux services des missions diploma-

tiques et consulaires canadiennes à l'étranger. Le Ministère a continué d'acheminer aux provinces les rapports, les commentaires et les documents de recherches — principalement ceux de nature économique et commerciale — que lui ont fait parvenir ses missions à l'étranger. Ces missions ont en outre maintenu des contacts étroits avec les bureaux provinciaux de leurs territoires respectifs.

De plus, le Ministère a facilité la participation des provinces aux réunions d'institutions multilatérales comme l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du travail, l'UNESCO, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Commonwealth, les institutions de la Francophonie et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Il a également aidé à organiser les visites de premiers ministres et de délégations provinciales à l'étranger ainsi que celles de délégations étrangères dans les diverses provinces.

Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada

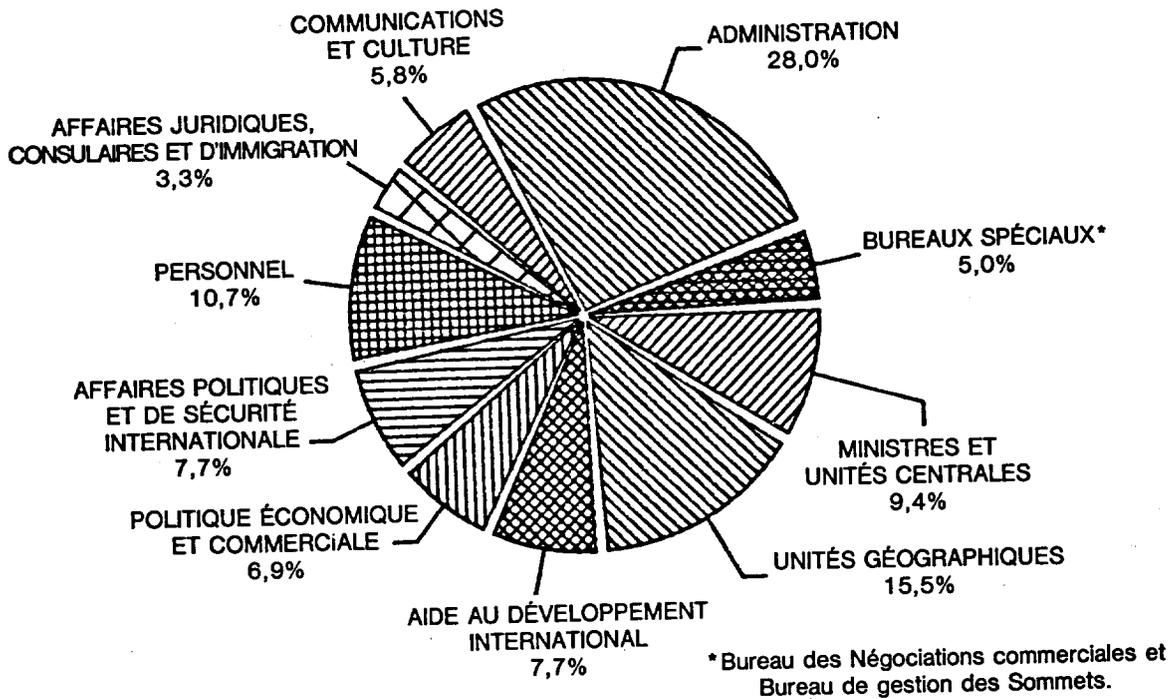
Au cours de l'année écoulée, le Canada a entretenu des relations diplomatiques avec 145 pays, représentés à Ottawa par 76 ambassadeurs en résidence et 30 ambassadeurs non résidents ainsi que par 23 hauts-commissaires résidents et 16 hauts-commissaires non résidents. L'Organisation de l'aviation civile internationale, qui compte des représentants dans 50 pays, la Délégation de la Commission des Communautés européennes, l'Institut interaméricain de coopération agricole, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sont aussi représentés au Canada.

En 1986-1987, le Bureau du protocole du Ministère a assuré la liaison avec toutes ces missions. Il a prodigué services et conseils conformément aux obligations du Canada aux termes des Conventions de Vienne, d'autres accords internationaux, ainsi que des lois et règlements du Canada. Il a été chargé de la protection des représentants et des bureaux diplomatiques et consulaires, des formalités d'accréditation des chefs de mission étrangers et canadiens et des aspects protocolaires des visites d'État au Canada. Il a également veillé au respect des privilèges et immunités des quelque 6 500 membres des missions diplomatiques et consulaires canadiennes, y compris leurs domestiques et les personnes à leur charge.

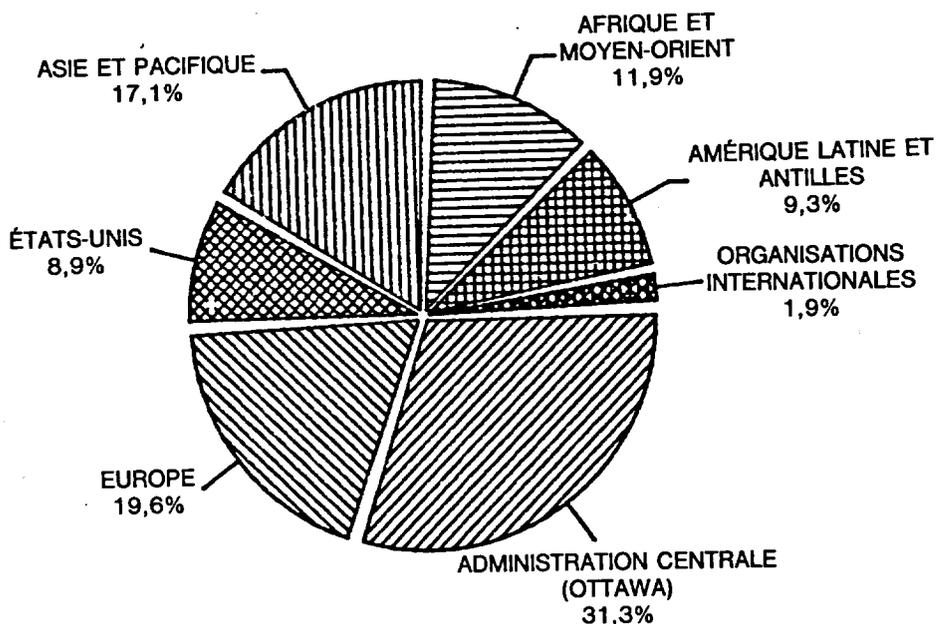
Le Bureau s'est occupé d'accueillir des personnalités étrangères en visite officielle et du soutien logistique et administratif à ces occasions. En 1986, le Canada a reçu de nombreux chefs d'État et de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et d'autres ministres. Ceux-ci ont visité Expo 86 à l'occasion de leur fête nationale respective. Au nombre des visiteurs officiels au Canada durant l'année écoulée figurent les présidents

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENTRE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER

ADMINISTRATION CENTRALE PAR ACTIVITÉ ORGANISATIONNELLE (Employés canadiens)



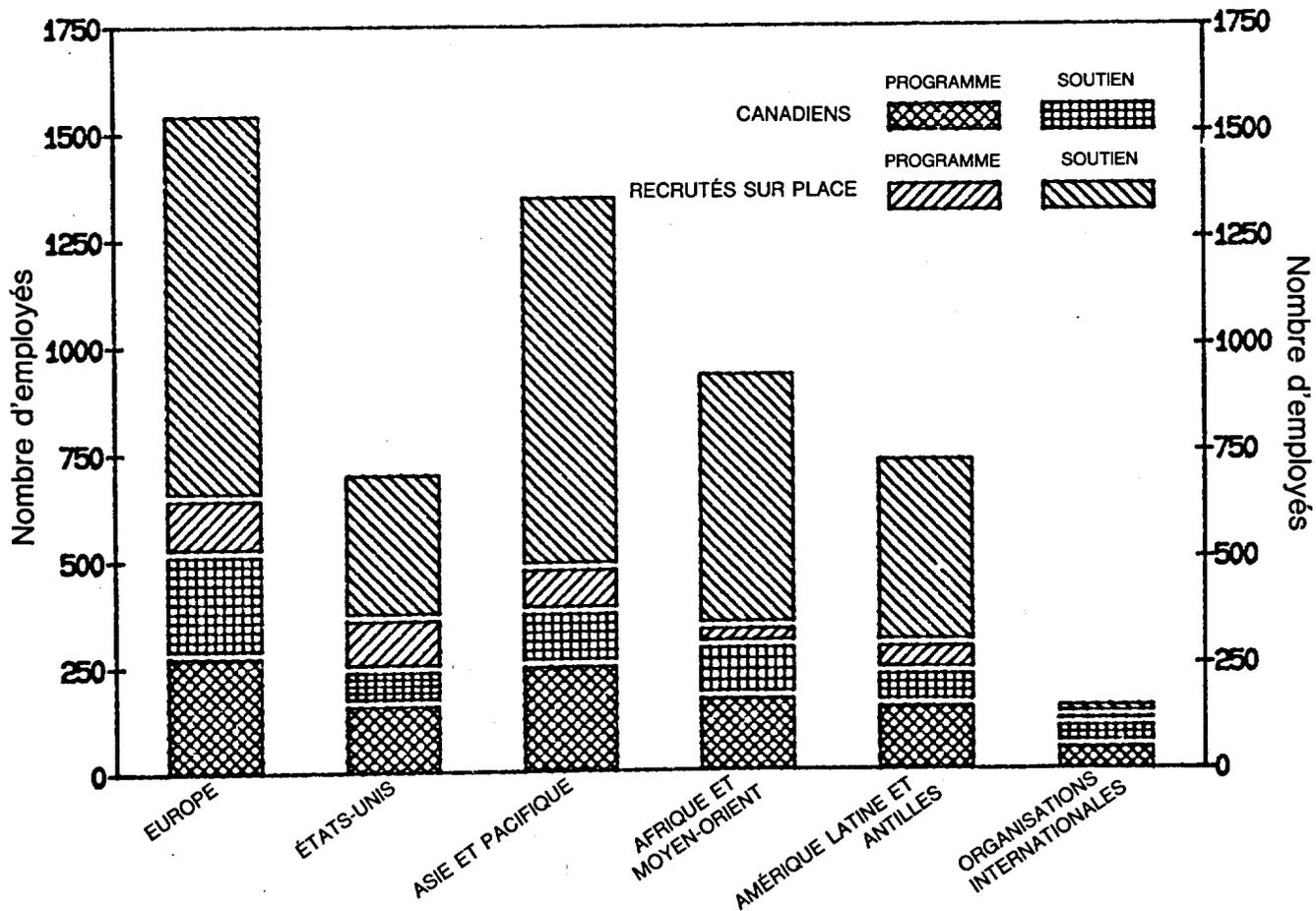
MISSIONS ET ADMINISTRATION CENTRALE, PAR RÉGION (Employés canadiens et employés recrutés sur place)



DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL DANS LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER, PAR RÉGION

(Employés canadiens et employés recrutés sur place)

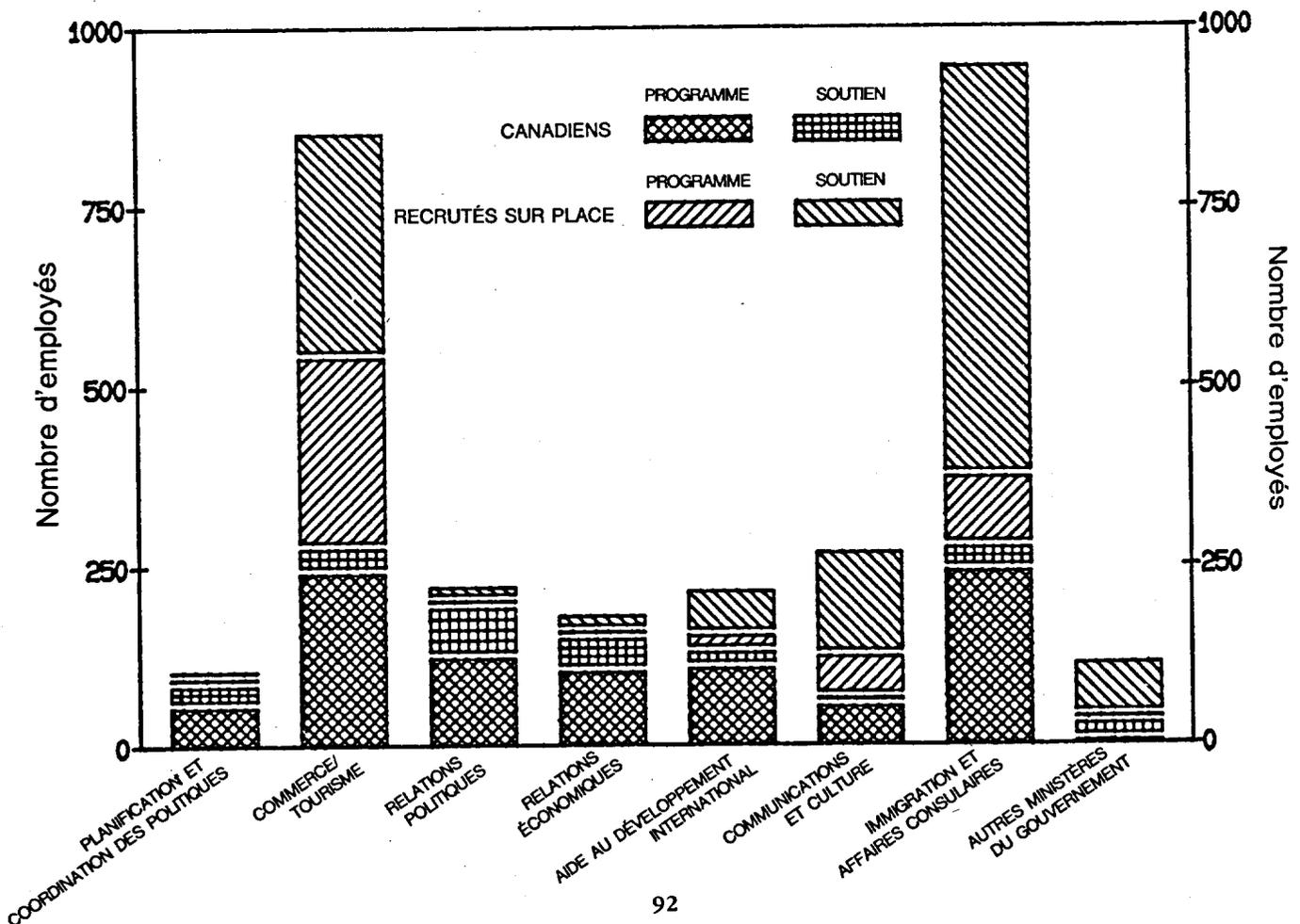
	Employés de programme		Employés de soutien	
	Canadiens	Recrutés sur place	Canadiens	Recrutés sur place
Organisations internationales	50	1	51	47
États-Unis	156	121	80	342
Afrique et Moyen-Orient	168	44	120	599
Amérique latine et Antilles	148	65	76	440
Asie et Pacifique	247	103	124	872
Europe	272	131	238	900
Sous-total	1 041	465	689	3 200
GRAND TOTAL		5 395		



DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL DANS LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER, PAR PROGRAMME

(Employés canadiens et employés recrutés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Canadiens	Recrutés sur place	Canadiens	Recrutés sur place
Planification et coordination des politiques	54,5	0,3	29,4	11,9
Développement commercial et industriel	208,0	222,5	32,1	270,8
Tourisme	25,9	39,5	0,1	38,2
Relations politiques	125,5	3,2	71,2	26,2
Relations économiques	105,3	7,0	45,9	25,0
Aide au développement international	106,5	23,2	21,8	62,2
Communications et culture	53,5	58,6	10,5	144,9
Immigration et affaires sociales	205,7	91,5	12,9	456,0
Affaires consulaires	36,1	6,5	19,4	112,9
Administration	116,3	11,8	421,5	1 965,5
Autres ministères du gouvernement	3,7	0,9	24,2	86,4
Sous-total	1 041	465	689	3 200
TOTAL				5 495

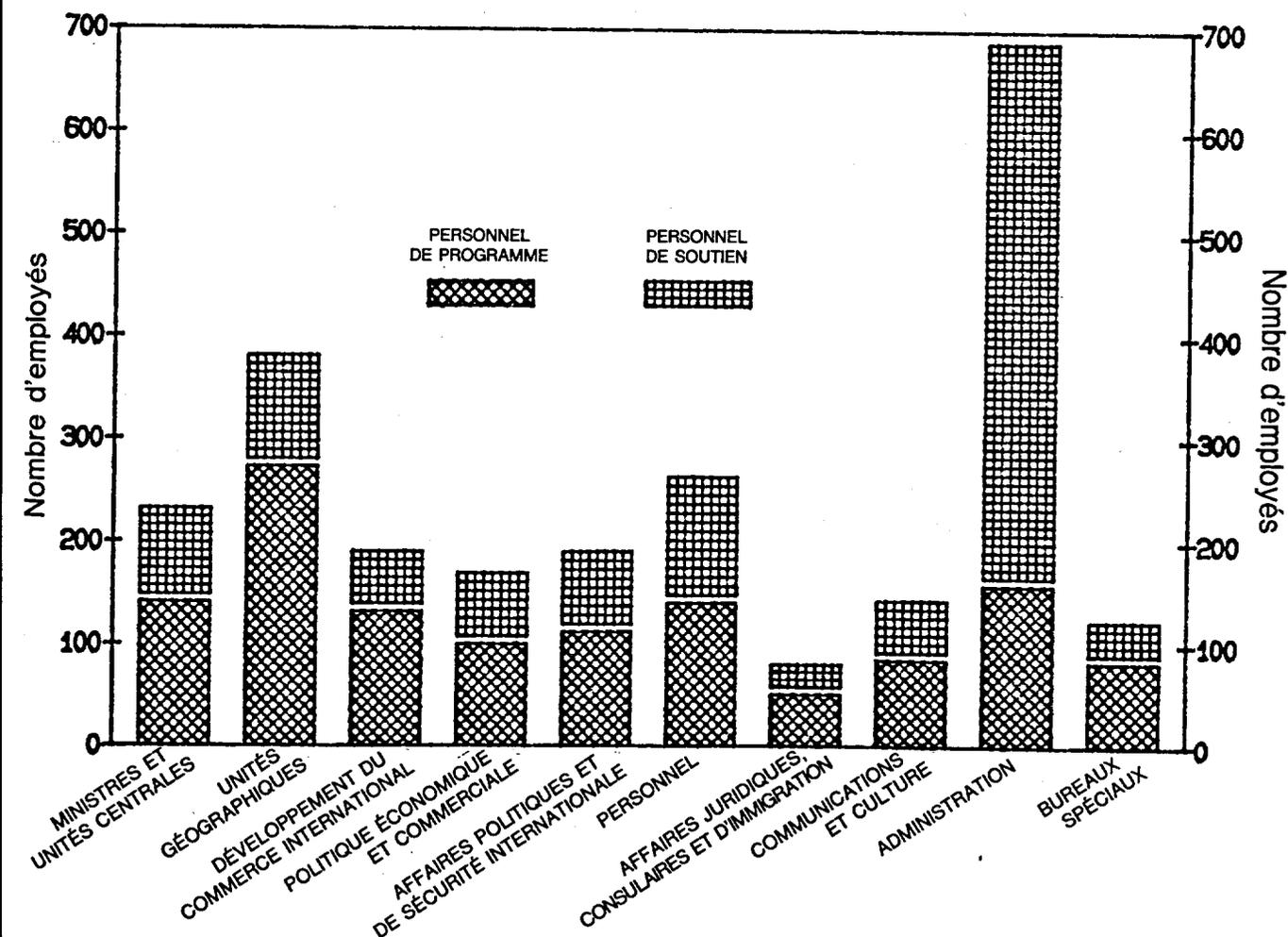


DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL À L'ADMINISTRATION CENTRALE, PAR ACTIVITÉ ORGANISATIONNELLE

(Employés canadiens)

	Employés de programme	Employés de soutien
Ministres et unités centrales	141	91
Unités géographiques	273	108
Développement du commerce international	132	58
Politique économique et commerciale	100	69
Affaires politiques et de sécurité internationale	112	78
Personnel	140	123
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	51	29
Communications et culture	85	58
Administration	158	530
Bureaux spéciaux*	83	40
Sous-total	1 275	1 184
TOTAL	2 459	

* Bureau des négociations commerciales et Bureau de la gestion des Sommets



Francesco Cossiga d'Italie, Denis Sassou-Nguesso du Congo, Augustus Seignoret de la Dominique, et Paul Biya du Cameroun; le roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga, les premiers ministres Gro Harlem Brundtland de Norvège, Margaret Thatcher de Grande-Bretagne, R. Premadasa de Sri Lanka, Kennedy Alphonse immonds de Saint-Christophe-et-Nièves, Herbert Blais de la Grenade, James Mitchell de Saint Vincent et les Grenadines, Lubomir Strougal de Tchécoslovaquie, Shimon Peres d'Israël, et Samson Kisekka d'Ouganda. Le vice-président des États-Unis, George Bush, et bon nombre de ministres des Affaires extérieures ont aussi visité le Canada au cours de l'année.

En outre, le Bureau du protocole s'est occupé de préparer les visites effectuées à l'étranger par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark. Pour l'année écoulée, celui-ci s'est notamment rendu au Moyen-Orient, au Japon, en Grande-Bretagne, en Uruguay, en Inde, au Bangla Desh, en Autriche et aux États-Unis. De même, le Bureau s'est chargé des voyages qu'ont effectués les ministres du Commerce extérieur et des Relations extérieures au Japon, en Amérique latine, en Europe et en Afrique, ainsi que des visites d'autres ministres ou secrétaires parlementaires qui représentaient des ministres.

Enfin, le Bureau a administré la Maison d'accueil du gouvernement à Ottawa ainsi que les locaux réservés aux réceptions officielles à l'Administration centrale. Durant l'année financière 1986-1987, 13 109 invités ont été reçus à l'un et l'autre endroits.

Sécurité et renseignement

Le Ministère a mis sur pied la Direction générale du renseignement extérieur dans le but de recueillir, d'analyser et de diffuser de l'information sur les capacités, les intentions et les activités de gouvernements, d'organisations et de particuliers à l'étranger. La Direction générale doit fournir au gouvernement, mais plus particulièrement au Ministère, des renseignements pertinents, à jour et pré-analysés, afin de protéger les intérêts du Canada et de faciliter le processus décisionnel dans la conduite des relations extérieures. La Direction se subdivise en quatre directions chargées respectivement du renseignement politique, du renseignement économique, des services de renseignement et des entrevues.

La Direction générale du service de sécurité est notamment chargée de préparer, à l'intention du gouvernement, des recommandations touchant la coopération internationale. Ces recommandations visent à combattre le terrorisme, à gérer le Centre des opérations permettant au Ministère de réagir 24 heures sur 24 aux crises susceptibles de survenir dans n'importe quelle région du globe, et de coordonner le développement de recommandations quant à la protection, au Canada, des personnes jouissant d'une immunité internationale. La Direction générale administre à la fois le programme de sécurité du Ministère et son programme de protection des employés et des personnes à leur charge durant leur affectation à l'étranger. Enfin, elle est chargée de coordonner la mise en œuvre, au Ministère, de la nouvelle politique gouvernementale de sécurité annoncée en juin 1986.

Personnel

La Direction générale du personnel est une unité de service chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des employés du Ministère. Les services qu'elle offre varient selon que les employés font partie du Service extérieur permutant (2 805 employés), qu'ils occupent des postes non permuteurs et travaillent uniquement au Canada (1 304 employés) ou qu'ils comptent parmi les 3 665 personnes recrutées sur place dans les missions à l'étranger. Avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux, la Direction générale administre aussi un important programme de détachements. En 1986-1987, 223 employés d'autres ministères et organismes gouvernementaux ont été rattachés au Ministère, tandis que 118 employés des Affaires extérieures travaillaient dans d'autres ministères et organismes ou dans le secteur privé.

La Direction générale du personnel doit être en mesure, par les services qu'elle offre, de répondre aux exigences du Ministère et de la Fonction publique en général. Le Ministère a continué d'appliquer la politique gouvernementale concernant la réduction des effectifs de la Fonction publique. La grande majorité des employés visés ont été affectés à d'autres postes au Ministère ou ailleurs dans la Fonction publique.

Un certain nombre de mesures ont été prises pour permettre au Ministère de gérer des effectifs dans un contexte souvent très particulier. La Commission de la Fonction publique a obtenu pour le Ministère une ordonnance d'exclusion prévoyant l'affectation d'employés permuteurs conformément à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Une politique ministérielle de formation a été mise sur pied afin de répondre plus adéquatement aux besoins actuels du Ministère. L'application de cette politique s'est, par ailleurs, accrue. La priorité a été accordée à la formation en langues étrangères afin que les employés du Service extérieur puissent s'acquitter efficacement de leurs tâches.

En outre, le processus de recrutement des agents du Service extérieur a été modifié afin d'obtenir une évaluation plus détaillée des candidats. Plus de 200 agents du commerce sont passés au groupe du Service extérieur pour permettre une utilisation plus souple des compétences et des connaissances spécialisées au Service des délégués commerciaux et faciliter la gestion du personnel dans le secteur commercial. D'autre part, dans le but d'améliorer ses capacités administratives et de gestion, le Ministère a encore renforcé son effectif d'agents administratifs permuteurs. Par ailleurs et conformément à la politique de privatisation à l'échelle gouvernementale, la section assurant les services de voyage en cas d'affectation temporaire a été privatisée.

Finances et services administratifs

La Direction générale des finances et des services administratifs centraux est chargée de tous les aspects touchant la gestion et l'administration des finances : la planification et l'analyse financières; la comptabilité, la vérification, le contrôle des engagements, et d'autres services financiers;

la prestation de conseils et l'exécution de contrôles relativement aux services contractuels et de rapports les concernant; les services de locaux à l'Administration centrale; les données relatives à l'inventaire des ressources à l'Administration centrale et le soutien de gestion du matériel approprié. L'une des principales fonctions de la Direction générale consiste à établir des rapports sur les opérations budgétaires du Ministère, lesquelles sont présentées ci-après.

Budget

Pour l'année financière 1986-1987, les dépenses du Ministère se sont élevées à environ 827,9 millions de dollars. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 598,2 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'Administration centrale et dans les missions à l'étranger. Elles comprenaient les traitements, les salaires et les autres frais rattachés au personnel, les frais de location de propriétés à l'étranger, les frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite d'opérations à l'étranger.

Les dépenses d'immobilisation (environ 69,5 millions de dollars) comprenaient 12,6 millions pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement et 36,9 millions au titre du Programme d'acquisition à long terme de biens. L'objectif de ce programme est de stabiliser les frais de location en augmentant la proportion des bureaux et des logements dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger.

PRINCIPAUX POSTES BUDGÉTAIRES PAR ACTIVITÉ, 1986-1987 (en millions de dollars)

Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
Politique extérieure, priorités et coordination	21,0
Expansion du commerce international	58,4
Politique économique, commerciale, et d'aide internationale	41,1
Affaires politiques et de sécurité internationale	133,3
Affaires et programmes sociaux	33,7
Relations et opérations bilatérales	448,2
Passeports	(0,3)
Soutien aux opérations, planification des ressources humaines et administration	90,5
Programme des expositions universelles	
Expositions universelles	2,0
Total	827,9

Les dépenses d'environ 160,2 millions de dollars au titre des subventions, des contributions et des paiements de transfert consistaient, pour une bonne part, en paiements obligatoires découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE et le Commonwealth.

Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens s'occupe de tous les locaux et logements appartenant au gouvernement (par l'achat ou la conception et la construction d'immeubles) ainsi que de toutes les résidences officielles et les chancelleries louées par l'État. De plus, elle fournit du matériel de soutien, assure des services de décoration intérieure et d'entretien pour les opérations du Ministère à l'étranger, et gère la collection d'œuvres d'art canadiennes du Ministère exposées dans les missions à l'étranger. Enfin, elle s'occupe du Programme ministériel d'acquisition à long terme de biens qui vise principalement à stabiliser les frais de location en augmentant la proportion des bureaux et des logements appartenant au gouvernement.

En 1986-1987, la valeur du portefeuille immobilier du Ministère était estimée à environ 1,35 milliard de dollars. Les dépenses de la Direction générale durant cette période se sont chiffrées à 51,5 millions de dollars, dont 34,6 millions ont été consacrés à la construction et à l'achat d'immeubles aux termes du Programme d'acquisition à long terme de biens.

Plusieurs entreprises de grande envergure ont progressé. La construction d'ambassades a commencé à Washington, à Pékin et à Kinshasa. Le Ministère a également acheté des terrains pour construire de nouvelles chancelleries à Buenos Aires et à Dar es-Salaam. Les travaux de conception et les arrangements contractuels se sont par ailleurs poursuivis concernant le réaménagement en coparticipation du complexe de l'ambassade de Tokyo.

Le Ministère a emménagé dans de nouvelles chancelleries louées à Bruxelles, Détroit, Los Angeles et Minneapolis ainsi que dans de nouvelles résidences officielles à Tel Aviv et à Vienne. La Direction générale a favorisé l'acquisition de locaux pour le nouveau consulat général du Canada à Shanghai et pour la délégation canadienne à la CSCE à Vienne.

Des activités importantes concernant la rénovation et l'entretien des chancelleries ont suivi leur cours durant l'année au Caire, à Georgetown, à la Havane, à Londres (Maison MacDonald) et à Madrid. En outre, des réaménagements au niveau de la décoration intérieure ont été exécutés à Bangkok, Copenhague, Oslo, Prague et Varsovie. Dix propriétés excédentaires appartenant à l'État ont été vendues dans plusieurs pays. Ces ventes ont rapporté plus de 4 millions de dollars au Trésor.

D'autre part, des emplacements ont été visités et des études de faisabilité réalisées en vue de la location, de l'achat ou de la construction de propriétés à Addis Abeba, Bogota, Düsseldorf, Genève, Lagos, Lisbonne, Londres, Rome et Varsovie.

Sur le plan administratif, une présentation au Conseil du Trésor a été préparée en vue de présenter le bilan du Programme d'acquisition à long terme de biens et d'assu-

rer le maintien de son financement. La Direction générale a en outre fait la promotion du nouveau système ministériel de communication (COSICS) qu'on envisage de mettre sur pied. Elle a préparé un rapport détaillé à l'intention du Conseil du Trésor sur l'utilisation de l'espace réservé aux chancelleries à l'étranger et elle a adopté des procédures normalisées concernant l'examen des renouvellements de baux.

La Direction de la gestion du matériel a acheté et expédié — à l'Administration centrale et dans les missions — du matériel valant au total plus de 44 millions de dollars pour permettre la mise en application de tous les programmes ministériels. La Direction a achevé la première étape d'un système automatisé de contrôle des achats, et le nouveau Manuel de la gestion du matériel a été publié.

Gestion des ressources en information

La Direction générale de la gestion des ressources en information est chargée des services de gestion de l'information du Ministère : télécommunications internationales, conception et mise au point de systèmes informatiques, systèmes d'information sur les dossiers, bureautique, traitement de texte et impression des documents administratifs. Elle est également responsable, par le biais du Bureau du projet COSICS, de la mise en œuvre du Réseau protégé canadien de communications directes (COSICS).

Au cours de 1986-1987, la Direction générale a continué d'améliorer la prestation des services qu'elle offre, et ce, à moindres frais. Le réseau de télécommunications a continué de croître et le remplacement des systèmes téléphoniques dans les missions à l'étranger a débuté. Vingt-huit missions disposent maintenant du système WIN-Export (Voir Chapitre 2) et la diffusion de micro-ordinateurs personnels par le Centre de micro-informatique du Ministère a porté leur nombre à 406. Des bases de données spéciales ont été établies pour faciliter la tâche du Groupe de travail concernant l'arbitrage dans l'affaire « La Bretagne » et pour aider à gérer la préparation des cahiers d'information du Ministère ainsi que le traitement de la correspondance reçue du public. Les projets-pilotes de bureautique à New York et à l'Administration centrale ont été couronnées de succès et un système de traitement informatisé des demandes d'immigration a été installé à Hong Kong. La Direction générale a aussi assuré les services de télécommunications et de sécurité pour les installations lors de diverses conférences et des voyages effectués par des sommités et par les ministres.

Le personnel de la Direction de la gestion de l'information documentaire a traité plus d'un million de documents et répondu à près de 30 000 demandes de renseignements; le Service du courrier a de son côté traité 4 millions d'envois postaux; les centres de traitement de texte à l'Administration centrale ont produit 5,6 millions de pages; l'imprimerie a produit plus de 40 millions de pages imprimées; près de 8 millions de télécommunications ont été traitées, ce qui représente plus d'un milliard de mots. Au nombre des mesures d'économie appliquées figurent l'expédition du courrier en vrac, les services de valise diplomatique toutes les deux semaines, la recherche de méthodes plus économiques de livraison postale et la privatisation d'une composante importante du service interne de messageries.

COSICS

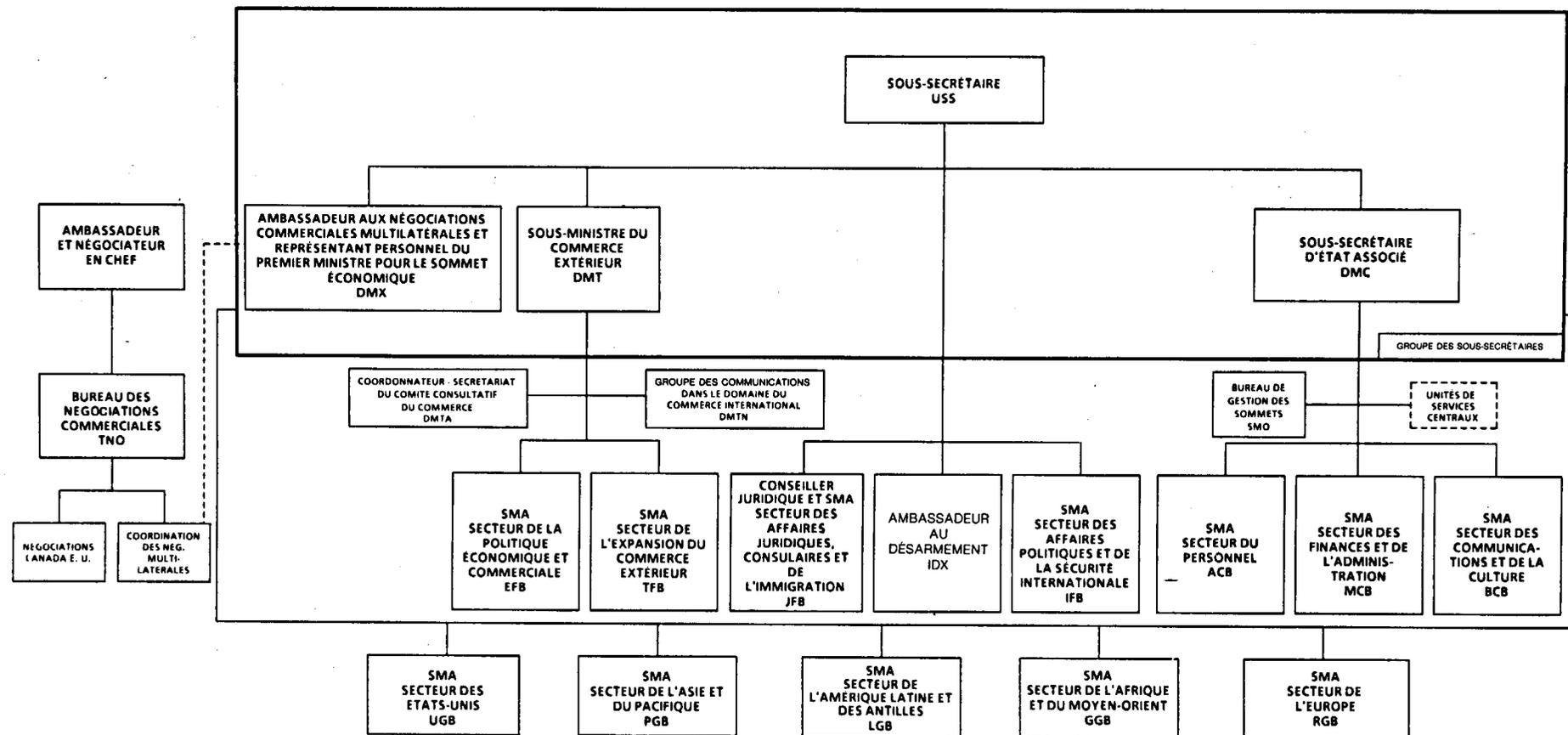
Mis sur pied à l'aide de systèmes et de technologies éprouvés, le Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) du Ministère allie communications sûres et rapides, bureautique et entreposage centralisé des dossiers. Le COSICS renforcera la sécurité en centralisant les dossiers et en réduisant la quantité de documents en circulation. Il entraînera de profonds changements dans les opérations du Ministère. En tant qu'élément constitutif du Plan de gestion à long terme, le COSICS permettra au Ministère de respecter la politique gouvernementale de réduction des années-personnes tout en se conformant à la fois aux procédures de fonctionnement existantes et aux besoins des divers programmes. Enfin, il augmentera le rendement global du Ministère.

Le COSICS sera compatible avec d'autres systèmes ministériels existants ou prévus, comme le système de la gestion financière, le système du personnel, WIN-Export, et le système automatisé de traitement des demandes d'immigration. De plus, le Ministère pourra grâce à lui poursuivre son rôle d'intermédiaire pour les autres ministères qui dirigent des opérations à l'étranger.

Selon les plans actuels, un contrat concernant la mise en place du système COSICS devrait être signé à l'automne 1987. Les travaux d'installation du système sont déjà en cours aux premiers emplacements choisis, soit à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies et au Consulat général à New York. La première étape prévoit que ceux-ci soient raccordés au système d'ici la fin de 1987. En ce qui concerne la nouvelle chancellerie à Washington, le reste des consulats aux États-Unis et certains services à l'Administration centrale, le raccordement sera effectué durant la première moitié de 1988.

ANNEXE I

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIURES



Annexe II

Accords internationaux-bilatéraux (année civile)

Allemande, République démocratique

Protocole reconduisant l'Accord de commerce entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République démocratique allemande signé le 9 septembre 1983

Berlin, le 18 décembre 1986
En vigueur le 18 décembre 1986
avec effet au 9 septembre 1986

Allemagne, République fédérale d'

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'assistance mutuelle et la collaboration entre leurs administrations douanières

Bonn, le 10 septembre 1984
En vigueur le 23 janvier 1986

Argentine

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République argentine concernant la coopération touristique

Buenos Aires, le 11 septembre 1986

Australie

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Australie constituant un Accord relatif au partage de services consulaires à l'étranger

Vancouver, le 7 août 1986
En vigueur le 7 août 1986

Bangladesh

Accord général de coopération au développement entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh

Dhaka, le 23 janvier 1986
En vigueur le 23 janvier 1986
avec effet au 14 décembre 1985

Barbade

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Barbade

Bridgetown, le 11 février 1985
En vigueur le 1^{er} janvier 1986

Belgique

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif au régime de pensions du Canada

Ottawa, le 2 avril 1968
En vigueur le 2 avril 1968
Terminé le 31 décembre 1986

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Belgique (avec Mémoire d'entente)

Bruxelles, le 13 mai 1986
En vigueur le 13 mai 1986

Brésil

Accord à long terme sur le blé entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil

Brasilia, le 10 octobre 1985
En vigueur le 10 octobre 1985
avec effet au 1^{er} janvier 1986

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil

Brasilia, le 15 mai 1986
En vigueur provisoirement le 15 mai 1986

Burkina Faso

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Burkina Faso concernant la coopération au développement

Ottawa, le 20 mai 1986
En vigueur le 21 novembre 1986

Chine, République populaire de

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le Revenu (avec Protocole)

Beijing, le 12 mai 1986
En vigueur le 29 décembre 1986
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Colombie

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Colombie pour la coopération dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Bogota, le 23 juillet 1986

Corée

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Corée pour l'assistance mutuelle concernant la coopération douanière

Séoul, le 1^{er} juillet 1986
En vigueur le 3 juillet 1986

Danemark

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Danemark

Copenhague, le 12 avril 1985
En vigueur le 1^{er} janvier 1986

Espagne

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Espagne sur leurs relations mutuelles en matière de pêche

Madrid, le 10 juin 1976
En vigueur le 10 juin 1976
Terminé le 10 juin 1986

Convention sur la sécurité sociale entre le Canada et l'Espagne

Madrid, le 10 novembre 1986

Accord sur les relations cinématographiques entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Espagne

Madrid, le 14 janvier 1985
En vigueur le 17 janvier 1986

États-Unis d'Amérique

Échange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique constituant un Accord relatif à l'exploitation et à l'entretien du réseau de communication terrestre entre Edmonton, Alberta et Fairbanks, Alaska

Washington, le 31 mars 1948
En vigueur le 31 mars 1948

Avis de dénonciation par le Canada le 7 août 1985 avec effet à partir du 7 août 1986. Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif à un programme-pilote de services aériens transfrontière

Washington, le 13 mars 1986
En vigueur le 13 mars 1986

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au programme-pilote de services aériens transfrontière, à destination de et à partir de San José

Washington, le 13 mars 1986
En vigueur le 13 mars 1986

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord, prorogeant l'Accord du commandement de la Défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une période de cinq ans

Washington, le 19 mars 1986
En vigueur le 19 mars 1986
avec effet au 12 mai 1986

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie Maritime du Saint-Laurent.

Washington, les 9 et 11 avril 1986
En vigueur le 11 avril 1986

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant la planification et la gestion civiles d'urgence sur une base globale

Ottawa, le 28 avril 1986
En vigueur le 28 avril 1986

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Annexe II des plans d'urgence conjoints en cas de pollution des eaux

Washington, le 18 avril et le 16 septembre 1986
En vigueur le 16 septembre 1986

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant le Mémorandum d'entente faisant partie du Traité concernant le saumon du Pacifique.

Ottawa, le 5 mai et le 12 juin 1986
En vigueur le 12 juin 1986
avec effet à partir du 18 mars 1986.

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les déplacements transfrontaliers de déchets dangereux

Ottawa, le 28 octobre 1986
En vigueur le 8 novembre 1986

Accord sur la sécurité de l'aviation entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 21 novembre 1986
En vigueur le 21 novembre 1986

Finlande

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Finlande prolongeant pour une période indéfinie l'Accord aérien entre le Canada et la Finlande signé le 16 mai 1977

Ottawa, les 15 et 16 mai 1986
En vigueur le 16 mai 1986

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Finlande (avec Protocole)

Ottawa, le 28 octobre 1986

Force multinationale et d'Observateurs

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et la Force multinationale et d'Observateurs modifiant l'Accord sur la participation du Canada à la Force multinationale et d'Observateurs du Sinaï

Rome, le 13 février et le 18 mars 1986
En vigueur le 18 mars 1986

Inde

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

New Delhi, le 30 octobre 1985
En vigueur le 16 septembre 1986
avec effet à partir du 1^{er} janvier 1987

Israël

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Israël constituant un Accord concernant les immunités des Membres canadiens de la Force multinationale et d'Observateurs (FMO) qui entrent en Israël en congé ou qui prennent un congé après leur entrée en Israël en devoir officiel

Israël, le 20 mars 1986
En vigueur le 20 mars 1986

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Israël

Jérusalem, le 13 avril 1986
En vigueur provisoirement le 13 avril 1986

Japon

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon sur la coopération scientifique et technologique (avec Procès-verbal convenu)

Tokyo, le 7 mai 1986
En vigueur le 7 mai 1986

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

Tokyo, le 7 mai 1986

Jordanie

Accord de coopération commerciale et économique entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume hachemite de Jordanie

Amman, le 5 avril 1986

Luxembourg

Convention sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg (avec Protocole)

Ottawa, le 22 mai 1986

Malaisie

Accord général sur la coopération au développement entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Malaisie

Kuala Lumpur, le 16 mai 1986
En vigueur le 16 mai 1986

Malte

Accord entre le Canada et la République de Malte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Valletta, le 25 juillet 1986

Maroc

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Maroc (avec Échange de Notes complémentaires)

Ottawa, le 14 février 1975
En vigueur provisoirement le 14 février 1975
En vigueur définitivement le 7 mai 1986

Niger

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Niger concernant la coopération au développement

Niamey, le 17 janvier 1986
En vigueur le 17 janvier 1986

Pays-Bas

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

La Haye, le 27 mai 1986

Échange de Notes constituant un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour l'entraînement au Canada d'unités des Forces armées des Pays-Bas

La Haye, les 4 et 5 décembre 1986
En vigueur provisoirement le 5 décembre 1986

Royaume-Uni

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant l'Accord de coproduction cinématographique signé le 12 septembre 1975

Londres, le 9 juillet 1985
En vigueur le 8 janvier 1986

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni relativement à des services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà

Ottawa, le 19 août 1949
En vigueur le 19 août 1949
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet à partir du 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni portant modification de l'Accord du 19 août 1949 relativement aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà

Ottawa, le 18 août 1958
En vigueur le 18 août 1958
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet à partir du 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni modifiant l'Accord sur les services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Ottawa le 19 août 1949

Ottawa, le 6 septembre 1960
En vigueur le 6 septembre 1960
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet à partir du 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant l'Accord relativement à des services aériens, signé à Ottawa le 19 août 1949, tel que modifié le 18 août 1958 et le 6 septembre 1960

Londres, le 14 avril 1981
En vigueur le 1^{er} janvier 1981
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet à partir du 18 septembre 1987

Sri Lanka

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste démocratique de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec Protocole)

Colombo, le 23 juin 1982
En vigueur le 9 juin 1986

Suède

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Suède

Stockholm, le 10 avril 1985
En vigueur le 1^{er} janvier 1986

Tchécoslovaquie

Accord à long terme relatif au développement de la coopération commerciale, économique et industrielle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque

Ottawa, le 5 septembre 1986
En vigueur le 5 septembre 1986

Turquie

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République turque pour la coopération dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Ankara, le 18 juin 1985
En vigueur le 14 juillet 1986

Union des Républiques socialistes soviétiques

Protocole prolongeant l'Accord commercial conclu entre le Canada et l'Union des Républiques socialistes soviétiques signé à Ottawa le 29 février 1956

Ottawa, le 2 octobre 1986
En vigueur le 2 octobre 1986
avec effet au 18 avril 1986

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions en matières d'impôts sur le revenu

Moscou, le 13 juin 1985
En vigueur le 2 octobre 1986

Protocole prolongeant l'Accord à long terme entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques visant à faciliter la coopération économique, industrielle, scientifique et technique

Ottawa, le 2 octobre 1986
En vigueur le 2 octobre 1986
avec effet au 14 juillet 1986

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la fourniture de céréales

Ottawa, le 2 octobre 1986
En vigueur le 2 octobre 1986

Zimbabwe

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Zimbabwe concernant la formation au Canada de personnel des Forces armées de la République du Zimbabwe

Harare, le 26 août 1986
En vigueur le 26 août 1986
avec effet au 9 avril 1985

Annexe III

Accords internationaux-multilatéraux (année civile)

Accord relatif au transit des services aériens internationaux

Fait à Chicago le 7 décembre 1944
Signé par le Canada le 10 février 1945
L'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 10 février 1945
En vigueur le 30 janvier 1945
En vigueur pour le Canada le 10 février 1945
Avis de dénonciation par le Canada
le 12 novembre 1986 avec effet à partir
du 12 novembre 1987

Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères

Faite à New York le 10 juin 1958
L'Instrument d'adhésion du Canada a été déposé
le 12 mai 1986
En vigueur le 7 juin 1959
En vigueur pour le Canada le 10 août 1986

Déclaration

L'adhésion du Canada a été sujette à la déclaration suivante formulée en application du paragraphe 3 de l'article premier de la Convention :

Le Gouvernement du Canada déclare, en ce qui concerne la province de l'Alberta, qu'il appliquera la Convention à la reconnaissance et l'exécution des seules sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un autre État contractant.

Le Gouvernement du Canada déclare qu'il appliquera la Convention uniquement aux différends issus de rapports de droit, contractuels ou non contractuels, qui sont considérés comme commerciaux par la loi nationale du Canada.

Statuts de L'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Faits à Mexico le 27 septembre 1970
L'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 26 juin 1986
En vigueur le 2 janvier 1975
En vigueur pour le Canada le 26 juin 1986

Convention Internationale contre la prise d'otages

Faite à New York le 18 décembre 1979
Signée par le Canada le 18 février 1980
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 4 décembre 1985
En vigueur le 3 juin 1983
En vigueur pour le Canada le 3 janvier 1986

Convention sur la protection physique des matières nucléaires

Faite à New York et Vienne le 3 mars 1980
Signée par le Canada le 22 septembre 1980
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 21 mars 1986

Protocole en vue d'amender la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la Sauvagine adoptée le 2 février 1971

Fait à Paris le 3 décembre 1982
Signé par le Canada le 2 juin 1983
En vigueur pour le Canada le 1^{er} octobre 1986

Convention Internationale sur le système harmonisé de désignation et décodification des marchandises

Faite à Bruxelles le 14 juin 1983
Signée par le Canada le 10 décembre 1986

Amendements de 1983 à la Convention Internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974

Adoptés à Londres le 17 juin 1983
En vigueur pour le Canada le 1^{er} juillet 1986

Accord international de 1983 sur les bois tropicaux

Fait à Genève le 18 novembre 1983
L'Instrument d'adhésion du Canada a été déposé
le 21 mai 1986
En vigueur provisoirement pour le Canada
le 21 mai 1986

Protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (Article 3 Bis)

Fait à Montréal le 10 mai 1984
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 3 septembre 1986

Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

Faite à Vienne le 22 mars 1985
Signée par le Canada le 22 mars 1985
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 4 juin 1986

Convention relative à l'aide alimentaire de 1986

Faite à Londres le 13 mars 1986
Signée par le Canada le 23 juin 1986
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 23 juin 1986
En vigueur pour le Canada le 1^{er} juillet 1986

Convention sur le commerce du blé de 1986

Faite à Londres le 14 mars 1986
Signée par le Canada le 23 juin 1986
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 23 juin 1986
En vigueur pour le Canada le 1^{er} juillet 1986

Protocole portant prorogation de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles

Fait à Genève le 31 juillet 1986
L'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 11 novembre 1986
En vigueur le 31 juillet 1986
En vigueur pour le Canada le 11 novembre 1986

Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire

Faite à Vienne le 26 septembre 1986
Signée par le Canada le 26 septembre 1986

Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique

Faite à Vienne le 26 septembre 1986
Signée par le Canada le 26 septembre 1986

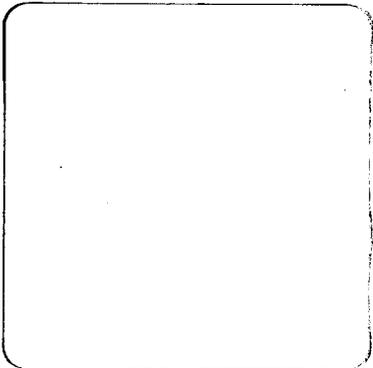
Accord sur la préservation du caractère confidentiel des données relatives aux sites des fonds marins, entre le Gouvernement du Canada, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République Italienne, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Fait à Moscou le 5 décembre 1986
En vigueur le 5 décembre 1986

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01014789 3



b1854136 (E)
b205114x (F)

3

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JAN 11 1971

RECEIVED BY TELETYPE UNIT
JAN 11 1971



Department of External Affairs

Annual Report 1986/87

Canada

Department of External Affairs **Annual Report 1986-1987**



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1987

Cat. No. E1-1/1987

ISBN 0-662-55527-9



External Affairs Affaires extérieures
Canada Canada
Under-Secretary Sous-secrétaire

October 20, 1987

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State
for External Affairs
Ottawa, Canada
K1A OG2

Dear Mr. Clark,

I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act, which requires that reports of the department be submitted on a fiscal year basis. This report, therefore, covers the period from April 1, 1986 to March 31, 1987.

Yours sincerely,

JH Taylor
J. H. Taylor

Table of contents

	Page
Overview	01
Chapter 1	03
CANADA AND WORLD AFFAIRS	01
THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT	03
Canada and the international economic environment	03
International financial and investment issues	03
North-South relations and development assistance	04
Chapter 2	06
CANADA AND WORLD TRADE	06
Trends in world trade	06
Trends in Canada's international trade	07
Canada's regional trade patterns	07
Canada's commodity trade patterns	09
Developments in trade policy	13
Special trade relations, export and import controls	16
International trade development	17
Export programs and services	25
Trade and investment policy and planning activities	27
Chapter 3	29
MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION	29
The United Nations	29
The Commonwealth	30
<i>La Francophonie</i>	30
Energy	31
Nuclear questions	31
The environment and environmental law	32
Law of the sea; seabed mining	32
Human rights and social affairs	33
Drug control	34
Chapter 4	36
CANADA'S REGIONAL INTERESTS	36
The United States	36
Western Europe and the European Community	40
Soviet Union and Eastern Europe	46
Asia and Pacific	47
Africa and Middle East	52
Latin America and the Caribbean	56
Chapter 5	61
DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY	61
Arms control and disarmament	61
Defence and NATO	62
Canada-US defence relations	62
Peacekeeping	63
Chapter 6	64
PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS	64
Consular services	64
Passport services	65
Immigration and refugees	65
Private international law	66
Access to information and privacy	66
Chapter 7	68
INTERNATIONAL LAW	68
Canadian sovereignty	68
Fisheries and boundary issues	68

	Trade law	69
	Counterterrorism	69
	Space law	69
	Space station	70
	International Law Commission	70
	Treaty law	70
	Privileges and immunities	70
Chapter 8	COMMUNICATIONS AND CULTURE	71
	Media relations	71
	Information programs within Canada	71
	Information programs abroad	72
	Trade communications	72
	Library Services	73
	International cultural relations	73
	International exchanges	74
	International sports relations	74
	Arts promotion	74
	Canadian studies abroad	75
Chapter 9	POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION	76
	Policy development	76
	Departmental management	76
	Office of the Inspector General	79
	Federal-provincial co-ordination	79
	Protocol services, and diplomatic, consular and other representatives in Canada	79
	Security and intelligence	83
	Personnel	83
	Finance and administrative services	83
	Physical resources	84
	Information resource management	84
	COSICS	85
Appendices	I. Organization chart	86
	II. Bilateral agreements	87
	III. Multilateral agreements	91

List of Acronyms

ABM	Anti-Ballistic Missile Treaty
ACCT	Agency for Cultural and Technical Co-operation
AECL	Atomic Energy of Canada Limited
APRA	American People's Revolutionary Alliance
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
CARIBCAN	Economic and Trade Development Assistance Program for the Countries of the Commonwealth Caribbean
CARICOM	Caribbean Community and Common Market
CCC	Canadian Commercial Corporation
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination Against Women
CFTC	Commonwealth Fund for Technical Co-operation
CHOGM	Commonwealth Heads of Government Meeting
CHR	Commission on Human Rights
CIDA	Canadian International Development Agency
CIME	Committee on International Investment and Multinational Enterprises
CMIT	Committee on Capital Movements and Invisible Transfers
COCOM	Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls
CONFJES	Conférence of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries
CONFEMEN	Annual Conference of Ministers of Education
COSICS	Canadian On-Line Secure Information and Communications System
CSBM	Conference on Confidence and Security Building Measures
CSCE	Conference on Security and Co-operation in Europe
CSW	Commission on the Status of Women
CUSO	Canadian University Service Overseas
DD/DPSP	Canada-US Defence Development/Defence Production Sharing Program
DEA	Department of External Affairs
DRIE	Department of Regional Industrial Expansion
EAMIP	External Affairs Management Improvement Program
EC	European Community
ECE	Economic Commission for Europe
ECLAC	Economic Commission for Latin America and the Caribbean
ECOSOC	The UN Economic and Social Council
EDC	Export Development Corporation
EIC	Employment and Immigration Canada
EPG	Eminent Persons Group
Euratom	European Atomic Energy Community
FAO	Food and Agricultural Organization
FIRA	Foreign Investment Review Agency
FRG	Federal Republic of Germany
G-7	Group of Seven Finance Ministers and Central Bank Governors
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GNP	Gross National Product
HABITAT	Centre for Human Settlements
HCR	High Commission for Refugees
IAEA	International Atomic Energy Agency
IBRC	International Business Research Centre
IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
ICAO	International Civil Aviation Organization
IDA	International Development Association
IDRC	International Development Research Centre
IEA	International Energy Agency

IICA	Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture
ILO	International Labour Organization
IMF	International Monetary Fund
IMO	International Maritime Organization
INF	Intermediate-Range Nuclear Force
INPFC	International North Pacific Fisheries Commission
IYP	International Year of Peace
LDC	Less developed country
LOS	Law of the Sea
LRCP	Long-Range Capital Program
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions in Europe
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MFO	Multinational Force and Observers
MNE	Multinational Enterprise
MOSST	Ministry of State for Science and Technology
MOU	Memorandum of Understanding
MTN	Multilateral Trade Negotiations
NAFO	North Atlantic Fisheries Organization
NAPC	North Aegean Petroleum Corporation
NASCO	North Atlantic Salmon Conservation Organization
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NGO	Non-governmental organization
NORAD	North American Aerospace Defence Command Agreement
OAS	Organization of American States
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
OECS	Organization of Eastern Caribbean States
OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries
PAHO	Pan-American Health Organization
PAIGH	Pan-American Institute of Geography and History
PCIAC	Petro-Canada International Assistance Corporation
PEMD	Program for Export Market Development
PLO	Palestinian Liberation Organization
PPP	Promotional Projects Program
PRC	People's Republic of China
RCI	Radio Canada International
RCMP	Royal Canadian Mounted Police
RDP	Research, Development and Production (agreements)
ROK	Republic of Korea
SAARC	South Asia Association for Regional Co-operation
SADCC	Southern Africa Development Co-ordination Conference
SALT II	Strategic Arms Limitation Talks — Second Round
SCIC	Sub-Committee on Industrial Co-operation
SDI	Strategic Defence Initiative
SIMA	Special Import Measures Act
TIP	Technology Inflow Program
UN	United Nations
UNCITRAL	United Nations Commission on International Trade Law
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
WCED	World Commission on Environment and Development
WFP	World Food Program
WHO	World Health Organization
WIN	World Information Network — Exports
WIPO	World Intellectual Property Organization

Overview

CANADA AND WORLD AFFAIRS

The year covered by this report — the fiscal year from April 1, 1986 to March 31, 1987 — was characterized by significant movement across a range of global issues. It was a year in which both opportunities and dangers came into sharper focus, challenging Canada and other countries to reassess relationships and strategies in the search for a more secure, more humane and more prosperous world. It was also a year in which the government set its imprimatur on an activist, internationalist foreign policy approach which many Canadians from all walks of life had helped to fashion.

The most dramatic developments over the period were in the area of East-West relations and arms control. After a number of years of harsh rhetoric and arms-length relations between the two superpowers, the year under review represented a more dynamic and hopeful phase. In the Soviet Union the "Gorbachev phenomenon" continued to fascinate Western publics and to dominate the process of internal change through economic restructuring, greater openness and democratization. On the East-West front, major arms control initiatives were advanced by both sides of the table, laying the groundwork for a possible agreement on the elimination of intermediate nuclear forces (INF) in Europe as well as for further progress in the Strategic Arms Reduction Talks. Significant developments affecting conventional arms control in Europe occurred as well in the form of an agreement between East and West to begin discussions on a new mandate for negotiating conventional arms control from the Atlantic to the Urals.

While the United States Administration showed signs of impatience with the constraints imposed by earlier arms control arrangements such as the Strategic Arms Limitation Talks (SALT II) and the Anti-Ballistic Missile (ABM) Treaty, President Reagan continued to advance his own agenda of shifting from offensive to defensive deterrence and seeking a non-nuclear world.

At the Reykjavik Summit in October, the world was jarred into the realization that very significant arms control agreements could be in the offing. Events from then on showed that, despite the existence of major political and technical hurdles, there was a momentum for progress on arms control, especially on INF, which might produce significant agreements before the end of President Reagan's term of office.

Western countries continued to consult closely and effectively in addressing both the opportunities and problems posed by these developments in East-West relations; this was notwithstanding the effects of the Iran-Contra affair on the US Administration and European preoccupations about the implications for Alliance collective security of the kind of sweeping arms control measures discussed by the superpowers at Reykjavik.

Canada played its full role in supporting adherence to the existing arms control regimes, and within the Alliance worked for early significant progress in providing for security and stability at lower levels of nuclear and conventional armaments.

Regional conflicts and problems continued to present a challenge to world as well as regional security, to the improvement of economic and social conditions in the Third World, and to human rights. The lengthy and destructive war between Iran and Iraq dragged on, with neither side able decisively to defeat the other and with implications for the security of, and navigation in, the Persian Gulf region. Efforts to organize an international conference to resolve Arab-Israeli issues intensified, but without success; meantime the vicious factional warfare in Lebanon went on unabated. The level of violence in Central America increased sharply as intervention by outside powers was stepped up.

Fighting in Afghanistan and Cambodia showed no sign of abating, and despite indications by the Soviet Union that it wished to see solutions to both problems, no convincing steps were taken to this end. Terrorism, feeding on such conflicts, continued to claim innocent lives and provoked strong reactions, such as the US air raid on Tripoli.

The situation in South Africa grew worse; unrest in the black townships led to severe repression, and neighbouring states in Southern Africa became increasingly affected. Efforts by the Commonwealth Eminent Persons Group, established at the Nassau meeting of Commonwealth Heads of Government (CHOGM) to facilitate real change and dialogue in South Africa, were frustrated. As Pretoria showed no real inclination to end the *apartheid* system, Canada took a leading role at the Heads of Government Review Meeting in London, where an additional series of measures aimed at inducing the South African government to change was adopted. Canada also increased its assistance to the Front Line States, which were trying to lessen their economic dependence on South Africa.

There were, nevertheless, bright spots in other parts of the world. A fragile democracy was reestablished in the Philippines. Democracy managed to survive in several of the major Latin American states despite acute economic problems. China continued to develop its relations with the West, notwithstanding a slowdown in the pace of internal reform. At the urging of Canada and other member states, a serious start was made on reforming the functioning of the United Nations.

The 1986 Paris Francophone Summit — more appropriately titled the Summit of Heads of State and Government of Countries Using French as a Common Language — was an historic event as well as a breakthrough in federal-

provincial co-operation in the international arena. Canada's responsibility in ensuring its future success is all the more important as it was to play host to the second Summit, in Quebec City, in the autumn of 1987.

The year under review witnessed a continuation of the economic expansion in industrialized countries that followed the recession of 1981-82, but at a somewhat reduced pace. Interest rates declined as inflation remained low, but at the same time pressures accumulated for more extensive structural adjustment. The exchange rate of the US dollar fell markedly against the yen and the Deutschmark during the year, largely as a result of the payment imbalances and persistent disequilibrium affecting the economies of the United States, Japan and the Federal Republic of Germany (FRG). Protectionism rose, particularly in the United States. An agricultural subsidy war broke out between the United States and the European Community, which exacerbated the already acute weaknesses in agricultural commodity markets. Oil prices declined sharply early in 1986 with the collapse of OPEC price support arrangements, but tended to stabilize at a lower level later in the year. Advances in the integration of global financial markets in this period increased the tendency for financial flows to react to policy developments and market uncertainties on a very large scale.

Canada has been a leading participant in international efforts aimed at promoting and sustaining effective multilateral economic institutions and disciplines. The negotiations for a comprehensive bilateral free trade agreement with the United States, which formally got underway in May 1986, were expected to contribute to progress towards an improved multilateral trade framework, in the course of achieving their main objective of securing unimpeded market access in both countries for a wide range of goods and services (see Chapter 4). Major bilateral trade confrontations which arose with the United States over softwood lumber and shakes and shingles demonstrated how difficult and important an agreement would be to both countries.

Canada's Prime Minister raised the issue of agriculture at the Tokyo Summit and elicited general support for developing international disciplines in this sector. As a result of this Summit, Canada was invited to participate in the G-7 Group of Finance Ministers, who are involved in addressing central questions of policy co-ordination and exchange rate stability. Canadian representatives were active at the Ministerial Meeting at Punta del Este in September that launched the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN), working through informal co-operative groupings of interested countries. The mandate for the MTN provides a good basis for achieving significant results in such areas as agriculture, services, safeguards, dispute settlement, and the trade-related aspects of investment and intellectual property.

The problem of unsustainable levels of indebtedness in many developing countries of Africa and Latin America remained unresolved, although there was a good deal of support among governments for solutions based on a growth-oriented approach. The links between development, solvency, financial stability, export growth, trade policies and monetary-fiscal policies came to be more fully appreciated, in both their positive and negative dimensions.

Canada has maintained its role as a leading supporter of development in the Third World, both through continuing assistance programs and through related general policies. It strongly supported the establishment and operation of the International Monetary Fund (IMF) Structural Adjustment Facility and the successful completion of the International Development Association (IDA) VIII replenishment. The Canadian announcement at the Thirteenth Special Session of the UN General Assembly of a moratorium on Official Development Assistance (ODA) debt of 14 Sub-Saharan African countries was one of the highlights of that session.

In 1986-87 the foreign policy review process, begun by the government in 1985, was completed with the tabling in the House of Commons in December 1986 of a full response to the report of a parliamentary Special Joint Committee, which had held hearings and received testimony over a 12 month period on Canada's international relations.

In its response the government was able to agree to the great majority of individual recommendations and reaffirmed its intention to pursue an activist, internationalist foreign policy which would both advance Canadian interests and seek to use Canadian influence in the interests of a stable and humane world order and of global economic prosperity. Particular emphasis was laid on safeguarding international peace and security, trade and economic policy, international development, promoting human rights and Canada-US relations. In recognition of the increasing importance of the Arctic, one chapter was devoted to the northern dimension of Canada's foreign policy. The government made clear that in implementing foreign policy it intended to continue its dialogue with Canadians. In the months immediately following tabling of the report, the government moved to put into effect the undertakings it had made.

During the fiscal year 1986-87 covered by this report, the Right Honourable Joe Clark was Secretary of State for External Affairs. On June 30, 1986, the Honourable Pat Carney was appointed Minister for International Trade, replacing the Honourable James Kelleher, and the Honourable Monique Landry was appointed Minister for External Relations, replacing the Honourable Monique Vézina.

Chapter 1

THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Canada and the international economic environment

The economies of the member nations of the OECD have experienced five years of recovery since the 1981-82 recession. In 1986, the sharp drop of oil prices and continuing decreases in non-oil commodity prices contributed to significant further improvements in inflation performance, then at its lowest rate of increase in twenty years.

However, economic growth among OECD members declined somewhat for a second year in a row to a level of 2.5 per cent in 1986, the result of a sharp fall in the volume of exports, and despite some strengthening of domestic demand. Japan exhibited the sharpest decline in rate of growth, falling from 4.7 per cent in 1985 to the OECD average of 2.5 per cent in 1986. Canada's economy, while slowing from 4.0 per cent in 1985 to 3.1 per cent in 1986, nonetheless achieved the highest growth rate among the seven largest industrial nations.

Despite improvements in inflation performance and moderate economic growth, progress in reducing unemployment continued to be slow. While the growth rate in employment improved in both Canada and the United States to 2.9 per cent and 2.3 per cent respectively, reducing unemployment rates in these countries, job creation in Europe of less than 1 per cent was insufficient to offset labour market growth. Canada's strong job creation performance, the best among the seven major industrial nations in 1986, led to a reduction in our rate of unemployment for the third successive year, although it still remains high.

In May 1986 negotiations began in earnest on a comprehensive bilateral free trade agreement between the United States and Canada. Canada entered the negotiations seeking to expand and secure access to by far the most important market for Canadian goods and services in the world. The government is committed to the negotiation of an agreement that is fully consistent with its obligations under GATT (see also Chapter 4).

In September 1986 agreement was reached to launch a new round of multilateral trade negotiations, the Uruguay Round. The launch of a new round reflects recognition by the participating countries that the time has come to act in order to counter severe and growing protectionist pressures, to address urgently a deteriorating situation in world agricultural trade, and to strengthen the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and provide for further trade liberalization.

The industrial economies have been weakened by unprecedented fiscal, trade and current account imbalances, particularly Japan and West Germany on the one

hand and the United States on the other. These imbalances have had a dampening effect on world economic growth, disrupted exchange markets, and heightened pressures on legislators to enact protectionist policies, in the United States and elsewhere.

To address these problems, the leaders of the major countries have taken a number of concerted steps in the Economic Summit forum to foster global economic growth and to stimulate world trade. At the Tokyo Summit in May 1986, the finance ministers of the seven largest industrial nations (the G-7) were requested to work together to strengthen economic policy co-ordination. The creation of the G-7 was particularly significant for Canada — and for Italy — which now plays an enhanced role in international economic policy formulation. The G-7 has met on a number of occasions to review policies and economic performance including exchange rate levels. In February 1987, an agreement (known as the Louvre accord) was reached in the G-7 on a package of measures to stimulate domestic demand in the Japanese and West German economies and to reduce the United States fiscal deficit.

International financial and investment issues

As the international debt problem entered its fifth year a number of favourable developments eased the adjustment process for some of the major debtors. Most important of these was the continuing decline in interest rates. For non-oil producing countries, continued weakness in petroleum prices was also beneficial. The rate of economic expansion in industrialized countries, while less than ideal, was also better than had been expected. Although non-fuel commodity prices continued to decline in the first half of 1986, there was some turnaround in the second half of the year. Offsetting generally favourable macroeconomic developments, however, was the recognition that full normalization of debtor-creditor relations and a return to voluntary lending is for most indebted countries a long way off. The "Baker Plan", named for US Treasury Secretary James Baker who proposed it, called for sufficient new financing to permit the debtor countries to continue growing while adjusting. While the Plan remains the most promising approach to dealing with the debt problems of the major debtors, lack of confidence on the part of commercial banks in the capacity of debtor countries to service the increased debt which the Plan implies has tended to limit commercial bank lending to the level necessary to secure loans. Another serious problem is the lack of long term adjustment strategies in some debtor countries, where economic policies may have suffered

from the political imperative to allow consumption growth at the expense of investment and debt service.

A distinctively different debt problem is that faced by the poorest, most heavily indebted countries, whose economic circumstances limit severely their room to manoeuvre. In certain of these countries, especially in Sub-Saharan Africa, the prospects for increasing debt service through import compression and export stimulation are marginal. In addition, the possibility of an exponential rise in the level of external debt caused by a sustained failure to meet interest payments is very real. Canada has already taken a number of steps which have the effect of reducing the debt burden of these countries and we are currently examining whenever there are further bilateral and multilateral steps which can be taken to ease the burden for the poorest heavily indebted countries. (See North-South relations, below.)

The G-7 group of finance ministers and central bank governors met several times and decided that there will be at least three meetings a year which will review progress on economic policy co-ordination. The group has been examining the process of adjustment among industrialized countries and monitoring the impact of exchange rate and domestic policy changes on the large current account imbalances among the major industrialized countries.

In 1986, foreign investors, taking advantage of the positive investment climate engendered by the passage in 1985 of the Investment Canada Act, made record direct investments in Canada totalling \$6.8 billion, and the changes in Canadian policies were given positive recognition in international forums, particularly in the Organization for Economic Co-operation and Development and the European Management Forum. At the Punta del Este Ministerial Meeting which, in September 1986, launched the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations, it was agreed that for the first time the issue of trade-related investment measures such as performance requirements would be on the agenda. The issue of "right of establishment" and "national treatment" and the appropriate levels of commitment by member states to these principles continued to be a subject of discussion at the OECD.

In the area of intellectual property, it was decided at the World Intellectual Property Organization annual meeting in September 1986 that a series of preparatory meetings would be held in 1987 to examine whether a sufficient basis of agreement existed to convene a formal negotiating conference to revise the Paris Convention on Industrial Property, and to negotiate a special convention on the protection of semi-conductors. Intellectual property issues have acquired a high profile in recent years, due to the growing number of articles which may be copied at low cost relative to the cost of development. The need to augment existing international rules exists not only to ensure adequate levels of protection for patent, copyright, and trade mark holders, but also to forestall unilateral measures potentially disruptive of the international trading system. The issue of striking an appropriate balance between access to technology and inventors' rights has also been an important issue domestically in Canada and, in 1986, the Minister of Consumer and Corporate Affairs introduced legislation which would amend a number of provisions of the Patent Act, including

those dealing with the licencing of manufacturing of generic copies of patented pharmaceuticals.

In 1986 Canada's new Competition Act came into force. This act, by increasing the government's authority to review the potentially anti-competitive consequences of mergers and acquisitions, could lead to a much more active competition policy for Canada, and to the review by competition policy officials of acquisitions by both Canadian and foreign-controlled companies.

North-South relations and development assistance

Co-operation and exchange with developing countries remained a focal point in Canada's external relations. Continued concentration on particular areas of concern in the international community's treatment of traditional North-South economic questions has reinforced practical and pragmatic approaches. A variety of bilateral and multilateral discussions and negotiations involving developed and developing countries have emphasized specific problems and realistic solutions and reflect progress in achieving solid and productive results on items of the North-South agenda.

The successful launch of the new round of Multilateral Trade Negotiations was made possible through the recognition of common interests and goals, as well as the collaboration of several developed and developing countries in newly emerging informal co-operative groupings. Canada participated actively in this process and continued to explore means of increasing the involvement and integration of developing countries in the international trading system.

In the UN General Assembly's Second Committee, the Economic and Social Council (ECOSOC) and in the UN Conference on Trade and Development, (UNCTAD) Canada has worked to improve the effectiveness of deliberations on international economic issues. Such efforts have contributed to greater efficiency and objectivity in Secretariat work, to the rationalization of some activities (e.g. to the timing of UNCTAD Trade and Development Board meetings) and to the achievement of consensus statements on areas of direct concern to developing countries such as debt and commodities.

The debt problems facing many developing countries continued to preoccupy the international community. While the "Baker Plan" outlined in October 1985 received broad international support and registered some success, it appeared that while the World Bank in particular was playing an important role, not all other parties were participating as envisaged in the initiative. Canada, along with others at the September 1986 annual meetings of the World Bank and IMF, called for renewed commitment on the part of all parties — creditor countries, debtors, multilateral institutions and commercial banks — to the objectives of growth-oriented adjustment.

Increasingly, as well, attention came to be focused on the debt problems of the poorest developing countries, mainly (but not exclusively) in Sub-Saharan Africa. Although the debts of these countries are not large enough to threaten the global financial system, they are often overwhelming in their impact on the fragile national

economies involved. That a substantial proportion of such debts was held by official creditors (governments and multilateral banks) meant that leadership was seen to be required from that quarter. By March 1987, governments were considering in various forums what further measures could be taken to alleviate the debt of the poorest nations. The establishment and operation of the IMF's Structural Adjustment Facility and the successful completion of the IDA VIII replenishment negotiations (resulting in a total replenishment of US\$12.4 billion), both vigorously supported by Canada, also provided a strong measure of assistance.

Canada continued to devote special attention to the special longer-term development problems of Sub-Saharan Africa. At the Thirteenth Special Session of the UN on Africa in May 1986, the Minister for External Relations announced that Canada would offer a moratorium on official development loans to 14 countries in the region, worth up to \$250 million in deferred payments over 15 years. Canada's Ambassador to the UN was appointed as Special Adviser to the Secretary-General to provide guidance on the follow-up to the Special Session. Prime Minister Mulroney's visits to Senegal and Zimbabwe in February 1987 gave political support to their economic efforts. In 1986-87, total Canadian development assistance to Africa through all channels reached \$920 million.

The government's February 1987 budget reaffirmed the objective of continued substantial growth in Canada's foreign aid expenditures and the commitment to sustain an ODA-GNP ratio of 0.5 per cent. This places Canada well above the OECD average in terms of percentage of GNP devoted to development assistance. Total Canadian development assistance reached approximately \$2.26 billion for the 1986-87 fiscal year. Following on the earlier announcement that all future development assistance would be provided on a grant rather than loan basis, the government decided to offer the opportunity to developing countries to convert to grants the portion of those earlier CIDA loans which were still disbursing funds. This added further to the already high concessionality of Canada's aid program.

The report of the joint House-Senate Committee examining Canada's foreign policy included 17 recommendations directly related to development assistance. While the implications of some proposals required further study, the government in its response to the report was able to support many of the recommendations. The hearings held and the submissions received underlined strong public interest in the Canadian aid program. The House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade completed the bulk of its work, which is specifically focused on the aid program, and its report was to be tabled in June 1987.

Chapter 2

CANADA AND WORLD TRADE

Trends in world trade

In 1986 the volume of world merchandise trade was estimated to have grown at the same rate as in 1985, viz. 3.5 per cent, exceeding the growth of world merchandise output by .5 per cent (GATT estimates). The pace of expansion has been moderate by comparison with earlier cycles, and trade has played a less dynamic role. Nevertheless, despite disturbances in some commodities and considerable protectionist sentiment in many countries, the gains from international trade did continue to increase through 1986.

Significant structural changes continued to alter the international economic environment during 1986, as integrated financial markets, deregulation, and improved flows of information and technology became more widespread. These developments facilitated flows of capital and investments, with consequences for exchange rates, interest rates, international debt and commodity prices. Thus, trade became increasingly linked with other economic flows in a network of interdependence involving both developed and developing countries. As a consequence of this interdependence, there were renewed efforts in 1986 to co-ordinate macroeconomic policies affecting exchange rates and trade flows.

The US dollar value of world merchandise trade passed the two thousand billion mark for the first time, up 10 per cent over 1985 to an estimated \$2 110 billion. This increase appears to have resulted from the above-noted increase in volume, combined with the valuation effect arising from the large depreciation of the US dollar during this period; inflationary effects were small.

The sharp drop in petroleum prices that occurred with the collapse of OPEC price support arrangements at the beginning of 1986 was a major factor behind a high growth in the volume of trade in mineral and energy products, which increased seven per cent, with higher consumption and stockbuilding. Crude petroleum trade flows grew nine per cent in volume, but declined in total value as a result of the price drop.

There was an increase of three per cent in output volume of agricultural products, and a one per cent increase in trade volume. This reflected a worldwide increase in productivity combined with the effects of domestic support programs. The prices of non-fuel primary products on world markets dropped in 1986 by an amount estimated between 6 and 16 per cent (in terms of SDRs)* although the value of world agricultural trade

increased slightly in dollar terms, owing to the higher valuation of food movements within the European Community. There was a pronounced weakness in traditional import markets for many agricultural products, as exports from an augmented range of suppliers competed to meet import requirements that were often static or diminishing.

Trade in manufactures, traditionally the fastest growth area, expanded by only three per cent in volume in 1986, down from 5.5 per cent growth in 1985. Many factors contributed to the relatively weak performance of trade in manufactures including a slowdown in economic growth in the industrial countries, a fall in real income in OPEC countries and other developing countries, indebted countries' efforts to reduce imports and the failure of exports to respond proportionately to changes in effective exchange rates.

Developed countries and centrally-planned countries both increased their trading among themselves as a percentage of world trade, but developing countries did not. For developed countries, total exports and imports rose by 10-15 per cent, and about 10 per cent for centrally-planned East European economies. Much of these increases was due to the dollar revaluation effect. Developing country exports declined by about \$41 billion, and their imports rose by \$12 billion. The developing countries as a group swung from a surplus position in 1985 to a deficit position in 1986, owing mainly to the drop in oil and other commodity prices. For the first time, developing countries earned more foreign exchange in 1986 by exporting manufactures than by selling fuels and non-fuel commodities. Preliminary figures for the most heavily indebted countries show that their combined merchandise trade surplus fell from \$29 billion in 1985 to an estimated \$13 billion in 1986.

The problem of imbalances

The deficit of the United States on its global merchandise trade account continued to grow during 1986, reaching \$169.8 billion (US), while the global trade surpluses of Japan and the Federal Republic of Germany also continued to grow, reaching the equivalent of \$83.1 and \$52.3 billion (US) respectively (IMF figures). The United States dollar depreciated against the yen and deutschmark, returning to its effective level of 1980, but the volume of US imports nevertheless continued to grow during the first three-quarters of 1986, while US export growth remained sluggish. There were some domestic US factors involved in this slow response of the adjustment process, including the high budget deficit, structural rigidities in the United States economy and a high income elasticity of demand for imports. These trade imbalances were part of a larger disequilibrium in international payments stemming from

* SDRs — Special Drawing Rights in the IMF are a unit of account derived from a weighted average of the five main world currencies.

structural and policy differences in the main industrial countries. These imbalances contributed to a growth in protectionist pressures, particularly in the United States, which had a dampening effect on the growth of trade, both directly (through trade measures) and indirectly (through uncertainties over future market conditions).

Trends in Canada's international trade

Despite serious problems in some key sectors, Canada's total exports had a very slight growth in value in 1986, rising from \$119.5 billion in 1985 to \$120.5 billion in 1986, a growth of 0.9 per cent. The volume of Canadian exports, however, increased by 4.3 per cent. Imports rose to \$112.7 billion, or about 8 per cent over the preceding year, on an increase in volume of 6 per cent. Thus there was a moderate decline in Canada's terms of trade. Canada retained a favourable global merchandise trade balance of \$7.8 billion in 1986, down from \$15.1 billion

in 1985. Canada's share in world exports, measured in US dollars, is estimated to have been at 4.1 per cent in 1986, down from 4.5 per cent in 1985. Much of this decline could be accounted for by changes in the value of the United States and Canadian dollars. In 1986, about 24 per cent of Canada's gross domestic product was generated through merchandise exports, compared to 25 per cent in 1985 and 23.5 per cent in 1981. Demand for Canadian goods in 1986 was led by domestic spending, rather than by export sales.

Canada's regional trade patterns

The 1986 trade statistics (see Table 1) indicate a very slight erosion of the United States market as Canada's dominant export destination and source of imports, while exports to and imports from the Western European countries increased somewhat, and import growth was strong from Asia-Pacific countries. Canadian exports to

TABLE 1
CANADA'S PRINCIPAL TRADING REGIONS
MERCHANDISE EXPORTS, IMPORTS AND TRADE BALANCES
(Customs Basis)
(Millions of Canadian Dollars)

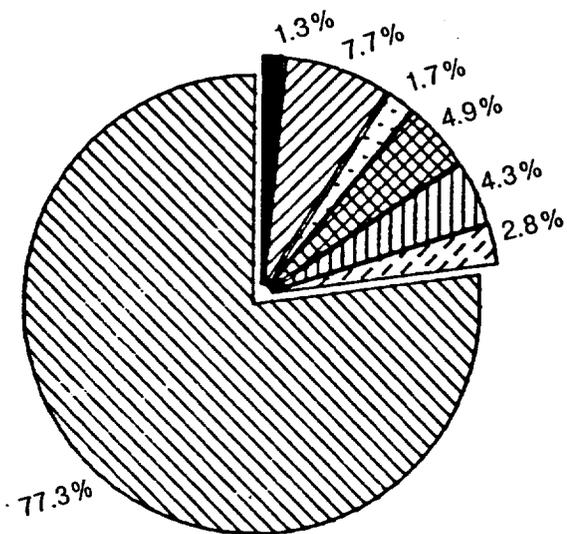
MERCHANDISE TRADE With:	Exports	Yr-over-yr per cent change	Imports	Yr-over-yr per cent change	Trade balance	Trade balance
	1986	86/85	1986	86/85	1985	1986
WORLD*	120 494.4	0.9%	112 678.0	8.0%	15 119.3	7 816.9
UNITED STATES**	93 182.3	0.1%	77 367.0	4.8%	19 234.0	15 815.3
EUROPE	10 834.7	7.3%	15 176.5	18.1%	(2 748.1)	(4 341.8)
Western Europe	9 233.1	12.7%	14 841.1	18.2%	(4 362.2)	(5 608.1)
of which EEC(12)	8 161.0	15.2%	12 811.7	18.6%	(3 715.0)	(4 650.7)
Eastern Europe & USSR	1 601.6	-16.2%	355.4	13.2%	1 614.1	1 266.3
ASIA-PACIFIC	11 105.2	0.7%	14 543.3	23.0%	(799.9)	(3 438.1)
Asia	10 271.9	1.2%	13 857.2	23.5%	(1 072.9)	(3 585.3)
of which Japan	5 933.9	3.4%	7 626.3	24.7%	(377.7)	(1 692.4)
China	1 108.3	-14.5%	566.6	40.4%	893.3	541.7
Pacific	833.3	-5.1%	686.1	13.4%	273.1	147.2
LATIN AMERICA	3 340.9	14.5%	3 979.4	-10.7%	(1 540.3)	(638.5)
South America	1 782.0	23.2%	1 894.7	-20.9%	(949.0)	(112.7)
Central America & Caribbean	1 558.9	6.0%	2 084.7	1.1%	(591.2)	(525.8)
AFRICA-MIDDLE EAST	1 999.2	-14.5%	1 638.2	16.6%	933.6	361.0
Middle East	1 112.5	-11.7%	628.3	69.3%	888.1	484.2
Africa	886.7	-17.8%	1 009.9	-2.3%	45.5	(123.2)

SOURCE: Statistics Canada, CANSIM Database.

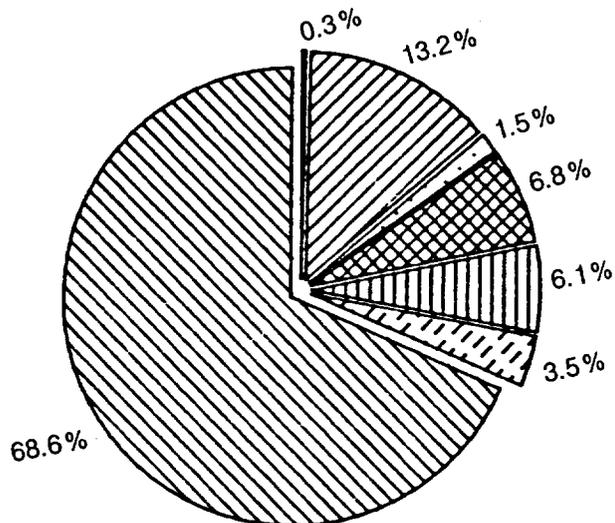
* World total includes Greenland, St. Pierre and Miquelon

** In June 1987 Statistics Canada and the US Department of Commerce published reconciled figures for Canada-US trade of \$77 288 for Canadian imports and \$95 723 for Canadian exports

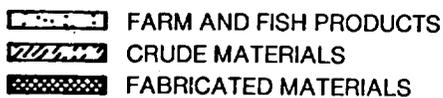
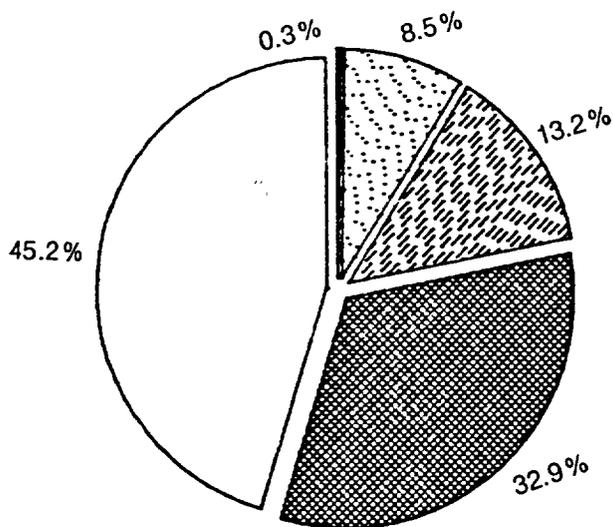
EXPORTS BY REGION — 1986



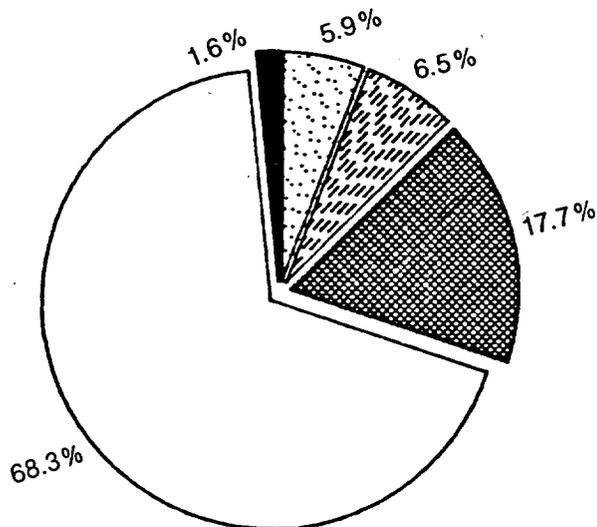
IMPORTS BY REGION — 1986



EXPORTS BY COMMODITY — 1986



IMPORTS BY COMMODITY — 1986



the United States remained close to their 1985 level, while imports from the US grew moderately. The Canadian bilateral surplus with the US on merchandise trade was down by 17.7 per cent. Nevertheless, the continued growth of the United States market remained a central factor in Canadian trade performance.

Non-merchandise items played a balancing role in the Canada-US economic relationship; Canada recorded a bilateral deficit with the United States of \$2.4 billion on traded services in 1986 and a \$10.5 billion bilateral deficit on investment income. Canada's deficit in traded services with the rest of the world was \$1.1 billion, and on investment income was \$6.3 billion. These deficits on non-merchandise items offset the Canadian surplus on merchandise trade, resulting in an over-all deficit of \$8.8 billion in Canada's current account balance (a measure of the balance of all non-capital transactions with other countries).

Merchandise imports increased strongly both from the Asia-Pacific region (23 per cent) and from Europe (18 per cent), while Canadian merchandise exports to Europe grew significantly faster than those to the Asia-Pacific region (12.7 per cent as against 0.7 per cent). The Asia-Pacific remains a larger market (buying \$11.1 billion of Canadian exports as opposed to \$10.8 billion for Europe), but with a somewhat higher composition of unfinished raw materials. Japan maintained the position it had held since 1973 as the second largest country market for Canadian goods, taking \$5.9 billion of exports and supplying \$7.6 billion of imports. Our exports to the newly-industrializing countries of the Asia-Pacific (South Korea, Taiwan, Hong Kong and Singapore) grew by 21.9 per cent to reach \$2.1 billion, as against imports from them of \$4.7 billion.

With the member states of the European Community, as well as with Japan, Canada experienced an exchange rate depreciation during 1986. Canadian exports to the EC benefited from this and also from the improved growth in Europe during the year. While these factors were only partially reflected in Canada's 1986 trade results, the trend was nevertheless encouraging.

Demand from Africa and the Middle East was heavily affected by the decline in oil prices, general economic slowdown and accumulating problems in servicing a large volume of external debt; Canadian exports to the area dropped by \$339 million. Despite a heavy external debt problem, Canada's exports to Latin America and the Caribbean rose by \$424 million, reducing our trade deficit with that region.

Canada's commodity trade patterns

The table below lists destinations of Canada's 15 leading export commodities, representing over 64 per cent of total export earnings. Fully 75 per cent of these were exports of manufactures, illustrating the important role of the manufacturing sector in Canada's export trade. This table also shows Canada's relative dependence on the United States market for its 15 leading commodity exports, particularly for manufactures. Exports of passenger automobiles and parts edged up in 1986 reflecting, in part, higher consumer spending on durable goods in the United States. Export receipts from crude petroleum and natural gas fell as a result of plummeting prices for these commodities in the international market last year. Despite the US tariff on shakes and shingles, and a 15 per cent export tax on softwood lumber, Canada's exports of lumber and other wood products rose in 1986 reflecting, *inter alia*, the US housing boom. The value of Canadian wheat exports fell in 1986, reflecting lower international demand and the severe drop in prices resulting from the sales subsidy policies of major producers.

Fifteen leading commodity imports made up over 66 per cent of Canada's total imports in 1986 (see table), of which over 90 per cent were manufactures. These statistics illustrate how Canada's import sources are more diverse than are its export destinations, rendering Canada correspondingly more vulnerable to economic developments in the United States. With the exception of crude petroleum, all leading categories of imports experienced increases last year, reflecting a Canadian growth rate higher than the OECD average, together with valuation effects from the depreciation of the Canadian dollar vis-à-vis the European currencies and the Japanese yen, and currency changes advantageous to the Asian newly-industrializing countries.

Among the main categories of traded goods, certain items stand out in terms of distribution patterns. Thus, automotive products and parts are concentrated along lines that reflect the nature of that industry and of the Canada-US Auto Pact. The diverse nature of markets for Canadian wheat, and of sources of imports of apparel and textiles, are also notable. The growth of trade in both directions relating to machinery and equipment was indicative of the extent to which during 1986 Canadian trade benefited from the expansion of investment, both in Canada and in its main trading partners.

TABLE 2
CANADA'S FIFTEEN LEADING COMMODITY EXPORTS BY
MAIN COUNTRY OF DESTINATION

(Account for 64 per cent of Canada's exports)

	1986 Exports (\$ billions)	% Change from 1985	Destination country (if over \$50m)	% Share to each destination country
1. Passenger autos and chassis	17.9	+11.0	US	99.5
2. Motor vehicle parts	11.4	+ 1.8	US Venezuela Brazil Australia	95.0 1.4 .6 .4
3. Newsprint paper	5.7	+ 4.7	US UK Japan FRG Venezuela Brazil Australia	85.0 3.0 2.0 1.1 1.0 1.0 .9
4. Trucks and tractors	5.7	-11.1	US China	96.5 1.2
5. Lumber	5.0	+ 8.0	US Japan UK Australia	79.3 9.6 4.7 1.3
6. Wood pulp and similar pulp	4.1	+19.4	US Japan FRG UK Italy France The Netherlands Belgium/ Luxembourg China South Korea Taiwan	48.2 12.9 6.8 5.0 4.5 2.9 2.7 2.5 1.9 1.8 1.3
7. Industrial machinery	3.9	+10.4	US China UK Romania India	72.2 3.0 2.5 2.4 1.3
8. Crude petroleum	3.8	-36.8	US	99.4
9. Aircraft engines and parts	3.2	+28.1	US Brazil	68.0 6.0
10. Precious metals and alloys	3.1	+58.0	US Japan	95.2 2.9
11. Other equipment and tools	3.0	+18.2	US UK	81.5 1.9
12. Wheat	2.8	-25.0	USSR China Japan Cuba Brazil	26.7 12.5 10.9 7.5 5.1

	1986 Exports (\$ billions)	% Change from 1985	Destination country (if over \$50m)	% Share to each destination country
			UK	4.0
			Iraq	3.3
			Italy	3.3
			South Korea	2.8
			Algeria	2.5
			Bangladesh	1.9
			Egypt	1.9
			Portugal	1.8
13. Televisions	2.7	-8.4	US	74.4
			Turkey	5.1
			UK	2.7
			South Korea	2.4
14. Natural gas	2.5	-38.1	US	100
15. Fish (fresh, frozen, canned and preserved)	2.4	-31.1	US	58.6
			Japan	17.9
			UK	5.6
			France	3.1

**TABLE 3
CANADA'S FIFTEEN LEADING COMMODITY IMPORTS
BY MAIN COUNTRY SOURCES**

(Account for 66 per cent of Canada's imports)

	1986 Exports (\$ billions)	% Change from 1985	Source country (if over \$50m)	% Share from each source country
1. Motor vehicle parts and engines	18.1	+ 2.5	US	91.2
			Mexico	3.5
			Japan	2.7
			Sweden	.7
			FRG	.6
			France	.3
2. Passenger autos and chassis	12.1	+12.0	US	71.5
			Japan	17.0
			FRG	6.0
			South Korea	3.4
			Sweden	.8
			UK	.6
3. Other equipment and tools	7.3	+ 9.4	US	71.4
			Japan	5.8
			FRG	3.7
			Taiwan	2.9
			UK	2.9
			Italy	2.2
			Sweden	1.6
			South Korea	1.4
			France	1.3
			Hong Kong	1.2
			The Netherlands	1.1
			Switzerland	.9

	1986 Exports (\$ billions)	% Change from 1985	Source country (if over \$50m)	% Share from each source country
4. Other industrial machinery	5.5	+23.5	US FRG Japan Italy UK France Sweden Switzerland Finland	64.1 10.7 6.2 3.3 3.2 2.6 2.2 1.4 1.0
5. Other machines and equipment	4.4	+ 6.0	US Japan Taiwan Italy	84.2 5.6 2.3 1.4
6. Other communication and related equipment	4.2	+12.0	US Japan South Korea Taiwan Mexico UK Hong Kong	62.2 23.5 2.8 2.6 1.8 1.5 1.4
7. Trucks and tractors	3.5	+14.1	US Japan	82.3 16.6
8. Miscellaneous end products, inedible	3.2	+14.4	US UK FRG Japan Taiwan France Italy Switzerland Hong Kong	64.1 4.7 4.5 4.4 3.1 2.5 2.2 2.0 1.6
9. Aircraft engines and parts	3.0	+ 9.0	US South Africa Pakistan UK Ireland	81.3 4.4 3.4 3.1 2.6
10. Crude petroleum	2.9	-21.9	UK Nigeria Venezuela US Iran Saudi Arabia Mexico Norway	46.0 12.7 10.8 7.6 6.7 6.4 5.5 1.8
11. Other chemicals and related products	2.5	+ 4.9	US FRG UK Japan	80.7 5.0 3.4 2.6

	1986 Exports (\$ billions)	% Change from 1985	Source country (if over \$50m)	% Share from each source country
12. Apparel and apparel accessories	2.2	+21.6	Hong Kong	17.8
			South Korea	15.8
			Japan	6.9
			FRG	4.4
			UK	3.4
			China	3.2
			Taiwan	3.1
			Hong Kong	2.6
			France	2.5
13. Textiles and fabricated materials	2.1	+11.6	US	43.4
			Italy	7.5
			South Korea	7.0
			Japan	6.9
			FRG	4.4
			UK	3.4
			China	3.2
			Taiwan	3.1
			Hong Kong	2.6
France	2.5			
14. Metals in ores, concentrates and scrap	2.0	+18.0	US	63.3
			Australia	8.5
			Jamaica	6.4
			Brazil	3.5
			Japan	2.9
15. Precious metals including alloys	1.9	+27.6	US	96.3

Developments in trade policy

The cornerstone of Canada's foreign trade policy — the multilateral trading system — is based upon principles and objectives embodied in the General Agreement on Tariffs and Trade, and upon instruments and activities under the auspices of the Organization for Economic Co-operation and Development, the United Nations Conference on Trade and Development and other multilateral and plurilateral organizations and informed groups. Canada was active in the full range of work of these bodies throughout the year under review.

General Agreement on Tariffs and Trade

Ministers, meeting on the occasion of the Special Session of Contracting Parties at Punta del Este, September 15-19, 1986, adopted the Declaration launching the "Uruguay Round" of Multilateral Trade Negotiations. The MTN agenda is the most comprehensive and ambitious yet undertaken to strengthen the GATT and to bring about further liberalization and expansion of world trade. Slated for negotiations over the next four years are: market access (e.g. tariffs, non-tariff measures, natural resource-based products, textiles and clothing); agriculture; tropical products; the GATT articles; safeguards; MTN Agreements and Arrangements; subsidies and countervailing measures;

dispute settlement; trade-related aspects of intellectual property rights; trade-related investment measures; functioning of the GATT system; and trade in services.

Work continued during the year to prepare the Canadian position for negotiations on tariff and other concessions which will be required of China and Bulgaria in the course of their accession to the GATT. Negotiations with China are already underway and negotiations with Bulgaria were due to begin in the spring of 1987. Costa Rica has also requested accession to the GATT. Agreement was reached on the accession of Morocco and Mexico.

Some of the other GATT-related activities in which Canada was involved during 1986-87 are described below.

Agreement on government procurement

Canada participated in the negotiations which produced an accord to improve the procedures of the Agreement on Government Procurement. The improvements are expected to come into force on January 1, 1988. The Agreement, to which the major industrialized countries adhere, opens up a portion of the procurement of goods by its member governments to international competition.

Liquor boards

After an initial request by the European Community to establish a panel to examine alleged discriminatory

practices by provincial liquor boards, consultations with Canada were held under the GATT dispute settlement provisions. The panel received submissions from the parties to the dispute. In addition, bilateral consultations with a view to reaching a mutually satisfactory solution continued during the period under review.

Harmonized system of tariffs

Preparations continued for the implementation of the Harmonized Commodity Description and Coding System (HS). Canada took an active part in this task of the GATT Committee on Tariff Concessions. Particular emphasis was placed on: examining the tariff conversions of major trading partners, working towards a consensus on modalities used for the GATT Article XXVIII negotiations and preparing for a data base on tariffs to serve the HS negotiations and the Multilateral Trade Negotiations. The Product Coverage Annex of the GATT Agreement on Trade in Civil Aircraft was also converted to HS format. It is now expected that Canada and our major trading partners will implement the HS on January 1, 1988.

Softwood lumber

Canada initially raised its concerns with regard to initiation of a US countervailing duty investigation against Canadian timber pricing practices in meetings of the GATT Council on May 22 and June 17. The failure of conciliation efforts in the Subsidies Committee led to Canada's request for the establishment of a panel. The meetings of the panel dealt with the question of principle, viz. whether Canadian timber pricing practices could constitute a subsidy in the sense of Article VI or XVI of the GATT. On December 30, 1986, Canada and the US reached a bilateral settlement. The GATT dispute settlement process provides for and encourages such bilateral resolution of disputes at any stage of the dispute settlement process. In accordance with GATT procedures and the agreed minute to the Canada-United States Memorandum of Understanding on Softwood Lumber, Canada advised the GATT that a mutually satisfactory settlement to the dispute had been reached.

Enlargement of the European Community

Subsequent to the entry of Spain and Portugal into the European Community, Canada and other trading partners have been engaged in negotiations on compensation for impairment of market access into the EC following the integration of Spanish and Portuguese trading régimes into that of the Community. Negotiations between Canada and the EC began with a view to reaching a conclusion by the summer of 1987.

US Superfund legislation

After consultation with the United States, Canada, the European Community and Mexico requested a GATT panel to examine discriminatory tax practices included in the Superfund legislation. The US agreed to the panel, which commenced proceedings on March 23, 1987.

US customs user fees

As a result of an *ad valorem* tax imposed by the US on imports from Canada and most other countries, Canada

participated in requesting a panel under the GATT dispute settlement provisions. A panel was agreed to in March 1987.

Organization for Economic Co-operation and Development

Canada participated actively in the OECD during the year, particularly in pursuit of agriculture and trade interests. At their annual meeting in April, OECD ministers endorsed the need to launch a comprehensive new round of multilateral trade negotiations and stressed the need to re-orient agricultural policies.

In addition to its continuing reviews of trade developments, the Trade Committee addressed several important issues, notably in support of multilateral trade negotiations, and continued its surveillance of trade policy developments in member countries. Work was undertaken to complete conceptual work on principles and rules which could be included in a multilateral arrangement governing trade in services and testing of these elements began against selected services sectors. Important new work was begun regarding trade-related investment measures, trade aspects of intellectual property, trade with developing countries and trade concepts, e.g. Most Favoured Nation.

The OECD Industry Committee addressed, as major themes of interest to Canada and other OECD countries, the financing of changing needs for industry, and the impact of changes in oil prices on industrial policy and activity. The Committee continued efforts to improve the transparency (i.e. clarity and openness to public scrutiny) of OECD industrial policies through its continuing review of related government measures and by examining specific topics of concern including industrial adjustment and government support, and quantification of government support measures. Activities also focused on developments in industrial technology in specific sectors and included *inter alia* the promotion of new technologies as a means for regional development. A study was published on policies covering development of venture capital for industrial investment. The Committee examined the changing role of government in regional development vis-à-vis the private sector, different levels of government and the geographical focus of regional development incentives.

The OECD Steel Committee continued activities to encourage co-operation in facilitating steel industry adjustment to continuing global overcapacity, weak market conditions and the restrictive steel trade environment. The Committee reviewed policy developments including monitoring of carbon steel imports into Canada from September 1986 and embargoes on steel imports from South Africa into Canada, the United States, the European Community and Japan. While OECD steel capacity continued to decline, substantial increases in non-OECD capacity were forecast to occur between 1985 and 1990 in a study prepared for the Committee. The Committee also considered trends in the automotive sector affecting steel consumption, labour market developments arising from changes in age structure and qualifications of steelworkers, and export financing support for steelmaking plants and equipment.

International trade ministers' meetings

Canada participated in two Quadrilateral Trade Ministers' Meetings, one in January in San Diego and the other in September in Sintra, Portugal. On that occasion, ministers of trade from Canada, the United States, Japan and the European Community pursued the launch of the new round of Multilateral Trade Negotiations and reviewed developments in international trade.

Canada also took part in informal meetings of trade ministers from a broad range of developed and developing countries. The meetings, held in Seoul in June 1986 and at Lake Taupo, New Zealand, in March 1987, were designed to develop a consensus in favour of prompt initiation of the next MTN round and to exchange views on progress in these negotiations. At the Lake Taupo meeting, Canada tabled a list of principles for agricultural policy-making, in order to promote the kind of domestic policy adjustments which resolution of the agricultural trade difficulties would require.

Industrial trade policy

Efforts were pursued to maintain market access for exports of Canadian manufacturing industries particularly in sectors, such as steel, which remained subject to a managed trading environment. Particular areas of concern were the United States, where pressures continued for restrictions on Canadian steel exports, and Spain, where costly delays occurred in issuing import licences for Canadian steel.

Measures were adopted in response to the potential for increases in unfairly traded steel imports arising from world-wide production overcapacity, widespread subsidization and import restraints in other countries. An import monitoring system, which came into effect during September 1986, was established for carbon steel. In addition, consideration was given to the trade policy implications of an industry request for withdrawal of the General Preferential Tariff on steel imports from all beneficiary countries.

Trade policy initiatives were continued in order to facilitate industrial adjustment in certain sectors. Following bilateral discussions with Korea and Japan, those countries renewed their undertakings concerning restraint of automobile exports to Canada. Other industrial trade policy activities included continuing efforts to ensure that domestic industrial policies were consistent with Canada's international trading obligations.

In an effort to assist industrial development and adjustment, the Department pursued improved Canadian access to foreign technology by participating in multilateral and bilateral trade negotiations in regard to intellectual property. Canada worked to improve market access for manufactured products under the GATT agreement on technical barriers to trade.

Agricultural trade policy

The crisis in agricultural trade came to the forefront in 1986, as subsidy-fed competition between the United States and the European Community depressed international agricultural prices and strained international trading relations. Prime Minister Mulroney raised the issue

of agriculture at the Tokyo Economic Summit and succeeded in obtaining public recognition by leaders of the world's major countries of the extent of the crisis in agriculture. Summit leaders endorsed the work of the OECD in the area of agriculture and urged the organization to address reform required in agricultural policy.

Following the Tokyo Summit, the Department considered the possibility of establishing an international Eminent Persons Group to examine agricultural trade issues and to recommend some possible solutions. Considerable planning and initial development work was engaged, and progress was made toward finding extra-governmental financing for the Group, in order to ensure that its objectivity could not be questioned. As work progressed, however, it became clear that certain countries, whose co-operation would have been essential to the successful follow-up to an eventual Group report, became determined to oppose the Group's establishment. In the circumstances, the government reluctantly came to the conclusion that establishment of the Group would not lead to progress on agricultural issues and the idea, as well as some possible variants on it which were subsequently considered, was abandoned.

At the same time, Canada was participating actively in work in the OECD on a major project to examine agricultural and trade policies, including an analysis of the effects of a balanced reduction in protection. That exercise advanced to its concluding stages during 1986. A report to ministers on the conclusions to be drawn from the OECD's five years of work on agricultural trade issues was completed toward the end of the fiscal year, for consideration at the 1987 OECD Ministerial Council. This activity supplemented the OECD's continuing work program, which consists principally of the review of market developments affecting grains, meat, dairy products and horticultural products, and of the review of member countries' agricultural and trade policies.

The launching of negotiations in the GATT at the Punta del Este ministerial meeting was a welcome development for agricultural trade. The Punta del Este Declaration clearly signalled that agricultural trade issues would be at the centre of the new round, instead of at the periphery as in previous negotiations. The Declaration embodies an undertaking to work toward agricultural trade liberalization, including improving access and developing better rules for agricultural subsidies affecting trade. The new round of negotiations will constitute a major thrust of Canadian agricultural trade policy over the next few years.

Resource and commodity trade policy

Canada participates in a number of international commodity organizations of which three were created by international commodity agreements (tin, natural rubber and coffee) with economic provisions designed to provide stability to the respective international markets.

The International Tin Agreement is currently devoting a considerable effort to defending itself in litigation resulting from the collapse of the tin market in 1985. In another development, the International Rubber Agreement was negotiated and is now open to ratification. With regard to the coffee agreement, which is designed for

market stabilization, quotas were suspended in February 1986 when prices went beyond the upper end of the agreed price range. Canada, as chairman of the council of the coffee organization, advocated an agreement providing for revised export quotas among members in order to reactivate the agreement.

Canada also participates in several important specialized commodity forums which foster discussions between governments (often with industry advisors) on matters related to the production, consumption and international trade of these products. The International Wheat Council is one such consultative body which has its origins in an international commodity agreement. The 1985 International Sugar Agreement is currently limited to a consultative framework, due to failure to reach agreement on pricing and other provisions to stabilize the international sugar market. Canada continued to be an observer at the International Cocoa Agreement, which entered provisionally into force in January 1987. The 1986 Agreement finances a buffer stock through a levy on individual trade transactions.

Canada supports the International Jute Agreement which does not contain price stabilization provisions but focusses on increasing consumer awareness for jute and jute products, and research and development in new uses for jute. In 1986 CIDA provided financial assistance to the International Jute Agreement for projects related to these objectives.

In May 1986 Canada joined the International Tropical Timber Organization. This organization was created for the purpose of establishing reliable data on markets and market structures in order to improve the assessment of world trade in forest products and global forest management requirements.

International support for open discussion among government experts on matters relating to trade in minerals and metals encouraged Canada to assume a leadership role in promoting the creation of an International Nickel Study Group along the lines of the International Lead Zinc Study Group. The latter is also the proposed model for another study group proposed by the United States' copper industry and supported by Canada, among other major producers and consumers.

In May 1986 the International Labour Organization (ILO) adopted a convention on safety in the use of asbestos, which embodied Canada's controlled-use approach. This ILO Convention is now open for ratification by member countries and Canada began taking steps for obtaining provincial concurrence leading to Canadian ratification.

In November 1986 Canada chaired the second UNCTAD *ad hoc* Intergovernmental Group of Experts Meeting on Iron Ore, in order to promote international discussion on trade in this sector.

Canadian delegations have also been participants this year in the OECD High Level Group on Commodities, the UNCTAD Committee on Commodities, and the UN Economic Commission for Europe. Within these organizations Canadian government officials and their industry advisors have pursued Canada's interest in a wide range of commodity questions, *inter alia* regarding coal, tungsten, pulp and paper, timber.

Special trade relations, export and import controls

Export controls

On September 10, 1986, the Secretary of State for External Affairs announced a new export control policy for military and strategic goods. The new policy placed greater restrictions on the exports of military goods to countries in conflict and to countries with persistent records of human rights abuses.

Canada continued to work actively in the Co-ordinating Committee for Strategic Trade Controls (COCOM). The Committee, made up of NATO countries and Japan, maintains multilateral controls on the shipment of strategic military-related goods and technology to proscribed destinations. During the year, a major review was concluded as part of the triennial review process. COCOM has embarked on a continuous review which will keep the list of embargoed goods more up to date with current technology. COCOM also devoted attention to the exchange of information and greater co-operation on the enforcement of national controls.

South Africa

With effect from October 1, 1986, a ban was imposed on imports of uranium, coal, iron and steel and agricultural products of South African origin. The communique of the Commonwealth Heads of Government Review Committee, London, 3-5 August, 1986, provided the authority for the imposition of this ban under the provisions of the *Export and Import Permits Act*. A transitional period, ending December 31, 1986, was allowed to permit entry of those products which were in transit on October 1, and for those goods which were subject to binding contractual commitments entered into prior to August 24, 1986.

Steel

On September 1, 1986, carbon steel products were placed on the Import Control List for monitoring purposes. This action was taken on the basis of a recommendation by the Canadian Import Tribunal following an inquiry into carbon steel imports. This measure does not, in any way, restrict the quantity of steel entering Canada. Instead, it is intended to provide the government with more timely and precise information on imports.

Global import quota allocation system

A major review was initiated in 1986 by the Minister for International Trade into the system used to allocate quotas to Canadian importers for products subject to global import control. The purpose was to determine whether an alternative system of allocation, other than the current system, which is based on traditional import performance, would be more equitable and responsive to changes in the market. An independent consulting firm was commissioned to undertake a study of the current system and to develop possible alternative approaches. Extensive consultations were held with the private sector, including all major associations with a direct interest in the global quota administration. An announcement by the Minister for International Trade is anticipated on the outcome of this review during 1987-88.

Textiles and clothing

In July 1986 a new Canadian textile and clothing import policy was announced, which established the government's intention to negotiate a new framework for the management of clothing and textile imports for the post-1986 period. The policy called for Canada to pursue the international negotiations for the Arrangement Regarding International Trade in Textiles (MFA) and for the renegotiation and extension of the bilateral restraint arrangements which were in place.

Canada was a participant in the discussions on the future of the MFA, which was to expire on July 31, 1986. The MFA is a multilaterally-negotiated arrangement, under the GATT, which provides an international legal framework for the negotiation of bilateral textile and clothing restraint arrangements. The discussions, which commenced in July 1985, concluded on July 31, 1986, with a Protocol extending the MFA for a further five years. A major feature of the Protocol was a provision allowing, in certain circumstances, for the negotiation of restraints on trade in products of vegetable and silk fibre blends. Canada acceded to the Protocol in November 1986.

In the 1982-1985 period, imports of garments into Canada had increased an average of 11 per cent annually compared to a growth of only 2.3 per cent per year in the market. Moreover, in 1983 and 1984, imports increased by 26 and 16 per cent respectively and although the rate of growth was only 4 per cent in 1985, it accelerated once again to a level of 10 per cent in 1986. Hong Kong, Taiwan and Korea account for more than 50 per cent of garment imports. The textile and clothing import policy announced in July 1986 set several major objectives in respect of control of imports to address these and other related issues, including a more moderate rate of growth of imports, prevention of surges, controls on imports of garments made of vegetable fibres, and differentiation between the dominant newly-industrialized suppliers and the smaller newer entrants to the Canadian textile and clothing market. The policy also provided for increased inspection of imports to ensure compliance with regulations, and a duty remission program for manufacturers of tailored-collar shirts. In establishing the policy, the Government rejected the use of global import controls under Article XIX of the GATT in favour of using the rights and obligations afforded under the bilateral negotiation framework of the renewed MFA.

In 1986, Canada initiated the process of renegotiating and extending 22 bilateral textile arrangements which were due to expire at the end of 1986. In addition, during 1986, a new five-year arrangement was concluded with Vietnam, and quotas were put into effect on imports of clothing from North Korea. By March 1987 all but one of the renegotiations had been completed, bringing the total number of bilateral arrangements to 24. The renegotiated arrangements incorporate the elements of the policy, such as expanded fibre coverage, anti-surge provisions, and clauses for control of unrestrained items, and provide a basis for a more moderate rate of growth of imports.

International trade development

Agriculture, fish and food

The Agriculture, Fish and Food Products Bureau co-ordinates and provides leadership for the federal government's international trade activities for all primary agriculture, fish and food products, except grains and oilseeds (see below). In export market development, the Bureau was involved in over 75 promotional projects, ranging from promotion of Canadian breeding stock in China to processed foods in Europe and Japan. It co-sponsored, with Agriculture Canada and CIDA, "The China Challenge", a meeting attended by 150 representatives from Canadian agriculture and food-related organizations to exchange views on priorities and a strategy for future marketing activities in China. It co-ordinated preparation of an export marketing strategy for the agri-food sector for China, under the auspices of the Inter-departmental Committee for International Agri-Food Trade Development.

The report entitled "The Agri-Food Market in China: How Can We Improve Canada's Export Performance" incorporates the views of External Affairs, Agriculture Canada, the Department of Regional Industrial Expansion and CIDA. Consultations with provinces and the private sector are planned, to elicit their reactions to the draft strategy report. The preparation of marketing strategies for Mexico and South Korea was initiated, for completion in 1987-88.

The Bureau organized a conference for Canadian exporters in conjunction with Food Pacific '86 in Vancouver. Over 700 interviews with Canadian agri-food firms were conducted by agri-food trade officers from 31 posts. Approximately 130 firms participated, mainly small and medium-sized companies from all regions of Canada. Significant export activity resulted from the conference, with agency relationships established and export sales into new market areas. The Bureau also participated at Food Pacific '86 with an exhibit and information booth. The latter included a computerized data base of some 2 500 Canadian exporting firms which served as a sourcing service for foreign buyers visiting the show who wished to establish contact with firms not represented there.

The Bureau implemented the "Buyer Connection Program" to give greater exposure to Canadian agri-food and fish products by informing potential United States buyers of what Canadian exporters have available and on what terms.

The Bureau again organized a meeting of provincial government representatives and DRIE regional officers who are engaged in export market development for the agri-food and fish sector. This annual exercise is designed to improve co-ordination and communications among provincial and federal government departments concerned with agri-food export development. Agriculture Canada and Fisheries and Oceans Canada, as well as DRIE, participated.

The Bureau is responsible for managing Canada's agri-food reporting and market intelligence program, for which 149 scheduled reports are required from Canadian posts abroad. In addition approximately 130 unscheduled *ad hoc* reports are received annually, covering various market

intelligence topics and reports on competitor activity. The Bureau distributes these reports to Agriculture Canada, provincial governments, the Canadian Wheat Board, the Canada Grains Council and similar agencies. The Bureau conducted a review of the agricultural reporting system this year which included a meeting with user departments and agencies to ensure that the system operates at an effective level.

A computerized inventory of agri-food market development activities was developed for the 1986-87 fiscal year in conjunction with Agriculture Canada.

The Bureau assisted in organizing a series of seminars in China on breeding swine. The market potential for Canadian breeding swine stock in Thailand and Malaysia was assessed and plans were made for buying missions from those countries. Canadian animal genetics, particularly dairy cattle, were a feature of our participation in the Royal Agricultural Show in Britain and the Expoiner Show in Porto Alegre, Brazil. Technical seminars on dairy cattle were organized at four locations in Brazil. The Bureau sponsored the visit of an Australian buyer to Canada to select dairy and beef embryos and several visits of incoming buyers interested in Canadian breeding livestock were sponsored to the Royal Winter Fair in Toronto and the Western Canadian Agribition in Regina.

Two feature films for export promotional purposes on Canadian dairy cattle and beef breeds were completed. Several versions in other languages such as Mandarin and Spanish are planned. A market study for replacement dairy heifers in the eastern and southwestern United States was also conducted.

Venezuela remains an important export market for Canadian seed potatoes. A two-day seminar on production technologies and disease control in potatoes was conducted for a visiting group from Venezuela. An incoming seed potato mission from Mexico sponsored by the Department visited the industry and various research facilities in PEI, New Brunswick and Ontario. Seed potatoes were promoted through the operation of an information booth at a major agricultural fair in Braga, Portugal.

Support was continued for the nursery trades industry to introduce its products to the US market through participation in several regional trade shows. The Bureau led a pulse trade mission to India.

Efforts were continued to gain access for dehydrated alfalfa products to Korea, and negotiate satisfactory phytosanitary access for chopped hay to Japan. PEMD support was extended to the Canadian Dehydrators Association to conduct technical seminars in Japan and Korea on the use of dehydrated alfalfa products in compound animal feeds.

Canada again participated in the *Salon International de l'Agriculture* in Paris, featuring dairy and beef cattle as well as displays for forage seeds, special crops, apples and other Canadian products.

Fur buyers from Japan, Korea and Hong Kong were invited to Canada for auctions, and subsequently placed orders for fur pelts.

In the processed foods sector, the Bureau helped to organize exhibits in major international food shows including SIAL in Paris, Foodex in Tokyo, and the Interna-

tional Food Exhibition in London. In the United States, the Bureau sponsored "solo" food shows (Canadian products only) in five cities and also Canadian exhibits at five regional trade shows. Other activities included a solo food show in Hong Kong, store and restaurant promotions in Hong Kong, New Zealand and Japan, trade missions, and PEMD support for private sector initiatives. Work is continuing on the development of commodity trade profiles for selected products and markets.

The Bureau was involved in countervail actions against exports of Italian pasta to Canada, and of EC beef and US corn to Canada. Other trade policy activities included access issues for Canadian meat into Europe, Canadian whisky into Europe and Japan, and fruits and vegetables into Australia.

The Bureau provided support for the Canadian Food Processors Association International, a new organization, to assist food processors in developing international competitiveness, the Wild Blueberry Association of North America, which helps promote Canadian blueberries in Europe and Japan, and the International Maple Syrup Institute.

In the Fisheries and Fish Products sector, activities were undertaken in both trade promotion and trade policy. In trade promotion, six industry tours aimed at assisting smaller exporters, particularly those with whom the Bureau has not had previous contact, were undertaken. More than 60 companies were visited. The Bureau initiated the formation of a tri-departmental group on under-utilized species. This group is attempting to identify and remove obstacles to the further exploitation of selected species. Work was begun on a study of the Japanese market with a view to providing Canadian exporters with marketing information. Considerable attention was paid to improving the flow of market intelligence to both the industry and Canadian posts abroad. The "Fish Trade Reports" submitted by posts and the Bureau's own report on the state of the industry, sent to posts every two months, were well received. A study identifying retail buyers of fish products was commissioned for distribution to exporters. An exporters' directory was produced for posts abroad and for potential buyers at trade fairs.

The Bureau organized Canadian participation in international trade fairs: Seafood EXPO (Dallas), SIAL (Paris), Seafare South (Orlando), International Food Exhibition (London), Seafare '87 (Long Beach, Ca.), Boston Seafood Show and Foodex (Tokyo).

Further attention was devoted to the African and Brazilian markets and in Brazil a significant sales organization was established. While a market exists for Canadian fish products in certain African countries, sales were still elusive.

In the area of trade policy, the Bureau was occupied with a number of issues: release of the Report of the Royal Commission on Seals and Sealing in Canada and the Government's response to it; the threat of a US Section 301 action against Canadian West Coast herring and salmon, which required consultation with the Canadian industry and between governments; staffing and briefing for a number of international fisheries bodies such as

Northwest Atlantic Fisheries Organization, and also FAO and OECD.

In response to a growing concern over the complex array of fur-related issues and their international implications, the Department appointed an officer as Chairman of the International Fur Issues Committee, to be located within the Bureau, and with responsibility for co-ordination and policy development within the Department and with outside government, association and industry components. This approach was taken in recognition of the significance of the fur industry to the well-being of over 100 000 Canadians — all within the context of humane and responsible conservation procedures.

For its public communications efforts, the Bureau acquired a fourth Nomadic unit (an eight by ten foot photo mural on an aluminum collapsible frame) depicting Canadian agri-food exhibits. It also acquired additional quantities of the restaurant kits (including menu covers, place mats and napkins) for use in hotels and restaurants to promote Canadian products, as well as a show handout folder. This material was very much in demand by posts, which utilize it during Canada Food Promotion events conducted in conjunction with major hotels and restaurants.

Grains and oilseeds

As focal point for the Department's interests in the grain sector, the Grain Marketing Bureau facilitated expanded exports of grains, oilseeds and their products through co-ordination and conduct of trade development activities and contributions to the development of trade policy. World trade in grains was again dominated by surplus supplies and a further weakening in prices. Canadian production and exportable supplies of the six major grains increased in 1986, although wet weather during harvest caused downgrading of the quality of the western crop for the second year in a row. Exports of grains and oilseeds increased in 1986-87 for the third consecutive year.

Competition for available markets intensified, with the increased use of larger export subsidies by the United States and EC. Actions by the US arising from the 1985 *Food Security Act* included a reduction in loan rates and extended use of export subsidies through the Export Enhancement Program. Both had further price-depressing effects and contributed to increased pressure for government assistance to Canadian farmers.

Canada has long-term agreements covering grain trade on a government-to-government basis, the most important of which are with the USSR, Brazil, Iraq and Egypt. Exports under such agreements account for about one-half of export grain shipments.

Trade development activity centred on the use of seminars, utilization trials, missions and consultations, and was directed mainly at maintaining existing and developing new markets for canola and canola products. Countries in the 1986-87 program included the USSR, India, Pakistan, Egypt, Israel and Japan.

The Credit Grain Sales Program managed by the Bureau is the only form of direct export assistance available to Canadian exporters. In the period under review 2.5 million tonnes of Canadian Wheat Board grains were

exported to eight countries under government-guaranteed credits.

The Canadian International Grains Institute contributed significantly to the maintenance and development of domestic and foreign markets for grains and oilseeds and their products. Financed by the Bureau and the Canadian Wheat Board, it conducted 18 instructional courses in Canada and abroad for 389 participants from existing and potential customer countries and for 244 Canadians working in the grains and oilseeds sector.

Canada took part in high-level international discussions which sought remedies for the problems facing the world agricultural trading system. These events included the launching of the GATT Uruguay Round at Punta del Este, the Tokyo Summit, the Cairns Group of agricultural exporters, and meetings of grain ministers of the major exporting countries. Canada has taken a strong position on such occasions in support of reform to the grain and agricultural trading system.

Canada acceded to the new International Wheat Agreement, which came into effect on July 1, 1986. The Bureau took the lead in negotiations leading to the Agreement.

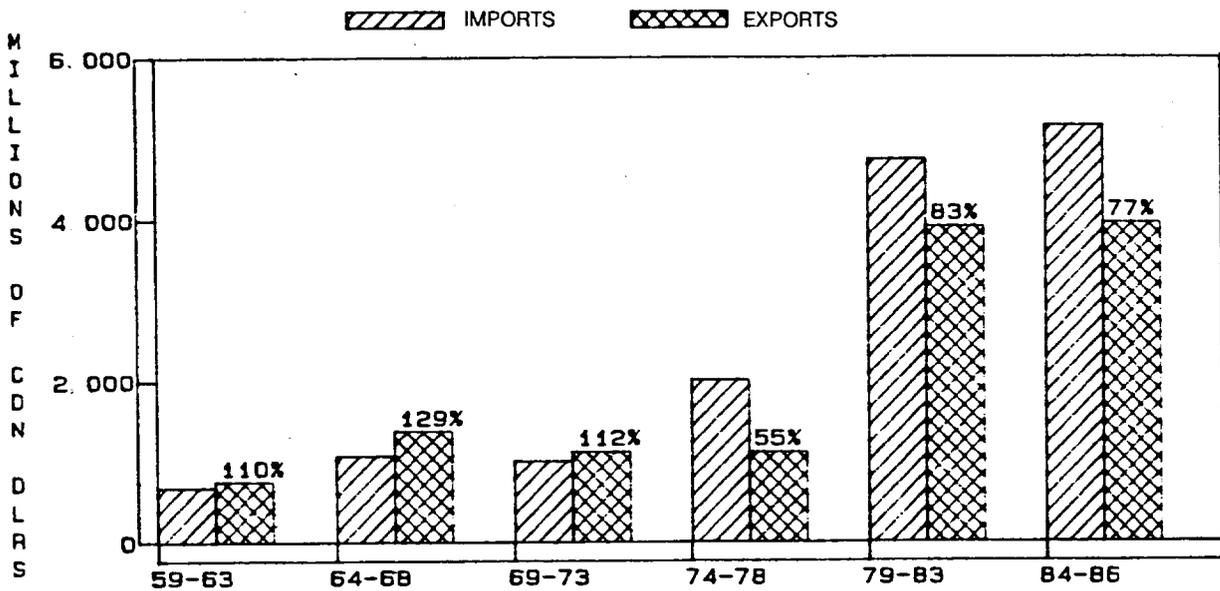
In addition to the multilateral forums where grain problems have been addressed, bilateral discussions have been held with the United States and the European Community on the impact of their farm and export policies. During the year, negotiations under the provisions of the GATT began with the EC on compensation due to Canada for impairment of access to the Spanish and Portuguese markets as a consequence of those countries joining the EC. A countervailing duty was imposed on US corn entering Canada, the first time such an action has been taken against a subsidized US product.

Defence development and production-sharing

The Canada-US Defence Development/Defence Production Sharing Program (DD/DPSP) has been one of the most successful international arrangements for solving the economic problems associated with co-operation in common defence alliances. The principles for co-operation have been able to withstand a variety of pressures for modification over the past 35 years. Both governments have recognized the need for product development to be undertaken in Canada if production-sharing is to continue as a viable program in the long run. Without development programs, the future role of Canada's defence industry would be confined to the production of relatively simple items of foreign design and our contribution to the North American defence base would be seriously diluted. In addition, Canada could not take advantage of the opportunity to advance the state of domestic technology. Since the inception of the program, Canada has undertaken in excess of 95 joint development projects worth approximately \$200 million, while the total cumulative two-way defence trade between the nations is now approaching \$27 billion (see table). During 1986, a series of briefings and visits to promote the program both in Canada and the United States was initiated under the National Trade Strategy Program, involving over 4 000 senior military procurement officials

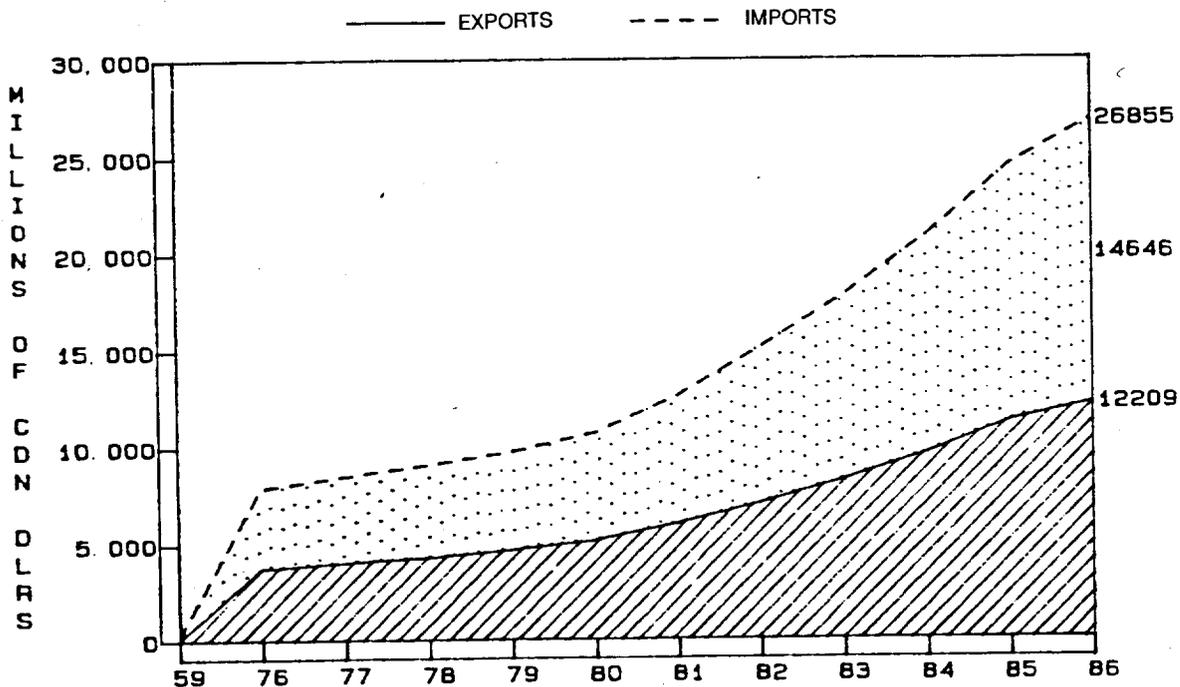
FIVE YEAR DEFENCE TRADE COMPARISONS WITH THE UNITED STATES

1959 - 1986



ANNUAL CUMULATIVE VALUE DEFENCE TRADE WITH THE UNITED STATES

1959 - 1986



in government and industry. Substantial progress has been made within the sub-committees for Industrial Security, Technology Transfer, and the North American Industrial Base, as the DD/DPSP continues to function effectively.

NATO defence industrial co-operation

The Conference of National Armaments Directors continued with an active program resulting from the Nunn Amendment-financed co-operative projects. These have been stimulated by additional funds appropriated by the US Congress earmarked for NATO collaborative work. European nations have generally applauded the "Nunn funding", but in October proposed a series of "principles for collaboration" to ensure that industrial participation and project management could not be dominated by any one nation. The NATO Industrial Advisory Group completed a busy year of pre-feasibility studies and special subjects such as emerging technologies in the longer term and armaments co-operation enhancement. In addition to sessions in Brussels, meetings are held regularly in

Canada. Largely due to the activity of the Canadian Delegation to NATO, many more bid opportunities have been brought to the attention of Canadian firms that are under infrastructure common funding, resulting in several excellent contracts. The Independent European Program Group study team on competitiveness in the European defence industry aims to develop a more homogeneous defence industry and thereby become more self-sufficient, which may give rise to access problems for Canadian industry to Europe and will have to be closely monitored.

European defence trade agreements

Eight Research, Development and Production (RDP) Agreements have been in place since the first was signed with the Federal Republic of Germany in 1964 and now include Denmark, France, The Netherlands, Italy, Norway, Sweden, and Britain. These agreements, strongly influenced by the Canada-US DD/DPSP, were entered into with a goal of maintaining a viable defence industry base following the Canadian 1959 decision no longer to design,

TABLE 4
CANADA-US DEFENCE PRODUCTION SHARING
Canada-US defence trade

1958 — 1986

Year	Exports		Imports	
	annual	cumulative	annual	cumulative
	(millions of Canadian dollars)			
1959	96	96	108	108
1960	113	209	196	305
1961	143	352	94	399
1962	254	606	127	526
1963	142	748	152	678
1964	167	915	174	852
1965	259	1 174	130	982
1966	317	1 491	332	1 314
1967	308	1 799	294	1 608
1968	320	2 119	134	1 742
1969	300	2 419	172	1 914
1970	227	2 646	223	2 137
1971	216	2 862	180	2 317
1972	175	3 037	194	2 511
1973	198	3 235	232	2 743
1974	150	3 385	281	3 024
1975	189	3 574	233	3 257
1976	191	3 765	879	4 136
1977	314	4 079	300	4 436
1978	267	4 346	315	4 751
1979	368	4 714	295	5 046
1980	482	5 196	489	5 535
1981	827	6 023	1 034	6 569
1982	1 027	7 050	1 462	8 031
1983	1 207	8 257	1 459	9 490
1984	1 361	9 618	1 738	11 228
1985	1 644	11 262	1 990	13 218
1986	947	12 209	1 428	14 646

develop and manufacture major weapon systems in Canada. Their major contribution to Canada has proven to be access to foreign markets for the sale of Canadian defence equipment as a counter-balance to purchases by Canada of major weapons systems from abroad and as a means of promoting the technological development of Canadian industry. An active relationship is being maintained with Germany, and a successful mission by defence industrialists to Canada was held in November with a return visit to Europe scheduled for May 1988. A Netherlands RDP meeting was held in Victoria in September and it is hoped that, because of the similarity of requirements of each country's military forces, further consultations scheduled for June 1987 will prove beneficial. As with the Federal Republic of Germany, the UK organized a visit of industrialists to Montreal, Ottawa and Toronto during 1986, and an agreement updating defence industrial co-operation with Belgium is expected to be signed next year.

Defence trade fairs, missions and visits

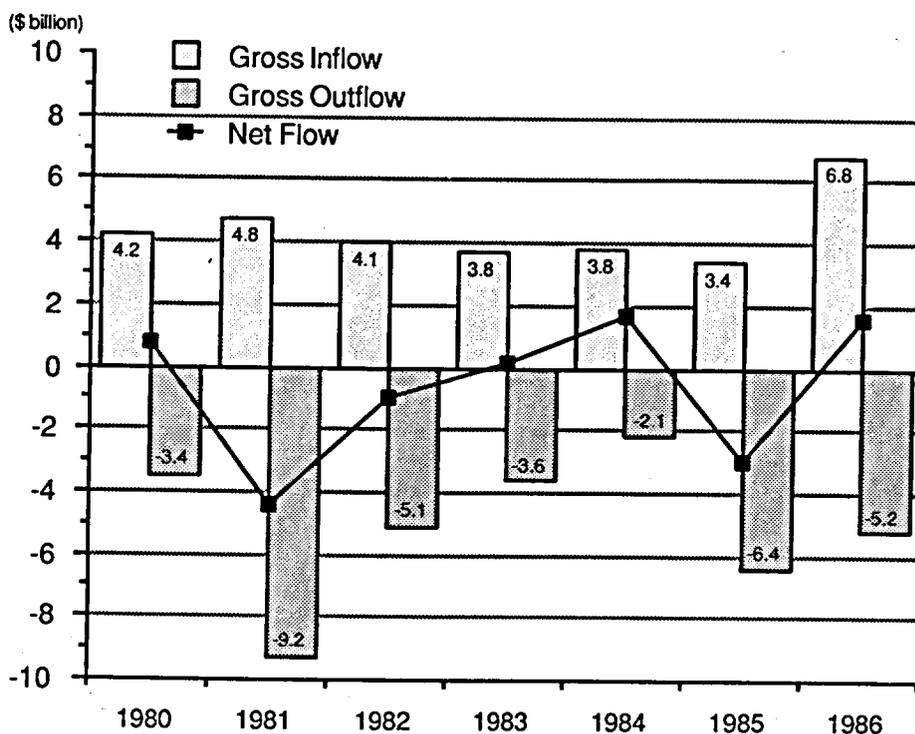
The Bureau conducted a Naval Countermeasures Mission to the US Navy, comprising 20 Canadian companies. Two Requests for Proposals have been received, totalling \$5 million, and negotiations are underway with another seven companies. Nine Canadian exhibitors participated in Asiandex 86 which was held in Beijing in November. Five companies, including Canadair, de Havilland, Canadian Marconi, Pelorus Aviation and Fathom Oceanology, exhibited at the Armed Forces Communica-

tions and Electronics Association Asia-Pacific Show in September. In addition, incoming missions included five-member delegations from Peru in October and from Singapore in November. Defence products marketplaces were conducted in Toronto (430 companies) and Montreal (55 companies) and visits were made to Boeing in Seattle (26 companies), the Naval Air Development Centre at Warminster, Pa. (9 companies) and to other US Navy bases at various locations (20 companies). Hitec '86, the annual defence products marketplace, was held in Ottawa in March and generated some 4 800 appointments between 460 clients representing 350 companies and 65 trade commissioners from Canadian posts abroad.

Investment development

The period under review has been the first full year of implementation of the federal government's Investment Development Program, which supports activities abroad aimed at increasing the flow to Canada of new job-creating foreign investment. As forecast in last year's report, the program in the year under review was far more sectorally targeted than that of the previous year. At over 45 missions abroad, more than 300 investment promotion activities were completed. These included ministerial missions, seminars, direct mail campaigns and targeted corporate liaison. Close to 60 per cent of these activities were concentrated on selected industry sectors. A communications program aimed at foreign investors and entrepreneurial immigrants supported these activities in Japan, the United States and selected European countries.

GROSS AND NET FLOWS OF FOREIGN DIRECT INVESTMENT IN CANADA



Source: Statistics Canada, Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments; Canada's International Investment Position.

The hiring of six investment advisors from the private sector and their placement in key investment posts abroad was completed in 1987. They are located in London, Bonn, Tokyo, Paris, New York and Los Angeles.

The interdepartmental management of the investment development program has been considerably refined. The Department, through its Investment Development Division, works closely with Investment Canada, DRIE and Employment and Immigration. A pattern of interdepartmental program co-ordination has been established through a working group and a steering committee with members from each of these departments to set objectives, target sectors and guide investment promotion activities abroad.

The Department's lead responsibility for promoting investment in Canada from abroad is well supported by this co-ordination. Federal consultations with provincial governments were extensive in the development and implementation of the investment development program.

The Department, with its federal partners, has begun to evaluate the results of its investment promotion efforts in terms of both the type of program implemented and the results to date. Some indications are encouraging. The following chart of flows of direct investment into Canada leading up to 1986 is illustrative.

The \$6.8 billion of foreign direct investment in 1986 is a record high, more than \$2 billion greater than the previous high. A similar magnitude of inflow is predicted for 1987. While many factors produced this inflow, the program is an important contributing factor. A formal evaluation will be made in 1987 to better define that contribution and to help to guide future program decisions.

The investment development program for 1987-88 will also target industry sectors and will emphasize, in its promotion activities, the important links between investment and technology acquisition — two areas that are closely related in contemporary international investment decisions.

Advanced technology marketing

The rapid evolution of semi-conductor, computing, remote sensing and telecommunication technologies continued to grow and increasingly overlap in their applications during 1986. The entry of biotechnology industry into the world marketplace and the dynamic performance by a number of Canadian companies in this area has added a new sectoral field for the Department to consider for future export market promotion.

In recognition of the increasing importance and highly competitive nature of the advanced technology sector in international trade, the Advanced Technology Market Development Division has been restructured to respond to the international marketing requirements of the Canadian advanced technology industry.

As users in the private and public sectors in Canada and abroad entered previously uncharted territory, market profiles changed in practically all countries. The marketing promotion task became more complex, and marketing strategies concentrated on narrow specialized segments or "niches". A review of market promotion plans for the forthcoming fiscal year indicated that 88 per cent of Canadian trade offices abroad consider communications

and informatics to be the major sector of concentration. In keeping with the Department's lead role in international trade development and marketing, the division has continued to assist Canadian advanced technology companies to develop export markets and to support posts in achieving these objectives by: identifying products with high export potential and preparing export marketing strategies with the geographic trade divisions; serving as the focal point for co-ordination of intragovernmental advanced technology marketing initiatives; and serving as a focus of expertise within the federal government providing information on international marketing plans and activities of Canadian advanced technology companies.

The Canadian telecommunications industry, with financial support of the Department, has established the Telecommunications Executive Management Institute of Canada in Montreal. Its basic objectives are to expand Canada's export trade in telecommunications goods and services and to enhance the skills of executives from the telecommunications authorities in developing countries. Major activities will be to manage and operate a series of training courses for senior executives.

Remote sensing for various geographic, geological and natural resource-related applications has become widely accepted in industrialized countries and has potential in the developing world. Canadian firms, independently or with government assistance, have successfully demonstrated their product and service capabilities in systems hardware and software to potential buyers in new markets of Asia, Australia, Africa and Latin America.

Specialized software packages for primary and secondary industrial processing and for a variety of office management functions have found new markets in Europe, Asia and Latin America. Missions to Africa have found potential markets for educational software.

Government export support has been offered through channels such as specialized seminars designed to update the marketing strategies of the private sector. The Department has produced sourcing manuals, promotional directories and specialized information brochures on computing, electronic, remote sensing and telecommunications products aimed at increasing international awareness of Canadian capabilities and achievements among foreign technical, planning and procurement managers.

Science and technology policy

The importance of science and technology to Canadian economic and social development is being increasingly recognized. This, coupled with the inherent international nature of science and technology, has focused increased attention to policy issues. They range from trade-related issues that might have an impact on technology flows, through intellectual property issues, to providing the international context for the government's Innovation Program. Canada participated in many UN bodies dealing with various aspects of science and technology policy, both in defending Canadian economic interests and promoting the more effective application of science and technology to help solve problems in developing countries. In the OECD, the Committee on Science and

Technology Policy continued to develop a consensus in various policy issues.

Bilateral science and technology collaboration

In keeping with previous decisions encouraging the more vigorous use of carefully chosen international collaboration in science and technology to enhance economic development goals, the Department was in the position of initiating and responding to foreign initiatives in a broad range of sectors with many countries. Active collaboration with Japan, the United Kingdom, West Germany, France and other industrialized countries was pursued. An exchange of letters was signed with Norway, which shares many common characteristics with Canada, especially in areas related to forestry, fishing, and Arctic research. Collaboration with the United States is extensive and mostly without formal government relationships.

The Technology Inflow Program

The Technology Inflow Program (TIP) was launched in January 1986 to assist Canadian small and medium-sized enterprises to acquire the foreign technology innovation they need to produce new or improved products processes or services. The goal is to increase the competitiveness of Canadian firms by ensuring that their products employ the latest in technology and are produced in the most efficient manner.

The two main elements of the program are: (a) TIP Post Services — specially-recruited staff at posts abroad who respond to requests from Canadian organizations to identify sources of new or emerging technologies, investigate opportunities for licensing or joint ventures, and arrange to bring together prospective partners; (b) TIP Fund — this provides financial support to defray the costs of exploratory or working visits abroad by Canadians, working visits by foreign experts to Canada, or the international costs of joint ventures or joint research and development projects. Support is primarily directed at small and medium-sized enterprises but can be provided to others if they can demonstrate that their projects have a direct bearing on the TIP objective described above.

The specialists at posts abroad include science and technology counsellors and technology development officers based at key posts in developed countries. The former perform a broad range of duties from reporting on scientific and technological developments in their host country to assisting industry in identifying opportunities for research and development collaboration. The latter are knowledgeable in the industrial sectors of the country where they are located and identify sources of technology specifically requested by Canadian companies.

During its first year of operation, TIP Post Services responded to over 500 requests for information on foreign technology. It is estimated that at least 100 of these requests will result in the transfer of foreign technology to Canada. During 1986-87, the TIP Fund (with a budget of \$1.2 million) received 176 requests for support of which 99 were funded. About 70 of these have resulted in a transfer of technology to Canada and at least 17 have so far resulted in a new or improved product or process.

Space and communications

Canada's involvement in these two technology-intensive sectors has inherent international dimensions. The Department is a member of the Interdepartmental Committee on Space and it contributed to the development of the Long Term Space Plan, unveiled in May 1986. Of particular importance have been both the continuing negotiation of bilateral arrangements with the United States concerning the terms of Canada's participation in the construction and use of the space station and discussions with the US concerning a joint project for a mobile communications satellite. The pursuit of key interests in the areas of remote sensing, telecommunications and satellite-aided research and rescue were also advanced in various bilateral and multilateral negotiations. Canadian initiatives at the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space resulted in the adoption of internationally agreed principles on the use of nuclear power sources in space. Following up the ministerial meeting of the OECD, chaired by the Secretary of State for External Affairs, the private sector was informed of the Guidelines on the Protection of Privacy and Transborder Flows of Personal Data and voluntary support was sought to implement them in a manner that would be economically and socially beneficial to all Canadians. New work on trade in services undertaken by the OECD Committee on Information, Computer and Communications Policy is a focus of widespread interest. An important and sensitive ITU World Administrative Radio Conference on High Frequency (shortwave) Broadcasting for the allocation of radio spectrum was successfully concluded.

Transportation

The busy pace of bilateral civil aviation negotiations continued during the year under review. Canadian international air services were enhanced by the signing of a new agreement with Brazil. Amendments to existing agreements with Israel and India were signed by the Secretary of State for External Affairs during visits to those countries. New *ad referendum* agreements were successfully negotiated with Portugal, Spain, the Dominican Republic, India, Czechoslovakia, Egypt and Thailand. Rounds of negotiations were also held with the United Kingdom, Singapore, Venezuela, Jamaica and the European Civil Aviation Conference. Informal consultations on air relations were also held with the United States, France and New Zealand.

Canada continued to press for the inclusion of improved aviation security provisions in all bilateral agreements during negotiations held in the year under review, and an agreement on aviation security was concluded with the United States. Canada also continued to promote a number of proposals before the International Civil Aviation Organization aimed at strengthening multilateral aviation security agreements.

The Department participated in the multilateral maritime activities of the OECD and UNCTAD, emphasizing the importance of exporters' concerns in the discussion and development of international shipping policies. In particular, during the biennial UNCTAD meeting of the Committee on Shipping, Canada, with like-minded

nations, was instrumental in securing the adoption of a resolution focusing on the protection of shipper interests. At a special meeting of the Maritime Transport Committee held in Vancouver during EXPO 86, agreement was achieved *ad referendum* on the development of common principles of shipping policy. This was adopted by the OECD Council in February 1987. In further support of the interests of Canadian exporters, the Department began its preparations for the UNCTAD review of the Code of Conduct for Liner Conferences.

During the past year, the Department published two studies on trade and transportation with the developing world, which were undertaken in response to shippers' concerns that shipping difficulties were inhibiting access to several markets.

The Department continued its co-operation with exporter groups, particularly the Canadian Shippers' Council, Canadian Export Association, and the Exporters' Coalition on Canadian Maritime Policy. In conjunction with the Exporters' Coalition, a series of cross-country seminars was held to discuss trade solutions to shipping problems experienced in Canada's trade with the developing world.

Assistance to individual exporters and carriers experiencing difficulties with international transportation involving foreign carriers or governments was provided. In a number of instances, the Department was able to intervene with foreign governments to resolve shipping problems relating to ocean trade.

Export programs and services

Canada Export Trade Month

The fourth Canada Export Trade Month took place in October 1986. It was a national co-operative export awareness program involving exporters, business groups, associations, federal and provincial government departments, and the academic community. During October, more than 150 events stressing the theme "Exports Build Canada", were held across Canada. Activities included seminars and workshops, information sessions, speaking engagements, educational events, incoming and outgoing missions, trade shows, exhibits, tours, and awards presentations honouring outstanding Canadian exporters. Approximately 50 trade commissioners from posts abroad, along with trade development officers from the Department and officers from the DRIE regional offices, took part in these export-related events.

The Canada Export Awards

The Canada Export Award Program was established in 1983 to acknowledge and reward Canadian companies successfully exporting their products abroad. The Awards symbolize, both at home and abroad, the successes of Canadian companies in world markets. In 1986, the Honourable Pat Carney, Minister for International Trade, presented Awards to the following 12 successful exporters: Canada Packers Inc., Canadian Foremost Ltd., Can-sulex Limited, Capsule Technology International Ltd., Cognos Incorporated, Coopérative Fédérée du Québec, ILCO UNICAN INCORPORATED, MacDonald Dettwiler

and Associates Ltd., Peter Bawden Drilling Ltd., The Royal Canadian Mint, Shell Canada Chemical Company, and SR TELECOM INC.

While the Department administers the program as a whole, the actual selection of Award winners is made by an independent committee of distinguished Canadians drawn from the business and financial community, the export media and public officials. Firms are selected on the basis of their performance in specific export criteria such as growth in export sales, Canadian content and export markets over a three-year period.

Federal-provincial co-operation

In 1986-87, there was a more effective liaison with provincial authorities on trade development matters. A meeting of federal-provincial ministers responsible for trade was held in June 1986 in Winnipeg followed by one at the deputy ministers' level in January 1987. The participants reviewed progress under the national trade strategy developed in 1985 as well as other trade development or policy issues of mutual interest.

Particular attention was paid to certain measures designed to improve federal-provincial relations. An on-line information system for federal-provincial trade fairs, missions and visits was developed. The Department began negotiations to place provincial trade officers in Canadian posts abroad. Agreements were successfully concluded with Ontario for Seoul and British Columbia for Seoul, Dusseldorf and Hong Kong.

Consultations took place with the provinces to discuss trade and investment programs with a view to harmonizing federal-provincial priorities and to ensuring that provincial concerns were taken into full account by the Department and its trade posts abroad. The meetings were considered successful by all participants.

Federal-provincial co-operation was also demonstrated by the success of Canada Export Trade Month activities which were developed by both levels of government in conjunction with Canadian business.

DRIE regional offices

The Department works with the trade development divisions of DRIE regional offices to ensure effective provision of trade programs and services to the business community in the various regions of Canada. The regional offices provided funded programs such as PEMD, co-ordinated trade initiatives such as Canada Export Trade Month, organized seminars and workshops, provided export counselling, planned export trade activities, and analyzed export capabilities of companies in the regions. Considerable effort was made over the past year to integrate export supply capabilities on an industry sector basis with the mission work plans, in order to provide posts with industry priorities.

Trade facilitation

Trade facilitation is a continuing operational program of the Department, encompassing measures to improve and rationalize procedures and documentation used in international trade. Active liaison with the private sector through industry associations, individual companies and consultants working in the trade facilitation field is

utilized to ensure that developing international standards in the generation, transmission and processing of individual trade transactions reflect the best current Canadian practices and interests. Industry initiatives were supported through assistance to the Electronics Data Interchange Council of Canada to organize seminars in eight Canadian cities as part of Canada Export Trade Month in October 1986.

The Interdepartmental Committee on the Facilitation of International Trade, chaired by the Department, continued its role in ensuring that Canadian concerns in this field were brought before international bodies working on standards and documentation in international trade.

International Business Research Centre

The International Business Research Centre of the Conference Board of Canada is partly financed by the Department. The Centre focuses on issues affecting Canada's international trade and competitiveness and seeks to broaden public understanding of these issues. Its research program responds to the interests of its members, and is guided by an advisory board drawn from business and government. Additionally, it undertakes research of specific interest to particular members. During the year, the Centre continued to publish reports based on its research program, published a quarterly listing of export education courses and workshops available to the private sector, staged the annual International Business Outlook Conference and continued a series of trade conferences and seminars.

Centres for international business studies

This program supports centres at the Universities of British Columbia, Manitoba and Western Ontario, and at Dalhousie University and Montreal's *École des Hautes études commerciales*. Support is extended through grants for operational and research purposes, and for fellowships given to students at these universities. The purpose of the program is to improve the quality of management and of international marketing skills of Canadian business. It also assists research directed at an understanding of the issues and challenges facing Canadian exporters, and through the organization of seminars and workshops seeks to strengthen the knowledge and skills of Canadian firms engaged in export trade. The individual centres have advisory boards drawn from the business community, government and the university, which keep the centres in touch with the developments and concerns of the international trading community in Canada.

Program for Export Market Development/Promotional Projects

During the year, these two export promotional programs were consolidated and restructured as recommended by the Nielsen Task Force. Following a year's consultations with industry, business associations, provincial governments and other federal government departments, the two programs were consolidated with one portion covering assistance for government-initiated activities (former PPP) and the other covering industry-initiated activities (former PEMD). At the request of industry, the program retains the name PEMD.

As a result of the 30 per cent budget cuts recommended by the Task Force, assistance in some sections was reduced, eligibility criteria were strengthened, reporting procedures by applicants were tightened and a cost-recovery element was introduced to the government-initiated series of activities.

The objective of the revised PEMD is to improve Canada's international trade performance and, at the same time, stimulate the Canadian economy through increased production and employment. In keeping with the government's industrial and international market strategies, PEMD offers an opportunity for Canadian businesses to undertake new, and often risky, export activities that they could not, or would not, normally undertake on their own.

PEMD offers financial assistance to Canadian companies to participate in government-initiated trade fairs and missions, to undertake visits to identify markets, to bid on international projects, to participate in recognized trade fairs, to establish an export consortium in Canada, and to establish a permanent sales office abroad. Companies pay a fee to participate in government-initiated fairs, while companies applying for assistance under the industry-initiated portion of the program repay the contribution they receive if they are successful in making sales.

During the fiscal year 1986-87, some 4 405 applications were received under PEMD, of which 2 977 were approved, for a total support of \$28.3 million. Total expenditures amounted to approximately \$26 million, as compared to \$33.7 million during the previous fiscal year.

Under the PPP, the Department participated in some 171 trade fairs and information booths in 44 countries involving approximately 500 companies; 171 outgoing trade missions and seminars taking 64 business persons to 41 countries; and 99 incoming missions and visits bringing approximately 1 000 foreign officials and business persons to Canada from 54 countries.

Program for Export Market Development: Summary table

Fiscal year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$000)	Expenditures (\$000)	Sales (\$million)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 405	2 977	28 270	26 000	467*

* preliminary

Promotional Projects Program: Summary table

Fiscal year	Number of proposals received	Number of projects approved	Number of companies assisted	Budget approved (\$million)	Expenditures (\$million)	Sales (\$million)
1981-82	811	299	1 652	8.6	8.8	350
1982-83	1 012	308	1 580	10.6	9.5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12.7	13.1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15.5	14.7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15.7	15.5	763
1986-87	1 218	334	1 500	12.5	12.7	800

Trade and investment policy and planning activities

Trade Strategy

The National Trade Strategy completed its full second year of implementation of the five-year, \$70 million program which was endorsed by First Ministers in February 1985. Close to \$14 million in export marketing initiatives was expended in the Asia-Pacific region and the United States to optimize export potential in these top two most important regional markets for Canadian exporters. During this period, Canada's share of world imports grew to 4.2 per cent and has returned to levels equal to our trade performance in the late 1960s. The Asia-Pacific region became Canada's second largest market after the United States, and absorbed 9.3 per cent of Canada's exports.

Key elements of the Trade Strategy were to redeploy trade resources to these two principal markets. The opening of four new trade offices was completed in the Asia-Pacific region, in addition to the doubling of the trade staff in Beijing which was effected in the first year of the program.

In the United States, four satellite trade offices were set up and have influenced over \$75 million in new export business as a result of initiatives supported by the National Trade Strategy.

Tourism program abroad

Tourism plays a significant part in Canada's international trade and balance of payments. The Department has responsibility for Canada's tourism program abroad, effected through trade commissioners at posts overseas and in the key market of the United States.

In 1986 the numbers of foreign tourists to Canada increased significantly, due in large part to the attraction of EXPO 86 in Vancouver, as well as favourable exchange rates. Long-term visits (i.e. more than 24 hours) of tourists from the United States increased 16.8 per cent over 1985 to 14.1 million. Their expenditures also grew substantially: for the third quarter, revenues were up 25.5 per cent from the same quarter in 1985.

Overseas, the priority markets for tourists to Canada were the United Kingdom, France, West Germany and Japan. The Department has officers dedicated to the tourism program also in The Netherlands, Italy, Hong Kong, Australia and Mexico, serving both those countries and the surrounding markets.

Visits from overseas in 1986 increased 24.7 per cent from 1985 to 2.0 million and expenditures also rose substantially. For example, revenues were up 29.9 per cent in the third quarter of 1986, compared to 1985.

Also in the United States, Trade Strategy financing has been used to conduct a successful New Exporters to Border States Program, in which more than 1 500 potential new exporters have undertaken their first efforts to develop sales to the US. More than 120 new trade promotion activities have been conducted in the US under Trade Strategy financing.

A broad range of other market development activities are underway in both the Asia-Pacific region and the United States with Trade Strategy funding, which include specialized seminars for Canadian exporters, market studies, and the development of management systems to improve the availability of vital trade information in Canada and abroad. To attract new foreign investment, investment counsellors, recruited from the private sector, have been assigned to Canadian posts in Bonn, Hong Kong, London, Los Angeles, New York, Paris and Tokyo. Technology officers have been placed in Atlanta, Bonn, Boston, London, Orlando, Santa Clara, Stockholm and Tokyo to ensure that Canadian firms have enhanced access to new developments in these key world technology centres.

Export and investment promotion planning

An advanced computer-based management system for the planning and evaluation of the trade program was developed through the year and launched in October 1986. The system identifies specific trade activity priorities of missions abroad, provides detailed sectoral and market information and permits market opportunities to be selected geographically and by sector.

Ninety-six diplomatic missions covering some 120 markets participated in the first year of the continuing project. The material obtained from the plans submitted by trade officials abroad was published and made available to other departments of government which have an interest in international trade, and to the provinces and national private sector trade associations. The project contributed significant improvements to the consultations between the Department and its clients which are undertaken annually. The consultative discussions were more focused and targeted on topics of specific interest to individual groups and organizations across Canada, despite the considerable diversity of their perspectives on international trade and investment.

Linked with the planning system is a new trade tracking system which evaluates the implementation of post plans. It performs three basic functions, viz. measuring workload, identifying progress, and reporting results. The year under review was the first full year of operation of the tracking system. Quarterly reports were produced for departmental management to assist in the evaluation of mission operations abroad.

WIN Exports

In 1986 a central operations base, the WIN Exports Division, was formed to operate a number of trade-related

management information systems. These computerized systems are being linked as a means of increasing the quality and effectiveness of program delivery in the missions abroad and the regional offices across Canada as well as at headquarters.

The WIN Exports System is the largest, now extending through four local micro-computer networks in headquarters to ten in the United States with plans to cover key posts in the Asia-Pacific region in 1987 and the remainder of the world by 1990. WIN Exports provides a consolidated electronic sourcing directory with 16 000 Canadian suppliers, a collective memory of contacts made in the field, and automated facilities for utilizing the data.

At the same time, the in-house mini-computer operated by the new division provides the host facility for the Export and Investment Promotion Planning and Tracking System, a Federal-Provincial Trade Activities data base and a part of the PEMD Administrative System. The remainder of the PEMD system is managed on the Department's behalf within the central corporate facilities of DRIE.

Trading houses and countertrade

Informing both the public and private sector on the role and function of trading houses continues to play an important role in the development of the trading house sector in Canada. This has been achieved through the development of publications and a program of seminars across Canada in co-operation with the Council of Canada Trading Houses. Direct support was also provided to the Council. The newest initiative undertaken is research into the use of manufacturers' agents in the United States, and it is expected to lead to production of a new publication to assist exporters in the US market.

In the field of countertrade, the Department continues its program of ensuring awareness of global trends and their impact on Canadian exporters, and providing advice and intelligence to Canadian firms.

Export financing and capital projects

Ensuring that Canadian exporters have access to export financing facilities that are both competitive and supportive of our trade interests remains a priority function. In the OECD Consensus, departmental officials work towards increasing transparency and discipline in this field. The Department continues to review all proposals for the use of official funds in support of Canada's export sales and monitors and encourages procurement under projects financed by development banks and international financial institutions. To increase participation in capital projects abroad, work has commenced on a standard project reporting system suitable for multiple point access. The Department also continues to review all policy and operational issues pertaining to its involvement with the Export Development Corporation and Canadian Commercial Corporation.

Chapter 3

MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

The United Nations

While member states of the United Nations were reflecting on the theme "1986, the Year of Peace," the organization itself was embarking on what proved to be a difficult but worthwhile review of its methods, programs and priorities. The financial crisis of November 1985 weighed heavily over the United Nations, forcing it to take immediate and severe corrective measures by reducing the operating budget, imposing a recruitment freeze and reducing the duration of, or postponing or cancelling, certain conferences and meetings.

The main achievements of the United Nations during 1986-87 related to Africa, disarmament and the advancement of women. Particularly noteworthy was the Special Session of the General Assembly on the critical situation in Africa, which led to fresh and better co-ordinated efforts by African governments, donor countries and the UN and other multilateral agencies.

There was also substantial progress internally. At the Fortieth Session of the General Assembly in 1985, it was decided to form a group of 18 experts to review the efficiency of the administration and the financial operation of the UN organization. Their report, which was submitted in June 1986, was approved by the Forty-first Session of the General Assembly in December. It contained some seventy recommendations, relating to the intergovernmental structure, the structure of the secretariat, personnel, program monitoring and evaluation procedures, and systems and procedures pertaining to budget planning and preparation. The reform agenda is quite lengthy. If the reforms succeed, this could radically change the way in which the United Nations and its member states view and discuss these serious common problems. It is still too early to assess the proposed reforms or to evaluate the likelihood of their succeeding. However, although the road to reconstruction promises to be long and arduous, there is cause to view it with some optimism. The past 12 months have demonstrated at least three things: the United Nations has more strength and flexibility than it was credited with having; it still has the support of its member states, not one of which has withdrawn from membership; and pragmatism is the order of the day. Both critics and advocates of the multilateral system have agreed to discuss and decide together how the United Nations might be improved and strengthened.

Canada has played a lead role in United Nations reform. Speaking before the General Assembly on September 24, the Secretary of State for External Affairs underscored the need for reform and the importance of the member states

making a sincere and strong commitment to the UN. Canada, for its part, would continue to make the most positive possible contribution. One month later Prime Minister Brian Mulroney, who had just met with the Secretary-General, pointed out that reform should go hand in hand with finding a solution to the UN's financial problems. In March, Canada was elected chairman of the social affairs committee of ECOSOC and in that role became closely involved in another reform exercise, focussed on the UN Specialized Agencies and intergovernmental structure.

Politically, this was an active year for Canada and its representatives at the United Nations. In the context of South Africa and Namibia, Canada took steps to assure that the Nassau initiative of the Commonwealth Heads of Government would be taken up by the UN. Although not a member of the Security Council this year, Canada decided to intervene in the Council's debates to point out that it would continue to press South Africa for genuine social reform, for its co-operation in bringing Namibia to independence and for the cessation of hostile and unprovoked activities against its neighbours.

On Central America and Nicaragua, Canada supported the General Assembly resolution seeking compliance with the International Court of Justice decision which had laid down a series of measures to protect Nicaragua from outside intervention. This vote also served as a reminder that Canada unreservedly supports the provisions of international law and recognizes the authority of the International Court of Justice. Canada also took the opportunity to point out that Nicaragua itself had not fully complied with certain international legal norms: its anti-Somozista tribunals, in particular, had been commented on in the latest Amnesty International report.

During discussions on the Middle East, Canada's position on the proposal for an international conference on the Middle East evolved somewhat during the year. Thus Canada decided at this General Assembly to abstain rather than vote against the resolution to hold a conference. Recent events in the region had indicated that such a conference, especially if it were well prepared, might contribute toward a lasting peace. However, Canada's position was that the countries directly concerned should be the ones to determine how the conference should be held and what its agenda should be.

Canada took advantage of the Assembly debate on Afghanistan strongly to reiterate opposition to the USSR's occupation of that country and its treatment of the local population.

For the Specialized Agencies of the United Nations, 1986 was a notable year in many respects. The International Civil Aviation Organization approved a work program to develop an international legal convention to counter acts of terrorism in airports. The International Labour Organization adopted a convention on the controlled use of asbestos. Both these achievements were the result of Canadian initiatives, supported by many countries with which Canada co-operates closely in the United Nations context. Such co-operation was also productive in other UN forums, for example in FAO and WHO, in the battle against famine in Africa and in the campaign to control the AIDS epidemic. Other aspects of Canada's activities at the UN are described elsewhere in this Chapter.

The Commonwealth

The Commonwealth has been responding to challenges in three major areas. First, it has led the international effort to end *apartheid* in South Africa; second, it serves as a catalyst in North-South co-operation to achieve a more equitable distribution of the world's resources; and third, it acts directly to help develop the smallest and poorest of its member countries.

The most important Commonwealth meeting of the past year dealt with Southern Africa. It was the Commonwealth Heads of Government Review Meeting which took place in London on August 3-4, 1986. Seven heads of Commonwealth governments met to review the Report of the Eminent Persons Group (EPG) on Southern Africa. The creation of the EPG to promote political dialogue aimed at equitable power sharing in South Africa and the identification of measures to be taken by Commonwealth governments with respect to South Africa, were set out in the Commonwealth Accord on Southern Africa, adopted at the Nassau Heads of Government Meeting in October 1985. The EPG reported a total unwillingness by the South African authorities to enter a substantive dialogue. The Review Meeting therefore considered what further measures might be taken to impress on the South African government the urgency of dismantling *apartheid*. The leaders who met in London were the President of Zambia and the Prime Ministers of Australia, The Bahamas, Canada, India, the United Kingdom and Zimbabwe. The Prime Minister of Canada played a leading role in the meeting at a time when there were strains within the Commonwealth because of policy differences on the likely effectiveness of measures to be taken in response to South Africa's intransigence. Six of the seven Heads of Government were able to agree to a full package of additional measures. All agreed, however, on the objective of dismantling *apartheid* and establishing a non-racial and representative government in South Africa.

The Commonwealth Heads of Government biennial meeting remains the centrepiece for all Commonwealth intergovernmental consultations. It gives particular attention to issues affecting international development. Additionally, each year Commonwealth finance ministers meet to discuss world economic problems with a special focus on how these may be affecting the flow of financial resources and trade income to the member developing

countries. In their September 1986 meeting in St. Lucia, they reviewed the economic and trade issues of general importance to Commonwealth countries and their relations with the World Bank and the IMF.

Commonwealth programs are directed to assisting the developing member countries and especially the smallest and poorest. Canada continues to be a major supporter of various Commonwealth organizations, contributing almost \$30 million in the fiscal year 1986-87. Canada is the largest contributor to the Commonwealth Fund for Technical Co-operation, the vehicle for providing technical assistance under multilateral Commonwealth auspices. Canada also provides direct bilateral aid to 44 Commonwealth countries.

Canada is also active in Commonwealth consultations on promoting functional co-operation within the Commonwealth. In 1986, Canadian ministers participated in Commonwealth meetings of ministers responsible for health and law. The health ministers discussed plans to mobilize skill in the field of health management, the exchange of professional personnel working on tropical diseases and improved co-operation between aid agencies and health ministries. The law ministers discussed inter-country investigations of criminal acts, paying particular attention to commercial crime. Canadian participation in Commonwealth co-operation at the technical or non-governmental level was exemplified by Canada's being host to the seventh technical conference of the Commonwealth Association of Tax Administrators, which was held in Ottawa in August 1986. Canada was also host in Montreal in September 1986 to the Seventh Commonwealth Conference of Postal Administrators.

La Francophonie

During the year there was an exceptional amount of multilateral Francophone co-operation, stemming from the desire expressed by the Heads of State and Government at the first Paris Summit to generate a dynamic form of interchange and solidarity in the political, economic and co-operation areas. This atmosphere was furthered by the preparations for the second Summit, held in Quebec City from September 2 to 4, 1987, and by the interest this generated in multilateral and non-governmental institutions in Canada and abroad.

Canada was determined to participate on a level commensurate with its resources, and has not hesitated to become further involved in the activities of the French-speaking world community, which it considers to be an exceptional framework for co-operation and dialogue and an excellent vehicle for promoting the French fact in Canada. Its expenditures for *La Francophonie* have risen from \$9 to \$21 million since the first Summit was held.

In addition, the follow-up committee in charge of implementing the decisions reached at the Paris Summit, of which Canada is a member, undertook to give substance to the guidelines set in Paris in regard to energy, culture and communications, language industries, scientific information and technical development.

Among the institutions of *La Francophonie*, the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) was authorized, at its Extraordinary General Conference in

December 1986, to begin administrative reform in accordance with the recommendations of the follow-up committee. It also agreed to set aside up to 30 per cent of its program budget to finance activities of its component institutions. The direction that the ACCT will take once its reform is completed, and the duties and resources that it might receive, will depend on the outcome of this reform process and the evaluation made of it by the Heads of State and Government in Quebec City.

The Conference of Ministers of Youth and Sport of French-Speaking Countries (CONFEJES) and the Conference of Education Ministers (CONFEMEN) met at Burkina Faso and Gabon respectively during the year. After more than two years of uncertainty over their secretariats, these bodies regained their former vitality and broadened their programs considerably. In the CONFEJES, progress was made on the project to create the Francophone Games, which might be submitted at the end of the Quebec City Summit. The meeting of the CONFEJES Board took place in Ottawa in June 1987. Moncton and Quebec City were to be the sites of the CONFEJES ministerial session shortly after the Quebec City Summit in September.

The CONFEMEN adopted a proposal to create an international Francophone Baccalaureate as an experiment to face future challenges. New Brunswick was host for the major meeting of national representatives to this conference in February 1986.

Energy

Unstable world oil markets marked the energy scene in 1986-87, with prices falling almost two thirds in the first six months of calendar year 1986. While prices recovered somewhat late in the year, continuing uncertainty gave cause for review of policies affecting the Canadian oil and gas industry. The government maintained its fundamental commitment to market-based energy policies, but took steps to lighten the financial burden on the industry, including abolishing the Petroleum and Gas Revenue Tax, effective October 1986.

The Sectoral Advisory Group of International Trade on Energy had its inaugural meeting in September and met four times subsequently to provide advice to the Minister for International Trade on multilateral and bilateral trade negotiations.

Canada was active in the International Energy Agency (IEA), particularly in analysis of the implications of lower oil prices and the Chernobyl nuclear accident. The IEA Governing Board met in April 1986 and concluded that "while a prolonged period of relatively low oil prices might intensify longstanding concerns about long term energy supply security and the possibility of tighter energy markets in the future, there is no need at present for new international action by member countries in the area of energy policy, although some member countries may decide that internal adjustments are required for regional, sectoral or other national reasons". The Governing Board met four times in late 1986 and early 1987 to prepare for an IEA Ministerial Meeting in 1987. The IEA Executive Director visited Canada twice, in May 1986 and March 1987, and the Deputy Executive Director visited in September 1986.

The Minister of Energy, Mines and Resources visited Vienna for the IAEA meeting in September, and for bilateral consultations in Washington in December, Los Angeles and Mexico City in January, and Caracas in February. Visits from his counterparts included Mexican Secretary of Energy Del Mazo in July, New Zealand Energy Minister Tizard in August, and Burmese Minister of Energy U Sein Tun in December.

Bilateral energy consultations at the official level were held with France in May, United States in June and February, Venezuela in October and Mexico in November. Several senior energy officials visited Canada in 1986-87, including the President of the Japan National Oil Company in May, the President of the Chinese National Offshore Oil Corporation and President of the Chinese National Oil Development Corporation in June, and the Deputy Minister of Energy of New Zealand in August.

Petro Canada International Assistance Corporation (PCIAC) undertook hydrocarbon exploration and technical assistance projects in several countries, including Ghana, Madagascar, Morocco, Botswana, Kenya, Tanzania, Guinea, Pakistan, Philippines, Thailand, Nepal, Burma, Sri Lanka, Costa Rica, Barbados, Jamaica, Jordan, and Haiti. Total expenditures in the PCIAC reporting period (calendar year 1986) amounted to \$57.8 million.

Nuclear questions

The past year was overshadowed by the tragic nuclear accident on April 26, 1986, at Chernobyl in the Soviet Union. The accident generated near-global concern about the safety of nuclear power. Canada strongly supported follow-up to Chernobyl under the auspices of the International Atomic Energy Agency (IAEA). In particular, Canada joined in the drafting of two international conventions on early notification and mutual assistance in case of nuclear emergencies or accidents and signed these conventions in Vienna at the close of last September's Special Session of the IAEA General Conference on nuclear safety. Canada also participated in various multilateral nuclear activities involving the IAEA, the OECD Nuclear Energy Agency and the UN Conference on the Promotion of International Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy.

Bilaterally, a nuclear co-operation agreement between Canada and Turkey came into force, an agreement with Colombia was signed and discussions were held on an agreement with Switzerland. Canada continued to foster its close nuclear relationships with its nuclear partners, and held nuclear co-operation/non-proliferation consultations with a wide range of countries such as the United States, the Soviet Union, the European Atomic Energy Community (EURATOM), Japan, Korea, and the United Kingdom. Canada also pursued discussions with its nuclear partners on the implementation of a scheme for generic application of Canada's prior consent right over nuclear transfers. Furthermore, based on a flexible and pragmatic approach to its nuclear policy, Canada concluded an agreement with the US and EURATOM providing for the transfer of legal rights and non-proliferation obligations on certain nuclear material.

As a member of the Uranium Exports Review Panel, the Department has been involved in the review of export contracts and in the development and application of Canada's uranium export policy. Although the international market for uranium remains weak, Canada has maintained its position as the world's largest exporter. Exports for 1986 were in excess of 8 000 metric tonnes valued at over \$800 million. Major customers were the US, Japan and Western European countries.

The Department provided support for the marketing activities of the Canadian nuclear industry, led by Atomic Energy of Canada Limited (AECL), which continued to pursue sales opportunities for a variety of nuclear products from power reactors to radio-isotopes in countries such as Colombia, Japan, Korea, The Netherlands, Egypt, Yugoslavia and Romania.

The environment and environmental law

A number of environmental incidents, including the Chernobyl explosion and the chemical spill at Basel, underscored the urgency of collective action to manage environmental risks and reduce global pollution. Canada continued to play an active part in international activities on the environment.

The 1986 Tokyo Economic Summit reaffirmed the responsibility of Summit and other governments to preserve the natural environment, including management of natural resources in co-operation with developing countries. In May and June, the World Commission on Environment and Development (WCED) held hearings in Ottawa and across Canada to gather evidence for its report, and the World Conservation Strategy review meeting and the Fate of the Earth conference took place in Ottawa. In March 1987, Canada attended the OECD High Level Meeting on Chemicals, which agreed to give new attention to testing and control of chemicals already in commercial use and to achieve greater co-operation to prevent and manage chemical accidents.

Within the ECE, Canada took part, in co-operation with like-minded nations, in preliminary drafting of a new Protocol to the Convention on Long Range Transport of Atmospheric Pollutants to reduce nitrogen oxide emissions. Canada continued to be active in UN Environmental Program (UNEP) activities, chairing the group drafting the UNEP report on Environmental Perspectives to the Year 2000, which was to be presented to the UNEP Governing Council and the UN General Assembly in 1987 together with the report of the WCED. It also participated in UNEP discussions on waste management, water management and protection of the ozone layer, through reducing the production and use of chlorofluorocarbons.

Preparations began for the 1987 Conference of Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species, to be held in Ottawa, and the "Ramsar" Convention on preservation of wetlands habitat, to take place in Regina.

Protection of the ozone layer

On 4 June 1986, Canada became the first country to ratify the Vienna Convention for the Protection of the Ozone

Layer. Since then Canada has participated in two meetings (in Geneva in December 1986 and in Vienna in February 1987) of a working group of legal and technical experts elaborating a control protocol which will strictly regulate the production, emissions and use of chlorofluorocarbons and other ozone modifying substances. Canada will serve as host for a diplomatic conference for the signing of this protocol and the conference is to take place September 8-16, 1987, in Montreal.

Transboundary movement of hazardous waste (Canada-US)

On October 28, 1986, Canada and the United States signed an agreement which will streamline the control of hazardous waste shipments between the two countries. The agreement sets out conditions for the export, import, and transportation of the estimated 100 000 tonnes of hazardous wastes which are shipped annually across the Canada-US border.

The agreement takes into account a recent OECD Council decision and recommendations on Transfrontier Movements of Hazardous Wastes, the UNEP Cairo Guidelines and Principles for the Environmentally Sound Management of Hazardous Waste, and resolutions of the London Dumping Convention.

Environmental impact assessment

Canada participated with 25 other countries in the second and final session of the UNEP Working Group of Experts on Environmental Impact Assessment held in January 1987. The Working Group agreed on three goals and 12 principles to be submitted to the Governing Council of UNEP for adoption in June 1987. Among the principles agreed to were a list of minimum requirements which any environmental impact assessment should include, a requirement for prior notification and comment by interested groups, and obligations regarding the potential transboundary effects of activities being reviewed as part of an environmental impact assessment.

Law of the sea; seabed mining

The Law of the Sea (LOS) Convention sets out a comprehensive regime for the regulation of the world's oceans. By March 31, 1987, 32 states had ratified the LOS Convention, which will enter into force 12 months after the date of deposit of the sixtieth instrument of ratification or accession.

As a state with one of the longest coastlines in the world and with important ocean interests, Canada regards the LOS Convention as a unique opportunity to make a major contribution to world peace and security by reducing the potential for conflict in the competing uses of the oceans. While some parts of the Convention reflect generally-accepted principles of international law, other aspects represent new law. The provisions of the Convention are having a significant impact on Canadian domestic legislation. Failure of the Convention could, in Canada's view, risk a return to the uncertainties that existed before the Convention was negotiated.

During the year under review, Canada participated in the work of the Preparatory Commission (PrepCom), established to set up the institutional system envisaged in

the Convention for deep seabed mining. The PrepCom met in New York City in August-September, 1986, and in Kingston, Jamaica, from March 30, 1987, to continue its efforts to develop suitable mechanisms for implementation of the regime outlined in the Convention for the exploitation of deep seabed resources.

As a major land-based mineral producer and potential seabed mining nation, Canada has a fundamental interest in the complex issues being addressed by the PrepCom. Many industrialized countries (including Canada) have expressed concern about aspects of the deep seabed mining regime under the LOS Convention and consider it essential that the PrepCom's efforts result in a regime that encourages universal participation in the Convention. The outcome of the work of the PrepCom will, therefore, be an important factor for these states in determining whether or not to ratify, or accede to, the LOS Convention.

Pursuant to Resolution II of the final session of the LOS Conference, the PrepCom is also engaged in efforts to protect investments made in deep seabed mining prior to entry into force of the Convention. On September 5, 1986, the PrepCom adopted a "Statement on the Implementation of Resolution II". That statement fixed a timetable leading, in principle, to registration of the seabed mining claims of the first group of applicants (France, Japan, India and the USSR) and called on interested parties to undertake inter-sessional discussions with a view to resolving outstanding "practical problems" (i.e. overlapping mining site claims of the USSR and private consortia that have received licences under the national legislation of non-signatory states). As a "potential applicant", Canada has played a leading role in these inter-sessional discussions which, due to lack of time, were not completed prior to the start of the Kingston PrepCom session. In view of the continuing nature of these discussions, the first group of applicants have not submitted applications for registration as "pioneer investors", as anticipated in the September 5 statement.

Human rights and social affairs

Human rights are an integral element of Canadian foreign policy and human rights issues are pursued both bilaterally and multilaterally. Standard-setting activities at the international level continue to be important, and Canada continues to participate in areas as diverse as international aboriginal rights and the rights of migrant workers. Canada voted in favour of the Declaration on the Right to Development at the Forty-first Session of the UN General Assembly, which carried by a large majority. Canada will ratify the International Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, having completed changes to federal legislation; consultations with provincial authorities are to be held prior to the deposit of our instruments of ratification. Once this Convention is ratified, Canada will have an effective record of ratification of all of the major international human rights instruments.

Canada also participated in the human rights reporting functions of the United Nations and in March 1987 submitted its seventh and eighth reports to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination. An extensive

consultative network, involving provincial, territorial and federal authorities, has enabled Canada to present comprehensive reports to international bodies incorporating all available information on the state of human rights within the country. This same consultative network, meeting twice yearly and on occasion at the ministerial level, will provide the lead role in ensuring timely Canadian reports under the major international instruments; it will assist as well in specific functions, such as celebrating the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights in 1988.

Canada will seek re-election to the UN Commission on Human Rights in 1988, and participated actively in the work of the Commission during the past year, with a delegation headed by Mr. Gordon Fairweather, Canada's Human Rights Commissioner. Canada co-sponsored some twenty resolutions at Commission meetings. Our initiatives included a resolution, which was approved by the Economic and Social Council, to create a voluntary fund for the promotion of human rights. This fund will provide support for a variety of developmentally-oriented projects, mainly in the Third World. The UN Centre for Human Rights will eventually work out the modalities whereby governments, inter-governmental bodies and NGOs can participate in the work of the fund.

Canada's main statement to the Commission expressed concern at continuing violations of human rights in many parts of the world. It stressed the need for improving the UN's machinery in order that treatment of evidence, presentations of allegations, decisions for action by the Commission and other matters are judged more objectively and less by political factors. Prior to the session of the Commission, the Department arranged consultations with Canadian NGOs in the field of human rights, as it has done in earlier years. During the past year, however, these consultations were more extensive and included a variety of topics, such as international indigenous questions, which were new to the consultative agenda.

Canadian missions abroad continued their program of reporting on human rights questions, conveying Canadian views and assisting persons and groups in support of human rights objectives. CIDA has authorized numerous projects in the broad area of human rights, including many by NGOs. These provide a tangible link between human rights and development assistance efforts. In a number of visits abroad by the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and other ministers and senior officials, human rights issues were taken up bilaterally and underscored the Canadian Government's concern. As Mr. Clark emphasized in the response of the government to the Report of the Special Joint Committee on Canada's International Relations, human rights are and will remain a fundamental part of Canadian foreign policy.

Global equality issues

The year under review was the first year after the close of the "United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace," a decade in which three world conferences on women's issues took place with a general raising of the international community's awareness of the role and status of women in global development. It has become clear at international meetings in a variety of

forums that the status of women is an issue enjoying substantial priority among UN member states.

Early in 1986 the Department appointed a Special Adviser for International Women's Programs, thus manifesting Canada's continuing commitment to the full integration of women in all aspects of development.

Canada's support for the Nairobi Forward-Looking Strategies (FLS) for the Advancement of Women and for the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women is described in the document *Dimensions of Equality: A Federal Government Work Plan for Women*. Released at the annual conference of First Ministers held in Vancouver in November 1986, the document outlines measures which federal and provincial governments will undertake to promote global equality of women and their full participation in society (see also below).

Commission on the Status of Women

The Commission met in a special session in New York early in 1987 in order to review its functioning in the light of its major new responsibilities stemming from the Nairobi Forward-Looking Strategies. Several far-reaching decisions were made and adopted by consensus. The Commission recommended to ECOSOC the adoption of a UN system-wide medium-term plan for women and development. It also recommended guidelines for a reporting system on the FLS; an extended Commission session in 1990; two future world conferences for review and appraisal of progress in advancing the status of women; annual (instead of biennial) Commission meetings until the year 2000; restructuring of the Commission's agenda; expansion of the Commission's terms of reference to include promoting the objectives of equality, development and peace; monitoring and appraising progress made at the national, subregional, regional, sectoral and global levels; and the adoption of a five-year work program emphasizing the global objectives of equality, development and peace.

These efforts at review and reform reinforce the central position which the Commission on the Status of Women occupies in the UN system and the far-reaching terms of reference assigned to it by ECOSOC.

Nairobi Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women

Canadian activity to support implementation of the Nairobi Strategies at international levels has aimed at improving the effectiveness with which sectoral intergovernmental bodies address global equality issues, and on ensuring that implementation is co-ordinated on a UN system-wide basis.

Thus Canadian delegations to international meetings have focused on integrating the FLS in the planning, programming and budgeting systems of such bodies as WHO, UNESCO, the Commission on Human Settlements, the Intergovernmental Committee on Science and Technology for Development, the Committee on the Development of New and Renewable Sources of Energy and the regional commissions for Europe, Africa and Latin America and the Caribbean.

During 1986, substantive status of women resolutions were adopted in all three committees of ECOSOC as well as in the Second (Economic), Third (Social) and Fifth (Administrative) Committees of the General Assembly. At the twenty-sixth session of the Committee for Program and Co-ordination, the participation of the Canadian Observer Delegation helped to ensure that revisions to the Medium-Term Plan for 1984-89 took into account the monitoring requirements mandated by the Nairobi FLS. The Canadian delegation at the General Assembly's Thirteenth Special Session worked to ensure that the final document — the UN Program of Action for African Economic Recovery and Development 1986-90 — made adequate reference to the role of women farmers in agriculture. At the Forty-First General Assembly, Canada strongly supported an action program to improve the status of women in the UN Secretariat. As a result of these efforts, the Secretary General appointed women to two high-level posts, of whom one was a Canadian.

Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women

Canada believes that many states that have ratified the Convention have done so with reservations weakening its applicability. Our views were considered at the UN General Assembly; the General Assembly did not take action on a Canadian proposal to develop guidelines for the Convention's provisions for marital status.

At the sixth session of the Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, held in Vienna in March 1987, the Committee adopted, *inter alia*, a resolution urging withdrawal of reservations by those states which had registered them at ratification.

Drug Control

In recent years drug trafficking has taken on alarming proportions, domestically and internationally. The seriousness of the problem was early on recognized by the Secretary of State for External Affairs, who identified the drug problem as one of the major challenges he faced in his portfolio.

Trafficking, by its very nature, usually involves transborder activities and attempts to control it require international co-operation. Canada recognizes the important role of the United Nations in efforts to combat drug abuse and illicit trafficking and of the UN Secretary General in facilitating co-ordination and interaction among member states of the UN.

The General Assembly in 1985 adopted a resolution co-sponsored by Canada, calling for a ministerial-level International Conference on Drug Abuse and Illicit Trafficking, to be held in Vienna in 1987. In order to ensure that the maximum time be available at that conference for the consideration of substantive items, the UN Commission on Narcotic Drugs met in February to act as the preparatory conference for the Vienna meeting. At the preparatory meeting Canada worked to ensure that the Vienna Conference's objectives would be balanced between the reduction in demand for drugs, the treatment and rehabilitation of addicts and the problems created by drug production and trafficking. Subsequent to the

preparatory meeting, the Department met with other departments to develop a coherent international component to Canada's national drug strategy. The Department also co-ordinated a review of the new UN Convention on International Trafficking.

In order to highlight its belief that international co-operation is essential to stem the drug trade, Canada committed itself to adhering to the 1971 UN Convention on Psychotropic Substances.

In addition to its activities relating to the Vienna conference, Canada worked internationally on two other fronts. It increased financial support for the UN Fund for Drug Abuse Control; the fund develops and finances programs to help farmers move away from drug production and to train local police to deal with drug traffickers. Secondly, the Department is expanding its Consular Awareness program, which aims at increasing Canadian travellers' awareness of the dangers of drug purchase and possession abroad.

Chapter 4

CANADA'S REGIONAL INTERESTS

The United States

The relationship between Canada and the United States influences virtually all aspects of the economic, political, social and cultural life of Canada. This has been recognized in the formulation of Canada's foreign policy goals, including those designed to advance economic renewal and the creation of employment. The approach adopted emphasizes a refurbished bilateral relationship with coherent, co-ordinated and co-operative efforts to resolve common problems.

The government's strategy is based on the belief that Canadians have the maturity and self-confidence needed for a closer economic and trade relationship with the United States, and that such a relationship will benefit Canadians in many ways: by providing enhanced and more secure access to the US market for Canadian exports and by bringing new investment to stimulate growth and create jobs. The government also seeks to foster increased co-operation in responding to common problems such as the protection of the environment.

The most visible feature in the management of the Canada-US relationship is the annual Summit between the Prime Minister and the President of the United States, a process aimed at bringing senior decision-makers in both countries to focus regularly and with particular intensity on the state of the relationship. The Summits highlight differences but also encourage their resolution as both sides strive to ensure a successful outcome.

Preparations were well underway by the end of the year under review for the third full Summit between Prime Minister Mulroney and President Reagan to be held in Ottawa on April 5-6, 1987. (The first two were held in March 1985 in Quebec City and in March 1986 in Washington). It was anticipated that the free trade negotiations, acid rain and Arctic sovereignty would be high on an agenda which could cover a wide range of issues of importance to both countries. The meeting was seen as an opportunity for a friendly and open dialogue to consolidate and make incremental progress on a number of issues.

Quarterly meetings between the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State also serve to ensure regular ministerial focus in both governments on the state of the relationship. In addition, US Vice President Bush visited Canada on two occasions during the period under review for discussions on the Canada-US relationship and there were numerous visits in both directions by members of the Canadian and American cabinets.

In recognition of the need to reduce Canada's vulnerability to the complex and diffuse decision-making process in the United States, the Canadian Embassy in Washington

and the 12 consulates general and consulates have been expanding their networks of influential contacts at every level and in every region of the United States. The use of consulting firms as sources of expert advice on key bilateral issues, particularly in the areas of trade and the environment, contributes to ensuring that Canada's position on issues is presented in an effective and timely manner.

Free trade negotiations and bilateral trade

The opening of free trade negotiations was the single most important development in a year characterized by trade issues. The negotiations will have to be concluded by October 1987 if they are to meet the "fast-track" timetable for submission to Congress imposed by US legislation. Exploratory discussions were held during the summer of 1986 between the negotiating teams, led respectively by Ambassador Simon Reisman for Canada and Ambassador Peter Murphy for the United States. Substantive negotiations began in October 1986, with specialized joint working groups concentrating on specific issues.

Support for the free trade initiative in the United States was evident during the December 1986 visit to Ottawa of the Chairman of the Senate Finance Committee, Senator Lloyd Bentsen, and three of his Finance Committee colleagues, as well as in the visit of Vice President Bush and Treasury Secretary Baker in January 1987.

Opinion in Canada continued to be favourable toward an agreement. On March 16, 1987, a motion was introduced in the House of Commons stating that "this House supports the negotiation of a bilateral trading arrangement with the United States, as part of the government's multilateral trade policy, while protecting our political sovereignty, social programs, agricultural marketing systems, the auto industry and our unique cultural identity." After full debate, the motion was passed by a vote of 160 to 58.

As part of the negotiating process, regular consultations have taken place with the provinces both at ministerial and official levels, and with private industry and labour through an extensive network of sectoral advisory groups and the International Trade Advisory Committee.

The commitment of both governments to the successful conclusion of the free trade negotiations reflects the fact that Canada and the United States are partners in the largest bilateral trade and economic relationship between any two countries in the world. Canadian merchandise exports to the United States increased in 1986 by 1.5 per cent to \$95.7 billion. This total accounted for about 78 per cent of total Canadian exports and approximately two million jobs. Imports from the United States increased by

almost 5 per cent, continuing a trend which has seen the value of US imports rise by some 45 per cent since 1982. The total value of these merchandise imports exceeded \$77.2 billion, constituting almost 70 per cent of total Canadian imports. In terms of American trade flows, the value of the goods traded represents over 20 per cent of all US exports and about 18 per cent of total US imports.

Canada thus had a surplus on the merchandise trade balance of \$18.4 billion in 1986, a drop of almost \$2.3 billion from 1985. While this surplus in trade is significant, in 1986 Canada ran a deficit in the services account and a deficit in capital movements. Despite the fact that visits to EXPO 86 by American tourists helped Canada show a most unusual \$154 million surplus in the travel account, Canada ran a net deficit in non-merchandise trade (services and investment income) of \$11.32 billion with the United States in 1986. The current account balance, which includes both merchandise and services trade, was \$7.1 billion, down by \$1.5 billion from 1985. The 1986 current account surplus represents only about 3.4 per cent of total bilateral trade.

In the trade area, Canada continued to face pressures in the United States for restrictions on exports. On softwood lumber, a countervailing duty investigation resulted in Canada imposing an export duty. Efforts to develop an adequate package of domestic measures to replace the export charge were continuing. Increased tariffs were imposed on exports of shakes and shingles. There were increased pressures in the United States to restrict imports of steel and uranium. Canada has invoked GATT dispute settlement procedures with regard to the US customs user fee and a discriminatory tax on oil imports. There were anti-dumping or countervailing duty investigations initiated by the US with regard to imports from Canada of potash, brass, colour picture tubes, certain fresh cut flowers and line pipe exports. The government assisted Canadian industry in its efforts to defend against these actions.

Generally, the extent of trade pressure in the United States increased in 1986-87, a trend which was driven by a mounting US trade deficit. Congress responded by making the passage of comprehensive trade legislation a top priority. Although the 99th Congress ran out of time, the new Congress is likely to pass such legislation in 1987. The possibility of US trade law reform, as well as the increasing US pressures in specific product areas, called for an intensified effort to safeguard the access of Canadian exports to the US market. As a result, trade issues were on the agenda for most meetings between Canadian ministers and their US counterparts. There were continuous informal contacts between Canadian and US officials, supplemented by written representations to the Administration and members of Congress on an array of major issues.

Export trade development

In the year under review, the United States continued to be the prime focus of the Department's trade development activities. A record 250 US export promotion events were undertaken in 1986-87. Particularly significant were the New Exporters to Border States Program missions: Financed out of the National Trade Strategy Program, new

locally-engaged officers were assigned to six border posts, primarily to increase services to small and medium-sized Canadian companies and to provide them with counselling and guidance for their first efforts to develop export sales to the United States. For example, the 132 companies which had participated in eight New Exporters to Border States missions organized by the Buffalo post reported sales in excess of \$20 million in 1986, with \$42 million in sales forecast for 1987.

The opening of satellite offices, tied to the existing Canadian consulates general and financed out of the National Trade Strategy Program, also began to bear fruit. As one example, the trade officer newly-resident in Orlando was able to arrange for a major US high-technology corporation to visit Canada and meet with over 200 qualified Canadian suppliers. This firm has since reported not only that their 1986 sales in Canada were up from \$2.5 million in 1985 to almost \$7 million, but more importantly that 30 Canadian companies were bidding on new business worth more than \$15 million. Altogether during 1986, almost \$75 million of business has been influenced through the efforts of the four satellite offices in the United States (Houston, Orlando, Pittsburgh and Santa Clara).

The United States remained the prime target for the Program for Export Market Development (see Chapter 2). Applications from Canadian companies, either taking their first initiative in exporting or following up on new business, were approved for a total of over \$12 million in assistance. PEMD Sections "B" (Market Identification Visits to the United States) and "C" (Trade Show Participation) were the two sections of the program which continued to be the most popular.

The Department, with the co-operation of other federal agencies and the private sector, published through the National Trade Strategy Program a series of sourcing directories listing both established exporters and other companies which have been identified as having export capability and have indicated their willingness to enter the US market. Industrial sectors covered included high-tech electronics, agricultural equipment, fisheries, food and beverages, housewares, health care products, heating and refrigeration, oil and gas, ocean industries, urban transit, and defence. The Department continued also to encourage increased participation by Canadian industry in US markets through the development and publication of regional marketing studies and strategies, targeting livestock, fish and shellfish, potable waste water, computer software/peripherals, apparel, tools and dies, and architectural services.

Tourism promotion personnel are located at every Canadian post in the United States. They play a major role through their regular contacts with the American travel industry, augmented by Tourism Canada's advertising campaign in encouraging travel to Canada from the United States which, in 1986, accounted for over 14 million visitors and \$4.6 billion in receipts.

Investment

The Department has promoted Canada as a secure and open country in which to invest. In 1986-87, in co-operation with Investment Canada and the Department of

Regional Industrial Expansion, it organized a diversified Investment Development Program, financed at over \$330 000 for projects in the United States. In addition to ministerial visits with key US business groups and targeted media campaigns, activities included seminars on doing business in Canada for prospective corporate and entrepreneurial investors, and information sessions and missions to Canada for portfolio investors and the US financial community. Canadian posts in the United States pursued individual investment and technology transfer leads as well, handling close to 4 000 enquiries and cases. They also worked with provincial and local Canadian authorities in furthering their particular interests. A senior investment counsellor was appointed to the consulates general in Los Angeles and New York, significantly boosting promotional effectiveness in these major business regions.

The Department's US Corporate Liaison Program continued to be an important instrument for generating an appreciation of Canada's interests among US business leaders and, through them, US political groups. Over the course of 1986-87, in concert with their Congressional liaison and public affairs activities, Canadian posts in the United States met one-on-one with selected senior US business people, discussing such matters as Canadian foreign investment policy, the Canadian business climate, firms' plans for investment in Canada, protectionism, bilateral trade negotiations, patent protection, energy developments and environmental issues, including US federal and state trade and economic policies and positions. In turn, the views expressed by these corporate contacts contributed to the development of trade and economic policies and programs in Canada.

Environmental and transboundary issues

The acid rain issue continued to dominate bilateral environmental relations as steps were taken to implement the recommendations of the Special Envoys on Acid Rain. As recommended by the Envoys, a Bilateral Advisory and Consultative Group of senior officials, chaired by the assistant deputy minister of the Department's United States Branch, and his US counterpart, was formed. The group met several times to discuss implementation of the report. In March 1987 President Reagan announced that he would seek the full amount of funds recommended (\$2.5 billion over five years) for a coal technology demonstration program to broaden the choice of potential acid gas abatement measures.

Other environmental milestones included the entry into force in October 1986 of the Niagara Toxics Management Plan by the Canadian, United States, Ontario and New York governments. The aim is to reduce loadings of toxic chemicals to the Niagara River. Earlier in the year, in response to continuing high water levels on the Great Lakes, the governments of Canada and the United States submitted on August 1 a joint reference on the matter to the International Joint Commission, seeking a comprehensive evaluation of and recommendations on dealing with fluctuating water levels in the Great Lakes-St. Lawrence system.

The *Garrison Diversion Reformulation Act* was signed into law by President Reagan on May 12, 1986. Close co-

operation between External Affairs, the government of Manitoba and US groups interested in the project ensured that the Act contained safeguards for Canada and scaled down the project.

The bilateral Canada-US Pacific Salmon Commission negotiated arrangements for the 1986 Salmon fishing season under the provisions of the Pacific Salmon Treaty (1985) and negotiations were well advanced for the 1987 season. Negotiations between the two governments with regard to Yukon River salmon resources continued.

Canada, in co-operation with the territorial governments and native groups, negotiated a draft Agreement on the Conservation of the Porcupine Caribou Herd. This herd of 180 000 animals, which migrates between Canada and Alaska, is important to the way of life of groups of native Canadians. The Agreement will create a bilateral board to provide advice and recommendations on the management and protection of the herd.

Canada, again in consultation with the territorial governments and native groups, made representations to the United States concerning a proposal to open up the Alaska National Wildlife Refuge to oil and gas development. Uncontrolled development would threaten shared transboundary wildlife.

Energy and transportation

Since the Quebec Summit, Canada-US energy trade has been one of the success stories of the bilateral trading relationship. The commitment of both governments to a market approach encouraged a bilateral energy trade in 1986 valued at approximately \$12 billion. In 1986 Canada was the leading supplier of crude oil to the United States and virtually the only international supplier of natural gas and electricity to the US market. In turn, the United States exported significant amounts of petroleum products and crude oil to Canada and was the only supplier of Canada's \$744 million coal imports. These secure and reliable supplies promote economic efficiencies and provide substantial benefits in both countries. That is not to say that there are no problems in this area; the wave of protectionist sentiment in the United States has affected the bilateral energy relationship. Beginning in mid-1986, numerous bills have been tabled in Congress which could have major direct or indirect consequences for all Canadian energy exports. A December 1986 ruling by the Federal Energy Regulatory Commission posed a serious risk to exports of Canadian gas to the United States.

Management of the transportation aspect of the relationship was critical to ensuring that the flow of goods and people across the border continued to take place quickly and efficiently. Regular bilateral meetings dealing with the technical and policy dimensions of surface transportation took place. A new Canada-US Seaway/Great Lakes Consultative Group was established to assist in the management of this facet of the transportation relationship.

Space

On communications and space issues, Canada made strong representations on the need for an adequate spectrum allocation, as envisaged in a 1982 Exchange of Notes, for Canada's proposed mobile satellite system. Canada and the United States will co-operate in multilat-

eral negotiations to endeavour to secure sufficient access. Canada also continued negotiations on participation in the permanently manned Space Station program. Canada will contribute a \$800 million mobile servicing system with the caveat that the station be used only for peaceful purposes as originally understood when Canada agreed to participate.

Intellectual property

Cultural and intellectual property issues continue to arise on both sides of the border. The US government expressed concern over restrictive aspects of Canada's book publishing and distribution policy as well as over the proposed licencing provisions of the *National Film Products Importation Act*. On intellectual property, the government's tabling of amendments to the *Copyright Act* responded to domestic concerns and provided for more effective anti-piracy measures. The decision, however, to postpone the introduction of a retransmission right for signals retransmitted by cable or satellite (due to the complexity of the measure) was less well received.

Communications and culture

In the year under review there was a significant intensification of activity by the Department, the embassy in Washington and our 12 consular posts in the cultural, academic and public milieus across the United States. Even prior to the Cabinet decision on Canada's international cultural relations in the autumn of 1986 (see Chapter 2), the Department's arts promotion and academic relations programs established the United States as a highest priority country for such activity, with corresponding increases in resources. In particular, the program of Canadian Studies, aimed at enhancing the research and study of Canada at American universities and colleges and throughout the educational system, has had that expanded activity. Similarly, intensified programing has resulted in increased opportunities for Canadian artists and their products throughout the United States both in the public and commercial sectors.

In the area of public affairs and communications, the government priority assigned to the Canada-US relationship has been translated into efforts to present to a wide spectrum of American opinion-formers a range of factual information on Canada's role in the relationship. New series of publications, including one entitled *Partners in Prosperity*, were developed and widely distributed, presenting key elements of the US public with facts on major trade and other issues, and indicating the significance of the relationship and of Canada's contribution to the North American economy and quality of life.

A number of conferences, seminars and speaking engagements co-sponsored by prestigious US partners, such as the Brookings Institution, were devoted to major issues in the relationship — acid rain, trade relations, the defence partnership, cultural sovereignty and others —

resulting in informed discussions and publications. Group visits to Canada of influential US opinion-formers such as journalists, university presidents and congressional staff members were arranged, with briefings on major aspects of the relationship. Increased emphasis was also given to media relations by the Department and posts, resulting in a significant increase in US media coverage, particularly by newspapers and magazines, on a variety of Canadian subjects. Coverage during the period under review appeared to be greater and better informed than in previous years.

Immigration and border crossing

Over 76 million Canadians and Americans crossed the border in 1986 with a minimum of formality. Canadians engaged in the service industries, however, have been having difficulty in gaining admission to the United States because of restrictive American immigration laws. A recent US court decision, which temporarily restricted the ability of Canadian companies to perform after-sales installation and service, was particularly disruptive. The Department has become increasingly involved in assisting persons who encounter such difficulties, and there are continuing negotiations with the US government on such matters.

Processing prospective immigrants and visitors to Canada is a major activity at Canadian posts in the United States, which remains a major source country for immigrants to Canada. In particular, increasing numbers of business immigrants (entrepreneurs and investors) are coming forth, in part due to promotional activities by the Department. In addition, applications from Central American refugees resident in the United States who seek permanent settlement in Canada have to be processed. Canadian posts also have to deal with large numbers of applicants already resident in Canada, in order that Canadian immigration laws requiring that immigrant visas be obtained abroad are observed; in addition, some applicants resident elsewhere in the world choose to have their applications processed in the United States. Americans do not require visas to visit Canada but posts in the United States receive many applications from citizens of other countries temporarily in the United States who do require visas.

The Department has been involved in liaison and education work with US immigration authorities with a view to preventing illegal entry to Canada via the United States and false Canadian documentation being used to gain entry to the United States.

The thrust of the government's approach to Canada-US relations continues to be one of self-confidence and a determination to make the most of opportunities which can be of benefit to both countries and to overcome the occasional differences which arise in so complex a relationship.

CANADIAN TRADE WITH THE UNITED STATES

Current account — not seasonally adjusted (in millions of Canadian dollars)				Per cent share of Canada's total exports, imports			
	1984	1985	1986		1984	1985	1986
Merchandise trade							
Merchandise exports	85 026	94 346	95 723	Merchandise exports	75.8	78.5	77.6
Merchandise imports	65 890	73 641	77 288	Merchandise imports	72.0	71.6	69.5
Merchandise trade balance	19 136	20 705	18 435				
Non-merchandise trade							
Non-merchandise receipts	12 642	14 079	15 523				
Non-merchandise payments	24 861	26 147	26 842				
Non-merchandise balance	-12 219	-12 068	-11 319				
Total current account balance	6 917	8 637	7 116				
Capital account — not seasonally adjusted							
Total Canadian claims	-6 189	-5 040	-7 439				
Total Canadian liabilities	3 250	-557	-1 142				
Total Capital account	-2 939	-5 597	-8 581				
				Percentage change in trade balances			
				Merchandise trade			
					84/83	85/84	86/85
				Merchandise exports	28.2	11.0	1.5
				Merchandise imports	25.1	11.8	5.0
				Non-merchandise trade			
					84/83	85/84	86/85
				Service receipts	19.1	11.4	10.3
				Service payments	13.2	5.2	2.7

Western Europe and the European Community

Canada continued to maintain its strong ties with Western Europe. Canadian interests in Europe are pursued bilaterally, under the auspices of the Canada-European Community Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation, and multilaterally, in such diverse forums as the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), the Mutual and Balanced Force Reductions in Europe (MBFR), NATO, the OECD, the United Nations and the General Agreement on Tariffs and Trade. Canada participates regularly in the Economic Summits and in Quadrilateral Trade Ministers' meetings and, through these meetings, has reinforced its general bilateral relationships with the United Kingdom, France, West Germany and Italy.

The European Community or Common Market is the principal focus of our trade. The presidency of the EC rotates on a six-month basis through each of the twelve members. The Netherlands, the UK and Belgium held the presidency for the period under review.

Canada's relationship with Europe is based on historic and socio-cultural ties; however it is undergoing considerable evolution, with growing emphasis placed on economic and trade relations.

Trade

The European Community remains the world's largest import market. Imports into member countries from outside the EC in 1985 amounted to US\$477 billion. This compares to US global imports of US\$362 billion. After several years of stagnation, Canadian exports to Western Europe as a whole increased in 1986 by 12.2 per cent to

reach \$9.4 billion, making it Canada's fastest growing export market. This performance is expected to continue into the medium term future, reflecting both the steady growth of Western Europe out of the 1981-82 recession and the return of Canadian-European exchange rates to more historical relative values. Canadian imports from Western Europe have continued to increase at a rapid pace (18.3 per cent in 1986) to reach \$14.9 billion, leaving a merchandise trade balance of \$5.5 billion in Europe's favour. A considerable portion of this was accounted for by a shift to North Sea oil.

Western Europe is a cash market with a demand for high quality products and advanced technology. During this decade, some 60 per cent of Canadian exports to Western Europe have been value-added fabricated materials or end products. Highly sophisticated and competitive trade marketing and investment strategies are required to expand Canadian exports. Western Europe offers considerable potential for industrial co-operation, joint ventures and technological transfer, particularly in emerging industries, but also in manufacturing in general. Canadian firms have found promising markets for agriculture and food products, particularly fish, as well as for informatics and telecommunications equipment, defence and security products, specialized machinery and equipment, aerospace, forestry products, cultural industries, selected consumer products, and minerals and metals.

Western Europe is the most important international trade show venue in the world. In the year under review, the Department organized government and industry participation in 15 major fairs at a cost of \$2.3 million, which resulted in sales for Canadian firms of an estimated \$324 million, nearly 40 per cent of which were to countries outside Europe.

Western Europe is our fastest growing and most important offshore source of direct foreign investment. Out of a total of \$84 billion of foreign direct investment in Canada in 1985, Western Europe was the source of some \$16 billion (compared to \$63 billion originating in the United States and \$2.7 billion originating in the Asia-Pacific region). This represents an increase of 23 per cent over 1982 and 79 per cent of non-US investment in Canada.

Western Europe is a prime source of new technologies important for Canada's own economic advancement. To support the increased priority given to promoting investment into Canada, a structured program of investment and technology development was set in place in many of our embassies in Western Europe. Three investment counselors were hired from the private sector and assigned to our embassies in London, Paris and Bonn. This is in addition to officers already in place and working on investment and technology transfer activities.

EC programs and the European EUREKA initiative confirm that Western Europe is continuing its concerted efforts in the area of technological development based on advanced research. In light of this, Canada has established a \$20 million program to promote partnerships of Canadian companies with European firms in the EUREKA technological development projects, thus supporting their efforts to meet international competition in the high-technology area. In addition, ministerial missions were organized to facilitate research co-operation between Canadian and European companies for technology development, particularly as part of EUREKA.

Immigration

Western Europe is the second highest source of total immigration into Canada and of entrepreneurial immigration in particular. In addition to issuing 17 154 immigrant visas, our posts issued 42 170 visitor visas, and visas for 349 entrepreneurs who invested some \$300 million, involving an estimated 2 600 jobs.

Throughout the year, Canadian posts in Western Europe worked with foreign airlines and airport authorities to find ways to stem the flow of people entering Canada with false visas and forged travel documents. To further control abuse of Canada's refugee determination system, a visitor visa requirement was imposed for nationals of Portugal and Turkey.

With the help of funds from Investment Canada our posts pursued opportunities to promote the entrepreneurial immigration program, and achieved a 36 per cent increase over 1985.

Several posts, especially Rome, Athens and Bonn, continued to process applications from Eastern Europe, the Middle East and Africa under Canada's program for refugees. The refugee target for Eastern Europeans was surpassed and all our posts met or surpassed their target. In all, 4 432 refugees were processed by Western European posts during 1986.

Cultural programs

Canada's relations with Europe are based on strong socio-cultural and historical links; these are reinforced by the Department's cultural and public affairs programs, which also support Canada's foreign policy objectives and its

bilateral relations. Europe contains Canada's main cultural markets; four of the seven countries with which we have signed cultural agreements — France, Belgium, Italy and the Federal Republic of Germany — are in Europe, and formal cultural consultations are held with two other European countries, the United Kingdom and The Netherlands.

The European Community

Canada's relations with the EC during the year under review were characterized by some acrimony over specific bilateral irritants within, however, the context of the broadly positive trade relationship and successful industrial and scientific/technological co-operation programs. This dichotomy arises out of the semi-sovereign nature of the EC: member states have transferred sovereignty to the EC in such areas as trade, agriculture and fisheries, which traditionally account for most of the bilateral irritants, while they retain sovereignty in those areas in which we enjoy bilateral co-operative success (e.g. cultural relations).

During the period under review, the Canada-EC Joint Co-operation Committee (JCC), co-chaired by Mr. Clark and his EC counterpart, Mr. Willy De Clercq, met in Vancouver to review agreed programs of co-operation under the Framework Agreement and to provide direction for future endeavours. The reports of the JCC subcommittees were reviewed and the work plans approved. The direction of future co-operation between Canada and the EC was discussed, with the co-chairmen calling for a report reviewing, in detail, the activities conducted under the Framework Agreement over its ten-year history. These activities have included Canada-EC co-operation in the fields of metals and minerals, wood and paper, uranium, food processing, energy and the exchange of technology information.

Bilateral irritants influencing Canada-EC relations included continued EC pressure for increased access to non-surplus fish stocks and continued fishing activities by EC vessels in waters adjacent to the Canadian zone, with apparent disregard for the question of conservation. The EC expressed concern over Canada's proposed pharmaceutical legislation and the establishment of import monitoring of steel products. EC concerns over the implementation of countervail duty on imported pasta products were laid to rest with a "no injury" finding by the Canadian Import Tribunal. The EC referred to the GATT their complaints on provincial liquor board practices and the imposition of countervail duties on imports of beef.

Canada expressed concern that several actions taken by the EC could have a negative impact on Canadian exports. These included a proposed EC tax on edible oils and fats, to the detriment of the Canadian oil seed industry; proposed EC regulations governing the use of hormones in cattle destined for the beef export market; the application of the EC Third Country Directive which specifies the criteria which meatpacking establishments must meet if they wish to export to the EC; and the difficulty encountered in obtaining access to the Spanish market for Canadian steel. On the positive side, derogations from EC

plant health regulations were obtained to allow the sale of Canadian seed potatoes to Italy and Portugal.

As a result of the accession of Spain and Portugal to the European Community on January 1, 1986, Canada entered into negotiations with the EC, under the auspices of GATT Article XXIV:6, in order to deal with the issue of compensation to Canada for any impairment to our trade which may occur as a result of the enlargement of the EC. Canada is concerned that several of the EC proposals, most notably in the fisheries sector, are more restrictive than those currently in place in the EC. Canada and the EC met twice during this period, in November, 1986 and again in March, 1987 to discuss Canadian concerns.

United Kingdom

The United Kingdom remained Canada's third-largest trading partner, after the US and Japan, and second largest source of foreign investment. Two-way merchandise trade with Britain for 1986 increased by 10.5 per cent over 1985 to \$6.3 billion; the UK continued to have a trade surplus of about one billion dollars, largely as a result of North Sea oil exports. Canadian exports to the UK were \$2.6 billion, constituting 35 per cent of our exports to the European Community.

Regular consultation on political and economic subjects, a hallmark of the relationship, continued at a high level throughout 1986. Apart from contacts at multilateral gatherings such as the Commonwealth Heads of Government Special Meeting in London concerning South Africa, the Prime Minister met with Mrs. Thatcher for discussion at Mirabel on her return to London from EXPO 86. Sir Geoffrey Howe, the British Foreign and Commonwealth Secretary, met with Mr. Clark for conversations on bilateral and multilateral issues on two occasions in London. The Governor General visited London, as did several Cabinet ministers to meet their British counterparts. Four British ministers came to Canada. Interparliamentary exchanges continued, as did provincial contacts (including Lieutenant-Governors' audiences with the Queen). A steady two-way flow of officials discussed a wide variety of issues, particularly during the six month period that the UK held the presidency of the EC. During the year under review the first meeting in Ottawa and Meech Lake of the newly re-organized Canada-UK Colloquium series took place. The subject was "the Future of Welfare Systems" and was attended by twenty experts from a variety of disciplines on both sides.

The Canadian High Commission continued to rationalize its resources under government austerity measures. Apart from its full slate of bilateral and multilateral questions which are the subject of every-day contact with the British government, other programs provided a variety of services to non-official visiting Canadian groups and individuals and provided information on Canadian developments and achievements to the British public.

Federal Republic of Germany

Bilateral relations between Canada and the FRG continued to thrive during 1986-87. The relationship is rooted in common membership in the Atlantic Alliance, the OECD, the Economic Summits, the United Nations and other

international forums as well as in strong trade and economic ties.

Exchanges and contacts at all levels continued. The Minister for Agriculture made an official visit to the FRG in May 1986 during which a Memorandum of Understanding was signed to promote exchanges of young farmers and students. The FRG participated in EXPO 86 with an impressive pavilion. In large measure attracted by the exposition, seven German parliamentary delegations visited Canada, including one led by the Vice-President of the *Bundestag*. A Canadian parliamentary delegation visited the FRG in conjunction with the federal elections in January 1987.

Canada's trade with the FRG has grown dramatically over the last decade to the current level of \$4.7 billion. The FRG has continuously had a trade surplus with Canada, which in 1986 stood at \$2.1 billion. Canada's exports to the Federal Republic improved, increasing by 5 per cent over 1985 to \$1.26 billion. The marked appreciation of the German currency vis-à-vis the Canadian dollar in the past year may lead to an improvement in Canada's export performance. Over 175 Canadian companies participated in eight major international trade fairs in the FRG in 1986, under sponsorship of the government. On-site sales at these fairs totalled \$31.9 million. Industrial and scientific links between Canadian and German firms continued to grow and Canada actively promoted investment by the FRG in the Canadian economy.

Under the auspices of "Atlantik Bruecke", an FRG-Canadian private sector organization, a first conference was held in Toronto in November 1986 to discuss Canada-FRG relations and outlook on key international issues. The meeting brought together government leaders, academics and journalists from the FRG and Canada. It is envisaged that the conference will be reconvened in the autumn of 1987 in the FRG.

In February 1987, the annual meeting of the Association of Canadian Studies Conference at Grainau was the most fruitful to date, giving rise to a high level of academic cross fertilization. The Grainau Conference, largely sponsored by the Department, has become well established as the international forum for Canadian studies in German-speaking universities in Europe.

France

Relations with France were particularly active during the year. The planned visit by Prime Minister Chirac was postponed twice because of a recurrence of terrorist activity in France and a general strike. In January 1987 Mr. Jean-Bernard Raimond, Minister of Foreign Affairs, made an official visit to Canada with Mr. Noir, Minister for External Trade and Mr. Léotard, Minister of Culture and Communications. Three agreements were signed on this occasion, concerning industrial and economic development, exchanges of students and double taxation.

The three existing Joint Commissions with France met during the period. The Scientific Commission met in June 1986 in Vancouver, the Cultural Commission in November in Ottawa and the Economic Commission in mid-January in Ottawa, under the co-chairmanship of Ministers Noir and Côté. The France-Canada audio-visual prize was awarded for the first time in January 1987.

There was also a significant number of Canadian ministerial visits to France. Mr. Beatty made two visits, one as Solicitor General in the spring of 1986 and one as Minister of Defence in the autumn. Mr. Côté led a mission of ten Canadian industrialists interested in exploring possible associations with European EUREKA projects. Mr. Clark met with his counterpart Mr. Raimond on the occasion of the OECD ministerial meeting.

France and Canada showed continuing interest in co-operating in research and technological development. In this context, the Scientific Joint Commission reviewed about 50 co-operation projects and defined a number of priority sectors (space, biotechnology and oceanology) and sectors for future development (Arctic, information and new materials technologies). A new joint program was established to support exchanges of technology development specialists. The above-mentioned Industrial and Economic Co-operation Agreement underlined the desire of the governments to bring together French and Canadian companies in the field of technology development.

As a result of a favourable economic climate and an exchange rate beneficial to the Canadian dollar, exports to France increased by 34 per cent in 1986, reaching \$961 million, while imports from France climbed by 15.4 per cent during 1986 to reach a record level of \$1.58 billion. France is the eighth most important of our trading partners and is third among our partners in Western Europe.

Trade is only one aspect of our economic relations with France; the embassy and the new consulate in Lyon devote much effort to industrial co-operation and promotion of investment. A joint seminar on high technology was organized in Toronto in June 1986 with the help of the Canadian Chamber of Commerce; a seminar on investment and technology transfers in the agri-food industry was held in Toronto in October.

France continued to be the sixth-largest foreign investor in Canada; the book value of French direct investment at the end of 1985 totalled \$1.43 billion, or about 2 per cent of all direct foreign investment in Canada. Direct Canadian investment in France, though modest by comparison, has increased in recent years and this trend may accelerate with the opening of the French market to foreign investors.

A multi-faceted Action Plan was established in 1986 to promote the diversification and growth of economic and trade links between France and Canada; its main goal is to increase the awareness of Canadian industrialists concerning the potential of the French market. In this context, the Canada-France Business Club took on a new life in January 1987 when a high-level meeting was held in Ottawa, during which a number of topics of common interest were discussed by French and Canadian industrialists and businessmen.

Italy

Canadian two-way trade with Italy increased again this year, from \$1.8 billion in 1985-86 to \$2.4 billion in 1986-87. Canadian exports to Italy, estimated at \$691 million, increased by 31 per cent compared with the previous year,

and imports from Italy were up in every sector and reached a figure of \$1.7 billion.

The year under review was also marked by a number of industrial trade missions from both sides, with the goal of promoting economic and industrial co-operation between the two countries. One of these missions, headed by the Italian Minister of International Trade, Mr. Rino Formica, visited Toronto, Montreal and Vancouver in October 1986.

The period was also marked by a number of high-level visits. Following the Governor General's visit to Italy in March 1986, President Francesco Cossiga, accompanied by Mr. Giulio Andreotti, Minister of Foreign Affairs, made a return official visit to Canada. In addition, the Italian Ministers of Education, Transport and Posts and Telecommunications came to Canada to participate in events associated with EXPO 86 in Vancouver. Three Italian parliamentary committees, on transport, health and justice, also visited Canada during the year.

On the Canadian side, Prime Minister Mulroney made a private visit to Rome on January 26, 1987, where he held discussions with the President and Prime Minister Craxi. Mr. F. Kelleher visited Rome from March 12 to 15 to study airport security. Other high-level visits to Italy, in particular those made by the Chief Justice of the Supreme Court, the Chief of the Defence Staff and the Chief Electoral Officer, contributed to the dialogue between the two countries.

The Holy See

Canada's mission to the Vatican maintains close relations with Church authorities on major international political and humanitarian issues, the most important of which are human rights, international development and religious freedom. A significant bilateral aspect now complements this dimension. A number of Canadian ministers and parliamentarians visit the Holy See annually. Prime Minister Mulroney made a private visit to the Vatican in January and discussed with Pope Jean-Paul II a number of issues relevant to the African tour he was about to undertake. Bilateral relations remain close and are maintained at a high level.

The Benelux countries

Belgium, Luxembourg and The Netherlands are among Canada's main European trade partners. Our bilateral trade with these countries increased in 1986 to \$3.1 billion.

Canada has a close relationship with The Netherlands, which is one of our main European trade partners, the fifth-largest country of origin of foreign tourists and our third most important source of European investment. Investment Canada undertook a substantial promotion effort in The Netherlands this year. Two-way trade increased slightly during the year; Canadian exports to The Netherlands were \$966 million, while imports amounted to \$695 million.

The introduction of KLM flights to Vancouver in April 1986, signature of a double taxation agreement in May, and cultural discussions between Canadian and Dutch officials in Ottawa in October underlined the continuing co-operation between the countries. Mr. Clark met with

his counterpart, Mr. van den Broek, on the occasion of the CSCE.

A parliamentary delegation led by the Speaker of the Senate, the Honourable Guy Charbonneau, made an official visit to Belgium in May 1986. An air agreement was signed with Belgium and a social security agreement was signed with Luxembourg.

The Nordic countries

The Nordic countries continued to play an important role in Canadian-European relations during the past year. Two-way trade totalled more than \$2 billion. The Trade and Industrial Development Program continued to promote sales of high-technology and telecommunications goods and services. Norway was an important participant in EXPO 86; its pavilion focussed on offshore technology and mariculture.

The Honourable Jake Epp, Minister of Health and Welfare, signed a social security agreement with Finland and negotiations with Iceland continued. In addition, discussions continued on double taxation agreements with Danish, Finnish and Norwegian officials.

In the area of science and technology, Canada and Norway signed an exchange of letters in December 1986. In accordance with the terms in the exchange, a Norwegian delegation is to visit Canada in the autumn of 1987. Discussions with Greenland-Denmark concerning fisheries were also held for the first time.

Numerous cultural events took place throughout the year, including Canadian and Nordic study programs at universities and tours by Canadian artists, performers, writers and athletes.

There were several high-level bilateral visits. The Minister of Defence, Mr. Beatty, went to Norway in connection with the Brave Lion military exercise, which included 5 000 members of the Canadian Forces. Norwegian Ministers Kristensen and Borgen visited EXPO 86, and the Danish Minister responsible for Greenland, Mr. Tom Hoyem, met the Ministers for Science and Technology and Indian and Northern Affairs in Ottawa in November. Several Norwegian and Swedish parliamentary committees visited Ottawa in September 1986. Ministers Gradin and Leijon of Sweden visited their Canadian counterparts, the Minister of Employment and Immigration and the Minister Responsible for the Status of Women.

Spain and Portugal

Canada's bilateral trade with Spain and Portugal continued to increase in 1986, reaching a total of \$801 million. A delegation of parliamentarians led by Jack Ellis,

MP, visited Madrid in September 1986. The Minister of Health and Welfare signed a social security agreement in Madrid in November. A draft air agreement between Portugal and Canada was initialled in November.

Turkey

Canadian exports to Turkey reached \$200 million in 1986, the greater part of which was telephone and communications equipment. Turkish exports to Canada increased \$50 million, of which \$20 million were in the sensitive textile and clothing sectors. Since the rapid increase was on the textile and clothing side, negotiations were undertaken to seek restraint under the terms of the Multi-Fibre Arrangement. The Turkish Minister of Transport and Communications visited Ottawa in June, following his participation in a ministerial seminar on communications at EXPO 86. Atomic Energy of Canada Ltd. continued discussions with Turkish authorities pertaining to the possible supply of a CANDU nuclear reactor. A master plan for Ankara's urban transit, for which Canada contributed substantial technical expertise, was submitted in December 1986 to the Mayor of Ankara.

Switzerland

Canada's two-way trade with Switzerland totalled over \$800 million in 1986. Switzerland is the seventh largest source of direct foreign investment in Canada. Relations have intensified with the award of the contract to a Swiss company, Oerlikon-Buhrle, for the low-level air defence requirement for Canadian NATO bases in Europe. The Honourable Michael Wilson, Minister of Finance, made an official visit in April 1986, meeting his counterpart in Berne, and senior financial executives in Geneva. The Honourable Pat Carney, Minister for International Trade led the Canadian delegation to the renowned Davos Symposium (January 29 - February 4, 1987) and presided over a seminar entitled "The New Canada".

Other European countries

The North Aegean Petroleum Corporation, whose majority owner is Denison Mines, is the largest single foreign investment in Greece, and operates oil and gas offshore fields. The Greek Government would not grant permission to the Consortium to exercise its drilling rights in its concession east of the isle of Thasos, and in March 1987 introduced a bill into Parliament to acquire majority control of the Consortium. The Canadian government made known to the Greek government its concern over the implications for Denison's interests.

Canadian exports to Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	1984	1985	1986	Per cent change 86/85
Belgium & Luxembourg	702 184	722 009	843 504	16.8
France	736 134	743 447	1 009 396	35.8
West Germany	1 225 253	1 232 919	1 317 344	6.8
Italy	600 690	542 050	709 469	30.9
The Netherlands	1 088 830	956 311	1 001 679	4.7
United Kingdom	2 535 240	2 482 230	2 718 252	9.5
Ireland	99 294	84 632	91 470	8.1
Denmark	98 656	84 690	111 811	32.0
Greece	50 486	41 701	66 155	58.6
Portugal	63 508	62 389	154 389	147.8
Spain	100 264	134 235	137 347	2.3
Gibraltar	454	385	118	-69.4
Malta	1 632	732	1 131	54.5
Austria	47 652	59 037	52 391	-11.3
Finland	122 257	133 760	85 740	-35.9
Iceland	3 699	3 446	7 627	121.3
Norway	337 615	383 545	320 951	-16.3
Sweden	178 177	199 198	247 480	24.2
Switzerland	243 601	324 008	356 624	10.1
Turkey	177 375	221 426	202 980	-8.3
TOTAL	8 413 009	8 412 150	9 436 053	12.2

Canadian imports from Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	1984	1985	1986	Per cent change 86/85
Belgium & Luxembourg	446 740	530 130	618 229	16.6
France	1 220 311	1 372	1 585 291	15.5
West Germany	2 174 844	2 715 609	3 453 228	27.2
Italy	1 116 182	1 331 098	1 671 356	25.6
The Netherlands	545 322	622 854	694 138	11.4
United Kingdom	2 305 149	3 280 844	3 721 154	13.4
Ireland	186 857	217 879	244 818	12.4
Denmark	200 782	228 918	233 493	2.0
Greece	40 842	47 880	70 250	46.7
Portugal	60 860	87 274	78 294	-10.3
Spain	316 433	366 482	441 423	20.4
Gibraltar	454	385	118	69.4
Malta	2 430	5 814	3 390	-41.7
Austria	155 610	182 181	212 962	16.9
Finland	148 167	200 124	253 960	26.9
Iceland	2 974	3 498	11 883	239.7
Norway	133 914	187 912	167 561	-10.8
Sweden	581 631	682 834	788 209	15.4
Switzerland	378 681	488 955	591 283	20.9
Turkey	26 795	35 888	56 753	58.1
TOTAL	10 044 525	12 588 791	14 897 891	18.3

Soviet Union and Eastern Europe

The easing of East-West tensions, the promotion of dialogue with the countries of Eastern Europe, and the maintenance of regular contacts at the official and ministerial level continued to be major objectives of Canadian foreign policy in the period under review. A number of initiatives were undertaken to strengthen relations with the Soviet Union and Eastern Europe, especially in the area of trade.

The visit to Canada of the Minister of Foreign Affairs, Mr. Eduard Shevardnadze, in October 1986 was the major event in Canada-USSR relations during the year. The Secretary of State for External Affairs and his Soviet counterpart undertook to seek ways of broadening the range of dialogue and co-operation between the two countries. They added to the bilateral agenda new subjects such as co-operation in combatting international terrorism.

High level visits were also a key element in maintaining dialogue and expanding co-operation with Eastern European countries. Prime Minister Lubomir Strougal of Czechoslovakia visited Canada in September 1986, stopping in Vancouver, Toronto and Ottawa, where he met with the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs. EXPO 86 in Vancouver provided the opportunity for several Eastern European countries to combine high-level visits to the EXPO site with trade consultations. These included a Yugoslav delegation headed by Dr. Milan Pavic, Deputy Chairman of the Federal Executive Council; the Minister of Trade, Peter Veress, and the Secretary of State for Transport of Hungary; and the Czechoslovak Minister of Foreign Trade, Bohumil Urban, and Minister of Transport, Vladimir Blazek. In April 1986, Canada's Minister of State (Forestry and Mines) the Honourable Robert Layton, visited Romania. Canadian parliamentary delegations visited Yugoslavia and Poland. Miroslav Cybulko, the Polish Minister of Health, came to Canada in connection with a successful program of co-operation in health care. Canada and the German Democratic Republic signed a Memorandum of Understanding which provides the basis for the eventual exchange of embassies.

Canada's 1986 exports of \$1.6 billion to the Soviet Union and Eastern Europe showed a decline from the 1985 level of \$1.9 billion. This decrease was attributable mainly to the reduced value of exports to the USSR, which dropped to \$1.2 billion in 1986 from \$1.6 billion in 1985, due primarily to the dramatic decline in grain prices. Wheat sales continued to constitute the bulk of exports to the USSR but non-grains exports to the Eastern European region increased to \$483 million in 1986 from \$264 million in 1985. Fully-manufactured products alone more than doubled. Canada's trade surplus with the region was \$1.3 billion in 1986.

During Mr. Shevardnadze's visit, a new five-year grains agreement with the USSR was signed, the existing bilateral trade agreement and the long term economic agreement were extended for five and 10 years respectively, and instruments of ratification for a bilateral agreement on double taxation were exchanged. A trade mission to the

USSR was led by the Minister of State (Canadian Wheat Board), the Honourable Charles Mayer, in March 1987.

During 1986, Romania became Canada's second largest export market in the region (after the USSR) and our largest market there for manufactured goods. Bilateral trade consultations with Romania were held in Ottawa in April 1986. The Chairman of the Bulgarian Board of the Association of Electronic Industries also visited Canada. Canada renewed its trade agreement with the German Democratic Republic in the autumn of 1986. The GDR is now Canada's third largest market in the region. A long term agreement on the development of trade, economic, and industrial co-operation was signed with Czechoslovakia.

Export development and promotion activities with Eastern Europe continued at a high level. The Department supported a number of business missions, and Canada participated in trade fairs in all countries of the region.

In October 1986, Canada resumed the program of official academic, scientific and cultural exchanges with the Soviet Union as provided under the 1971 General Exchanges Agreement. The resumption of these exchanges marked the end of a seven-year hiatus in this program, which had been suspended following the Soviet invasion of Afghanistan, and it underlined Canada's commitment to the promotion of mutually beneficial exchanges. In addition, there were numerous privately-arranged sports, cultural and academic exchanges. In February 1987, Canada and the Soviet Union renewed the 1984 Protocol on Scientific and Technical Co-operation in the Arctic and the North. Canada also completed negotiations for a Memorandum of Understanding with Hungary in the fields of culture, academic relations and sports. A similar agreement is under discussion with Yugoslavia.

During the year under review, Canadian diplomatic missions in Eastern Europe maintained active public affairs programs in their areas of accreditation. Canadian film producers expressed an increased interest in co-operative ventures with countries of Eastern Europe. In March 1987, Canada signed a film and video co-production agreement with Czechoslovakia. Negotiations were concluded for a similar agreement with Hungary.

Family reunification continued to be a subject of great concern to the Canadian government. The Department used every opportunity, both in bilateral consultations and during official visits such as that of Mr. Shevardnadze, to raise issues of family reunification and of human rights in general. In February 1987, Canadian and Soviet delegations met to renew discussion on consular matters and on human contacts. During the same month, the Canadian Embassy in Moscow was informed of the approval of more than half the outstanding cases on the Soviet family reunification list. In 1986 a total of 8 120 persons from Eastern Europe and the Soviet Union emigrated to Canada.

The improvement in relations between Canada and Eastern European countries facilitated a number of noteworthy cultural manifestations. The Glenbow Museum exhibition of block prints, "Images of the Land", was shown in Czechoslovakia and in Poland in the summer of 1986. The Soviet Union participated very actively in a sports and cultural festival in Quebec City called "Rendez-Vous '87". With the assistance of the Department, the

"Musée du Québec" in Quebec City was able to obtain, in November 1986, a prestigious and highly successful Soviet exhibition of Impressionist and Post-Impressionist paintings.

Multilaterally, Canada was active during the past year in various constituent meetings of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE):

- The Stockholm Conference on Confidence — and Security-Building Measures and Disarmament in Europe, which ended September 19 and in which Canada had been active, agreed on a document that represented a significant success for the CSCE process and a substantial step forward in the field of arms control.
- Canada also took an important part in the CSCE Experts' Meeting on Human Contacts, held in Berne from April 15 to May 26. The Canadian Delegation pressed for the removal of obstacles to family travel and reunification as well as to other forms of human contacts. This meeting ended without agreement on a concluding document.
- The Third CSCE Follow-up Meeting, which opened in Vienna on November 5, reviewed the results of the various CSCE activities since the last Follow-up Meeting, and considered proposals for advancing co-operation in all areas covered by the CSCE process. In his address at the opening, the Secretary of State for External Affairs said that the key to progress in East-West relations was the building of mutual confidence and that, essential to this, was compliance with CSCE undertakings, especially in human rights. During the Conference, Canada strongly criticized countries whose record of compliance was deficient, introduced proposals on minority rights, family reunification, and scientific freedom and co-operation, and supported a variety of proposals in such areas as human rights, information, culture, environmental protection, and economic co-operation. Canada was also active in discussions on conventional security in Europe.

Asia and Pacific

Canada's Asia-Pacific outlook is as multifaceted as the region itself. Expanding flows of trade, investment, technology, immigration and culture engaged the interests of Canadians in every part of the country, while enhancing the importance to Canada of maintaining the region's strategic, political and economic stability.

Major interests

The Asia-Pacific region is an area of economic opportunity for Canada. In 1986, Canada's total trade with the region exceeded \$25 billion. Our exports to the region now surpass our total exports to Western and Eastern Europe combined. Imports from the area are expanding at an even faster rate than exports. In order to assist Canadian exporters in exploiting these trade opportunities, as part of the National Trade Strategy, the government has implemented the Asia-Pacific Trade Initiative to expand trade development activities and resources. This includes: the strengthening of existing trade offices and the opening of new offices in Osaka, Shanghai, Bombay and Auckland; the provision of increased funds for market surveys, feasibility studies and trade fairs and missions; and

support for the Technology Awareness and Acquisition Project in Japan designed to focus the attention of Canadian manufacturers on Japanese product and production technologies. At the same time, the Asia-Pacific region has become a source of investment capital for Canada. Together, increased flows of investment capital and production technology contribute to the enhancement of Canada's global competitiveness.

The range of Canada's human contacts and interests within the Asia-Pacific region is also expanding. Asia remains a major focus of Canada's development assistance efforts at both the governmental and non-governmental levels. Moreover, the region has become a major source of new Canadians and of foreign students who come to Canada. These developments will strengthen our human and cultural ties with Asia, and will influence the orientations of Canadian culture and society in the future in ways not dissimilar to the influence of European civilization in the past.

The broadening of our economic relationships and the maturing of our human linkages with the Asia-Pacific region underline the importance of the area to Canada and the heightened relevance of regional events and tensions for Canada's political and security interests. Developments in Afghanistan, Pakistan, India, Sri Lanka, Vietnam, Cambodia, the Philippines and on the Korean peninsula continue to generate concerns. Asia-Pacific remains both an area of growing Soviet strategic interest and a potential arena for regional and superpower conflicts. The Asia-Pacific members of the Commonwealth will play a key role at the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in 1987. The region, and particularly South Asia, has become a source of terrorist threat to Canadians at home and abroad, and a grim reminder of the extent to which developments in that part of the world can have an impact in Canada, in economic and in human terms.

In all these fields — economic and trade, developmental and human, political and security — Canada's interests and activities are interlinked and interdependent. The Asia-Pacific region is an important part of Canada's present; it is rapidly becoming a vital part of our future.

China

During the year under review, the increasing importance of Canada's relationship with China was signified by the visit to China of the Governor General in March 1987, of Prime Minister Mulroney, the Minister of International Trade and the Minister responsible for the Canadian Wheat Board, as well as a visit by the Premier of Ontario. These visits were highlighted by the signing of a Double Taxation Agreement, the doubling of Canada's development assistance to China, and conclusion of agreements on concessional financing, science and technology co-operation and plant quarantine arrangements. Visitors to Canada included the Premier Yao Yilin as well as the Ministers of Agriculture, Civil Affairs and State Building Materials Industry. The first round of annual political consultations at the level of senior officials took place in January 1986.

A consulate general was established in Shanghai to support Canada's growing trade relationship with China. China remains Canada's second largest export market in

Asia. Exports totalled \$1.1 billion in 1986, reflecting a decrease in sales of newsprint and aluminum, partially offset by improved sales of industrial machinery and aircraft and other end products which accounted for approximately 30 per cent of all sales. Wheat sales continued to lead commodities exported to China but declined in earning power due to lower international wheat prices. China continued to succeed in increasing its exports to Canada in 1986 by approximately 29 per cent. The major increases occurred in the food products and miscellaneous end products categories, as well as in sales of raw cotton.

Canada provided assistance and support to China in expanding its regional and multilateral economic relationships, and was instrumental in China's participation in the Fifth Pacific Economic Co-operation Conference in Vancouver.

Active promotion of Canadian trade and economic interests resulted in the establishment of a Canadian consortium which was selected by China to carry out the pre-feasibility study of the Three Gorges hydroelectric project. The new concessional financing facility has ensured that Canadian firms are competitive in China's highly competitive market. Canada is active in the major sectors of energy, telecommunications, aeronautics, transportation, and resource industries. In the area of advanced science and technology, Canada participated in a telecommunications trade show in Beijing and visits of Canadian and Chinese researchers and technicians were made under numerous exchange programs.

Hong Kong

The year 1986-87 was another very active period for Hong Kong. The Basic Law Drafting Committee continued its work and is expected to submit an initial draft of the mini-constitution in 1988. The Sino-British Joint Liaison Group reached agreement on a number of important matters, including Hong Kong's participation in GATT as a contracting party, and the endorsement of the right of abode in the new British National Overseas passports.

Hong Kong also experienced a modest economic recovery. Trade between Canada and Hong Kong again increased, from \$1.21 billion in 1985 to \$1.35 billion in 1986. Canadian exports fell slightly to \$315 million. On the other hand, imports from Hong Kong reached \$1.04 billion, thus increasing Canada's trade deficit with Hong Kong to \$725 million in 1986.

Republic of Korea

Canadian interest in the Republic of Korea (ROK) stems from a desire to ensure continued stability on the Korean peninsula as well as to develop and protect commercial and other bilateral interests. Highlighting Canada-Korean relations was the May 1986 visit to Seoul of Prime Minister Mulroney. In addition, President Chun Doo Hwan made a lengthy technical stopover in Vancouver en route to state visits in Europe. The Korean Minister of Science and Technology visited Canada in June 1986, followed by the Minister of Trade and Industry in July and in March 1987. Ontario Premier Peterson visited Korea in October.

As Korea continued to prepare for the 1988 presidential power transfer and the Summer Olympics, increasing

attention was being paid to a turbulent domestic situation. During his visit, Prime Minister Mulroney discussed the security situation in the Korean peninsula, as well as political developments and human rights issues, with President Chun and Prime Minister Lho.

For part of the period, bilateral relations were marked by some sharp divergences, especially in the commercial sphere. The yearly doubling of the trade imbalance in favour of Korea was repeatedly brought to the attention of Korean government and business leaders. Total two-way trade grew to \$2.7 billion in 1986, up from \$2.4 billion in 1985. While more growth occurred in Canadian exports to Korea than in the import of Korean goods, a substantial trade deficit remained in favour of Korea. The Department is monitoring developments to ensure better access to Korean markets for Canadian goods. Coal continues to be Canada's single largest export to the ROK, while the main imports were cars, textiles, clothing, footwear, consumer electronic products and iron and steel products. A Customs Co-operation Agreement between Canada and Korea was signed in July 1986.

Contacts between Korea and Canada have been increasing as parliamentarians, businessmen, tourists, and families travel between the two countries. There is a growing number of Canadian residents of Korean origin, currently estimated to be close to 50 000. There are increased academic and cultural activities between the two countries. As contacts have increased, so has interest by many Canadians in political developments in Korea and in human rights issues. The Canadian Embassy in Seoul discussed an increasing number of cases with their Korean counterparts.

Cambodia, Laos and Vietnam

Vietnam's military occupation of Cambodia since 1979 has had a substantial impact on Canada's relations with the three countries of the Indochina region. Canada is opposed to the presence of some 150 000 Vietnamese troops in Cambodia and 40 000 in Laos. Canada continues to support the ASEAN position on Cambodia and to encourage a peaceful solution to this problem. Many refugees from this region have settled in Canada and more than 24 000 Vietnamese have joined family members under the family reunification program. In 1986, Canada accepted 5 873 refugees and designated class persons from Cambodia, Laos and Vietnam. Trade with Vietnam grew in 1986 primarily because of a surge in Vietnam's exportation of men's clothing (now subject to a quota) and shrimp. Total direct trade is now \$9.5 million plus \$13.5 million via third countries. Bilateral development assistance is not provided to any of these countries.

Japan

Highlighting Canada's activities in the Asia-Pacific region is the bilateral relationship with Japan. Based on our substantial trading interests (Japan is Canada's second largest trading partner), the relationship has been marked by substantial diversification in recent years as a result of Japan's emergence as a global force in industry, technology and, more recently, in finance. This diversification has presented new opportunities for Canada.

Long-term management of this increasingly complex relationship was a priority of the Department in the past year, which led to the adoption by Cabinet of a "Canadian Strategy for Japan". Recognizing Japan's increasingly significant role in international affairs, and particularly in the Pacific Basin, the Strategy guides our initiatives with a view to maximizing benefits for Canada.

Prime Minister Mulroney's bilateral visit to Japan in May, in conjunction with the Tokyo Economic Summit, highlighted the importance of Canada-Japan relations. Continuing the personal relationship the two leaders had developed during Prime Minister Nakasone's visit to Canada five months earlier, they advanced a number of issues of interest to both countries. Mr. Nakasone agreed, *inter alia*, to review the building code issue, long an obstacle to Canadian lumber exports to Japan. During Mr. Mulroney's visit a Science and Technology Agreement and Double Taxation Agreement were signed, and a "Working Holiday Program" between the two countries initiated.

Trade was the predominant element in bilateral relations. Canada had a substantial deficit in its bilateral trade with Japan in 1986, of some \$1.7 billion. Although small in comparison with the trade deficit of the United States or European Community with Japan, the trend was nevertheless of concern. Exports to Japan increased by 2.8 per cent and our leading export — coal — suffered a decline as a result of steel industry rationalization in Japan (although Canada managed to retain its market share). Canadian imports rose substantially, with notable increases in the value of automotive and telecommunications products. Total bilateral trade reached \$13.5 billion, an increase of some 15 per cent over 1985.

Canada worked during the year under review to enhance its trade and economic relations with Japan. A trade-oriented consulate general in Osaka was opened. Two new sectors, space and advanced materials, were added to the list of mutual priorities under the Industrial Co-operation arrangement and eight new collaborative projects were sanctioned under the Science and Technology agreement. The National Trade Strategy's Pacific Trade Initiative financed four missions to Japan of Canadian business interests. The Technology Inflow Program (TIP) assisted a number of companies with the acquisition of Japanese technologies. In addition to Mr. Mulroney's visit, three Cabinet ministers, as well as three provincial premiers and twelve provincial ministers, visited Japan during the year.

Japan was recognized as Canada's leading overseas investment priority in the Japan Strategy, and in 1986 substantial resources were devoted to attracting Japanese investment to Canada. Japan became the world's largest creditor nation and capital exporter in 1986. Although already a leading recipient of Japanese portfolio (indirect) investment, totalling \$36 billion, the federal government and the private sector embarked on an initiative to attract more direct investment to Canada, currently \$2 billion. A major investment mission, lead by the chairman of Japan's prestigious "Federation of Economic Organizations" (Keidanren), came to Canada in October. It produced a highly positive report on the investment climate, noting that Canada presented a "new face" which should attract new investment. Tangible results from this mission are already evident.

An important element of the Strategy for Japan is the use of consultative mechanisms (co-ordinated by the Department) to further various aspects of the relationship. Some 20 formal mechanisms exist, and over half of these met in the past year. Chief among these were the Joint Economic Committee, Telecommunications and Financial Policy Consultations, and the Science and Technology and Industrial Co-operation Joint Committees.

Australia and New Zealand

Canada's traditional close relationships with Australia and New Zealand were marked in 1986-87 by a series of ministerial visits and continued close consultations, both bilateral and multilateral.

In August 1986, Australian Foreign Minister William Hayden visited EXPO 86 in Vancouver, where he had discussions with the Secretary of State for External Affairs. The focus of their meeting was on ways to strengthen efforts to achieve mutual objectives in arms control and disarmament. Discussion of international trade in agricultural products was prominent in the visits to Australia and New Zealand by the Honourable John Wise, Minister of Agriculture, and the Honourable Pat Carney, Minister for International Trade, in January and March 1987, respectively. Ms. Carney also had meetings with Prime Minister Lange of New Zealand and Prime Minister Hawke of Australia. Deputy Prime Minister Geoffrey Palmer of New Zealand gave the keynote address at the Fifth Pacific Rim Opportunities Conference in Vancouver in March 1987.

Parliamentary links between Canada, Australia and New Zealand were strengthened by the visit of a Canadian parliamentary delegation in August 1986, led by House of Commons Speaker John Bosley and Senate Speaker Guy Charbonneau. In October, three Canadian naval vessels participated in the 75th anniversary celebrations of the Australian navy. In other bilateral developments, the New Zealand Parliamentary Committee on Foreign Affairs and Defence initiated a study of Canada-New Zealand relations.

Commercial and economic links between Canada, Australia and New Zealand were active in 1986-87. An official delegation travelled to Canberra late in 1986 for discussions on matters related to tariff harmonization and the Canada-Australia Trade Agreement. Earlier in the year, a full range of bilateral and multilateral trade issues were reviewed at the second meeting of the Canada-New Zealand Consultative Committee in Ottawa.

Australia and New Zealand remain important markets for Canadian exports, with total trade approaching \$1.5 billion. In 1986, exports to Australia amounted to \$624 million, of which fully manufactured products accounted for \$212 million. Exports to New Zealand were \$149 million in 1986. Once again, a high percentage of these exports consisted of semi- and fully-manufactured products.

The South Pacific

Canada's interests and activities in the South Pacific continued to expand in the context of a more active Canadian presence in the broader Asia-Pacific region. Several significant events in 1986-87 related to the activities of the South Pacific Forum, a regional consulta-

tive body consisting of the heads of government of the 13 independent and self-governing states of the region. These events included the entering into force of the South Pacific nuclear-free zone, and the debate in the United Nations on the question of New Caledonia.

Canadian development assistance to the South Pacific exceeded \$5.3 million in 1986-87, including direct bilateral grants for small capital projects, humanitarian aid in the wake of a tropical cyclone which caused severe damage in several countries in the area, as well as support for the regional human resources development activities of the International Development Research Centre and the International Centre for Ocean Development (ICOD).

South Asia

The Indian sub-continent continued to be an area of increasing importance in Canadian foreign policy during the past year. As a result of South Asia's growing population and close ties to Canada, the number of new Canadians coming from countries in the region continued to grow rapidly. In addition, Canada's development assistance program in South Asia remained our largest.

In February 1987 Mr. Clark made his second trip to South Asia in 14 months, including the first-ever visit to Bangladesh by a Canadian External Affairs Minister. While in New Delhi, Mr. Clark signed a new extradition treaty between Canada and India, and he presided at the Seventh Indian Engineering Trade Fair, at which Canada was the partner country. The opening of a Canadian trade office in Bombay in 1986 provided further evidence of the increased importance attached to trade in the region.

Violence in South Asia continued to be of concern to Canada. Conflicts in India's Punjab state, and the continuing hostility between Sri Lanka's Tamils and Sinhalese continued to threaten political stability and impinged deeply upon Canada's interest in the area.

Although there appeared to be some cause for optimism as negotiations to end the Soviet Union's occupation of Afghanistan continued, the presence of Soviet troops in that country played a major part in regional and international tension. Canada contributed approximately \$19 million in food aid and humanitarian assistance for Afghan refugees in Pakistan, now estimated to number 3 million.

A positive development in South Asia during the year was the meeting in Bangalore of the heads of seven countries (Bangladesh, Bhutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan and Sri Lanka) for the second Summit of the South Asian Association for Regional Co-operation (SAARC). In addition to examining areas of potential regional co-operation, the Summit provided a forum for dialogue between nations in an area which remains rife with bilateral disputes. The countries present also agreed to the establishment of a permanent SAARC secretariat at Kathmandu, Nepal. Following the Summit, Prime Minister Mulroney wrote to Indian Prime Minister Rajiv Gandhi, the newly-appointed SAARC Chairman, to express Canada's support for the objectives of the Association.

Southeast Asia

Canada continued during the past year to develop its relations with the countries of Southeast Asia, particularly

the member states of ASEAN. The economic growth and strategic importance of the region have led to its increasing significance in Canadian foreign policy.

The year featured a number of visits between Canadian officials and representatives of nations in the area, highlighted by the visit of Thai Crown Prince Vajiralongkorn to EXPO 86 in Vancouver in July. In addition, Thailand's Ministers of Science, Technology, Energy and Industry led missions to Canada later in the year. The Governor General, the Right Honourable Jeanne Sauvé, travelled to Thailand in March 1987, accompanied by the Minister for External Relations.

A number of Indonesian ministers visited EXPO 86 to demonstrate the importance which Indonesia attached to its participation, and to its pavilion. In February 1987, the Indonesian Minister of Foreign Affairs, Dr. Mochtar Kusumaatmadja, visited Ottawa for bilateral discussions. In July 1986, Mr. Clark made an official visit to the Philippines following his attendance at the ASEAN Foreign Ministers Conference.

Two-way trade in 1986 between Canada and the member countries of ASEAN showed an increase over 1985. Trade with Singapore was \$357 million, Indonesia \$355 million, Thailand \$259 million, Malaysia \$253 million and the Philippines \$159 million. With the exception of Indonesia, which continued to run a trade deficit with Canada, the balance of trade shifted in favour of all other ASEAN countries in 1986.

The Singapore Trade Development Board opened an office in Toronto in 1986, while the provinces of Ontario and Quebec each opened an office in Singapore. During October, a major Canada-Malaysia Conference was held in Ottawa for discussions on trade, development and economic relations and was attended by the Malaysian Foreign Minister, Dato' Rais Yatim. The Canada-Indonesia Business Council was established to promote the development of business interests, investment and trade between Canada and Indonesia. Canada continues to provide significant development assistance to Southeast Asian countries, and to co-operate with measures to stem the drug trade in the area.

Association of Southeast Asian Nations (ASEAN)

During the year there was a continuation of the healthy development of relations between Canada and the Association of Southeast Asian Nations (comprising Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand). As positive contributors to peace, stability and free-market development in Southeast Asia, the ASEAN countries attract both strong political support and development co-operation from Canada.

At the annual ASEAN Foreign Ministers Post-Ministerial Conference in Manila in June 1986, Mr. Clark reaffirmed Canada's support for the ASEAN position that Vietnam withdraw its forces from Cambodia. In addition, he pledged further humanitarian support for the non-communist elements of the Coalition Government of Democratic Kampuchea. He announced the establishment of funds directed at facilitating marketing seminars and trade missions. Other new Canadian initiatives included

enhanced efforts in human resource development co-operation.

At the November 1986 meeting of the Joint Co-operation Committee (established under the 1982 Canada-ASEAN Economic Co-operation Agreement), Canada followed up on these commitments by proposing a \$600 000 scholarship program, as well as a human resource development fund in the amount of \$750 000. In Canada and ASEAN, the Canada-ASEAN Business Council was founded to help promote bilateral trade and investment.

As further evidence of strong Canadian ties with the group, ASEAN representatives participated in a Pacific Economic Co-operation meeting in Vancouver in November 1986. In addition, the Asia Pacific Foundation of Canada sponsored a Canada-Thailand Dialogue on Trade and Investment, held in Bangkok in December 1986.

Public affairs

The focus for public affairs in Australia centred on Canada's entry in the America's Cup race. At the Perth America's Cup International Exhibition, the Canadian exhibit won the award for artistic excellence. Also in Perth, Canada was well represented by various performing arts groups during the cultural festival. In India the visit by Mr. Clark and our major participation in the Engineering Trade Fair provided impetus for a Canada Week in New Delhi and Bombay. Among the participants were the RCMP band, guitarist Liona Boyd, and the Anna Wyman dancers, and there were exhibits, film showings and a Canadian food fête. In China, the public affairs program continued to expand as the Department intensified its program of cultural exchanges. A cultural delegation headed by Mr. Song Muwen, Deputy Minister of the Ministry of Culture, toured Canada in September to meet with federal and provincial officials in the cultural field and visit Canadian cultural institutions. Mr. Huang Xin-Bai, Senior Commissioner of the State Education Commission, also visited the Department and toured Canada in

November to discuss the various dimensions of our educational exchanges. The public affairs program for Japan received added emphasis during the year under review when Cabinet approved the recommendation that the Department's international cultural relations program be expanded in countries of greatest priority. In September, the Department received a cultural delegation from Japan to renew an intensified cultural program for the forthcoming year. These cultural consultations marked the tenth anniversary of the signing of the Canada-Japan Cultural Agreement.

Immigration

In 1986, the Asia and Pacific region accounted for the largest source of immigrants to Canada in all three major categories: family immigration, humanitarian immigration and business immigration. Canadian posts in Hong Kong, Bangkok, Manila, New Delhi and Islamabad were visited by members of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration, who examined family class processing and recommended ways to facilitate and expedite family reunion cases, many of which have been acted upon and others are under study.

Canada continued to do its share in resettling Indo-chinese displaced persons under relaxed selection criteria while supporting steps by the UN High Commissioner for Refugees to seek alternative durable solutions for the bulk of new arrivals. In addition, greater emphasis was placed on assisting Iranians and Afghans identified by the UNHCR throughout the area.

Business immigration was also a major focus. Some 800 entrepreneurs and their families were accepted from Hong Kong and they brought almost 700 million dollars to Canada and created or retained over 4 000 jobs.

Many tourists from the region visited EXPO 86. Students from Asia continued to form the largest part of Canada's foreign student population. The region was also the source of growing numbers of temporary workers, most of whom were to be employed as domestics.

CANADIAN TRADE WITH ASIA-PACIFIC
(in millions of Canadian dollars)

	Exports 1985	Imports 1985	Surplus (Deficit)	Exports 1986	Imports 1986	Surplus (Deficit)
<i>Pacific Rim</i>						
Australia	624.6	385.6	239.0	621.9	504.7	117.2
People's R. China	1 259.3	403.5	855.8	1 097.5	566.5	531.0
Fiji	2.2	6.6	(4.4)	5.9	4.8	1.1
Hong Kong	322.8	886.8	(564.0)	313.5	1 041.6	(728.2)
Indonesia	257.6	81.8	175.8	240.0	113.1	126.9
Japan	5 745.3	6 113.4	(368.1)	5 906.8	7 625.0	(1 718.2)
Korea, South	775.6	1 607.0	(831.4)	956.5	1 749.6	(793.1)
Malaysia	204.4	146.1	58.3	103.6	149.6	(46.0)
New Zealand	186.7	160.4	26.3	149.1	175.1	(26.0)
Papua N.G.	1.8	51.1	(49.3)	11.8	5.4	11.2
Philippines	45.8	109.1	(63.3)	49.4	108.9	(59.5)
Singapore	106.4	210.5	(104.1)	146.3	211.0	(64.7)
Taiwan	429.6	1 286.1	(856.5)	597.4	1 743.8	(1 146.3)
Thailand	127.0	108.7	18.3	105.3	150.0	(44.7)
Other countries	8.5	15.7	(7.2)	14.0	27.4	(13.4)
Total	10 097.4	11 572.2	(1 474.8)	10 319.0	14 171.5	(3 852.2)
<i>Other Asia</i>						
Bangladesh	105.8	16.4	90.4	101.2	18.5	82.8
Burma	5.3	0.8	4.5	0.3	1.6	(1.2)
India	488.7	168.2	320.5	346.6	165.5	181.1
Pakistan	94.1	30.0	64.1	64.8	146.9	(82.1)
Sri Lanka	22.4	33.0	(10.6)	28.9	35.8	(6.9)
Other countries	1.3	50.7	0.6	1.3	0.9	0.4
Total	718.6	249.1	469.5	543.2	369.1	174.1
Grand total	10 816.0	11 821.3	(1 005.3)	10 862.1	14 540.6	(3 678.5)

Africa and the Middle East

Africa remained an essential concern of Canadian foreign policy throughout this year, with the underlying difficulties being the thorny and still unresolved problem of *apartheid* in the Republic of South Africa and the persistently difficult economic conditions throughout the continent. The latter gave rise to a Special Session of the United Nations General Assembly in New York, from May 27 to 31. Canada took the pioneering step there of announcing a repayment moratorium on its development assistance loans to the sub-Saharan countries; a number are already taking advantage of this moratorium. The Minister for External Relations announced other measures which also demonstrated a more sustained commitment to development in Africa.

Canada's determination to play the role of a major political and economic partner in Africa was confirmed by the historic visits by the Prime Minister to Zimbabwe and Senegal in January-February 1987. Many new bilateral or multilateral projects were announced, including Canada's willingness to participate substantially in the large

tripartite project (Senegal, Mali, Mauretania) to develop the Senegal River following completion of the dam. The Prime Minister assured the six African heads of state or government with whom he met of Canada's support in the struggle against *apartheid*, and he had useful exchanges with them in anticipation of the Francophone and Commonwealth summits to be held in Canada in 1987.

Multilaterally, Canada also wanted to show its commitment to the African continent by making a request, which is now under study, to have its ambassador in Addis Ababa recognized as an Observer by the Organization for African Unity (OAU). The current president of the Organization, Colonel Denis Sassou-Nguesso, President of the People's Republic of the Congo, visited Canada in October 1986 and had useful exchanges of views on the economic and political situation in Africa.

After the UN Special Session on Africa there was coordinated follow-up action by the Economic Commission for Africa, acting in close collaboration with the Organization for African Unity. Canada's Ambassador to the United Nations, Mr. Stephen Lewis, was appointed in September as UN Secretary General de Cuellar's special adviser for

Africa. In this capacity Mr. Lewis provided active support, through visits to and contacts with African and donor countries, to the follow-up action foreseen by the UN Special Session.

Francophone Africa and the Maghreb

A significant visit to Canada by an African Head of State was made in November 1986 by Mr. Paul Biya, President of Cameroon; this provided an opportunity to review the growing economic relations and co-operation between Canada and Cameroon and to survey some current international questions, including the struggle against *apartheid* in South Africa.

Several dignitaries from the Maghreb and Francophone Africa also visited Canada and in particular Vancouver in connection with EXPO 86. They included the Ministers of Commerce of Senegal and the Ivory Coast, Mr. Touré and Mr. Kouandi, in May and July, and Algeria's Minister of the Post Office and Telecommunications, Mr. Benzaza, in June.

A number of other ministers also visited Ottawa or other Canadian cities including Cameroon's Minister of Justice, Mr. Benjamin Itoé, in April, Senegal's Minister of Justice, Madani Sy, in June; Benin's Minister of Foreign Affairs, Mr. Affo, in June; the Vice-Minister of Tourism of Algeria, Mr. Mentouri, in January 1987; Morocco's Minister of Commerce, Mr. Masmoudi, in August 1986; Algeria's Minister of Education, Mr. Bererhi, in June; Tunisia's Secretary of State for Co-operation, Mr. Ben Arfa, in October; Senegal's Minister of Equipment, Mr. Sagna, in September and Minister of Rural Development, Mr. Sagna, in May; Cameroon's Minister Mr. Mbella Mbappe in May; and Gabon's Minister of Lands and Forests, Mr. Mountsinga, in December. Besides Prime Minister Mulroney's visit in January-February 1987, two Quebec ministers made visits to Africa: Minister of International Relations, Gil Rémillard visited Tunisia, Senegal and Ivory Coast in May 1986; and Minister of Cultural Affairs and Deputy Prime Minister Mme Lise Bacon visited Algeria, Morocco, Ivory Coast and Senegal in February 1987. Senator Martial Asselin went to Togo in January.

Mme Monique Landry, Minister for External Relations, made her first trip to Africa in October 1986 as a result of the tragic death of President Samora Machel of Mozambique. In addition to representing Canada at his funeral, Mme Landry took the opportunity to visit several other countries in the region.

Some meetings of bilateral groups were also held during this period, which strengthened bilateral ties and enabled high-level exchanges with Zaire, Morocco and Burkina Faso. In addition, Canadian members of Parliament visited Senegal, Algeria and Tunisia.

Anglophone Africa

The outstanding Canadian event of the year in Anglophone Africa (as it was in Francophone Africa, see above) was Prime Minister Mulroney's official visit to several countries in early 1987. His visit to Zimbabwe was the first to that country by a Canadian Prime Minister. The visit gave important new impetus to Canada's relations with Zimbabwe and the Southern African region. In addition to bilateral meetings with the Government of Zimbabwe Mr.

Mulroney held quadrilateral discussions at Victoria Falls with his host, Prime Minister Mugabe, and Presidents Kaunda of Zambia and Masire of Botswana. A \$50 million interconnector project to supply power to the three countries was signed at that time and regional political developments in Southern Africa, including the racial conflict in South Africa and the economic and political threat which it poses to the Front Line States, were reviewed. During the same visit, the Prime Minister met privately with President Kaunda in Zambia.

Another noteworthy event was the Tenth Annual Southern Africa Development Co-ordination Conference (SADCC) consultations held in early February 1987 in Gaborone, Botswana. The Honourable Gerry Weiner, Minister of State for Immigration, led the Canadian delegation to this event, at which he expressed Canada's appreciation for the efforts and pragmatic approach of that organization in assisting the Front Line States towards achieving greater economic self-reliance.

A number of Canadian parliamentarians and the Standing Committee on External Affairs and International Trade travelled to meet with their counterparts in Ethiopia and Tanzania. Canada was represented at Independence Day anniversaries in Sierra Leone, by Mr. Howard Crosby, Q.C., M.P., and in Ghana by Mr. Roger Clinch, Parliamentary Secretary to the Minister for External Relations.

The Prime Minister of Uganda, Dr. Samson B.M. Kisseka, paid a one-day impromptu visit to Ottawa in March 1987. In talks with the Secretary of State for External Affairs and senior Canadian officials, Mr. Kisseka outlined Uganda's development plans and needs and looked to Canada for support in their rehabilitation and recovery program.

Ministers from Botswana, Tanzania and Mozambique also visited Canada during the year. Peter Mmusi, Vice President and Minister of Finance of Botswana, came to Ottawa in November in his capacity as Chairman of the Council of Ministers of SADCC. In October 1986, the Foreign Affairs Minister of Liberia, Mr. J. Bernard Blamo, made a working visit to Canada. During the same month the Tanzanian Minister of Communications and Public Works, Mustafa Nyangyani, visited Ottawa to discuss bilateral and regional concerns. At the end of the year, Teodato Hunguana, Minister of Information and Culture of Mozambique, spent two days in Ottawa during which he focussed attention on the growing economic, social and political problems faced by his country.

Other noteworthy events during the year included the first meeting of the Canada-Nigeria Joint Commission, in June 1986, at which the Nigerian Minister of National Planning, Mr. Kalu Kalu, led his country's delegation. The Nigerian Ministers of Communications and Transport also paid visits to Ottawa during 1986. At EXPO 86, Anglophone Africa was represented by Kenya, which provided an occasion for a visit to Vancouver by the Kenyan Minister of Transport and Communications.

A delegation representing the International Authority on Drought and Development visited Ottawa in March 1987 in order to solicit Canadian support for the Authority's regional projects in the Horn of Africa.

Canada was again called upon to provide food aid and other forms of humanitarian relief assistance to African countries suffering from the effects of drought (Ethiopia)

and civil war (Mozambique). The appointment of David MacDonald, formerly Africa Emergency Relief Co-ordinator, as Canada's Ambassador to Ethiopia, provided further evidence of Canadian commitment to Africa.

Trade

The continuing economic and financial difficulties affecting the development of a number of African countries last year helped cause a slight drop in trade between Canada and Africa. Commodity exchanges between Canada and Africa (excluding Egypt and Libya) amounted to \$1.94 billion in 1986, of which \$920 million were exports of Canadian products. Canada also provided Africa with consulting services worth an estimated \$250 million. Canada's main clients in 1986 were Algeria, Morocco, South Africa, Tunisia and Kenya.

In the year under review the Department continued its efforts to promote trade by organizing about 30 trade fairs for Canadian and African economic agents. The Department participated in fairs in Algiers, Dakar and Libreville, and in the African Telecommunications Exhibition in Nairobi. It organized eight trade missions, six of them from Africa, in the fields of agriculture, telecommunications, mines, industry, oil equipment and data processing. The Department also held an important aviation week in Algeria, and participated in two other seminars to promote exports to economic agents in Morocco and Tunisia.

The visit by the Prime Minister to Zimbabwe and Senegal in January 1987 highlighted the promotion of economic and trade activities with those countries. Nine African ministerial delegations, from Nigeria, Algeria, Ethiopia, Morocco and Madagascar, visited Canada for trade purposes, and meetings of bilateral commissions were held with Nigeria, Morocco and Zaire.

South Africa

Canada continued to press for a peaceful solution to the crisis in Southern Africa. The Commonwealth Eminent Persons Group, with full Canadian support and the Right Reverend Edward Scott as a member, reported in June. The Group's efforts to initiate dialogue, in the context of a suspension of violence on all sides, were not accepted by the Pretoria government. In their perceptive and thorough report, the Eminent Persons concluded that there had been no progress toward the dismantling of *apartheid* according to the criteria set out in the Nassau Accord of October 1985, and that there was no genuine intention on the part of the South African government to enter into serious dialogue with authentic black leaders on the future of the country. Seven Commonwealth Heads of Government, including Prime Minister Mulroney, met in London in August 1986 and accepted the basic conclusions of the report. Six countries, including Canada, agreed to adopt the following measures and to commend them to other Commonwealth members and to the wider international community;

- a ban on air links, on new investment or reinvestment of profits earned in South Africa, on the import of agricultural products, on all government procurement, on government contracts with majority-owned South African companies, on the promotion of tourism, on all

new bank loans to South Africa and on the import of uranium, coal, iron and steel from South Africa;

- the termination of double taxation agreements with South Africa and of all government assistance to investment in, and trade with, South Africa; and
- the withdrawal of all consular facilities in South Africa except for Canadian nationals and nationals of third countries to whom Canada renders consular services.

Canada has since implemented all of these measures. Some of them — such as the termination of the double taxation agreement and of government assistance to investment — were already in effect. Those dealing with government procurement were accomplished by the issuance of Treasury Board directives. The import bans were effected through amendments to the Import Control List. Other measures — including the bans on bank loans, new investment and the promotion of tourism — were successfully accomplished on a voluntary basis, through the co-operation of the industries concerned.

In September, the Secretary of State for External Affairs presented to the Secretary-General of the United Nations the first volume of the National Register of Anti-Apartheid Measures, established in 1985 to record voluntary actions taken by individuals, private organizations and other levels of government to demonstrate their opposition to *apartheid*.

A \$7 million program of educational assistance to South African blacks was approved in May 1986. The major part of these funds is to be applied to undergraduate scholarships and smaller-scale educational activities in South Africa. An increased allocation of \$1.5 million humanitarian aid to the families of political detainees was channelled through private organizations.

Canada also increased its efforts to help South Africa's neighbours reduce their economic dependence on South Africa. Financial support for the Southern Africa Development Co-ordination Conference increased to \$30 million annually for five years. Bilateral assistance for the SADCC countries was set at \$400 million over five years.

Canada frequently expressed concern about South African attempts to destabilize its neighbouring states and strongly condemned the May attacks on Botswana, Zimbabwe and Zambia. It also spoke out strongly against the reimposition of the national state of emergency in South Africa in June and the increase of human rights abuses that followed.

Efforts to promote dialogue with and within South Africa were continued, through meetings that the Secretary of State for External Affairs held with political, religious and other leaders from South Africa and through extensive consultations with other countries. As noted earlier in this chapter, Prime Minister Mulroney visited Southern Africa in January and had discussions with leaders of Zimbabwe as well as Zambia and Botswana.

In June Mr. Clark tabled in the House of Commons the First Annual Report on the Observance and Administration of the Code of Conduct Concerning the Employment Practices of Canadian Companies Operating in South Africa, presented to him by the Administrator of the Code, Mr. Albert Hart.

Canada maintained its interest and involvement in issues and events directly relevant to the question of Namibian independence both within the United Nations and in the Contact Group. In particular Canada has pressed within the UN and other international forums for the full and speedy implementation of UN Security Council Resolution 435, which provides a framework for Namibian independence.

The Middle East

The Secretary of State for External Affairs paid a highly successful visit to Jordan, Saudi Arabia, Egypt and Israel in April 1986. Throughout his tour Mr. Clark underlined Canada's commitment to peace with justice. He emphasized in particular Canada's fair-minded approach to Middle East problems and the practical contributions this country could make toward their resolution. He stressed especially the necessity for acceptance of Israel's right to live in peace within secure and recognized boundaries, as set out in Security Council Resolution 242, as well as the right of the Palestinian people to a homeland in the West Bank and Gaza Strip.

In discussing Canada's role in the region, Mr. Clark placed a heavy emphasis on the practical contributions Canada could make to support the efforts of leaders willing to take risks for peace, including then Prime Minister Peres of Israel, President Mubarak of Egypt and King Hussein of Jordan. As a concrete demonstration of support, Canada moved to implement a bilateral aid program in Jordan shortly after Mr. Clark's return. He identified this program as a priority initiative for Canada in support of our policy of concentrating on practical steps to facilitate progress toward peace. The bilateral aid program for Jordan is the first to be put in place with a Middle East country since Canada began development assistance to Egypt in 1976. Petro-Canada International Assistance Corporation has also recently initiated a major program to assist Jordan with seismological studies for hydrocarbon development.

Through measures such as development assistance for Egypt and Jordan, participation in peacekeeping forces, continuing support for the UN Relief and Works Agency and contributions to small development projects in the West Bank and Gaza Strip, Canada makes a direct and practical contribution to political and economic stability in the region.

In activities involving the United Nations, the concept of an international peace conference on the Middle East took on increasing importance. At the end of the year under review, however, major hurdles remained to be overcome, especially disagreement regarding the modalities of such a conference and whether it could be effective in promoting a settlement. Canada's delegation to the UN made clear our support for an international conference that facilitated direct negotiations between the parties.

A major element of Mr. Clark's Middle East tour was to provide an impetus to Canada's growing trade relations with countries in the region. The Middle East remained an important market for Canada and total Canadian exports in 1986 to the region reached some \$2 billion. Canadian companies participating in the active Fairs and Missions program of the Department made significant headway in

developing new opportunities; some 90 per cent of business visitors reported sales as a result of the program.

Saudi Arabia, Kuwait, the United Arab Emirates, Oman, Qatar, and Bahrain are major markets for Canadian exporters. Despite the reduction in income caused by lower oil prices, these countries are important export clients and are likely to remain so. For Canadian companies willing to pursue them, substantial market opportunities exist in fields such as operations and maintenance, education and health care, agriculture and automotive spare parts.

Saudi Arabia participation in EXPO 86, where it had a highly successful pavilion and the visit by the Saudi Minister of Post, Telephone and Telegraphs, Dr. Kayyal, underlined Canada's growing bilateral ties with the Kingdom as with other Middle East partners.

On the investment side, increased Middle East interest in Canada was evident, with substantial movement of funds and direct investment taking place. The Business Opportunities in Canada Conference attracted over 100 business visitors from the Middle East and further stimulated the region's interest in Canada. It is expected that this trend will continue.

Canada also benefits from increased interest in business migration from the Middle East. Over 200 jobs were created in 1986 by 77 Middle East entrepreneurs, who brought \$34.2 million into Canada. This is just a part of the over-all total of 266 business immigrants accepted as landed immigrants in the first nine months of 1986, a 57 per cent increase over the same period in 1985. The Middle East increased its share of business immigration into Canada from 10 per cent in 1985 to 14 per cent in 1986.

Although the Canadian embassy in Abu Dhabi was closed as part of the fiscal restraint program, service continued to be provided by our embassy in Kuwait, which has had its commercial division strengthened. An active program of visits by our trade commissioners combined with fairs and missions will help to ensure that commercial doors remain open for Canada.

In Israel, under the terms of the 1984 National Unity Government agreement, Mr. Yitzak Shamir became Prime Minister in October 1986. His predecessor, Mr. Shimon Peres, paid a highly successful visit to Canada in September 1986. The Israeli Minister of Education and Culture, Mr. Yitzak Navon, and Mr. Abba Eban, Chairman of the Knesset Foreign Relations Committee, also visited Canada during the course of the year.

Internal strife deepened during 1986 in Lebanon, culminating in the "war of the camps" in which the Amal militia besieged the Palestinians in their refugee camps in West Beirut and South Lebanon. As a result of this strife, Canada made increased emergency contributions through international and non-governmental organizations to assist the civilian populations most directly affected in Lebanon. Canada also made *démarches* to those best placed to lift the siege and permit relief supplies to reach the camps.

Proof offered by the UK authorities of involvement by Syrian officials in an attempt to sabotage a civil aircraft at Heathrow airport led Canada to withdraw its ambassador from Damascus in protest. He returned early in 1987, conveying a stern message respecting terrorism.

Canada continued to support strongly international efforts to promote a peaceful, negotiated settlement to the Iran-Iraq conflict. To this end the Canadian government maintained its embargo on arms sales to the belligerents, expressed its concern about the use of chemical weapons, and repeatedly urged both sides to undertake conciliatory measures and respect international humanitarian law.

Latin America and the Caribbean

Relations between Canada and the region encompassed a broad range of interests and activities. Democratic progress throughout the region has been sustained and the region itself displayed a greater sense of unity and cohesion. In spite of this continuing positive trend, many countries remained profoundly affected by economic and social problems including massive debt burdens, unemployment, depressed commodity prices and inflation. The growth of the narcotics industry in many parts of the region constituted a significant challenge to some governments, as did the activities of a number of terrorist and guerrilla groups. Political tension and armed conflict in Central America remained a cause for continuing concern.

The burden of external debt continued to threaten the economic and political stability of many countries and was the subject of intense discussions in both bilateral meetings and international forums. Of particular note was the January 1987 Special Ministerial Conference, held in Mexico City under the auspices of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean, which focused on the important linkage between debt and economic development.

In spite of serious economic difficulties, many countries began to show signs of renewed economic growth in the year under review, including rising import levels. In 1986, total Canadian exports to the region amounted to \$3.01 billion, an increase of nearly 10 per cent over 1985; imports declined from \$4.57 billion in 1985 to \$3.98 billion, a drop which mainly reflected declining oil prices. Prospects for the continued expansion of commercial ties appeared good.

Canada continued to assist in economic and social development in the region through programs administered by both the Canadian International Development Agency and the International Development Research Centre, as well as through involvement in multilateral regional organizations such as the Caribbean Community and Common Market (CARICOM), the Pan-American Health Organization (PAHO), and the Inter-American Institute for Co-operation in Agriculture (IICA). Canada also provided assistance through regional lending institutions such as the Inter-American Development Bank and the Caribbean Development Bank. Many Canadian non-governmental organizations were engaged in grass-roots development projects.

Human rights developments throughout the region remained an issue of considerable interest and concern to the government and to the Canadian public. Exchanges of views were held with Church groups and other non-governmental organizations. Assistance to refugees continued to be an important activity.

South America

Relations between Canada and the countries of South America continued to develop in a satisfactory manner. A useful mechanism for managing these relationships has been the joint commissions, which permit ministers and senior officials to review formally a range of activities and to identify new areas of co-operation and collaboration. Such mechanisms now exist with Argentina, Brazil and Venezuela.

Brazil

In Brazil, the government headed by President José Sarney continued to strengthen the transition to civilian rule as well as to confront major economic and social challenges. On November 15, 1986, the nation held congressional and state elections, which marked a further step in the consolidation of democracy in Brazil and it began the process of creating a new constitution.

Canada-Brazil relations continued to grow, particularly in the economic area. Two-way trade in 1986 was \$1.47 billion, with a surplus of \$168 million in Brazil's favour. On May 15, 1986, a bilateral air agreement was signed, allowing the commencement of formal scheduled air service between the two countries. The tempo of official visits declined somewhat, due to preoccupation with domestic political and economic developments.

The Southern Cone

Argentine President Raul Alfonsín's efforts to rebuild democratic institutions throughout the country continued. His government pressed ahead with its bold policy of prosecuting members of the Argentine military for human rights violations during the period of military rule and it began to play a more active role in regional affairs. Although prospects for an early settlement of the Falklands-Malvinas issue with the United Kingdom remain dim, a formal agreement resolving the long-standing dispute with Chile over the status of the Beagle Channel was signed in March 1987. In August 1986, the presidents of Brazil and Argentina met and signed an historic agreement on economic co-operation and integration, which could have profound implications for the region.

Relations between Canada and Argentina continued to develop across a broad spectrum. In September 1986, the Secretary of State for External Affairs, accompanied by a group of businessmen, paid an official visit to Argentina and announced a technical co-operation program between the two countries. This visit reflected the intensification of the Canada-Argentine relationship and the growing interest among Canadian firms in pursuing commercial opportunities in Argentina. The Argentine Secretary of Communications visited Canada during September 1986.

In Uruguay, President Sanguinetti continued his program of bolstering democratic institutions. Efforts continued to further develop the Canadian relationship with that country and to identify areas for future collaboration. In May, Foreign Minister Iglesias paid an unofficial visit to Canada and contacts were further strengthened during the course of Mr. Clark's visit to Punta del Este in September 1986 to participate in the Multilateral Trade Negotiations. At that time Canada announced a technical co-operation program with Uruguay.

In Paraguay, President Stroessner maintained his firm control over the country, although there were indications of growing instability in his 32 year-old regime.

In Chile, the highly-charged political situation was overshadowed by reports of violations of fundamental human rights and by the increased use of violence by both supporters and opponents of the regime. The junta continued its measured preparations for a 1989 presidential plebiscite and for the 1990 assembly elections. In spite of unsettled political circumstances, the Chilean economy showed encouraging signs of renewed growth. Bilateral relations with Chile continued to be constrained by human rights considerations and Canadian concerns were registered on many occasions throughout the period under review. In September, a delegation of Canadian parliamentarians visited Chile to meet with government leaders and with members of the democratic opposition and human rights groups.

The Andean Countries

In 1986-87 the Venezuelan economy continued to be affected by low world oil prices, which made it difficult for the government headed by President Luisinchi to insulate Venezuelan society from the economic shock. Notwithstanding, Canadian exports rose to \$322 million in 1986 and imports fell by 52 per cent to \$516 million, reflecting lower world petroleum prices. Venezuela is one of Canada's largest offshore oil suppliers and as a result of its active membership in both the Contadora and Cartagena Groups and in the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC), and its long-term interest in the Caribbean, it remains an important interlocutor. The bilateral relationship was given further impetus by the official visit of the Secretary of State for External Affairs in September, accompanied by a group of Canadian businessmen and investors. A Memorandum of Understanding on cultural relations was signed at the time. Canada's Energy Minister also paid a visit to Venezuela in February 1987.

In Colombia, a new civilian government led by President Virgilio Barco was sworn in on August 7, 1986. Although there have been marked changes in the style of the new government, there have not, as yet, been any significant policy shifts. The Colombian economy continued to perform well and this was reflected in rising Canadian exports (\$178 million in 1986). In June 1986, Canada signed a Memorandum of Understanding on Co-operation in Agriculture and in July an additional Agreement on the Peaceful Uses of Atomic Energy. Colombia remained a country of concentration for CIDA and Petro-Canada International Assistance Corporation continued its active involvement in the petroleum sector. In December 1986, Colombian Interior Minister Cepeda visited Canada.

In Ecuador, the government of President Febres Cordero continued to face political challenges by an opposition-controlled Congress and the economic consequences of declining international oil prices. In 1986, Canada's exports to Ecuador increased by 65 per cent to \$79 million, and imports from Ecuador rose 29 per cent to \$92 million. Vice-President Penaherrera visited Canada in November 1986. Due to budgetary restraint Canada closed its embassy in Quito in March 1987; Ecuador announced the closure of its Ottawa Embassy effective February 28. In

March 1987, a severe earthquake devastated much of Ecuador's petroleum infrastructure. Canada, through CIDA, provided emergency relief valued at \$150 000 to the Red Cross and PAHO. A \$2.5 million scholarship program financed by CIDA was also announced in March 1987.

The Peruvian Government, led by President Alan Garcia, continued to grapple with the pressing need for economic and social reform while confronting a growing insurgency movement. Alleged violations of human rights by the security forces were reported. The Peruvian economy made marked gains in many sectors in 1986 which resulted, in large measure, from Peru's controversial policy on debt repayment. The growth of Peru's official arrears owing to Canada, and the delay in any positive movement on the part of the Peruvian authorities to address this question, had a serious impact on the bilateral relationship during the 1985-87 period. Although there were no official visits between Canada and Peru, a Canadian parliamentary delegation visited Lima in September 1986.

In Bolivia, the government of President Victor Paz Estenssoro continued to struggle with serious economic and social challenges. While there has been considerable success in controlling hyper-inflation, it was attained at a heavy social cost.

Organization of American States

While Canada retained its formal observer status with the Organization of American States, it continued to be involved as a full member in a number of Inter-American specialized agencies including the Pan-American Institute for Geography and History (PAIGH), PAHO, IICA and the Inter-American Committee on Telecommunications. Canada will be host for the next board meeting of IICA in August-September 1987.

Mexico

Mexico continued to face serious economic difficulties in the year under review, largely as a result of depressed oil prices and the burden of servicing its external debt. Contacts between Canada and Mexico were reinforced in a number of areas, by visits of the Canadian Minister of Agriculture, John Wise, in connection with the Governing Board of the IICA, the Minister of State for Fitness and Amateur Sport, Otto Jelinek, the Minister of Energy Mines and Resources, Marcel Masse, and others. The Mexican Minister of Energy paid a visit to Canada and, in November 1986, the President of Mexico made a brief stopover visit in Vancouver. Among other exchanges were visits of parliamentarians to Mexico City and Calgary. Mexico remained an important trading partner for Canada; our exports were \$397 million and imports \$1.2 billion which included, for the first time, a larger quantity of manufactured goods than petroleum. Mexico remained a significant destination for Canadian tourists. Canada continued its program of providing assistance to Mexican rehabilitation efforts following the 1985 earthquake.

Central America

Canada's policy towards Central America is based on the belief that socio-economic disparity is the cause of

political tension and conflict in the region. Canada remains committed to helping wherever possible to find solutions to some of the region's problems. Our policy takes two main forms. First, Canada maintains a balanced flow of official development assistance to Central American countries. This commitment recognizes and responds to the very real conditions of hardship faced by many of the people of Central America, and is within the context of the humanitarian traditions of Canada.

The second main element of Canadian policy was support for the Contadora peace process. The members of the Contadora Group—Mexico, Venezuela, Colombia and Panama—and the Contadora Support Group—Argentina, Brazil, Peru and Uruguay—continued over the past year in their efforts to find a comprehensive and workable regional peace agreement acceptable to the five Central American countries. Canadian support for Contadora derived from our traditional opposition to third party intervention in Central America and from our conviction that regional solutions are required for regional problems. Canada supports peaceful negotiated settlements to the disputes in Central America and continued to make this view known to all of the parties involved. The Prime Minister made this position clear in a speech before the Inter-American Press Association in Vancouver in September 1986. Canada also indicated its willingness to provide practical assistance for Contadora, where appropriate. Drawing on its experience in international peacekeeping operations, Canada's offer to provide advice on the design of the security and control aspects of an eventual peace agreement remained on the table.

Several initiatives within the Contadora context provided some encouragement after the disappointing failure to meet the June 6, 1986, deadline for signing an agreement. In January 1987, the Foreign Ministers of the Contadora Group and those of the Contadora Support Group conducted a joint mission to Central America, together with the Secretaries-General of the UN and the OAS. Mr. Clark sent a message to the group at the time reaffirming Canada's strong support for the Contadora process. A similar letter of support had been sent in July 1986 when it appeared that the process had stalled. Another potentially hopeful sign was the peace initiative begun by President Oscar Arias of Costa Rica, an initiative which stimulated direct discussions among the five Central American countries and which is being pursued within the context of the Contadora process.

The Secretary of State for External Affairs discussed Contadora issues with the Foreign Ministers of Venezuela, Argentina and Uruguay during his visit to those countries in September 1986.

The democratization of political life contributed to notable human rights improvements, though continuing abuses remained a matter for concern. In Nicaragua, a new constitution was put into place in January 1987 and Canada looked forward to the restoration of the civil liberties suspended under the state of emergency laws.

In the UN General Assembly, Canada maintained its distinctive position on Central America. In November 1986, Canada voted in favour of a resolution calling upon the United States to abide by the decision of the International Court of Justice in the Nicaragua vs. United States

case. In the same month, Canada supported resolutions calling for further human rights reforms in El Salvador and Guatemala. In the General Assembly debate on Central America, Canada called on the parties involved to demonstrate the political will to ensure the success of the Contadora process. These positions were maintained at the UN Commission on Human Rights meeting in Geneva in February 1987.

Two-way trade with Central America — excluding Mexico — totalled \$372 million in 1986, an increase from \$260 million in 1985. Canada participated in several major trade fairs in Central America with excellent results.

The flow of Central Americans claiming refugee status at the Canada-US border increased dramatically in late 1986 and early 1987. To deal with the flow, new measures were put into place making it necessary for refugee applicants to return to the US pending scheduling of a hearing. The number of refugees from the region accepted for immigration continued at a high level. The total number accepted in 1986 was somewhat in excess of 3 200, the largest number of Central American refugees accepted for resettlement by any major industrialized country.

The Caribbean

For reasons of proximity and history, common values and political commitment, a special relationship has evolved between Canada and the Commonwealth Caribbean and it has been confirmed by successive Canadian governments. The West Indies is the Third World region closest to Canada and the best known to Canadians. There are some 400 000 first and second generation West Indians in Canada. Canada is perceived in the region as a country whose economic assistance and political commitment are offered without political conditions. Significant trade, banking and investment links extend back into the last century. The Commonwealth Caribbean is a Third World region that with a few exceptions has continuously sustained democratic and parliamentary traditions within the rule of law.

The year under review saw the implementation of the CARIBCAN, which had been introduced by Prime Minister Mulroney the year before in order to promote economic and trade development in the region. CARIBCAN gives Commonwealth Caribbean exporters duty-free access (with a few exceptions) to Canadian markets. Preliminary indications are that the initiative has been well received by the Commonwealth Caribbean business community.

Some of the economic difficulties which troubled the region in 1985-86 began to turn around last year. There was modest growth in the economies of several of the Caribbean countries. Export earnings, however, were negatively affected by the low prices of such export commodities as bauxite, aluminum, nickel, sugar and bananas. The region had another excellent year for tourism, remaining a favourite Canadian destination and receiving a total of over 800 000 visits from Canadians alone.

A meeting of the Joint Trade and Economic Committee established by the Canada-Caribbean Community Trade and Economic Co-operation Agreement, was held in

Georgetown, Guyana, in February 1987. This productive meeting provided an opportunity to discuss and resolve a wide range of trade and development assistance issues.

In Guyana itself, some positive developments continued under the leadership of President Desmond Hoyte, including the emergence of an independent newspaper, and a more flexible approach to economic development. However, the problem of outstanding foreign debt has made it difficult to carry out economic reform. Canada is the largest bilateral aid donor and is one of the few countries to have maintained a development assistance program in Guyana.

Canada continued to support the process of democratization and political reform in Haiti. The Minister of External Relations visited Haiti in November 1986, the first official visit by a Canadian Minister. Canada doubled

its bilateral aid to Haiti and provided training for electoral officers.

Total Canadian development assistance to the Caribbean last year was about \$70 million. Much of this went in support of projects in the areas of human resource development (training), transportation, energy, agriculture, forestry and water. As in previous years the Caribbean was the highest per capita recipient of Canadian aid in the world.

The volume of trade between Canada and the Caribbean was over \$1.2 billion in 1986. Canada exports mainly food products, including fish, telecommunications equipment and paper products to the region, while major imports include unprocessed metals, crude petroleum, steel products, and rum.

CANADIAN TRADE WITH SOUTH AMERICA
(in thousands of dollars)

	EXPORTS		IMPORTS	
	Percentage increase from 1985	1986	Percentage increase from 1985	1986
Argentina	30.2	59 746	-3.9	87 269
Bolivia	201.5	8 926	14.6	9 591
Brazil	-2.2	652 128	1.5	821 641
Chile	10.7	86 317	-2.4	127 333
Colombia	8.1	159 052	39.6	124 050
Ecuador	65.2	79 309	29.0	92 227
French Guiana	.	3 303	-72.7	66
Guyana	6.7	4 517	15.4	26 917
Paraguay	13.0	2 386	126.0	7 243
Peru	139.0	110 918	-3.3	65 724
Surinam	-64.0	1 308	165.6	1 665
Uruguay	148.9	12 653	78.9	14 862
Venezuela	5.2	323 186	-2.7	516 069
TOTAL:	10.8	1 503 749	-20.9	1 894 658

CANADIAN TRADE WITH THE CARIBBEAN AND CENTRAL AMERICA
(in thousands of dollars)

	EXPORTS		IMPORTS	
	Percentage increase from 1985	1986	Percentage increase from 1985	1986
The Bahamas	1.6	26 305	-23.3	29 808
Barbados	26.0	41 305	204.2	21 278
Belize	-8.9	3 973	-75.6	1 211
Bermuda	-8.5	29 818	•	27 901
Costa Rica	26.6	26 302	36.9	56 557
Cuba	10.0	361 238	59.7	71 123
Dominican Republic	51.2	52 995	97.4	36 049
El Salvador	-25.6	11 261	80.4	64 188
French West Indies	69.9	1 889	983.8	1 268
Guatemala	-13.6	14 795	54.3	40 362
Haiti	-18.7	20 789	28.0	12 265
Honduras	-0.7	13 971	-1.0	20 678
Jamaica	31.7	70 026	-3.4	149 903
Lee-Wind Islands	89.4	77 300	120.2	5 386
Mexico	1.6	397 438	-11.4	1 179 552
Neth. Antilles	-16.7	6 773	-19.3	16 299
Nicaragua	21.0	22 683	33.1	34 111
Panama	-22.5	40 624	24.4	27 965
Puerto Rico	-4.2	202 059	-2.2	194 747
Trinidad & Tobago	-11.2	85 987	83.0	54 090
U.S. Virgin Islands	-63.1	4 899	49.5	40 799
TOTAL	5.1	1 512 429	1.1	2 084 731

• Percentage increase exceeds 999 per cent.

Chapter 5

DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

Arms control and disarmament

Canada continued its multi-faceted efforts to promote progress in the field of arms control and disarmament in the period under review. It was an especially active year for Canada and the international community, with the first multilateral arms control/security agreement in over a decade reached at the Stockholm Conference on Confidence- and Security-Building Measures in Europe, a superpower Summit meeting in Reykjavik, Iceland, and significant progress made in the bilateral US-USSR negotiations on nuclear and space arms in Geneva.

The Secretary of State for External Affairs outlined Canada's arms control activities in an address to the UN General Assembly on September 24, 1986, where he applauded the new dialogue between the United States and the Soviet Union and called for progress in the bilateral talks in Geneva. He stressed that Canada would strive for a ban on chemical weapons, the prevention of an arms race in outer space and the eventual conclusion of a comprehensive nuclear test ban. Mr. Clark said that Canada would seek to play an active role in strengthening the nuclear Non-Proliferation Treaty. He also placed special emphasis on the efforts made by Canada in developing the verification techniques needed to provide the confidence necessary to assure compliance with arms control agreements.

In its diplomatic efforts, Canada continued its participation in the multilateral disarmament forums including the Conference on Disarmament in Geneva, the Mutual and Balanced Force Reductions Talks (MBFR) in Vienna, the United Nations First Committee, which deals with international security matters, and the United Nations Disarmament Commission. Canada was also active in meetings of the preparatory committee for the international conference, to be held in the summer of 1987, on the relationship between disarmament and development. Canada also participated in the successful Second Review Conference on Biological and Toxin Weapons held in September 1986 in Geneva. Of particular note in the multilateral context was the successful conclusion in September 1986 of the 35-nation Stockholm Conference on Confidence- and Security-Building Measures in Europe. The Stockholm Document, to which Canada is a signatory, will bring greater openness and predictability to military affairs in Europe through agreement on a series of confidence-building measures. The Stockholm Document contained procedures for air and ground on-site inspections of military activities, which Mr. Clark hailed as a "landmark achievement" in the field and a precedent for other negotiations. The successful efforts of the Stockholm Conference were being reviewed at the Conference on

Security and Co-operation in Europe (CSCE) Follow-up Meeting, which convened in Vienna in October 1986.

Canada pursued its bilateral consultations on arms control and disarmament issues with a number of countries active in this area, including Australia, the United States, France, the German Democratic Republic, Czechoslovakia, the Federal Republic of Germany and the Soviet Union. The Secretary of State for External Affairs had a lengthy and productive discussion of arms control and disarmament issues with Soviet Foreign Minister Eduard Shevardnadze during the latter's visit to Canada in October 1986. Canada's Ambassador for Disarmament, Mr. Douglas Roche, also discussed these questions with Soviet officials and the academic community during a speaking tour of the USSR in December 1986.

Reykjavik Summit

One of the major events in the period under review was the US-USSR Summit meeting in October 1986 in Reykjavik, where significant convergence of positions occurred between US President Reagan and USSR General Secretary Gorbachev on a number of issues. Prime Minister Mulroney and other Alliance heads of government were briefed by President Reagan at a special meeting of the North Atlantic Council on October 13.

Speaking in the House of Commons on October 15, Mr. Clark indicated Canada's positive response to developments at Reykjavik, developments which he said clearly demonstrated that grounds existed for advances in arms control and disarmament. On October 21 he said in the House that the Reykjavik Summit demonstrated the seriousness of both sides and that, while arms control is possible, it will not come easily. "It is a deliberate and difficult process," he said. He also noted the divergence of views on the future role of strategic defences and called for ways of managing the research on defensive weapons in which both sides are engaged. The impetus given to the negotiating process by the Reykjavik Summit was followed up in the US-USSR bilateral negotiations in Geneva, where considerable progress was made, particularly in discussions on eliminating INF missiles from Europe. Canada welcomed as a positive development the February 28 statement by General Secretary Gorbachev that the Soviet Union was willing to conclude a separate agreement on intermediate-range weapons in Europe.

Verification, chemical weapons and outer space

Canada achieved greater international recognition of the important role of verification in the arms control and disarmament process by sponsoring a resolution on the role of verification for the second successive year at the UN General Assembly. This resolution was again adopted

by consensus at the 1986 session, receiving even greater support among UN member states than in 1985, with twice the number of co-sponsors as previously, including representatives from the Western states, Eastern Europe and the neutral and non-aligned nations. Canada's practical emphasis on verification was pursued during the period under review through the Department's Verification Research Unit, which continued its research into various aspects of the verification question. One example of this work was Canada's serving as host for an international workshop on seismic data exchange in October 1986, involving experts from 17 countries. This workshop was conducted in support of the *Ad Hoc* Group of Scientific Experts on the Conference on Disarmament and was particularly relevant since agreed arrangements for the exchange of seismic data would be needed to verify a complete ban on nuclear testing. The Secretary of State for External Affairs and the Minister for Mines and Resources both paid a visit to the workshop and discussed the issues with participants.

Canada also participated in discussions in the Conference on Disarmament in Geneva dealing with other issues, in particular chemical weapons and outer space. In the period under review Canada submitted its third working paper, relating to existing international law relevant to outer space, as a contribution to the increasingly active discussions on the prevention of an arms race in outer space. Canada also sent experts, including scientists from the Department of National Defence and from the University of Saskatchewan, to the Conference on Disarmament in support of the important negotiations toward a comprehensive ban on chemical weapons.

UN International Year of Peace

The continuing dialogue between the Canadian government and public on arms control and disarmament issues was also pursued with vigour during the period under review. The non-governmental Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs, which brings together representatives of Canadian disarmament organizations, academics and concerned individuals, met in Ottawa in October 1986 to discuss the inter-relationship between arms control and disarmament and defence. In April 1986, representatives of this group and members of the public met with the Ambassador for Disarmament at meetings in every province to discuss the UN International Year of Peace (IYP) and the question of the relationship between disarmament and development. This cross-Canada tour formed part of Canada's special program to mark the IYP, which also included a contribution to the IYP Trust Fund of the UN, the preparation of a book of essays on IYP themes, a national essay competition on the IYP, and the issuing of a commemorative IYP stamp by Canada Post and an IYP coin by the Royal Canadian Mint. Funding priority was also given to IYP projects that met the appropriate criteria through the Disarmament Fund. Canada was presented with a commemorative IYP medal by the UN for its having set up a national commission to mark the IYP. The *Disarmament Bulletin*, a publication providing information on Canada's arms control and disarmament activities, produced by the Department, also

received wide dissemination in Canada and abroad and contributed to the public discussion of these issues.

Defence and NATO

The period under review was particularly active for NATO. Alliance foreign and defence ministers devoted considerable attention to East-West relations and arms control and disarmament negotiations. Both the spring and autumn series of meetings of foreign and defence ministers were dominated by intensive Alliance discussions on arms control and disarmament issues, in particular to assess the role of the Soviet leader Mikhail Gorbachev and the implications of his various proposals for arms control.

For Canada, one of the most significant events of the year was the North Atlantic Council ministerial meeting held in Halifax on May 29-30, 1986. In a break from the standard format, foreign ministers had an unstructured free-wheeling exchange of views on developments in East-West relations since the October 1985 superpower summit in Geneva, focusing particularly on the responses of Mr. Gorbachev and his Warsaw Pact allies to western arms control and disarmament proposals. The most notable result of these discussions was the Halifax Statement, announcing the establishment of a High Level Task Force charged with formulating proposals for "bold new steps" in conventional arms control in Europe.

Defence ministers also discussed these issues at their May 22, 1986, meeting in Brussels, but their major decision concerned the approval and adoption of the 1987-1992 Force Goals. There was some public attention given to the fact that this involved acceptance of plans by the United States to modernize its chemical weapons stockpiles. (The United States had implemented a unilateral moratorium on chemical weapons production beginning in 1974, whereas the USSR had continued to produce such weapons.)

Following the October 13 briefing by President Reagan, the implications of the Reykjavik proposals were further discussed at NATO foreign and defence ministers meetings in Brussels in December 1986. The foreign ministers also reviewed an interim report from the High Level Task Force and issued the Brussels Declaration on Conventional Arms Control in December, which led to new discussions among the members states of NATO and the Warsaw Pact on conventional arms matters.

Throughout 1986 and into 1987, Canada continued its review of defence policy. As part of this review, in February 1987 the Government initiated discussions with its NATO Allies, with a view to producing a White Paper on defence later in the spring.

Canada-US defence relations

Canada-US bilateral defence relations continued to build on the agreements reached at the Quebec and Washington Summit meetings of President Reagan and Prime Minister Mulroney. The bilateral agreement providing for co-operative testing of underwater weapons at the Nanoose range was renewed and there was a successful resumption of air-launched cruise missile testing in October. Most importantly, preparation for the implementation of the

ambitious North American Air Defence Modernization program continued apace. As part of this modernization program, it was announced in March that five northern Canadian airfields will be upgraded to permit forward deployment of Canadian CF-18 aircraft and thus enhance our detection and interception capability in Canada's northern airspace. Consultation at meetings between the respective defence ministers and bodies such as the Permanent Joint Board on Defence underlined the vitality and importance of the bilateral defence relationship.

On the defence industries side a number of new initiatives for bilateral co-operation occurred through the Precision Guided Munitions task force and exchanges in the USAF's Project Forecast II of advanced technologies. Considerable activity also took place between Canada and all three US service elements to identify additional potential projects for joint development under the Canada-US Defence Development Sharing Arrangement (see also Chapter 2).

Peacekeeping

Canada continued to contribute to the maintenance of peace and security through the provision of approximately

900 troops to peacekeeping operations. Canadians served under the UN flag in the UN Force in Cyprus, the UN Disengagement Observer Force on the Golan Heights, and the UN Truce Supervision Organization in the Middle East. Canada also continued to provide airlift support for the twice-annual move of the headquarters of the UN Military Observer Group India-Pakistan.

In peacekeeping outside UN auspices, the Canadian helicopter unit in the Multinational Force and Observers completed its first full year of duty in the Sinai peninsula.

Canadian officials continued to participate in peacekeeping discussions in the UN General Assembly, and participated in exchanges of information on peacekeeping through seminars conducted by the International Peace Academy in conjunction with Canadian and US universities.

Military Assistance Training Program

During the 1986-87 fiscal year, 51 training courses were provided under the Military Training Assistance Program to military personnel from 13 non-NATO countries, primarily from the Commonwealth Caribbean and Africa.

Chapter 6

PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Consular services

Canadians are travelling abroad in ever-increasing numbers and seem each year to venture off to farther and riskier regions of the world. Thus it is not surprising that an increasing number encounter difficulties and turn for help to the 135 Canadian consular offices located around the world.

The Department, through its Consular Program, provides protection and assistance to Canadians abroad in distress. In 1986, Canadian missions abroad extended more than 625 000 individual services to Canadian citizens. These services included: issuing passports; performing certain citizenship services; assisting in the transfer of funds or the return to Canada of destitute or incapacitated Canadians; ensuring that detained or imprisoned Canadians are treated fairly under the laws of the host countries; providing advice and information, or taking a supporting role to assist Canadians in situations involving problems such as illness, death, child custody, and lost or stolen property; facilitating detainees' communication with families and friends in Canada, and in some cases assisting in their transfer to Canadian prisons. Canada has bilateral treaties on the transfer of offenders with Bolivia, France, Mexico, Peru, and the United States; transfer is also possible under the European Convention on the Transfer of Sentenced Persons, to which Austria, Canada, Cyprus, Denmark, Finland, France, Spain, Sweden, the United Kingdom, and the United States are now parties.

Major crises of 1986, like the Chernobyl disaster, coups in South Yemen and Uganda, the crises in the Philippines and Haiti, the hijacking of an aircraft at Karachi, and the Dupont Plaza hotel fire in San Juan, Puerto Rico, placed heavy demands on consular services overseas and at headquarters. Such events, involving serious physical danger and emotional distress to large numbers of Canadians, require rapid, efficient and flexible responses. The Department has developed effective crisis management procedures for assisting Canadians in such circumstances. In order to improve its ability to handle crises, the Department has thoroughly revised its contingency planning system; registration procedures for Canadians abroad have been streamlined and the information computerized.

In face of the increased demands on the consular services, consular training continued to be given a high priority. Through special presentations, case studies, discussion and simulations, departmental personnel were familiarized with consular policy and its application. In all, 130 employees in Canada and abroad took consular training courses in 1986.

Another service provided by the Department is a public awareness program, the purpose of which is to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the consular services available at Canadian missions. The information is disseminated in a booklet entitled "*Bon Voyage, but...*" and through radio talk shows as well as through interviews with journalists. About one million copies of the booklet are distributed each year to travelling Canadians at passport offices and travel agencies. It is revised annually to reflect altered circumstances concerning travel abroad. The Department also provides, on request, information about the advisability of travelling to specific locations, and in exceptional circumstances issues travel warnings. A new initiative was the publication of a booklet on the services which the Department can provide in cases of arrest and imprisonment of Canadians abroad.

In some areas where Canada has no regular diplomatic or consular representation, honorary consuls provide limited consular services to Canadians travelling or living abroad, especially when they face emergencies. Honorary consuls also frequently assist other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During the past year honorary consuls were appointed to Glasgow, Fiji, Luxembourg, Guadalajara, Montevideo and Monaco. Canada has also concluded with Australia a Memorandum of Understanding under which both countries extend specified consular services to the citizens of the other country in certain locations around the world.

SELECTED CONSULAR STATISTICS

Canadians registered abroad	50 142
Canadians residing abroad, including dual nationals (estimated number)	3 million
Passports (1986-87 fiscal year)	
Valid passports in circulation	4 464 342
Total issued	980 000
Issued by missions abroad	60 000
Increase in total issued by missions abroad over that of the previous year	1.2 per cent
Travel (calendar year 1986)	
Total visits abroad	40.4 million
United States (of which approximately 10.8 million stayed at least one night)	38.1 million
Countries other than the United States	2.3 million
Europe (preliminary estimate)	1 119 000
Bermuda and the Caribbean (preliminary estimate)	481 000

Consular activities (calendar year 1986)

Total number of cases or services rendered (approximate) 627 498

a) Cases:

Repatriation	484
Hospitalization or medical treatment	1 590
Deaths	1 789
Detainees	1 102

b) Services:

Passport	165 396
Citizenship	42 364
Legal and notarial	25 976
Requests for financial assistance or transfers	4 266
Well-being and whereabouts	8 400
Registration of Canadians	27 306
Advice and assistance	202 250
Child custody	905
General and miscellaneous enquiries (counter cases)	145 670

Consular resources (1986-87 fiscal year)

Funds advanced against undertaking to repay

1982-83	\$ 144 000
1983-84	\$ 147 000
1984-85	\$ 102 430
1985-86	\$ 104 261
1986-87	\$ 121 993

Recovery rate 25 per cent

Person-years devoted to consular work at headquarters and abroad (expressed as equivalent number of positions) 198

Passport services

The Passport Bureau issues regular, diplomatic and special passports to Canadians and certificates of identity or refugee travel documents to eligible residents of Canada. It also provides program support to posts issuing passports abroad.

The Bureau operates on a revolving fund basis and its operations are intended to be self-financing. Revenue is raised from fees charged for passports issued and other passport services.

The demand for passports in the fiscal year 1986-87 maintained last year's record level with 980 000 issued. The year was marked by international concern for security in Europe that disrupted the travel industry and by Vancouver's EXPO 86 which was a very popular tourism destination.

Regional passport offices in the Montreal and Toronto areas were opened during the year to meet the demand for local service. With the addition of these two offices, the personal over-the-counter service now accounts for 80 per cent of the domestic volume.

Immigration and refugees

The Department of External Affairs is responsible for the implementation of Canada's immigration program abroad.

The number of immigrant visas issued by Canadian missions abroad in 1986 totalled 88 231, up considerably from the previous year's figure of 72 810. More than two-thirds of the visas were issued to immigrants in the family, refugee and humanitarian categories. The number of visitor visas issued at Canadian missions during 1986 increased by more than 20 per cent for a total slightly in excess of 330 000.

New immigration regulations effective January 1, 1986, set new selection criteria for economic immigrants wishing to settle in Canada. The heightened interest resulted in an increase of 51 per cent in the number of landings amongst people in this category. Business immigration also rose during the same period. In 1986 some 2 400 visas were issued to business immigrants with investments, and these are expected to generate a job creation potential of over 12 000 jobs.

A system to recover service costs was established on February 3, 1986, as part of government-wide measures to reduce the fiscal deficit and to avoid unreasonable increases in the financial burden on Canadian taxpayers. The system is based on the principle that every person explicitly requesting a service must pay for it. Service costs have been charged for the examination of permanent resident applications and for temporary permits. Refugees and members of designated categories, students and diplomats are exempt from these costs. It is estimated that some \$15 million, or one-third of the real cost of processing the applications, will be recovered annually in this manner.

In the fiscal year 1986-87, Portugal, Turkey, Tanzania, Mauritius, Sierra Leone, and Gambia were removed from the list of countries whose citizens may visit Canada without a visa. In addition, the requirement of persons simply passing through Canada to be in possession of a transit visa, has been expanded from 17 countries to include all other countries whose citizens would otherwise require visas if wishing to visit Canada. These changes will, of course, mean that visitor workloads are likely to increase substantially.

As a result of marked improvements in the quality of counterfeit documents being used by persons attempting to gain admission to Canada, a concerted effort has been made to increase enforcement activities overseas. Canadian missions abroad have responded by intensifying liaison with host governments, enforcement agencies, and airline officials. These efforts have already resulted in an increase in the number of improperly documented passengers intercepted at foreign airports, who would have otherwise travelled to Canada.

The immigration office at the embassy in Kuwait was closed in June 1986 and the responsibility for the processing of immigrant applications originating from the Gulf States was transferred to the embassy in Cairo.

Canada continues to participate in the resettlement of refugees and oppressed or displaced persons in many parts of the world. The Annual Refugee Plan for 1986 was raised by 1 000 to admit 12 000 refugees or members of categories under government sponsorship. Government-assisted refugees totalled 12 122. Southeast Asia accounted for 3 938 of the arrivals, 3 522 came from Eastern Europe, 3 384 from Latin America, 878 from Africa, and 400 from

the Middle East. Another 5 264 were admitted under private sponsorship.

Canada was active in a number of multilateral initiatives to achieve durable solutions to intractable and newly-developing refugee situations. Canada participated in consultations on asylum-seekers held with the UNHCR and Western European countries in Geneva and Bern, attended meetings of the Indochinese Consultative Group (comprising the US, Australia, Japan, and Canada) in Geneva and Washington, attended UNHCR Executive Committee meetings in Geneva and resumed observer status at the Council of Europe meetings on asylum-seekers.

Immigration and refugees		
Visas issued during the 1986 calendar year		
Post or area	Immigrant visas	Visitor visas
WESTERN HEMISPHERE		
United States	12 184	104 491
The Caribbean & Central America	10 687	28 291
South America	1 144	10 729
Sub-total	24 615	143 511
AFRICA AND THE MIDDLE EAST		
Africa	3 300	10 536
Middle East	5 183	9 123
Sub-total	8 483	19 659
EUROPE		
Western Europe	17 154	42 170
Eastern Europe	4 340	38 870
Sub Total	21 514	81 040
ASIA AND THE PACIFIC		
Hong Kong	12 378	25 706
Manila	4 087	10 687
New Delhi	6 354	19 979
Other posts	10 820	32 621
Sub-total	33 639	88 993
TOTAL	88 231	88 993

Note: In 1986 36 582 visitor visas were issued at Canadian posts where there are no immigration facilities.

Private international law

The Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders,

judgments and other related matters have become subjects of international co-operation because of the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department maintains contact with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. In 1980, it published a booklet entitled *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters* to assist Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems. The Department will be updating this publication during 1987.

Canada has conventions on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These conventions provide for the service of legal documents on a reciprocal basis and for the taking of evidence in civil cases either in Canada for use abroad or in a foreign country for use in Canada. The Department is able to arrange for the service of legal documents abroad to convention countries and thus be of assistance to Canadian lawyers. The Department has also been successful in serving legal documents abroad in non-convention countries on the basis of reciprocity. Solicitors who wish assistance in serving legal documents abroad should contact the Legal Advisory Division of the Department.

Canada has extradition treaties with some 43 countries and extradition arrangements with Commonwealth countries pursuant to the Commonwealth Fugitive Offenders Scheme. The Department, in conjunction with the Department of Justice, is responsible for updating these treaties and entering into new agreements. New treaties are being negotiated with Belgium, France and The Netherlands, but these are not yet in force. Canada signed a new extradition treaty with India, which was ratified and came into effect on February 10, 1987. Accordingly, the Order-in-Council of October 31, 1985, proclaiming Part II of the Extradition Act to be in force and effect with India, will be revoked.

The Department continued to be involved in the international aspects of a number of civil kidnapping or "childnapping" cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments. The Department, of course, cannot represent a parent, whose child has been abducted, before a foreign court or give advice on foreign law.

Canada is a party to the Hague Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction. It has been extended to all provinces and the Yukon Territory. Its main purpose is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of a child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted. To date the following countries have ratified the Convention: France, Portugal, Switzerland, the United Kingdom, Luxembourg and Australia.

Access to information and privacy

Requests to the Department of External Affairs under the *Access to Information* and *Privacy Acts* submitted within

Canada or at Canadian missions abroad are all replied to by the Office of the Co-ordinator for Access to Information and Privacy in Ottawa. The Co-ordinator acts as advisor to the Department on all matters related to the Access to Information and Privacy legislation.

The 395 Access to Information requests received by External Affairs over the past year — a 250 per cent increase over 1985-86 — represented close to 8 per cent of all requests received by federal government institutions. The source of requests was 44 per cent from the media and 16 per cent from the general public.

Privacy requests also increased from 46 in 1985-86 to 94 in the past year.

The staff of the Co-ordinator's office was enlarged slightly to enable the Department to continue to meet its obligations under both of the Acts. In addition, arrangements were made for briefings on Access to Information and Privacy for new Heads of Post and for senior program employees returning from posts abroad.

Chapter 7

INTERNATIONAL LAW

Although most of the Department of External Affairs legal activities during the period under review are reported in this chapter, several issues are dealt with elsewhere in the Annual Report. There is a legal dimension to almost all of the Department's policies and program activities. In some instances, the legal element is so closely linked to the policy and other aspects of the issue that they are better discussed together. For example, environmental law, the law of the sea and human rights law are found in Chapter 3 and private international law is discussed in Chapter 6. The reader is accordingly referred to other chapters in order to have a more complete idea of the full range of legal activities for which the Department is responsible.

Canadian sovereignty

In a statement in the House of Commons on September 10, 1985, the Secretary of State for External Affairs reaffirmed the government's policy on Canadian sovereignty and announced, *inter alia*, that a Canadian Laws Offshore Application Act would be adopted and a Class 8 icebreaker built. The Canadian Laws Offshore Application Act was introduced in the House of Commons on April 11, 1986. Notice was given for its reintroduction in October 1986.

On March 2, 1987, the Minister of Transport and the Minister for International Trade informed Versatile Pacific Shipyards Incorporated of Vancouver that the government proposed to build the world's largest icebreaker, the Arctic Class 8, at Versatile Pacific Shipyards. The Ministers conveyed a draft letter of interest outlining the conditions the shipyard is expected to meet. In a statement in the House of Commons on the same date, Mr. Clark said that the construction of the icebreaker is central to Canada's objective of enhancing effective control over the waters of the Arctic archipelago.

The theme of Canadian sovereignty, particularly in the Arctic, was fully reflected in the government's response in December 1986 to the Report of the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on Canada's International Relations. The commitments of the government in the north were set into a broad policy context with four dominant themes: affirming Canadian sovereignty; modernizing Canada's northern defences; preparing for commercial use of the Northwest Passage; and promoting enhanced circumpolar co-operation.

Fisheries and boundary issues

Canada-France maritime issues

On January 24, 1987, Canada and France signed an agreement setting out a program to lead to the settlement of the dispute over the maritime boundary off the south

coast of Newfoundland and Saint Pierre and Miquelon and to provide for fisheries quotas for France in Canadian waters for the period 1988-91. The two governments agreed that the boundary dispute be submitted for binding settlement by an international judicial tribunal, subject to the negotiation of a treaty on the composition of the tribunal and its terms of reference and subject to agreement on quotas for the period of the boundary reference. A decision on the boundary will settle the question of ownership of the fish in the disputed zone, a large part of NAFO Division 3Ps, where Canadian and French boundary claims currently overlap.

The negotiation of temporary fisheries quotas for French vessels for 1988-91 is to allow time for the determination of the maritime boundary by the judicial forum. These fisheries arrangements and signature by the parties of the treaty referring the boundary dispute to third party settlement will be mutually contingent, i.e. neither is to come into force without the other.

Several rounds of negotiations have taken place between Canada and France on both the boundary reference and fisheries quotas with the objective of concluding the two agreements by the end of 1987.

The "La Bretagne" case

In 1985 Canada and France submitted to an international arbitral tribunal a dispute that had arisen between them over fishing in the Gulf of St. Lawrence by French trawlers registered in Saint Pierre and Miquelon. The case began in January 1985, when Canada prohibited the factory-freezer trawler "La Bretagne" from fileting within the Gulf of St. Lawrence. This prohibition was based on the "equal footing" principle set forth in Article 4 (b) of the 1972 fisheries agreement between Canada and France.

The arbitral tribunal handed down its decision on July 17, 1986, ruling by two votes to one dissenting that the trawlers of St. Pierre should be authorized to fillet their catch in the Gulf. Since it had agreed with France that the decision would be final and binding, Canada removed the prohibition against fileting from the licence issued to "La Bretagne."

West coast boundaries

In October 1985 the US Secretary of State proposed that Canada and the United States appoint Special Representatives to oversee discussions and possible negotiations on outstanding maritime boundary and fisheries issues with the United States, starting with west coast boundaries. After weighing the views of numerous groups on the west coast and the attitude of the British Columbia government, the Secretary of State for External Affairs informed Mr. Shultz in August 1986 that it was not an opportune

time for Canada to resume discussions with the United States on west coast maritime boundary matters. At the same time, he informed Mr. Shultz that he intended to keep the situation under review.

Beaufort Sea

In December 1986 the US Department of Interior Minerals Management Service held public hearings in Alaska with respect to a proposed sale of oil and gas leases in the Beaufort Sea, tentatively scheduled for January, 1988. The sites under consideration included areas claimed by Canada east of the 141st meridian. On December 9 Canada formally protested the proposed lease sale with respect to the disputed maritime boundary area. In its Note, Canada reaffirmed that the international boundary between Canada and the United States in the Beaufort Sea was established along the 141st meridian of west longitude by virtue of an 1825 treaty between Great Britain and Russia to which Canada and the United States are bound. The United States responded saying, *inter alia*, that the sale would be subject to "special procedures" similar to those followed in 1984. At that time the bid money was placed in escrow, actual acceptance or rejection of the bids was deferred, and no exploration or exploitation took place in the disputed area as a result of the lease sale. In January 1987 Canada sent a further note reiterating that the lease sale, despite the "special procedures", was fundamentally unacceptable insofar as it applied to areas east of the 141st meridian, and reserving all rights in the matter.

Trade law

Various aspects of international and domestic trade law figured prominently in issues of departmental concern in 1986. It was agreed that the Uruguay MTN round would focus on issues of GATT process and dispute settlement as well as on specific matters of trade policy. The general question of dispute settlement, particularly in the troublesome area of contingency protection, emerged as a key concern in Canada's free trade negotiations with the United States. Canada was involved in an increasing number of trade disputes that were referred to the dispute settlement machinery of consultations and panel findings under the GATT. Similarly, other contentious trade problems, such as the export to the United States of shakes and shingles or softwood lumber, were dealt with in a complex legal environment wherein US trade measures drawing authority from US domestic law had to be assessed against the standards of US law and the disciplines of international legal norms. Reactions to such trade measures occurred within the framework of US legal procedures, within the GATT, at the diplomatic level and within the context of Canada's own domestic trade law framework. As an example of the latter, the Memorandum of Understanding with the United States on softwood lumber products led to the introduction in the House of Commons on January 8, 1987, of Bill C-37, *The Softwood Lumber Products Export Charge Act*. At the domestic level, 1986 was noteworthy as the year when the Canadian Import Tribunal found that a US product (corn) was subsidized, was causing injury to domestic Canadian producers and hence was countervailable.

Intellectual property

In June 1986, the second meeting of a Committee of Experts on Intellectual Property, convened by the World Intellectual Property Organization, took place in Geneva, with Canada participating. It is expected that this work will lead in due course to an international agreement on intellectual property protection for semi-conductor chips.

Sixth International Tin Agreement legislation

Following the cessation of the buffer stock operations of the International Tin Council (ITC) and the consequent collapse of the tin market in October 1985, negotiations between the ITC and its creditors, in the winter of 1986, failed to bring an amicable settlement.

Since then, some of the creditors of the ITC decided to make their claims directly against the member states of the organization. The matter is now before the courts of the United Kingdom, where the ITC has its headquarters. Canada is co-ordinating its defence with the other 23 members of the ITC.

Counterterrorism

At the 26th session of the Assembly of the International Civil Aviation Organization (ICAO) in Montreal, September-October 1986, Canada presented a proposal calling for the development of a new international agreement on the suppression of terrorist attacks at international airports. The proposal, which was a response to the attacks perpetrated at the Rome and Vienna airports in December 1985, was unanimously adopted. The text of the new instrument is to be worked out by ICAO's Legal Committee in May 1987 and then submitted to a Diplomatic Conference for adoption later in the year.

A similar initiative was undertaken in November 1986 when the Council of the International Maritime Organization established an *ad hoc* preparatory committee, charged with the task of preparing a draft Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Maritime Navigation. At the first meeting of the committee, held in London March 2-6, 1987, the Canadian member was elected chairman. Consideration of the draft convention will continue at a meeting to be held in May 1987.

Space law

After eight years of discussion on the use of nuclear power sources in outer space, the way was cleared for two draft principles, proposed by Canada, to be adopted in 1986. Soon after the agreement was reached, Canada initiated consultations and submitted a revised working paper on the use of nuclear power sources to the 1987 session of the Legal Subcommittee of the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space. Although a formal agreement could not be completed this year, in-depth discussions did take place, after which Canada submitted a second revision of its draft principles to lay the groundwork for an agreement in 1988.

Having completed the preparation of principles on remote sensing in 1986, the Legal Subcommittee in 1987 considered the possibility of adding a new point to its agenda. Canada, France and Sweden proposed to improve

the procedure for the registration of objects in space, by preparing a list of complimentary information that could be added on a voluntary basis to information already required under the Registration Convention. Since no agreement was reached in the Legal Subcommittee, the question of adding a new subject to the agenda will be discussed in the June 1987 meeting of the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space.

Space Station

In 1984 the United States invited Canada, the countries of the European Space Agency and Japan to participate in the Space Station program. The objective of the program is the establishment and operation of a permanently manned station in space. In 1986 discussions commenced between Canada and the United States on Canada's participation in the Space Station. One of the items of discussion is the international legal regime that would apply to the Space Station. Particular efforts will be made to arrive at legal rules for new types of activities that may take place on board the Space Station. More traditional legal questions also need to be addressed. In view of the complexity of the project and multiplicity of interactions among the participating countries, special attention is being paid to the drafting of an appropriate, flexible and efficient mechanism for the settlement of disputes.

International Law Commission

In the elections held at the 41st Session of the United Nations General Assembly, Mr. J. Alan Beesley, O.C., Q.C., Ambassador and Permanent Representative of Canada to the United Nations in Geneva, Ambassador to the Disarmament Conference and Canadian representative to the GATT Secretariat, was elected to the International Law Commission. Prior to Mr. Beesley's election, the last Canadian to sit on the Commission was Mr. Marcel Cadieux, O.C., Q.C., from 1962 to 1966.

The Commission, created in 1947, consists of 34 members from all parts of the world who are selected and who sit in an individual and expert capacity. They are elected for their recognized competence in international law and are responsible for promoting its progressive development and codification. The Commission is the most important organ for the development of international law, and most of its work has been used as a basis for the negotiation and adoption of important conventions and treaties.

Treaty law

During the 1986 calendar year, Canada signed 37 bilateral agreements. In the course of the year, 24 bilateral agree-

ments entered into force for Canada upon signature and 13 by ratification or the exchange of notifications and action was taken to terminate seven bilateral agreements. In 1986, Canada signed or took action on 14 multilateral agreements, while seven multilateral agreements entered into force for Canada. Details are given in Appendix II and III.

In 1986 Canada acceded to the 1958 New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards. The New York Convention is the most important multilateral treaty in the field of international commercial arbitration. Canada's accession, which became effective on August 12, 1986, means that foreign arbitral awards, dealing with commercial matters, will be recognized and enforced by all jurisdictions in Canada. Conversely, when commercial arbitrations are held in Canada, the resulting arbitral awards will be enforceable in the territories of the other 71 states that are bound by the Convention.

Privileges and immunities

Canada's international obligations pertaining to privileges and immunities are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and in several conventions concluded within international organizations. The Department is responsible for interpreting and applying, both in Canada and abroad, our international obligations in Canada in relation to diplomatic missions, consular posts and international organizations.

During the year, the Department continued its efforts to see that the privileges and immunities were used not to the advantage of individuals, but to permit the efficient performance of the functions of diplomatic missions, consular posts and international organizations. Similarly, these conventions grant reciprocal privileges and immunities to the diplomatic missions and consular posts of Canada abroad, and to its missions to international organizations. The Department expended considerable effort to ensure that foreign states fulfilled their international obligations toward Canada.

The *State Immunity Act*, which came into force on July 15, 1982, sanctioned in Canadian law the principle by which states can be brought before the courts of Canada for their commercial activities. This Act coincides with the general international practice favouring the principle of the restrictive immunity of states. The Department is monitoring closely certain actions brought under the Act, in order that the concept of commercial activities might be defined by the courts, taking into account Canada's international obligations toward the diplomatic missions and consular posts of foreign states on Canadian soil.

Chapter 8

COMMUNICATIONS AND CULTURE

In mid-1986 the Department effected a major reorganization of its information and international cultural relations components into a new branch called "Communications and Culture". The reorganization was designed to strengthen the role of these activities, give them strategic value, and consolidate in one structure related functions previously separated. No increase in personnel resources was involved.

This change was designed to ensure that "communications" be included as a major partner early in departmental policy development and implementation, rather than simply as a vehicle to describe and explain policies and decisions already adopted. At the same time, international cultural relations policy needed strengthening as an instrument of Canada's external relations. Communications and culture was given a formal mandate stating that communications in Canada and public communications and cultural diplomacy abroad were to be used to: increase awareness and understanding among Canadians of Canada's role in the world and of the importance of international affairs for their security and prosperity; promote Canada in the world and support the achievement of its foreign policy and international trade objectives; and enable Canadian individuals and organizations to pursue their international interests more effectively.

Previously separate functions were consolidated within the branch and new ones created. The Press Office was transferred to the branch and renamed Media Relations Office to symbolize a wider role. The departmental library was transferred from the Administration Branch to underline its role as an active contributor to public communications in Canada and abroad. Establishment of a Trade Communications Bureau represented organizational recognition of the need to use communications to support the Department's trade development and economic and trade policy responsibilities. A new unit was also created to carry out planning for the function across the Department and to provide analyses of the public environment for communications planning and policy development.

Creation of this broad planning and analysis capacity underlines one of the other ways in which the new branch's orientation differs from that of its predecessors. Its focus is to be on anticipating and planning for major issues and events, and to align the use of resources around explicitly chosen objectives, regions, themes and audiences in Canada and abroad, and to produce communications tools (publications, films, etc.) and arrange cultural events accordingly.

Media relations

The Media Relations Office maintains a continuing working relationship with Canadian journalists and with

foreign journalists in Canada in order to promote public awareness of Canadian foreign policy issues and initiatives. As the departmental focal point for contacts with the media, it provides information on all aspects of Canada's foreign policy and departmental operations. It assists the Secretary of State for External Affairs and the Ministers for International Trade and External Relations by arranging on their behalf media briefings, interviews, editorial board meetings and press conferences. It promotes interest in Canadian foreign policy issues through contacts with the media across the country.

It participates in the planning of media-oriented activities and in developing communication strategies on high-visibility issues. It informs the three Ministers' offices on questions of current media interest.

When the Prime Minister or any of the three External Affairs Ministers travel abroad, the Media Relations Office arranges background briefings and provides materials to journalists to place a visit abroad in its foreign policy context. Similar arrangements are made when foreign officials visit Canada. The Office issues the Department's press releases (325 during 1986-87), and arranges interviews, photo opportunities, press conferences and the accreditation of foreign and Canadian journalists wishing to cover international conferences in Canada and official visits to Canada of foreign dignitaries.

The Media Relations Office provides a daily telegraphic Canadian news summary to posts abroad and also monitors the electronic media, producing transcripts for use within the Department and at posts.

Information programs within Canada

Domestic Communications Division seeks to inform Canadians about international events and about Canada's position on foreign policy issues, and to ensure that the Department remains sensitive to the views of Canadians. It is responsible for ensuring that the Department's public communications priorities are reflected in policy developed within and outside of External Affairs.

During 1986 Canadians were provided with an opportunity to express personally their views on South Africa through the Anti-apartheid Register distributed by the Division. Some 3 000 Canadians affirmed their solidarity with black South Africans by signing the Register, which Mr. Clark deposited at the United Nations.

To make the Department more accessible to Canadians and to involve them more closely in the foreign policy development process, a number of initiatives were undertaken: improved telephone answering service for public enquiries, preparation of feature articles and radio clips on the work of the Department for regional media, a reinvigorated speakers program focussed on the Depart-

ment's foreign policy priorities, closer co-operation with ethnic groups' media and multicultural organizations, and development of a range of information materials — both print and audio visuals — on foreign policy issues and on the Department itself.

Speaking tours were organized for 50 departmental officers to some 225 universities, media outlets, service clubs and non-governmental organizations. Visits were arranged for 22 Canadian journalists to multilateral institutions in Europe and 150 students received assistance to participate in UN model assemblies. Assistance was provided to 50 scholars and scholarly organizations to participate in foreign policy conferences.

During the year under review the Division responded to 24 500 telephone and 1 600 written requests for information on international affairs and the Department. Over 25 000 publications were mailed to Canadians in response to requests.

Information programs abroad

The newly created External Communications Division was assigned planning and management of major communications issues and events and development of information materials (publications, films and video exhibits) for distribution abroad.

The Division works to promote an image of Canada abroad as a modern, stable, bilingual, multicultural society, an economically and technologically advanced country, a reliable trading partner and a sound destination for investment. Target audiences abroad are foreign decision-makers and opinion-formers, including representatives of business, the media and educational and cultural institutions.

Communications strategies were developed for the Francophone and Commonwealth Summits and included production of Summits posters, a foreign media visit to Canada, and a Canadian supplement in *Jeune Afrique*, a leading news magazine in Francophone Africa. For the 1988 Calgary Olympics an audio-visual program was designed and included production of two films, a television program and other video products for commercial and non-commercial distribution. Support was provided for *Rendez-Vous 87* in Quebec City.

Issues addressed during the year included Canadian sovereignty, defence of the fur trade, seals and the sealing industry, international aspects of aboriginal affairs and Pacific Rim initiatives. Distribution to posts of policy announcements included the construction of the Polar Class-8 Icebreaker, government responses to the Report of the Special Joint Committee of the Senate and the House on Canada's International Relations, the Malouf Report on Seals and the Sealing Industry, the Schellenberger Report on the Fur Issue and the Deschênes Commission Report on War Criminals in Canada.

The Division is responsible for departmental liaison with Radio Canada International (RCI). The geographic and language priorities of RCI and the implications for RCI of the proposed new *Broadcasting Act* were reviewed during the year.

Six issues of the Department's "flagship" publication *Canada Reports* were produced in a new bi-monthly

format, targeted to priority international audiences. A new title — *Classification in Canada* — was added to the Department's Reference Series.

Film collections at several missions abroad were transferred to private institutions in the host countries. This reduced departmental costs and ensured continuing distribution of and wide audiences for Canadian films in foreign countries. One of the Department's "core" films, *Canada Today*, was updated for production in eight foreign-language versions. A fourth version (Spanish-Portuguese) of the successful *From Pebbles to Computers* travelling exhibit was produced.

Six working visits to Canada were sponsored in 1986-87. Selected foreign opinion-formers, such as journalists, academics and senior government officials, were escorted through Canada to meet with Canadian political, business and academic leaders.

Trade communications

To enable Canadians to understand better the impact of international trade issues on their own lives, the Trade Communications (Canada) Division prepared a series of information campaigns tied to major policy announcements or ministerial participation in key events. One campaign explained revised rules for regulating the export of military and strategic goods. Another sought to broaden awareness, particularly in the business community, of the significance of events such as the Davos Symposium and the Taupo Trade Ministers' Meeting (see also chapter 3). Ten major trade communications strategies were developed during the year, targeted at key audiences and used press releases, mail-outs, background briefings and other techniques to get the message across.

Information on export opportunities and government programs to assist exporters was provided through the free bi-weekly newsletter CANADEXPORT. Circulation rose during 1986-87 from 22 000 to 27 000 and demand continues to grow for this source of a broad range of current export information. CANADEXPORT covers a dozen or so subjects in each issue, ranging from forthcoming trade fairs to exporter success stories and new government export development programs.

Additional information and advice on export opportunities was provided through INFOEXPORT, the Department's export information centre located in the lobby of the Lester B. Pearson building at 125 Sussex Drive in Ottawa. The centre is staffed by departmental trade officers and provides toll-free telephone service from any part of Canada (1-800-267-8376). During the year under review, INFOEXPORT averaged some 75 telephone calls a day, in addition to walk-in visitors and enquiries by mail.

Taking this same service on the road is the object of the Trade Exhibits Program. Using transportable exhibits, officers of the Division attend trade shows in business centres across Canada to provide on-the-spot advice and information to interested companies. The Trade Speakers Program enables Canadians in different parts of the country to meet with trade officers to discuss international trade issues and specific marketing opportunities. During 1986-87 exhibits were mounted at five trade shows

in Canada and trade officers spoke to groups in nearly every province on the subject of Canada's trade.

The departmental advertising budget of \$1.3 million in 1986-87 was devoted largely to trade-related messages to heighten awareness in the business community of events such as Export Trade Month, and to seminars on priority export markets. Publications produced during the year under review included the *Business Directory of Canadian Trade Representation Abroad* and *So You Want To Export?*, a guide-book for the new exporter.

International expositions

The Department, through the International Expositions Division is responsible for managing Canadian participation in international expositions abroad and for international liaison and promotion of expositions held in Canada. For EXPO 86 in Vancouver, the Department was responsible for establishing and supporting the Office of the Commissioner General. EXPO 86 had the largest international representation ever recorded for a specialized exposition and was attended by some 22 million visitors. The next international exposition will take place in Brisbane, Australia, from April 30 to October 30, 1988. Canada has accepted an invitation to attend and work is proceeding on a distinctively Canadian pavilion which will reflect the general theme of the event, "Leisure in the Age of Technology". The cost of Canada's participation at EXPO 88 will be in the order of \$9 million. The objective is to provide an image of Canada as a sophisticated, modern, technologically advanced nation eager to enhance trade and cultural relations with Australia and the countries of the Pacific Rim. The Department has also received invitations to the International Garden and Greenery Exposition in Osaka, Japan, in 1990 and to EXPO 92 in Seville, Spain, marking the 500th anniversary of the discovery of the Americas.

The International Expositions Division is also responsible for representing Canada at the *Bureau International des Expositions* (BIE), in Paris, the regulatory body for international expositions.

Production and technical services

A central service unit, the Production and Technical Services Group, is responsible for the acquisition, production, distribution and circulation of the information and promotional materials (publications, films, videos, exhibits and photos) and for the placement of advertising used in the Department's public affairs and trade publicity activities in Canada and at missions abroad. It also provides financial, administration and control services for the Branch.

Library services

The departmental library serves a broad clientele not only from the Department but from private industry, and financial institutions, the academic world, provincial governments and other departments of the federal government. Through inter-library loans it carries on exchanges not only with libraries in the federal government but also with those at universities and in private industry, and with the larger public libraries.

The library continued automation of its catalogue and kardex system. It became the Canadian test site for the public access catalogue offered by Innovacq and Utlas International of Toronto. The library catalogue and current acquisitions files can now be searched at terminals in the main and legal branch libraries at headquarters.

The library at headquarters provided support services to libraries at posts abroad. It established new reference collections at Bombay, Shanghai and Osaka, continued catalogue upgrading for the opening of the new chancery library in Washington, and established guidelines for the future development of the collection at the chancery in Mexico City, which is the Department's largest reference library collection in Latin America.

International cultural relations

The cultural dimension of foreign relations colours the attitudes of nations to each other. It influences the environment within which political and economic decisions are made. The challenge presented by this dimension of foreign relations furnishes the essential mandate for international cultural relations as a foreign policy program.

Projecting abroad Canada's national character through the expression of a broad range of human accomplishments, international cultural relations programs encompass the arts (performing arts, visual arts, literature and publishing, films and video), academic relations (Canadian Studies, scholarships, conferences), sport, and exchanges of cultural personalities, students and young workers. Together they seek to build a view of Canada as a dynamic, distinct nation; they improve the likelihood of Canada being seen as a reliable source for goods and services and as a destination for tourism and investment.

The emphasis during the year under review was on translating departmental and cultural relations priorities into action plans that were tailored to specific geographic areas and countries by refining a "mix" of programs based on the requirements of the various markets. Canadian cultural manifestations have been well received in Japan, China and India, and efforts will continue to increase cultural activities in Pacific Rim countries, as well as in Latin America. As a result of increased funds for international cultural relations, these new priorities can be advanced while also increasing the level of activities in traditional target areas such as the United States and maintaining their level in Western Europe.

Cultural policy

Support for Canada's cultural industries has been increasingly integrated into project planning. The commercial promotion of cultural products, such as art, books, records and films is an important aspect of the Department's cultural policy, and aggressive export promotion of them serves to increase the economic vitality of our cultural industries and contributes to the dissemination of Canadian culture. An improved cultural data base was developed in co-operation with other departments and the private sector to support these promotional activities abroad. Furthermore, policy analysis and advice was

provided on the impact on the cultural economy of the Canada-US and the multilateral trade negotiations.

The policy of developing informal bilateral cultural arrangements with various countries was continued. Such flexible government-to-government arrangements facilitate cultural activity in both directions, while avoiding cumbersome procedures.

International exchanges

Following a recommendation of the Task Force on Program Review, the responsibility for the International Exchange Program was transferred from Employment and Immigration Canada to the Department's Cultural Policy Division. This serves to ensure that bilateral and multilateral exchanges, often carried out by non-governmental organizations, reinforce and evolve with foreign policy priorities. It also recognizes the increasing importance of exchanges of youth and of cultural personalities to our relations with countries important to Canada.

During 1986, about 8 000 students and young workers from 64 countries acquired international work experience through Canada's International Exchange Program. Groups such as the Canadian Federation of Student Services, Canadian Host Family Association, International Association for Students of Economics and Commerce, Canadian Crossroads International, *l'Office franco-québécois de la jeunesse*, play an important role in these exchanges.

Some 40 cultural personalities, mainly from France, Belgium, Italy, The Netherlands and Mexico, received support under our *Banques de missions* in accordance with bilateral cultural agreements between Canada and those countries. In return, Canadian academics and cultural personalities were given financial support to attend conferences and other events in those countries.

International sports relations

During the year under review Cabinet specifically recognized the importance of international sports relations as a component of international cultural relations and of Canada's foreign policy. The Department provided support and assistance to members of the Canadian sports community travelling abroad, and facilitated Canadian participation in international sports events such as World Cup soccer in Mexico City, World Cup swimming in Madrid and Davis Cup tennis in Caracas and Lima.

The 1986 Commonwealth Games in Edinburgh were marked by an impressive Canadian showing in almost every event — 115 medals in all. The Department gave full support to the Games, and it assisted in preparations for the 1988 Winter Olympics in Calgary. The Department assisted in mounting *Rendez-Vous 87*, the sport and cultural festival held in Quebec City during February, which was highlighted by a USSR-NHL hockey series attracting a television audience of over 300 million viewers. Soviet Sport Minister Marat Gramov attended and he strengthened Canada-USSR sports relations by signing a protocol on exchanges for 1987-88. In March 1987, negotiations were completed with the German Democratic Republic for a protocol on sports exchanges, as well

as an extension until 1992 of the Memorandum of Understanding on Sport.

During the year the performance of athletes such as Gail Greenough, Ben Johnson, Pierre Harvey, and Brian Orser won international attention. Of special world-wide impact was Rick Hansen, who entered the final phase of his around-the-world wheelchair marathon in support of spinal cord research.

Arts promotion

A shift in geographic focus in the field of arts promotion was begun in order to create a better balance between activities in Western Europe and in other areas of importance for Canadian foreign policy, particularly the United States, the Pacific Rim and selected countries of Africa, the Middle East and Latin America. Professional Canadian artists in all disciplines — the performing arts, visual arts, film and literature — received departmental grants, which helped to sponsor over 250 projects. Planning began for projects in the USSR following negotiation of the resumption of official cultural exchanges in October 1986. Evelyn Hart of the Royal Winnipeg Ballet and Quebec artist André Michel were among the first Canadians to travel to Moscow under the new exchange program.

The largest single project undertaken in 1986 was a tour by the Toronto Symphony, which gave 17 concerts in eight countries of Western Europe, including for the first time six cities in Scandinavia. The National Ballet received assistance for successful tours in the United States, which included the Metropolitan Opera House in New York. Among 25 theatre projects supported, of particular note was the Kaleidoscope Theatre of Victoria, B.C., which gave 39 performances for young people in Japan last autumn.

By assisting Canadian impresarios and directors of cultural institutions to travel overseas, opportunities abroad for Canadian artists were enhanced. Tours of Canada by foreign festival directors and arts critics also stimulated invitations and useful analyses of Canadian performing arts. Support was given to a number of commercial and diplomatic events with Canadian cultural manifestations. The Anna Wyman Dance Co. of Vancouver and guitarist Liona Boyd performed at the VII New Delhi International Engineering Fair at which Canada was the principal guest nation. The Secretary of State for External Affairs visited India at the time of the Fair. Violinist Angèle Dubeau, accompanied by pianist Andrew Tunis, played for the Governor General and her hosts when Mme Sauvé toured China and Thailand.

In the visual arts, support was provided for a balanced exhibition program of works by traditional, contemporary, native and avant-garde artists. Two important events were the Venice Biennale and the Cologne Art Fair. Canada was represented at the former by Krzysztof Wodiczko and Melvin Charney. At Cologne, Canada was featured in a retrospective of contemporary art, 1956-1985, which included some 1000 works by 30 Canadian artists and representation by six commercial galleries and six Canadian art magazines.

Over 60 Canada authors and publishers received grants to enable them to promote a better knowledge of

Canadian literature abroad through readings, lecture tours, residencies, book launches, literary festivals and international book fairs.

Under a program administered by the Canada Council for the Department, leading foreign artists in all of the arts disciplines and representing 18 countries came to Canada to give workshops and master classes in Canadian institutions.

The arts promotion program also delegated funds to the Canadian cultural centres in London, Paris and Rome and to posts in New York, Washington, Bonn, Brussels and Tokyo, each of which initiated their own local cultural projects independently.

Canadian studies abroad

The Department's Academic Relations Program supported Canadian Studies by academics at more than 800 universities in 23 countries through grant programs for individual scholars, Canadian Studies Centres, program development grant assistance and the Library Support Program.

During the year under review, the number of Canadian Studies associations outside Canada grew with the addition of the Indian Association for Canadian Studies. Total membership of the 13 current associations is over 3 000, reflecting a continuing growth of interest abroad in university-level teaching, research and publication about Canada. The Executive Council meeting of the International Council for Canadian Studies was held in conjunction with the annual conference of the French Association

for Canadian Studies at the University of Bordeaux in May 1986.

In keeping with foreign policy priorities, emphasis continued on academic relations activities in countries of the Pacific Rim. The third annual \$50 000 Canada-Japan Research Award was granted to the Faculty of Law at Kobe University for a research project involving the study of legal problems encountered by Japanese firms when doing business in Canada. Publications about Canada in the Japanese language will result from this research. An academic exchange program with the People's Republic of China provides for 12 Chinese students to study in Canada, and for an equal number of Canadians to live and study in China.

Government of Canada Awards

Government of Canada Awards (scholarships) were made available to foreign nationals of 21 countries at the graduate and post-graduate levels during the year. Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

Historical affairs

Several volumes of *Documents on Canadian External Relations* were in preparation during the year, as was the two-volume history of the Department, covering the period from its origin in 1909 up to 1968. Assistance was given to researchers working on the history of Canadian external relations. Departmental historians continued to make the results of their research available through the presentation of papers to academic audiences.

Chapter 9

POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION

Policy development

Through the work of its Political and Strategic Analysis and its Economic and Trade Analysis divisions, the Policy Development Bureau continued throughout the year to monitor and analyse broad economic and political-strategic trends in international relations to identify their implications for Canada, and to prepare policy statements, statistical data and analyses on key foreign policy issues. Areas of particular concentration were sovereignty, East-West relations, defence policy, Pacific security, conventional and nuclear arms control, *La Francophonie*, federal grant support, and tariff protection for Canadian industries and trade in primary resources. The Bureau was also responsible for preparing the Canadian position on the political agenda of the Tokyo Summit. In addition, it drafted or contributed to key foreign policy speeches for the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and the Minister for International Trade.

The Bureau's most significant task in 1986-87 was lead responsibility for the foreign policy review begun in 1985. Between April and June 1986, the Bureau monitored the cross-country hearings conducted by the Special Joint Committee of the Senate and House of Commons that was appointed to make recommendations on Canada's international relations. After the publication of the Committee's report in June, the Bureau took the lead in preparing the government's response, tabled by the Secretary of State for External Affairs in the House of Commons in December 1986, and in subsequently commissioning the required follow-up. This entailed extensive liaison with geographic and functional divisions of the Department of External Affairs as well as with nine other government departments and agencies. Following tabling of the response, members of the Bureau were active in explaining the foreign policy review process and the new policy initiatives to audiences across the country.

Departmental management

The Corporate Management Bureau co-ordinated senior management's plans and objectives to bring resource allocations into line with government priorities and the prevailing fiscal restraint.

The Corporate Planning Division continued to co-ordinate the departmental response to the recommendations of the 14 sub-committees of the Ministerial Task Force on Program Review, bringing to completion 9 of 20 outstanding action items. The 1987-88 Part III component of the main estimates was prepared for tabling in Parliament in February 1987. The operational planning cycle was streamlined, in particular by focusing increased attention to the interests of client departments, agencies

and provincial governments. A policy was developed for cost recovery of departmental support to these clients.

The Resource Management Division's principal task during the 1986-87 fiscal year was the development and launching of a long-range management plan for the Department. The plan, which spans the period 1986-87 to 1990-91, is designed to make more effective use of a reduced resource base and is composed of six major elements: a continued review and streamlining of existing administrative and functional practices; review of the size of headquarter units; resource reviews at posts abroad and at headquarters; a review of grants and contributions; review of some aspects of the departmental mandate; the introduction of a major office automation project.

In addition to the plan, the Division continued to manage the mission and headquarters planning process, the annual resource allocation process and the corporate management reporting system. It also provided analysis and recommendations on a variety of resource management issues of a continuing or *ad hoc* nature to senior management for decision and subsequent resolution.

During the year under review, the Evaluation and Resource Review Division undertook several reviews to assess resource utilization and requirements, as well as to identify the potential for resource reallocation within the Department. Major assessments were completed of all consulates general in the United States, five missions in the Federal Republic of Germany, and the three Canadian missions located in Brussels. An evaluation of the trial phase of the WIN Exports Computer System, an information system for Trade Commissioners (see Chapter 2), was completed and options for improvement and further expansion of the system were identified. Evaluations of the Department's economic and commercial communications services, and the Fairs and Missions program, were initiated.

The Internal Audit Division was responsible for the comprehensive audit of all departmental programs and operations, in headquarters and abroad. In the past year internal audits of the immigration and administration programs were carried out at 25 missions in Europe, Africa, Asia and the Caribbean. Functional internal audits were conducted of the immigration program at headquarters and of the Passport Office.

A number of special investigations were conducted at the request of departmental management. Audit reports provided senior management with assessments of the management of the Department's programs and operations. All audits focused on the efficiency, economy and effectiveness of internal management policies, practices and controls.

The Cabinet Liaison and Co-ordination Secretariat continued to serve as the focal point for the co-ordination and management of foreign policy and trade initiatives through the Cabinet system. The Department's relations with Parliament and individual MPs, of increasing importance in view of the expanded role of parliamentary committees, were co-ordinated by the Secretariat. It provided support to the Department's deputy ministers and the Executive and Management Committees, the two senior policy making bodies in the Department. In addition the Secretariat managed the international conference allotment and co-ordinated approval and scheduling of both ministerial travel abroad and high-level visitors to Canada.

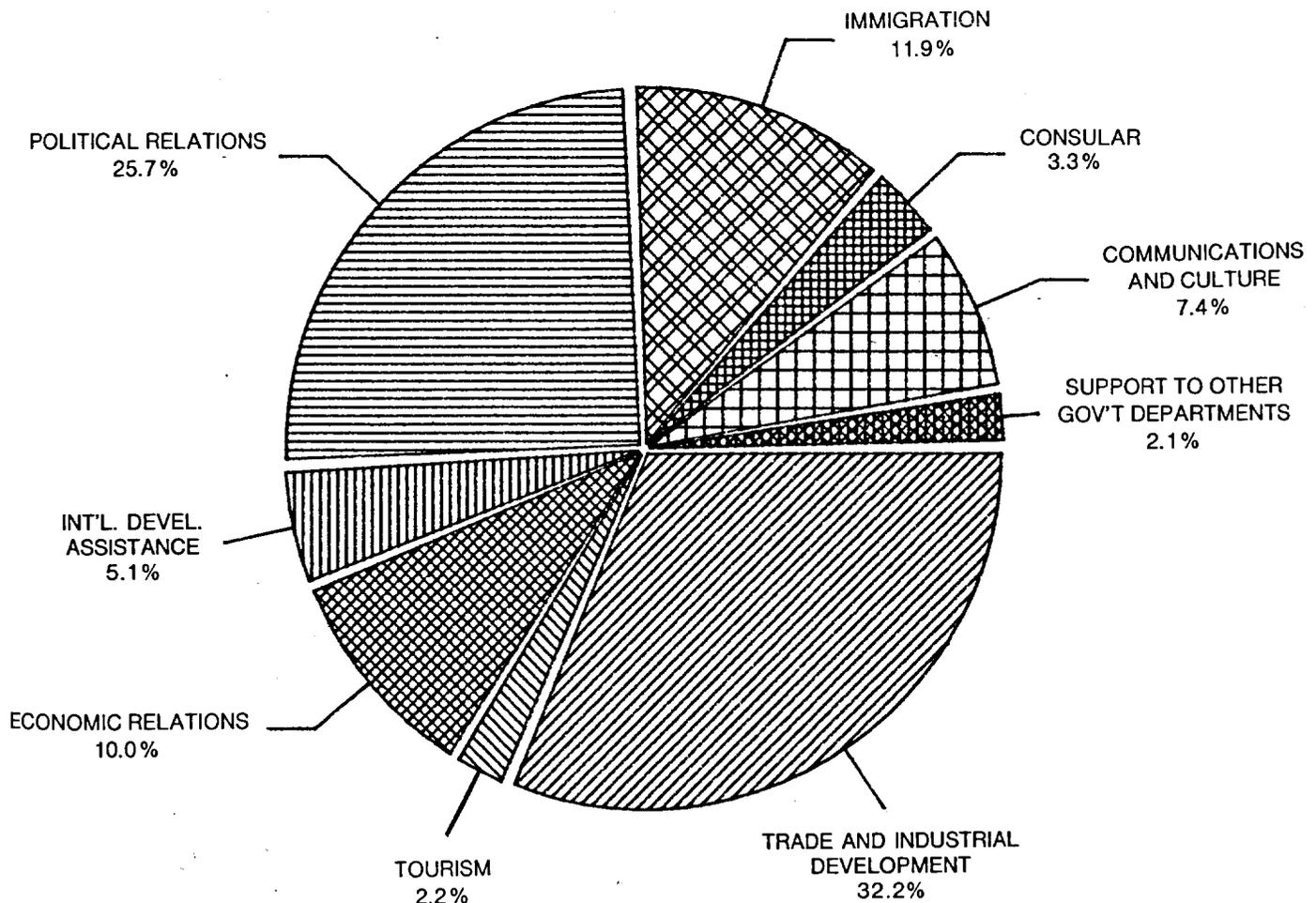
Management Improvement Program

The External Affairs' Management Improvement Program (EAMIP) was conceived in 1983 as the Department's

response to critical observations on its management structures, processes and systems made by the Public Accounts Committee of the House of Commons, the Auditor General, and the Office of the Comptroller General.

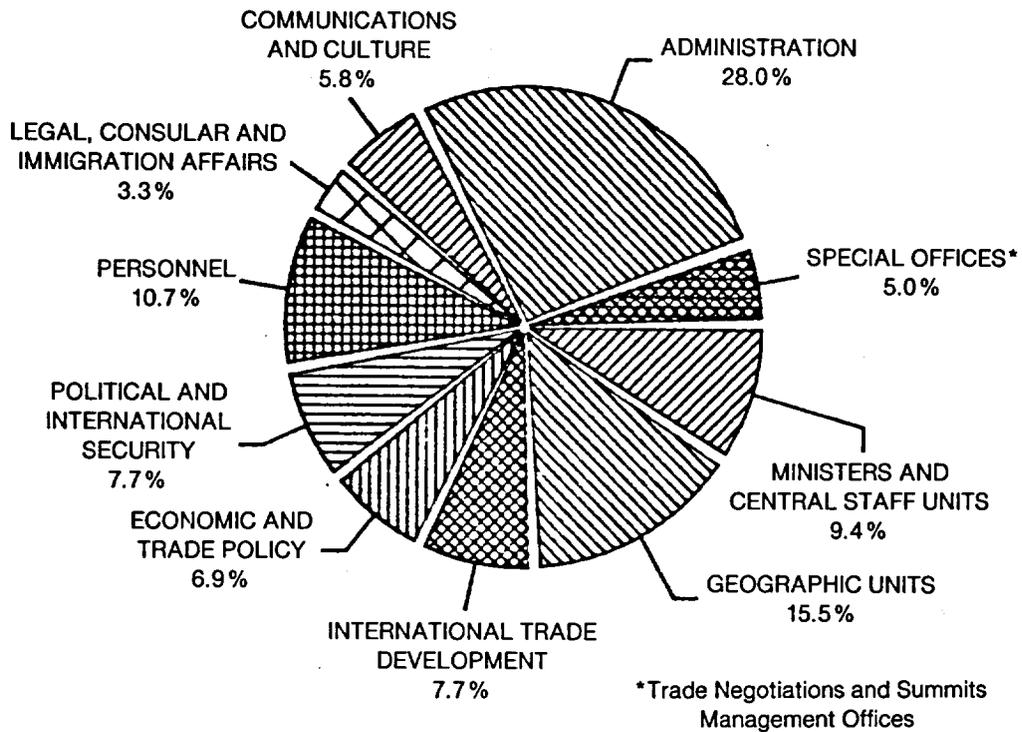
EAMIP consists of a number of projects designed to provide the Department with management practices suitable to its needs and those of the central agencies. A number of important projects have been completed; meanwhile the new financial management and communications systems being developed in the Department have incorporated several of the key EAMIP projects. As the original EAMIP is drawing to a close, its secretariat is focusing on defining the Department's needs for further management improvement, particularly in the context of a possible agreement with the Treasury Board to give the Department more managerial control over its own administration and resources.

USE OF FINANCIAL RESOURCES BY PROGRAM (Percentage Distribution)

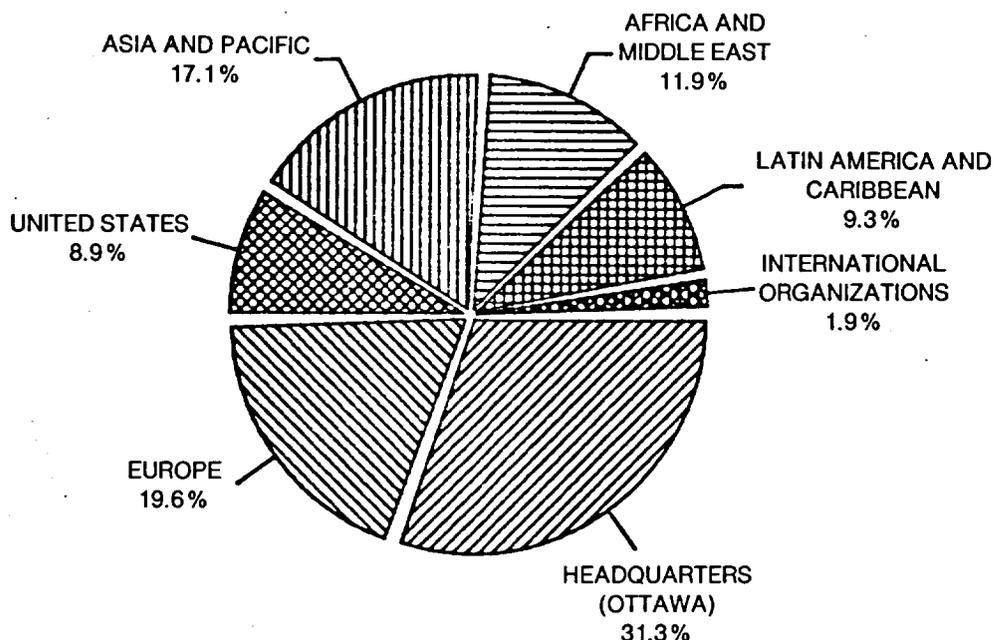


PERCENTAGE DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS AND CANADIAN MISSIONS ABROAD

HEADQUARTERS BY ORGANIZATIONAL ACTIVITY (Canada-based)



ABROAD AND HEADQUARTERS BY REGION (Canada-based and locally-engaged)



Office of the Inspector General

In the year under review, the Inspector General continued to respond to Senior Management's interest in the quality of management practices at headquarters and abroad and to provide it with assessments of the ability of missions to meet foreign policy objectives. The Inspector General received the full co-operation of assistant deputy ministers, bureau heads, heads of missions and other personnel concerned.

In addition, the Inspector General headed a departmental team which reviewed the resources of the 13 consulates general in the United States, an exercise which brought substantial personnel and financial savings to the Department.

Federal-provincial co-ordination

The role of the Department in federal-provincial relations is pre-eminently to harmonize the policies and activities of both levels of government in the international sphere. During the year under review, provincial governments continued to devote a considerable amount of human and financial resources to the promotion of their interests abroad, benefiting from the Department's support in this area. Of particular note was that four working units from two provinces were established on a pilot basis within Canadian missions in Dusseldorf, Hong Kong, and Seoul. Federal-provincial consultations with ministers and senior officials were held during the year to ensure that provincial interests were considered in the formulation of international relations policies and that provincial authorities were kept fully informed of the federal government's position on a number of issues of mutual interest. In addition, the Department's telecommunications network was available to the provinces, providing them rapid access to the many services offered by Canada's diplomatic and consular missions abroad. The Department continued to transmit to the 10 Canadian provinces' reports, comments and research material, particularly of an economic and commercial nature, from Canadian missions abroad; the missions also maintained close contacts with provincial offices located in their areas of responsibility.

The Department facilitated provincial participation in meetings of multilateral organizations such as the World Health Organization, the International Labour Organization, UNESCO, the United Nations Commission on Human Rights, the Commonwealth, Francophone institutions and the Organization for Economic Co-operation and Development. It also helped to arrange visits abroad for provincial premiers and delegations as well as visits of foreign delegations to the provinces.

Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada

During the past year Canada had diplomatic relations with 145 countries. They were represented in Ottawa by 76 resident and 30 non-resident ambassadors, and 23 resident and 16 non-resident high commissioners.

Other representational offices in Canada are the International Civil Aviation Organization with representatives from 50 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities, the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture, the International Atomic Energy Agency, the International Labour Organization, the Northwest Atlantic Fisheries Organization, the Organization of Eastern Caribbean States, the International North Pacific Fisheries Commission, the United Nations Centre for Human Settlements, and the United Nations High Commission for Refugees.

During the year under review, the Department's Protocol Branch maintained liaison with all of these missions and provided services and advice in accordance with Canada's obligations under the Vienna Conventions and other international agreements, and Canadian laws and regulations. The Branch was responsible for the physical protection of diplomatic and consular representatives and premises, the accreditation arrangements of foreign and Canadian heads of posts and the ceremonial aspects of state visits to Canada. It also oversaw the privileges and immunities of some 6 500 members of diplomatic missions and consular posts in Canada, including their domestic servants and dependents.

The Branch was responsible for welcoming official foreign visitors and providing the logistic and administrative support for their visits. In 1986 this included the greeting and handling of many Heads of State, Heads of Government, Ministers of Foreign Affairs and other ministers who visited EXPO 86 on their National Day at the Exhibition. Included in the official visitors to Canada during the year were President Francesco Cossiga of Italy, President Denis Sassou-Nguesso of Congo, President Augustus Seignoret of Dominica, President Paul Biya of Cameroon, King Taufa'ahau Tupou IV of Tonga, Prime Minister Gro Harlem Brundtland of Norway, Prime Minister Margaret Thatcher of Britain, Prime Minister R. Premadasa of Sri Lanka, Prime Minister Kennedy Alphonse Simmonds of St. Kitts-Nevis, Prime Minister Herbert Blais of Grenada, Prime Minister James Mitchell of St. Vincent and the Grenadines, Prime Minister Lubomir Strougal of Czechoslovakia, Prime Minister Shimon Peres of Israel, Prime Minister Samson Kisekka of Uganda, Vice-President George Bush of the United States and many Ministers of Foreign Affairs.

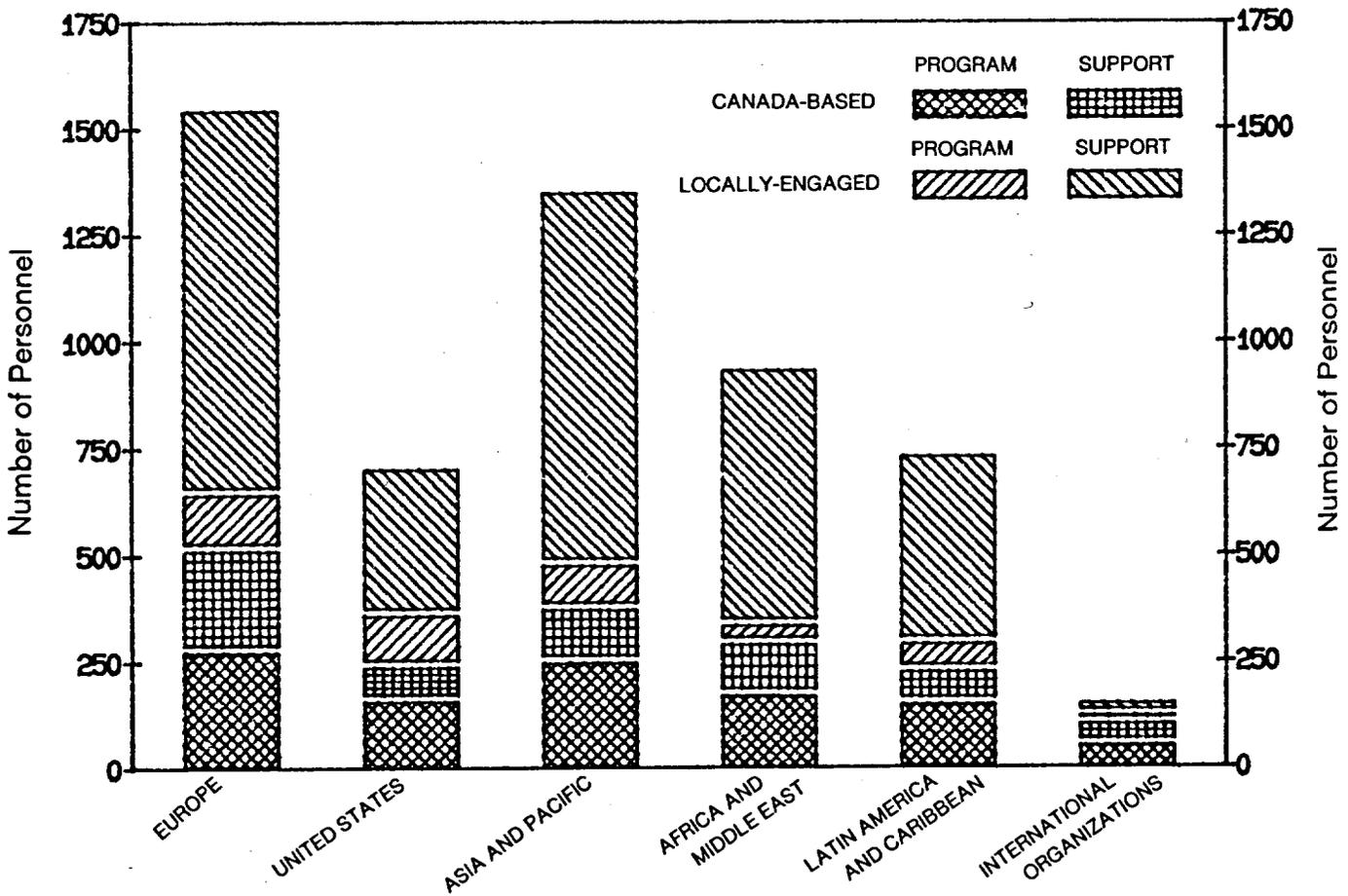
In addition, the Office of Protocol was responsible for arrangements connected with visits abroad by the Secretary of State for External Affairs. During the year under review Mr. Clark's overseas travel included visits to the Middle East, Japan, Britain, Uruguay, India, Bangladesh, Austria and the United States. Similarly, trips abroad made by the Ministers of Foreign Trade and Foreign Relations to Japan, Latin America, Europe and Africa received the support of the Office, as did visits to many destinations by other ministers or parliamentary secretaries representing ministers.

The Office also administered the official Government Guest House in Ottawa and managed an official hospitality facility at headquarters. During the 1986-87 fiscal year 13 109 guests were entertained in these facilities.

DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT CANADIAN POSTS ABROAD BY GEOGRAPHICAL REGION

(Canada-based and locally-engaged employees)

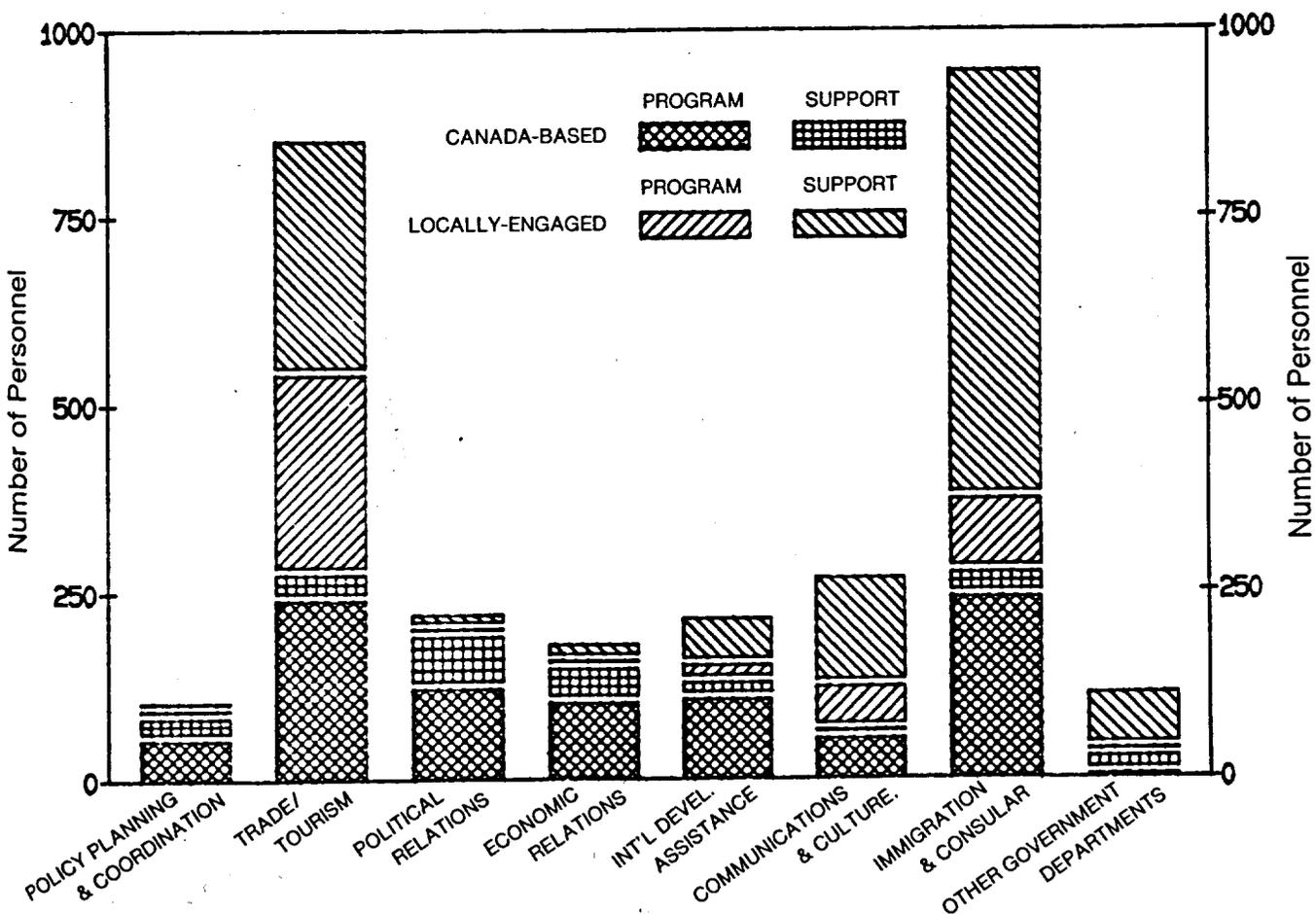
	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
International organizations	50	1	51	47
United States	156	121	80	342
Africa and Middle East	168	44	120	599
Latin America and Caribbean	148	65	76	440
Asia and Pacific	247	103	124	872
Europe	272	131	238	900
Total	1 041	465	689	3 200
GRAND TOTAL	5 395			



DEPLOYMENT OF PERSONNEL ABROAD BY PROGRAM

(Canada-based and locally-engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
Policy planning and co-ordination	54.5	0.3	29.4	11.9
Trade and industrial development	208.0	222.5	32.1	270.8
Tourism	25.9	39.5	0.1	38.2
Political relations	125.5	3.2	71.2	26.2
Economic relations	105.3	7.0	45.9	25.0
International development assistance	106.5	23.2	21.8	62.2
Communications and culture	53.5	58.6	10.5	144.9
Immigration and social affairs	205.7	91.5	12.9	456.0
Consular affairs	36.1	6.5	19.4	112.9
Administration	116.3	11.8	421.5	1 965.5
Other government departments	3.7	0.9	24.2	86.4
Total	1 041	465	689	3 200
GRAND TOTAL		5 395		

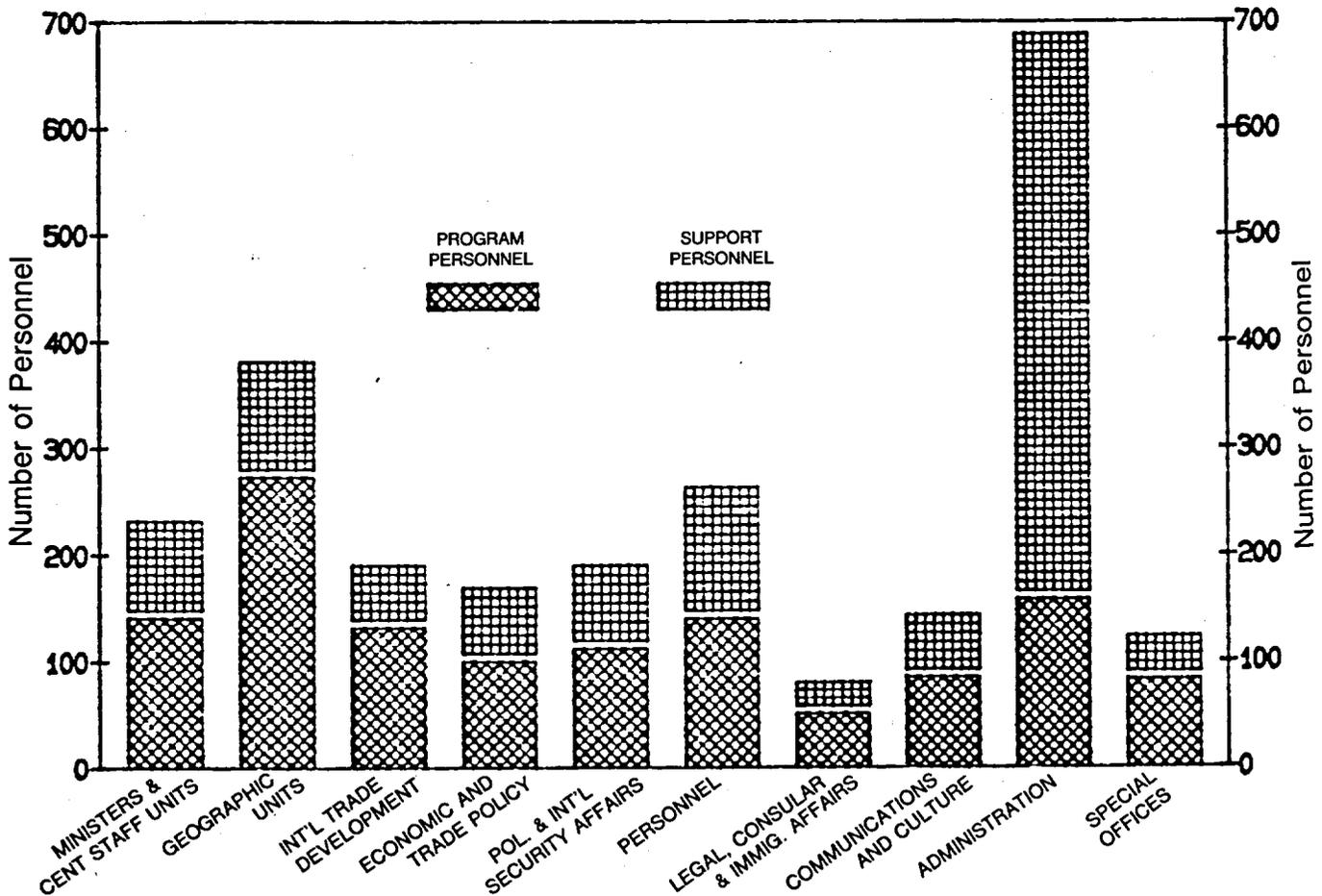


DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS BY ORGANIZATIONAL ACTIVITY

(Canada-based employees)

	Program personnel	Support personnel
Ministers and Central Staff Units	141	91
Geographic Units	273	108
International Trade Development	132	58
Economic and Trade Policy	100	69
Political and International Security Affairs	112	78
Personnel	140	123
Legal, Consular and Immigration Affairs	51	29
Communications and Culture	85	58
Administration	158	530
Special Offices*	83	40
TOTAL	1 275	1 184
GRAND TOTAL	2 459	

*Trade Negotiations and Summits Management Offices



Security and intelligence

The Department has created a Bureau of Foreign Intelligence to collect, analyse and disseminate intelligence relating to the capabilities, intentions and activities of foreign governments, organizations and individuals. Its role is to provide the government and in particular the Department of External Affairs with timely, relevant and assessed intelligence which can help protect Canada's interests and facilitate the decision-making process in the conduct of our external relations. The Bureau is organized into four divisions responsible for political intelligence, economic intelligence, intelligence services and interviews.

The Security Services Bureau's responsibilities include the development of policy recommendations for the government on international co-operation against terrorism, managing the Operations Centre through which the Department responds to crises in any part of the world on a 24-hour a day basis, and co-ordinating the development of policy recommendations relating to the protection of internationally-protected persons in Canada. The Bureau manages both the Department's security program and its program to protect departmental employees and their dependants while they are serving abroad. The Bureau has been responsible for co-ordinating the implementation within the Department of the government's new security policy announced in June 1986.

Personnel

The Personnel Branch is a service-oriented unit responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of employees. Its services vary according to whether personnel are part of the rotational foreign service, in which there are 2 805 employees, are non-rotational and work only in Canada (1 304 employees), or are among the 3 665 employees engaged locally at missions abroad. The Branch also administers a large secondment program with other government departments and agencies. In 1986-87, there were 223 employees from other government departments and agencies seconded into External Affairs, while 118 External Affairs employees were working in other departments or agencies or in the private sector.

The services provided by the Personnel Branch require an ability to respond to both departmental and other issues which affect the Public Service as a whole. The Department continued to implement the government-wide policy of decreasing the size of the Public Service. The great majority of employees in the Department whose positions were affected were redeployed to other departmental positions or elsewhere in the Public Service.

A number of steps were taken to strengthen the ability of the Department to manage personnel in what is frequently a unique environment. The Public Service Commission obtained an exclusion order for the Department providing for the assignment of rotational employees in accordance with the Public Service Employment Act.

In order to improve the framework for the management of training to meet the evolving demands of the Department, a departmental training policy was developed and progress made in its implementation. Priority was assigned to foreign language training to ensure that foreign service personnel possess the language skills required for their positions.

In addition, the recruitment of foreign service officers was modified to provide a more comprehensive assessment of candidates. Over 200 trade officers were converted to the Foreign Service group to provide greater flexibility in the use of specialized knowledge and skills in the Trade Commissioner Service and to harmonize personnel management in the trade area. In keeping with the goal to improve its management and administrative capabilities, the Department continued to expand its complement of professional rotational administrative officers. In accordance with the government-wide policy of privatization, the section providing temporary duty travel services was privatized.

Finance and administrative services

The Bureau of Finance and Headquarters Administrative Services is responsible for all aspects of financial management and administration: financial planning and analysis; accounting, auditing, commitment control, and other financial services; provision of a comprehensive advisory, control and reporting function for service contracts; headquarters accommodation services; and headquarters inventory data and materiel support. A prime function of the Bureau is to report on the budgetary operations of the Department. These are set out below.

Budget

Departmental expenditures for the fiscal year 1986-87 totalled approximately \$827.9 million. This included operating and capital expenditures, grants and contributions and other transfer payments in connection with the Canadian Interests Abroad Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$598.2 million were incurred for the management and co-ordination of operations at headquarters and at missions abroad and included salaries, wages and other personnel costs, rental of properties abroad, travel, communications and costs for the conduct of foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$69.5 million included \$12.6 million for the purchase and replacement of vehicles, furnishings and equipment and \$36.9 million for the Long Range Capital Program (LRCP). The objective of this program is to stabilize rental costs through increased Crown ownership of office and living accommodation abroad.

Expenditures of approximately \$160.2 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the UN, NATO, OECD and the Commonwealth.

**1986-1987 MAJOR BUDGET EXPENDITURES
BY ACTIVITY**
(in millions of dollars)

Canadian Interests Abroad Program	
Foreign policy, priorities and co-ordination	21.0
International trade development	58.4
International economic, trade and aid policy	41.1
Political and international security affairs	133.3
Social affairs and programs	33.7
Bilateral relations and operations	448.2
Passport	(0.3)
Operational support, human resource planning and administration	90.5
World Exhibitions Program	
World exhibitions	2.0
Total	827.9

Physical resources

The Physical Resources Bureau has responsibility for providing all crown-owned accommodation (through purchase or design and construction) and all crown-leased official residence and chanceries. In addition, the Bureau provides supporting materiel assets, interior design and facilities maintenance services for the Department's overseas operations, and it administers the Department's collection of Canadian works of art which are displayed at missions abroad. It also implements the Department's Long Range Capital Program which is directed primarily at increasing Crown ownership of properties and thereby stabilizing rental costs.

The estimated value of the Department's real property inventory in 1986-87 was some \$1.35 billion. The Bureau's expenditures in 1986-87 totalled \$51.5 million, of which \$34.6 million was for construction and acquisition of real property under the LRCP.

Progress continued on several major capital projects. Construction was under way on major embassy projects in Washington, Peking, and Kinshasa. During the year sites were acquired for new chanceries in Buenos Aires and Dar es-Salaam. Work continued on the design concepts and contractual arrangements for a joint venture redevelopment of the embassy compound in Tokyo. Several moves to new leased chanceries were in progress in Brussels, Detroit, Los Angeles and Minneapolis, as well as to new official residences in Tel Aviv and Vienna. The Bureau assisted in the acquisition of accommodation for the new consulate general in Shanghai and the CSCE Delegation in Vienna.

Major chancery renovation and maintenance projects carried out during the year included Cairo, Georgetown, Havana, London (MacDonald House) and Madrid. Interior design refurbishing projects were completed in Bangkok, Copenhagen, Oslo, Prague and Warsaw. In addition, a

total of 10 surplus crown-owned properties in several countries were sold, returning over \$4 million to the Consolidated Revenue Fund. Planning through site visits and feasibility studies was undertaken for potential lease, purchase or construction projects in Addis Ababa, Bogota, Dusseldorf, Geneva, Lagos, Lisbon, London, Rome and Warsaw. Administrative achievements included preparation of a Treasury Board submission to report on, and to ensure continued financing for, the LRCP; support for the Department's proposed new communications system (COSICS); a comprehensive report for the Treasury Board on use of chancery space abroad; and standardized procedures for the review of lease renewals.

The Materiel Management Division purchased and shipped, for all departmental programs (at headquarters and missions), materiel having a total value of over \$44 million. The Division completed the first phase of an automated procurement tracking system and the new Manual of Materiel Management was published.

Information resource management

The Information Resource Management Bureau is responsible for the Department's information management services: global telecommunications, computer systems design and development, records information operations, office automation, word processing and administrative printing. It is also responsible for implementation of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS) project through the COSICS Project Office.

During 1986-87 the Bureau continued to refine delivery of existing services at reduced costs. The telecommunications network continued to evolve and the replacement of telephone systems at missions abroad proceeded. The WIN Exports facility (see Chapter 2) was expanded to 28 posts, and the dissemination of personal computers from the departmental Microcentre brought their total to 406. Specialized records information data bases were created to assist the "La Bretagne" adjudication task force and the management of departmental briefing books and public opinion correspondence. The office automation pilots in New York and at headquarters were successfully concluded as was the introduction of a Computer-Assisted Immigration Processing System in Hong Kong. Telecommunications and technical security services were provided to conferences and for VIP and ministerial travel.

Records Information Management staff processed over one million documents and responded to almost 30 000 requests for information; mail operations handled four million items; word processing centres at headquarters produced 5.6 million pages; the printing plant generated over 40 million impressions; almost eight million telecommunications messages were processed, totalling more than one billion words. Cost-saving measures introduced included bulk mailing, fortnightly courier services, contracting for less expensive alternative methods of mail delivery, and privatization of a major component of the internal messenger service.

COSICS

The Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS) is the Department's integrated approach to secure, high speed communications, office automation and centralized record storage. It will increase security by centralizing records and reducing the amount of paper in circulation. COSICS will be built using existing and proven systems and technologies. It will result in profound changes in departmental operations.

As one part of the Department's Long Range Management Plan, COSICS will enable the Department to meet the government-mandated reduction in person-years, while respecting existing operating procedures and distinct program needs, and increasing the over-all program support ratio of the departmental establishment.

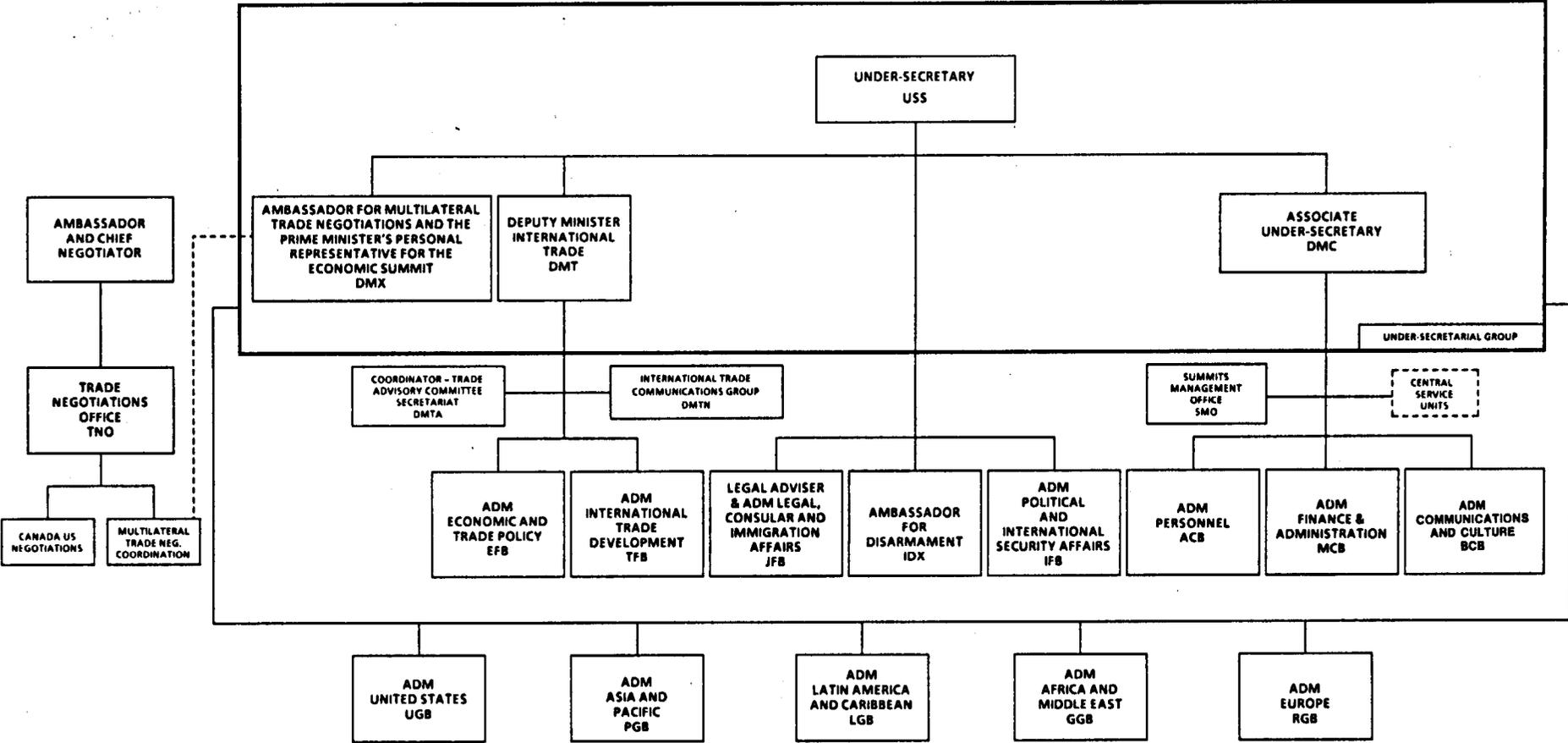
The COSICS system will be compatible or connectible with existing or planned departmental systems such as the Financial Management system, the Personnel system, WIN Exports, and the Computer Assisted Immigration Processing system. The COSICS system will permit the Department to continue its role as "common carrier" for other government departments with operations abroad.

Current plans call for a contract for the provision of COSICS to be signed during the autumn of 1987, with work on the physical fit-up of the first site, the Permanent Mission to the UN and the Consulate General in New York, already underway. Phase 1 plans call for PERMIS/CONGEN to be on-line by the end of 1987 and to be followed, in the first half of 1988, by the new Washington chancery, the remaining consulates in the United States and selected units at headquarters.

APPENDIX I

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

98



Appendix II

Bilateral international agreements (calendar year)

Argentina

Agreement on Tourism Cooperation between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic

Buenos Aires, September 11, 1986

Australia

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Australia constituting an Agreement Concerning the Sharing of Consular Services Abroad

Vancouver, August 7, 1986
In force August 7, 1986

Bangladesh

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of Bangladesh concerning Development Cooperation

Dhaka, January 23, 1986
In force January 23, 1986
With effect from December 14, 1985

Barbados

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Barbados

Bridgetown, February 11, 1985
In force January 1, 1986

Belgium

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Belgium relating to the Canada Pension Plan

Ottawa, April 2, 1968
In force April 2, 1968
Terminated December 31, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of Belgium on Air Transport (with Memorandum of Understanding)

Brussels, May 13, 1986
In force May 13, 1986

Brazil

Long Term Wheat Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil

Brasilia, October 10, 1985
In force October 10, 1985
With effect from January 1, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil on Air Transport

Brasilia, May 15, 1986
In force Provisionally May 15, 1986

Burkina Faso

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Burkina Faso on Development Cooperation

Ottawa, May 20, 1986
In force November 21, 1986

China, People's Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Beijing, May 12, 1986
In force December 29, 1986
With effect from January 1, 1987

Colombia

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Colombia for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Bogota, July 23, 1986

Czechoslovakia

Long Term Agreement on the Development of Trade, Economic and Industrial Cooperation between the Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic

Ottawa, September 5, 1986
In force September 5, 1986

Denmark

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Denmark

Copenhagen, April 12, 1985
In force January 1, 1986

Finland

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Finland extending for an Indefinite Period the Air Agreement between Canada and Finland signed on May 16, 1977

Ottawa, May 15 and 16, 1986
In force May 16, 1986

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Republic of Finland (with Protocol)

Ottawa, October 28, 1986

German Democratic Republic

Protocol renewing the Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the German Democratic Republic, signed on September 9, 1983

Berlin, December 18, 1986
In force December 18, 1986
With effect from September 9, 1986

Germany, Federal Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany regarding Mutual Assistance and Co-operation between their Customs Administrations

Bonn, September 10, 1984
In force January 23, 1986

India

Agreement between the Government of Canada and the Government of India for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income (with Protocol)

New Delhi, October 30, 1985
In force September 16, 1986
With effect from January 1, 1987

Israel

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Israel constituting an Agreement concerning the Immunities of Canadian Members of the Multinational Force and Observers (MFO) who Enter Israel on Leave or who Take Leave in Israel after having entered Israel on Official Duty

Israel, March 20, 1986
In force March 20, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the State of Israel on Air Transport

Jerusalem, April 13, 1986
In force Provisionally April 13, 1986

Japan

Agreement between the Government of Canada and the Government of Japan on Cooperation in Science and Technology (with Agreed Minutes)

Tokyo, May 7, 1986
In force May 7, 1986

Convention between the Government of Canada and the Government of Japan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Tokyo, May 7, 1986

Jordanie

Trade and Economic Cooperation Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan

Aman, April 5, 1986

Korea

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Korea for Mutual Assistance concerning Customs Co-operation

Seoul, July 1, 1986
In force July 3, 1986

Luxembourg

Convention on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg (with Protocol)

Ottawa, May 22, 1986

Malaysia

General Agreement on Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of Malaysia

Kuala Lumpur, May 16, 1986
In force May 16, 1986

Malta

Agreement between Canada and the Republic of Malta for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital

Valletta, July 25, 1986

Morocco

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Morocco (with Related Exchanges of Notes)

Ottawa, February 14, 1975
In force Provisionally February 14, 1975
In force Definitively May 7, 1986

Multinational Force and Observers

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Multinational Force and Observers amending the Agreement on the Participation of Canada in the Sinai Multinational Force and Observers

Rome, February 13 and March 18, 1986
In force March 18, 1986

The Netherlands

Convention between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

The Hague, May 27, 1986

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of

the Netherlands for the Training of Netherlands Armed Forces Units in Canada

The Hague, December 4 and 5, 1986
In force Provisionally December 5, 1986

Niger

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Niger on Development Cooperation

Niamey, January 17, 1986
In force January 17, 1986

Spain

Agreement between the Government of Canada and the Government of Spain on Mutual Fisheries Relations

Madrid, June 10, 1976
In force June 10, 1976
Terminated June 10, 1986

Convention on Social Security between Canada and Spain

Madrid, November 10, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of Spain concerning Cinematographic Relations

Madrid, January 14, 1985
In force January 17, 1986

Sri Lanka

Convention between the Government of Canada and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and Capital (with Protocol)

Colombo, June 23, 1982
In force June 9, 1986

Sweden

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Sweden

Stockholm, April 10, 1985
In force January 1, 1986

Turkey

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Turkey for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Ankara, June 19, 1985
In force July 14, 1986

Union of Soviet Socialist Republics

Protocol to Further Extend the Trade Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics signed at Ottawa on February 29, 1956

Ottawa, October 2, 1986
In force October 2, 1986
With effect from April 18, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union Soviet Socialist Republics for the Avoidance of Double Taxation on Income

Moscow, June 13, 1985
In force October 2, 1986

Protocol to Extend the Long Term Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to Facilitate Economic, Industrial, Scientific and Technical Cooperation

Ottawa, October 2, 1986
In force October 2, 1986
With effect from July 14, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union Soviet Socialist Republics on the Supply of Grain

Ottawa, October 2, 1986
In force October 2, 1986

United Kingdom

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland amending the Films Co-production Agreement signed September 12, 1975

London, July 9, 1985
In force January 8, 1986

Agreement between the Government of Canada and U.K. for Air Services between and beyond their respective Territories

Ottawa, August 19, 1949
In force August 19, 1949
Notice of Termination by U.K. September 18, 1986
Effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom amending the Agreement of August 19, 1949, for Air Services between and beyond their respective Countries

Ottawa, August 18, 1958
In force August 18, 1958
Notice of Termination by U.K. September 18, 1986
Effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom amending the Agreement for Air Services between and beyond the two countries signed at Ottawa August 19, 1949

Ottawa, September 6, 1960
In force September 6, 1960
Notice of Termination by U.K. September 18, 1986
Effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland amending the Agreement for Air Services signed at Ottawa August 19, 1949 as amended on August 18, 1958 and September 6, 1960

London, April 14, 1981
In force January 1, 1981
Notice of Termination by U.K. September 18, 1986
Effective September 18, 1987

United States of America

Exchange of Notes between Canada and USA concerning the Operation and Maintenance of the Land-Line Communication System between Edmonton, Alta, and Fairbanks, Alaska

Washington, March 31, 1948
In force March 31, 1948
Notice of Termination by Canada August 7, 1985
Effective August 7, 1986

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning an Experimental Transborder Air Services Programme

Washington, March 13, 1986
In force March 13, 1986

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning an Experimental Transborder Air Services Programme to and from San Jose

Washington, March 13, 1986
In force March 13, 1986

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to extend the North American Air Defence Command (NORAD) Agreement for a Further Five Year Period

Washington, March 19, 1986
In force March 19, 1986
With effect from May 12, 1986

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway

Washington, April 9 and 11, 1986
In force April 11, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Cooperation in Comprehensive Civil Emergency Planning and Management

Ottawa, April 28, 1986
In force April 28, 1986

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending Annex II to the Canada/U.S.A. Marine Pollution Contingency Plan

Washington, April 18 and September 16, 1986
In force September 16, 1986

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Memorandum of Understanding forming part of the Treaty concerning Pacific Salmon

Ottawa, May 5 and June 12, 1986
In force June 12, 1986

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning the Transboundary Movement of Hazardous Waste

Ottawa, October 28, 1986
In force November 8, 1986

Agreement on Aviation Security between the Government of Canada and the Government of the United States of America

Ottawa, November 21, 1986
In force November 21, 1986

Zimbabwe

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Zimbabwe for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of the Republic of Zimbabwe

Harare, August 26, 1986
In force August 26, 1986
With effect from April 9, 1985

Appendix III

Multilateral international agreements (calendar year)

International Air Services Transit Agreement (known as the Two Freedoms)

Done at Chicago, December 7, 1944
Signed by Canada February 10, 1945
Canada's Instrument of Acceptance deposited February 10, 1945
Entered into force January 30, 1945
Entered into force for Canada February 10, 1945
Notice of withdrawal by Canada November 12, 1986 effective November 12, 1987

Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards

Done at New York, June 10, 1958
Canada's Instrument of Accession deposited May 12, 1986
Entered into force June 7, 1959
Entered into force for Canada August 10, 1986

Declaration

Canadian accession was subject to the following declaration made in accordance with paragraph 3 of article I of the Convention:

The Government of Canada declares, with respect to the Province of Alberta, that it will apply the Convention only to the recognition and enforcement of awards made in the territory of another Contracting State.

The Government of Canada declares that it will apply the Convention only to differences arising out of legal relationships, whether contractual or not, which are considered as commercial under the national law of Canada.

International Convention against the Taking of Hostages

Done at New York, December 18, 1979
Signed by Canada, February 18, 1980
Entered into force June 3, 1983
Canada's Instrument of Ratification deposited December 4, 1985
Entered into force for Canada January 3, 1986

Convention on the Physical Protection of Nuclear Material

Done at New York and Vienna, March 3, 1980
Signed by Canada, September 22, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited March 21, 1986

Protocol to amend the Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat adopted February 2, 1971

Done at Paris, December 3, 1982
Signed by Canada, June 2, 1983
Entered into force for Canada October 1, 1986

International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding Systems

Done at Brussels, June 14, 1983
Signed by Canada, December 10, 1986

1983 Amendments to the International Convention for the Safety of Life at Sea, 1974

Adopted at London, June 17, 1983
Entered into force for Canada July 1, 1986

International Tropical Timber Agreement, 1983

Done at Geneva, November 18, 1983
Canada's Instrument of Accession deposited May 21, 1986
Entered into force for Canada Provisionally May 21, 1986

Protocol Relating to an Amendment to the Convention on International Civil Aviation (Article 3 *bis*)

Done at Montreal, May 10, 1984
Canada's Instrument of Ratification deposited September 3, 1986

Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer

Done at Vienna, March 22, 1985
Signed by Canada, March 22, 1985
Canada's Instrument of Ratification deposited June 4, 1986

Food Aid Convention, 1986

Done at London, March 13, 1986
Signed by Canada, June 23, 1986
Canada's Instrument of Ratification deposited June 23, 1986
Entered into force for Canada July 1, 1986

Wheat Trade Convention, 1986

Done at London, March 14, 1986
Signed by Canada, June 23, 1986
Canada's Instrument of Ratification deposited June 23, 1986
Entered into force for Canada July 1, 1986

Protocol Extending the Arrangement Regarding International Trade in Textiles

Done at Geneva, July 31, 1986
Canada's Instrument of Acceptance deposited
November 11, 1986
Entered into force July 31, 1986
Entered into force for Canada November 11, 1986

Convention on Early Notification of a Nuclear Accident

Done at Vienna, September 26, 1986
Signed by Canada, September 26, 1986

Convention on Assistance in the Case of a Nuclear Accident of Radiological Emergency

Done at Vienna, September 26, 1986
Signed by Canada, September 26, 1986

Statutes of the World Tourism Organization (WTO)

Entered into force for Canada, June 26, 1986

Agreement on the Preservation of the Confidentiality of Data concerning Deep Seabed Areas

Entered into force December 5, 1986